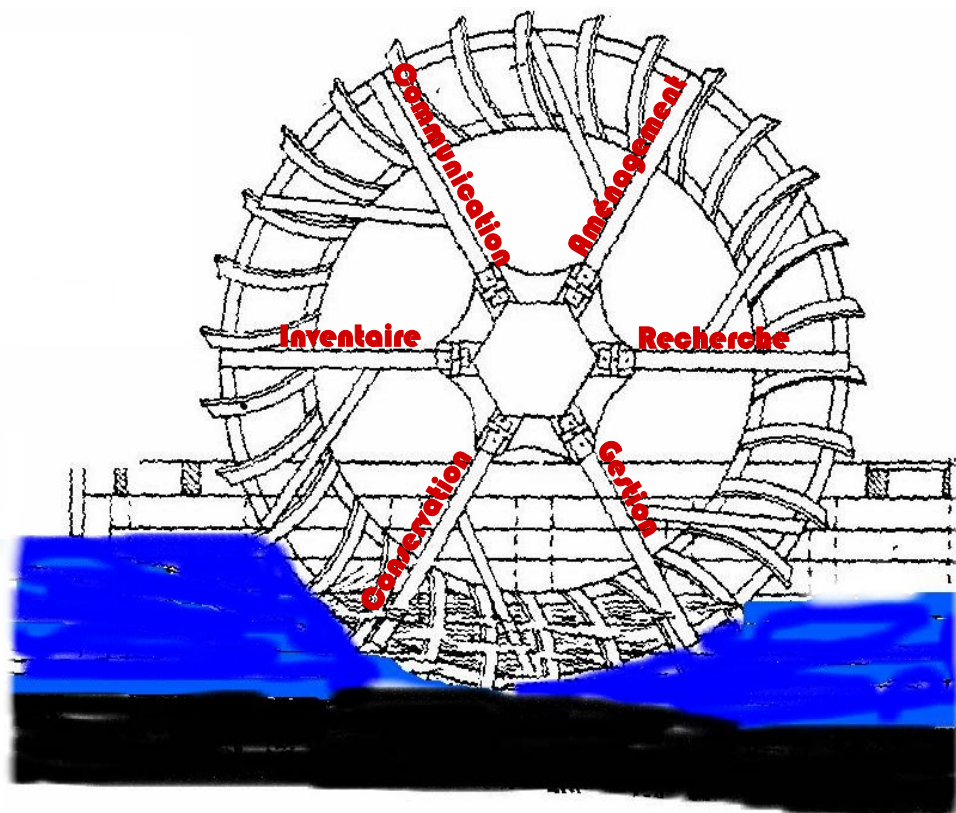


le patrimoine archéologique industriel du Québec



**Étude produite pour le Ministère de la
Culture, des Communications et de la
Condition féminine**

**Gisèle Piédalue
Mars 2009**

ISBN : 978-2-550-59800-8 (PDF)

TABLE DES MATIÈRES

<i>TABLE DES MATIÈRES</i>	2
<i>LISTE DES FIGURES</i>	7
<i>LISTE DES TABLEAUX</i>	10
<i>REMERCIEMENTS</i>	11
<i>INTRODUCTION</i>	12
<i>MISE EN CONTEXTE DU PATRIMOINE INDUSTRIEL</i>	16
Pourquoi sauvegarder le patrimoine industriel ?	19
<i>LES PARAMÈTRES DE L'ÉTUDE</i>	22
Les constats	22
Les inventaires	23
<i>LE QUÉBEC INDUSTRIEL : LES PROBLÈMES DE DÉFINITION</i>	30
La définition	37
Le cadre temporel de l'étude	38
<i>LE PORTRAIT DE L'INDUSTRIALISATION AU QUÉBEC</i>	39
Les sources et formes d'énergie.....	40
L'eau	40
Le vent	41
La vapeur	42
L'hydroélectricité	43
La chronologie du Québec industriel	45
Les premiers siècles	45
La poussée industrielle du 19 ^e siècle.....	52
La Politique nationale et l'essor industriel du Québec (1879-1896)	57
La consolidation industrielle du Québec (1896-1929)	60
De la Grande dépression à l'après-guerre (1929 à 1951).....	67

LA TYPOLOGIE DU PATRIMOINE INDUSTRIEL	75
Les composantes industrielles.....	79
LE PROFIL INDUSTRIEL DES SITES ARCHÉOLOGIQUES DU QUÉBEC.....	82
CARACTÉRISTIQUES DU PATRIMOINE INDUSTRIEL : LES FACTEURS	
D'INFLUENCE.....	93
L'abondance et la complexité des témoins et des données	93
Les avatars structurels	94
La complexité organisationnelle.....	95
Que dire de ces grands espaces vides ?	95
Que faire des « reliques » industrielles ?	96
La prise en charge du patrimoine industriel	97
LA PROTECTION ET LA CONSERVATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL ..	99
Critères, valeurs et principes	99
Encadrement de l'action municipale	99
Encadrement de l'action gouvernementale provinciale.....	100
Encadrement de l'action gouvernementale fédérale.....	102
Encadrement professionnel	105
Codes de déontologie	105
Chartes et conventions internationales	106
Les critères d'évaluation	108
Intérêt historique	108
Intérêt architectural	108
Intérêt urbanistique ou contextuel	109
Les valeurs de témoignage.....	109
Les principes de conservation	110
L'intégrité.....	111
La protection	113
La réhabilitation	113

La réversibilité	115
L'interprétation	115
<i>LA MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE INDUSTRIEL.....</i>	<i>116</i>
Bilan de la mise en valeur	116
Les orientations générales.....	119
Les moyens.....	120
Les défis entourant la mise en valeur	121
Documenter les sites industriels	122
Le développement durable	126
<i>LA PULPERIE DE CHICOUTIMI.....</i>	<i>130</i>
Mise en situation	130
L'inondation de 1996	131
Un empire de pulpe	131
Les valeurs patrimoniales	135
La conservation	138
La mise en valeur	139
Le diagnostic; une mission à revoir.....	140
La recherche : le point de départ	142
Un « mariage forcé »	146
Vers un patrimoine durable.....	147
Le partenariat : un incontournable	148
Le mot de la fin.....	150
<i>RECOMMANDATIONS.....</i>	<i>151</i>
Inventaire et recherche.....	151
Résumé des recommandations au plan de l'inventaire et de la recherche	154

La gestion et la conservation	154
Résumé des recommandations au plan de la gestion et de la conservation	157
L'aménagement du territoire.....	157
Résumé des recommandations au plan de l'aménagement du territoire ...	159
La communication	159
Résumé des recommandations au plan de la communication.....	161
<i>CONCLUSION.....</i>	162
<i>BIBLIOGRAPHIE.....</i>	166
<i>ANNEXES</i>	177
ANNEXE 1	177
Tableau synthèse des installations industrielles répertoriées dans le	
Répertoire des biens culturels du Québec, par catégorie fonctionnelle	177
ANNEXE 2	180
Inventaire des installations hydroélectriques du Québec.....	180
ANNEXE 3	202
Inventaire des sites archéologiques industriels au Québec expertisés par	
Parcs Canada	202
ANNEXE 4	211
Inventaire des lieux industriels désignés Lieu historique national canadien	
.....	211
ANNEXE 5	213
Inventaire des moulins au Québec	213
ANNEXE 6	271
Inventaire des quais au Québec	271
ANNEXE 7	295
Inventaire des épaves au Québec	295

ANNEXE 8	310
Inventaire des sites archéologiques québécois associés aux poteries, briqueteries, tuileries et fabriques de pipes.....	310

LISTE DES FIGURES

- Figure 1 : Centrale et poste hydroélectrique des Cèdres, 2003, Pauline Desjardins 2003-462.....27
- Figure 2 : L'Île Verte, première station de phare du Saint-Laurent, en 1956. A. Proulx, Archives Nationales du Québec à Québec, E6, S7, P2099-56, numéro d'image : 3731. 29
- Figure 3 : Moulin à farine Patton de Montmagny. O. Beaudoin, Office du Film du Québec, Archives nationales du Québec à Québec, E6, S7, 84633-51, numéro d'image : 2347. 35
- Figure 4 : Moulin à carder la fibre d'amiante pour filage et transformation, usine Johns-Manville à Asbestos (Québec), 1944. Clémence Gagnon, conductrice de machine. Harry Rowed, Office national du film du Canada, Photothèque, Bibliothèque et Archives Canada, e000762360. 35
- Figure 5 : Grue de chargement du charbon de l'usine à gaz LaSalle de la *Montreal Light Heat & Power Company*, 2005. Jean Belisle, Maître d'œuvre de l'histoire inc., 615G05R2T-05, Parcs Canada. 42
- Figure 6 : Les Forges du Saint-Maurice. Archives nationales du Canada/C-4356. 50
- Figure 7 : Chevaux sur un convoyeur servant de force motrice pour actionner une scie à bois. Auteur inconnu, site Internet du Centre de recherche des Cantons de l'Est (CRCE) de l'Université Bishop's, numéro d'image : 1805, [<http://www.ubishops.ca/etrc-rce/fr/imanav2.html>]. 56
- Figure 8 : L'entreprise E.B. Eddy de Hull (1871). Auteur inconnu, E.B. Eddy Co, numéro d'image: 3229, [<http://www.bilan.usherb.ca/bilan/pages/photos/3229.html>]. 56
- Figure 9 : Déplacement de matériel sur rail, *Dominion Bridge*, Montréal, 1920. ANC, Acc. 1987- 161, photo 115, album 5203, loc. 2000725795. 59
- Figure 10 : Une femme martèle une douille d'obus de canon de campagne de 25 livres dans une usine de munitions (vraisemblablement la *Robert*

<i>Mitchell Co.</i>), Montréal, 1941. Nicholas Morant, Office national du film du Canada, Photothèque, Bibliothèque et Archives Canada, e000760279.	62
Figure 11 : À l'usine Cherrier, une femme coud des sacs de cordite, Montréal, 1941. Nicholas Morant, Office national du film du Canada, Photothèque, Bibliothèque et Archives Canada, e000760536.	62
Figure 12 : Tannerie du début du siècle, 1905. Auteur inconnu, Archives publiques du Canada, numéro d'image: 3041.	63
Figure 13 : Compagnie d'aluminium Alcan Ltée à Arvida, 1943. Un ouvrier remplit d'alumine des cuves Soderberg au moyen d'un pont roulant. Ronny Jaques, Office national du film du Canada, Photothèque, Bibliothèque et Archives Canada, e000761261.	69
Figure 14 : Relevé archéologique de l'écluse 5 nord du Canal de Lachine en 1998. F. Véronneau, GRHQ, 175G-98-DR13-17, CD 1614-89, Parcs Canada.	87
Figure 15 : Annonce publicitaire pour la <i>St. Johns Stone Chinaware Company</i> à Saint-Jean-sur-Richelieu, 1888-1889. Collard, E., <i>Nineteenth Century Pottery and Porcelain in Canada</i> , McGill University Press, Montréal, 1967.	88
Figure 16 : Fouille de l'usine d'instruments aratoires, J. & D. Smith (1857-1874), près des écluses Saint-Gabriel en 2002. F. Véronneau, SACL, BiFj-069-2002-D5-13, Ville de Montréal.	90
Figure 17 : <i>Montreal Wheel Works</i> en cours de démolition, 2005, Pauline Desjardins 2005-052.	97
Figure 18 : Module d'interprétation au Lieu historique national du Canada des Forges-du-Saint-Maurice. Pierre Ferrer, été 2001, Parcs Canada...	123
Figure 19 : La maison d'Arthur Villeneuve, artiste-peintre, lors du transport à l'intérieur du bâtiment 1921 de La Pulperie, 1994, [http://www.pulperie.com/f/historique.htm].	131

Figure 20 : Le site de La Pulperie en 1910 avec, au centre de la photo, le bâtiment des écorceurs des moulins nos 1 et 3. ANCQ, Fonds Lemay, Collection de la SHS (Gagnon, 1984 : 11).	133
Figure 21 : La Pulperie de Chicoutimi. L’atelier de réparations mécaniques et fonderie en construction, vers 1920. ANCQ, Fonds Lemay, Collection de la SHS (Savard, 1985 : 62).	134
Figure 22 : Les tuyaux d’amenée d’eau des moulins nos 1 et 3 avec la première écluse de La Pulperie de Chicoutimi. Collection Joseph Bonneau (Gagnon, 1984 : 17).	138
Figure 23 : La Pulperie de Chicoutimi en 1996. Pauline Desjardins.	138
Figure 24 : L’ancien atelier mécanique converti en musée, en 2004. Normand Lafrenière, Parcs Canada.	139
Figure 25 : Île-des-Moulins, Terrebonne, Roue de turbine en exposition, 2002. Pauline Desjardins 2002-535.	151
Figure 26 : <i>Montreal Wheel Works</i> , moules de fonderie en bois pour pièces d’équipements, 2005. Pauline Desjardins 2005-058.	156
Figure 27 : À la manufacture de textiles de la <i>Montreal Cottons</i> , une ouvrière remplace une bobine de fil de coton sur un « ourdissoir », Valleyfield, vers 1945. Nicholas Morant, Office national du film du Canada, Photothèque, Bibliothèque et Archives Canada, PA-160564, e000760687.	160
Figure 28 : Bobinage du fil de métal, Stelfil (Mittal), Montréal, 5 décembre 2006. Pauline Desjardins, 2006_0287.	160

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Principaux secteurs ayant fait l'objet d'étude en patrimoine industriel (Trottier, 1985 : 21)	76
Tableau 2 : Principales divisions selon le <i>Standard Industrial Classification</i> (SIC), ...	78
Tableau 3 : inventaire des sites et des composantes industrielles selon l'ISAQ	86
Tableau 4 : inventaire des sites industriels par région et secteurs industriels selon l'Aqpi	89
Tableau 5 : Domaines d'activités industrielles mis en valeur, par région	117

REMERCIEMENTS

La présente étude a pu tirer profit du travail énorme réalisé par des chercheurs qui ont voulu s'aventurer les premiers sur le terrain complexe et vertigineux qu'est le patrimoine industriel du Québec. Il importe de souligner plus particulièrement l'apport de ceux qui ont généreusement offert leur temps et leurs conseils à l'orientation de la présente étude : les historiens Alain Gelly et Yvon Desloges PhD dont les recherches les ont amenés, entre autres, à naviguer les « flots tumultueux » du canal de Lachine et Pauline Desjardins PhD dont le nom est synonyme d'archéologie industrielle au Québec. Des reconnaissances sont dues aux organismes et individus suivants pour avoir partagé leurs bases de données : Hydro-Québec, l'Aqpi, Archeotec, Ethnoscop et Frédéric Simard. Finalement, des remerciements vont aux responsables et préposés des Centres de documentation de Parcs Canada et du MCCCCF qui ont arpenté avec diligence leurs inventaires et leurs étagères pour repérer les documents qui constituent la matière première de cette étude.

INTRODUCTION

Le patrimoine industriel est une réalité culturelle beaucoup plus importante qu'on ne le soupçonne à première vue. Il jaillit de plusieurs générations d'industriels qui ont laissé derrière eux des traces écrites et orales et de nombreux vestiges matériels d'exploitation et d'occupation du territoire, dont certains sont exposés à la surface du sol, alors que d'autres se trouvent enfouis dans les feuillets de la terre. Tous ces éléments se complètent pour aider à rétablir et à comprendre pleinement les faits et les gestes du passé industriel – une symbiose qu'on ne saurait rompre afin d'élaborer une vision de conservation et de mise en valeur de cette richesse culturelle qui soit la plus vraie et la plus compréhensive.

Domaine de recherche relativement récent, l'archéologie industrielle a su reconnaître, dès sa naissance, l'importance de réunir et de traiter, dans une approche d'ensemble, toutes les composantes qui concourent à apprivoiser et communiquer les connaissances et les valeurs d'un lieu industriel. Comme le souligne Andrieux (1992 : 3), « *l'archéologie industrielle est l'activité scientifique qui se donne pour objet d'éclairer un corpus cohérent d'éléments rassemblés sous le vocable de patrimoine industriel* ». Ainsi, la perception, les problématiques et les perspectives d'avenir du patrimoine industriel archéologique sont inextricables de ceux du patrimoine industriel en général. C'est sur cette base que la présente étude est réalisée.

Dans les pages qui suivent, la « place » de l'archéologie industrielle est présentée de façon explicite : recréer l'histoire de l'habitat et de l'occupation des sites industriels dans toutes ses formes. Le lecteur en déduira, avec raison, que le patrimoine archéologique industriel se confond avec le patrimoine industriel. De fait, les deux sont si inextricablement reliées dans l'espace industriel que de traiter de façon isolée du patrimoine archéologique industriel sans tenir compte du contexte plus global de son existence constitue une notion proche de l'absurde. L'archéologie industrielle se distingue des autres disciplines oeuvrant dans le champ du patrimoine industriel par la démarche à laquelle elle est

soumise – une démarche qui s’insère impérieusement dans une approche multidisciplinaire coordonnée, car les diverses parties du lieu industriel ne peuvent se comprendre que par le tout qui leur donne leur signification. Si la méthode de travail de l’archéologue est spécifique, son analyse doit nécessairement être globale. Selon cette même logique, effectuer une analyse critique de la situation actuelle du patrimoine archéologique industriel au Québec exige de se pencher également sur celle du patrimoine industriel en général. Cette réalité nous amène à conclure, dans la présente étude, que les actions de conservation et de mise en valeur à l’égard des différentes composantes du patrimoine industriel doivent non seulement faire preuve de cohérence, elles doivent soutenir une stratégie d’ensemble.

Puisque la caractérisation du patrimoine archéologique industriel repose sur une image globale de l’industrialisation et des vestiges¹ qui en font partie, la première partie de l’étude sera consacrée à une mise en contexte de la notion de patrimoine industriel, à une description du système complexe auquel appartient le vestige industriel et à une définition d’industrie qui servira à orienter la sphère d’opération et d’influence de l’archéologie industrielle. Comme il est question également de cerner au plan archéologique la diversité des vestiges sur le territoire du Québec, un bref historique de l’industrialisation de la province s’impose. On y retrouvera les principales conjonctures résultant d’un faisceau de circonstances, d’événements et de progrès technologiques qui ont marqué l’évolution du paysage industriel québécois. Nous présenterons, par la suite, les différentes typologies utilisées jusqu’à présent pour catégoriser les activités et le patrimoine industriel, pour en arriver à celle des secteurs d’industries² comme

¹ Dans le cadre de cette étude, « vestige » comprend tout élément matériel restant témoignant de l’activité humaine, qu’il s’agisse d’un élément paysager, immobilier ou mobilier, hors-sol ou enfoui.

² Un secteur industriel réfère à un ensemble d’activités économiques de même nature, se rapportant à l’exploitation de richesses naturelles, à la transformation de matières premières et à la production de biens.

support fonctionnel à retenir en vue de normaliser les classifications, y compris celle des sites archéologiques participant au corpus industriel. À partir de cette nomenclature, se dessinera un profil sommaire des lieux et des composantes archéologiques industriels ayant fait l'objet d'une recherche jusqu'à présent, suivi d'une comparaison avec le portrait industriel réel.

La deuxième partie de l'étude regroupe les lois et directives, les critères d'évaluation, les principes de conservation et les orientations de mise en valeur qui régissent le patrimoine industriel – soit les balises qui favorisent une prise de décision éclairée concernant la protection et la communication de ce groupe de ressources culturelles. On y accrochera, en préambule, un chapitre mettant en lumière les caractéristiques particulières du patrimoine industriel, caractéristiques qui viendront souligner les problématiques qui lui sont propres. Une étude de cas illustrera, par la suite, la complexité et le défi de réaliser une mise en valeur qui prend en compte l'ensemble des éléments significatifs contribuant à la commémoration d'un lieu, notamment les témoins archéologiques, tout en répondant aux besoins et aux capacités sociales et économiques du milieu dans lequel il s'insère.

Toujours dans l'optique que le vestige archéologique industriel est une composante distincte mais indivisible de l'ensemble du patrimoine industriel, les recommandations proposées à la fin de l'étude auront pour but de cerner le potentiel inexploité de la recherche archéologique, de définir les objectifs à atteindre en matière de recherche, d'aménagement et de communication, puis de proposer des moyens pour assurer l'intégration des connaissances et des découvertes qui en découlent dans la valorisation et la présentation des lieux de l'industrie québécoise.³ Tout comme la multitude d'arbres contribue à l'existence

³ Les éléments traités dans le cadre de cette étude correspondent au mandat conféré à l'auteur soit : définir ce qu'est un site industriel, ses constituantes, son évolution temporelle et son cadre géographique, ainsi que les sources d'énergie utilisées; déterminer la contribution de la recherche archéologique aux connaissances acquises sur les sites industriels; constituer le portrait de l'archéologie industrielle au Québec; proposer une méthodologie pour la recherche, la

d'un phénomène d'un autre ordre qu'est la forêt, le site archéologique, par son contenu et son apport méthodologique, en lien avec les documents écrits, le paysage, le bâti et les témoins symboliques, participe à la réalité du patrimoine industriel. Comprendre cette réalité, c'est saisir le rôle de l'archéologie industrielle.

conservation et la mise en valeur sur les sites archéologiques industriels en fonction d'une typologie et en s'appuyant sur les principes et critères qui doivent être utilisés pour assurer la protection, la conservation, la mise en valeur et l'intégration des sites archéologiques industriels sur le territoire municipal; illustrer, à partir d'exemples, la méthodologie proposée; et formuler des recommandations quant à la protection, la recherche et la mise en valeur des sites archéologiques industriels.

MISE EN CONTEXTE DU PATRIMOINE INDUSTRIEL

Le mouvement pour l'étude et la conservation du patrimoine industriel s'est développé dans l'ensemble des pays industrialisés depuis environ une cinquantaine d'années, sa principale contribution étant la valorisation des lieux industriels et la volonté de développer une vision globale de la ressource. Dès les premières reconnaissances de cette famille de biens culturels (voir Desjardins 2006 : 15), l'étude du patrimoine industriel prend assise dans la discipline de l'archéologie, dont la méthodologie allie vestiges matériels et sources documentaires pour « *cerner la réalité très complexe, mouvante et fluctuante de la civilisation industrielle* » (Andrieux 1986 : 13). De fait, selon Woronoff, « *l'archéologie industrielle n'est pas une nouvelle discipline dans le champ historique, mais une nouvelle approche historique de l'industrie* » (Woronoff, 1990 : 448, cité par Andrieux, 1992 : 13).

L'archéologie industrielle fait vigoureusement ses premiers pas en Grande-Bretagne — lieu d'origine de la révolution industrielle — à la fin des années 50 en réponse à la vitesse alarmante à laquelle le patrimoine industriel et technique est détruit. La *British Association for Industrial Archaeology* (BAIA) et *The International Committee for the Conservation of the Industrial Heritage* (TICCIH) sont d'importantes organisations qui comptent parmi les plus anciennes vouées à la recherche et la sauvegarde du patrimoine industriel. Du côté nord-américain, l'éveil est plus récent, mais il a pour résultat de fixer l'archéologie industrielle dans une orientation plus anthropologique. La *Society for Industrial Archeology* est formée aux États-Unis en 1971, alors que la *Canadian Society for Industrial Heritage*/Société canadienne de l'héritage industriel est créée en 1988. Parmi les sociétés provinciales, la *Ontario Society for Industrial Archaeology* (1981) et l'Association québécoise pour le patrimoine industriel (1988) emboîtent le pas.

Au Québec, comme ailleurs au Canada, on s'intéresse, dans un premier temps, aux tentatives initiales d'extraction des ressources premières et à la transformation primaire. On favorise d'abord l'étude des sites consacrés à

l'exploitation minière, aux moulins à farine, aux poteries et aux établissements de pêche et de trappe. Dès lors intervient une série de questions, nées du travail préalable des historiens et axées sur l'évolution des sociétés et des économies dans lesquelles s'insèrent les industries. On reconnaît d'emblée que le vestige industriel fait partie d'un système complexe qu'il importe lui aussi d'évoquer : l'accès à des matières premières, les sources d'énergie, l'intégration d'innovations technologiques, les espaces pour la production et le stockage, un réseau de transport et la présence d'une main-d'œuvre spécialisée. L'archéologie industrielle *« étudie toutes les preuves, matérielles et immatérielles, les documents, les artefacts, la stratigraphie et les structures, les implantations humaines et les paysages naturels et urbains créés pour ou par des processus industriels. Elle se sert des méthodes les mieux appropriées pour accroître la compréhension du passé et du présent industriel »* (TICCIH, 2003).

Ces méthodes sont empruntées d'un éventail de disciplines, chacune permettant d'éclairer, selon le terrain d'expertise qui lui est propre, le site à l'étude.

« Industrial archaeology is the study of historic industrial activity through analysis of both material and documentary evidence. It relies on the physical remains of industry to fill gaps in the documentary record and to provide information that is not easily conveyed in words or pictures. Material evidence – sites, structures, and artefacts – as well as the documentary record are interpreted by industrial archaeologists with methods drawn from archaeometry (the study of artefacts in the laboratory), field archaeology, art history, architectural recording, cartography, and other disciplines to supplement the historical record and reconstruct the texture of history. » (Gordon & Malone, 1994 : 5)

L'archéologue de l'industriel a donc *de facto* une vision interdisciplinaire qui réunit en arborescence une pléiade de regards scientifiques différents et complémentaires. Dans le peloton des compagnons de route, il s'adjoindra notamment des historiens, des anthropologues, des géographes, des

ethnologues, des ingénieurs et des architectes, offrant ensemble une pluralité d'angles de vue sur l'histoire d'un lieu ou d'une collectivité.⁴

Avec une telle diversité de pratiques et d'intervenants, l'archéologie industrielle doit élaborer une méthodologie cohérente qui s'insère dans un processus d'analyse plus global duquel elle est indissociable.

« To study industry within a landscape involves the examination of its complete setting, its topography, social facilities and historical evolution as well as sites and structures concerned with manufacturing. » (Trinder, 1992 : 103-104)

« La méthode consiste à replacer ces témoins matériels dans les divers contextes reliés à la période industrielle. Ces contextes peuvent être technologiques, économiques, socioculturels, politiques, symboliques, etc. C'est par l'interprétation et la compréhension des témoins matériels en relation avec ces divers contextes qu'il s'avère possible de démontrer la dynamique de la société de cette période. » (Desjardins, 2006 : 16)

Pour aucune raison, l'archéologie industrielle ne saurait être accessoire à l'architecture industrielle et ce, même sur le plan méthodologique. L'enveloppe architecturale n'est qu'une partie de l'espace industriel qu'il convient d'étudier dans son ensemble. Le relevé archéologique, souvent écarté devant le nombre de vestiges matériels encore apparents, s'avère pourtant essentiel à la compréhension d'un lieu industriel en complétant les parties hors sol et en raffinant ce que l'on retrouve dans les sources écrites et orales.

« Au bout du chemin, par le biais d'une histoire originale des configurations architecturales, c'est l'histoire des hommes qu'on

⁴ L'étude, la conservation et la mise en valeur du patrimoine industriel revêtent un caractère fondamentalement multidisciplinaire. Cette association de plusieurs disciplines est le reflet des différentes circonstances et idéologies liées à l'évolution du monde industriel.

retrouve. Toutes les couches sociales qui ont participé à l'effort économique sont là rassemblées, comme le furent, en d'autres temps, pour d'autres fins, les bâtisseurs des cathédrales, des abbayes. Et le but de la recherche est bien de reconstituer la geste silencieuse du labeur, telle qu'elle est inscrite dans la pierre ou, mieux, s'agissant de bâtiments industriels, traduite par le métal, puis par le béton... » (Andrieux, 1992 : 43)

Pourquoi sauvegarder le patrimoine industriel ?

La question se pose. D'abord, comme il a déjà été évoqué, parce qu'un site industriel est bien davantage qu'un simple lieu de production. Le développement des échanges, la division du travail, les progrès technologiques, les évolutions démographiques, bref tous les grands changements économiques et sociaux y sont reflétés. En effet, la sauvegarde d'un site industriel sert la mémoire collective en faisant de ces lieux des témoins privilégiés de notre évolution économique, technologique et sociale.

« Le patrimoine industriel est un héritage collectif à transmettre aux générations futures. Il favorise une meilleure connaissance de l'histoire des entreprises et des travailleurs et contribue à une compréhension accrue de l'évolution historique [...], à travers ses aspects sociaux, économiques, politiques, architecturaux et technologiques. Il revêt, par le fait même, un intérêt significatif pour l'histoire régionale et nationale, diversifie et enrichit l'offre touristique [...] et concourt à la constitution de la mémoire et de l'identité des entreprises, des travailleurs et de la population des quartiers industriels. » (Association québécoise pour le patrimoine industriel [Aqpi], Déclaration du patrimoine industriel de Québec, la Capitale nationale, 2008)

La charte *NIZHNY TAGIL* élaborée par le TICCIH (le Comité international pour la conservation du patrimoine industriel et le conseiller pour ICOMOS dans ce

domaine) exprime bien les raisons qui sont le fondement de la protection et de la mise en valeur du patrimoine industriel :

- I. Le patrimoine industriel est le témoignage des activités qui ont eu lieu et qui ont encore des conséquences historiques profondes. Les raisons de protéger le patrimoine industriel sont fondées sur la valeur universelle de cette trace plutôt que sur la singularité de sites exceptionnels.
- II. Le patrimoine industriel revêt une valeur sociale faisant revivre des vies d'hommes et de femmes ordinaires et en leur donnant un sens identitaire important. Dans l'histoire de l'industrie, de l'ingénierie de la construction, il a une valeur scientifique et technique. Il peut aussi avoir une valeur esthétique pour la qualité de son architecture, de son design ou de sa conception.
- III. Ces valeurs sont intrinsèques au site lui-même, à ses structures, à ses composants, à ses machines, à son paysage industriel, à sa documentation et aux souvenirs intangibles de la mémoire des hommes et de leurs coutumes.
- IV. La rareté, en termes de survivance de savoir-faire particuliers, de typologie des sites ou de paysages, ajoute une valeur particulière et devrait être soigneusement évaluée. Les exemples les plus anciens ou pionniers ont une valeur spéciale. (TICCIH, 2003)

La reconnaissance du patrimoine industriel revêt également une valeur émotive.

« L'évolution du concept [de patrimoine] a conduit à lui donner des assises élargies et à l'investir de multiples valeurs qui toutes renvoient aux faits culturels de la société. Le patrimoine traduit un rapport de continuité avec le passé, mais par contre sert des usages actuels et exprime des approches et des intérêts qui le sont autant. Aussi, la contribution du patrimoine à l'affermissement du sentiment d'identité et à la charge émotive oblige à établir les interventions de sauvegarde sur des critères explicites qui tiennent

compte de la complexité historique liée à l'élargissement de son domaine. » (Carreau et Serfaty, 1998 : 14)

Mais le patrimoine industriel est souvent un patrimoine mal-aimé, peut-être parce qu'il est mal compris. On retrouve parfois le patrimoine industriel dans des environnements peu attirants ou en mauvais état. Plusieurs sites sont fortement contaminés, le fruit de décennies de production non réglementée. Certains vestiges sont perçus négativement comme un symbole de la misère et de l'exploitation humaine ou comme un obstacle au développement immobilier et sont alors menacés de disparition. L'appréciation des vestiges matériels réside dans la compréhension et l'appropriation des valeurs et des messages qu'ils véhiculent. Il convient donc de trouver des solutions qui permettent de conserver les vestiges matériels exemplaires – les vestiges qui expriment les phases d'évolution du monde industriel et, plus fondamentalement, ceux qui représentent l'identité d'une localité. C'est un formidable défi dont le premier pas est de prendre position en faveur de la sauvegarde du patrimoine industriel.

LES PARAMÈTRES DE L'ÉTUDE

Les constats

Le mandat proposé par le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, (MCCCF) se voulait initialement un inventaire du patrimoine industriel archéologique du Québec. Très vite, l'ampleur d'un tel inventaire au regard du temps alloué est devenue apparente. Plusieurs éléments ont permis d'aboutir à ce constat.

- À l'heure actuelle, il n'existe aucun inventaire exhaustif de toutes les industries implantées au Québec. Les inventaires et études réalisés jusqu'à présent ont été établis en fonction d'un secteur d'activité industrielle ou d'une région. La tâche de réunir tous les inventaires présents dans les sources historiques et archéologiques, en compléter les informations et en produire une liste du patrimoine industriel théorique exigerait un travail monumental de plusieurs mois.
- Les inventaires du patrimoine industriel réalisés jusqu'à présent font généralement état des sites industriels dont les traces sont connues ou toujours apparentes. Il y a donc un travail d'analyse de la cartographie historique à réaliser afin de représenter les multiples industries des diverses régions du territoire à différentes époques et révéler, dans un seul corpus, ce qui est aujourd'hui disparu. À cela s'ajoute une vérification au terrain pour connaître l'état et la localisation réels des vestiges de même que la faisabilité de les conserver.
- La majorité des inventaires du patrimoine bâti ont été menée il y a plus de 10 ans. La même observation est valable pour les études archéologiques qui remontent, dans bien des cas, à plus de 25 ans. Il faudrait donc retourner sur les lieux d'expertises pour valider l'état actuel des vestiges en place.

Les variations et les lacunes notées dans l'ensemble des inventaires permettent d'entrevoir l'envergure du travail à réaliser, simplement pour répertorier les ressources industrielles présentes sur le territoire du Québec.

Les inventaires

À la lumière de ces constats et à défaut de pouvoir présenter un recueil exhaustif, la présente étude entrevoit de tracer un portrait qualitatif des sites industriels du Québec, en se basant sur les répertoires existants provenant de diverses sources. On peut présumer que la majorité des sites industriels répertoriés comportent des vestiges archéologiques, même si ces derniers n'ont pas été inventoriés de façon systématique. Dans un deuxième temps, des pistes de recherche, de conservation et de mise en valeur des ressources en place seront proposées, dans lesquelles figurent les sites et vestiges archéologiques.

Les inventaires et tableaux présentés dans le rapport et ses annexes ont été tirés ou colligés des sources suivantes :

- Patrimoine archéologique des moulins du Québec (Archéotec inc., 2008)
- Patrimoine archéologique des poteries, briqueteries, tuileries et fabriques de pipes au Québec (Ethnoscop, 2009)
- Patrimoine archéologique maritime du Québec (Simard, 2009)
- Hydro-Québec (Hydro-Québec, 1984 et 1995; Dorion, 1996)
- Inventaire des sites industriels patrimoniaux au Québec (Dorion, 1996)
- Répertoire du patrimoine culturel du Québec (MCCCF)
- Inventaire des sites archéologiques du Québec (MCCCF)
- Parcs Canada

Le lecteur remarquera que chaque inventaire comporte une catégorisation qui lui est spécifique. Celle-ci relève de critères qui prennent préséance sur la terminologie industrielle. Nonobstant la difficulté d'établir des comparables entre les inventaires, il n'est pas notre intention, ici, de normaliser ni la classification ni la nomenclature, un exercice complexe qui devra être entrepris avec beaucoup

de doigté pour maintenir les liens de parenté entre les anciennes tables et les nouvelles (voir le chapitre intitulé « La typologie du patrimoine industriel »).

Présentons d'abord le macro-inventaire des biens culturels du Québec réalisé par le MCCCCF de 1978 à 1984.⁵ Ce *magnum opus* comprend un recueil des ressources culturelles pour l'ensemble du Québec. Les inventaires sont divisés par comtés – aujourd'hui ces divisions administratives sont remplacées par les municipalités régionales de comté – puis par municipalités et les biens sont regroupés selon les catégories suivantes :

- Analyse du paysage architectural
- Églises et œuvres d'art
- Histoire et archéologie
- Ethnologie

Chaque synthèse culturelle de comté comprend des notes historiques sur les municipalités qui en font partie. On y retrouve des informations sur les industries ainsi que des tableaux indiquant le nombre d'industries, par type, présentes sur le territoire, selon les années de recensement. S'ajoute à cela une liste d'occupations et de métiers, aussi selon les années de recensement, ce qui vient étoffer le portrait industriel des municipalités. Le tout est complété par une bibliographie annotée. En raison d'une approche méthodologique différente, l'inventaire des sites archéologiques n'a pas été intégré dans l'opération du macro-inventaire (d'où la création de l'ISAQ). On y voit néanmoins l'énorme potentiel pour bâtir une liste des industries implantées partout au Québec, puis de là, en extraire les sites archéologiques possibles. Même s'il n'est pas indiqué explicitement, on peut penser que le macro-inventaire a servi d'inspiration à l'élaboration du Répertoire du patrimoine culturel du Québec qui regroupe les

⁵ Cet inventaire n'a jamais été mis sur support informatique.

lieux ayant reçu un statut juridique. Le répertoire comprend 850 installations à caractère industriel classées (annexe1).⁶

L'inventaire réalisé par Dorion (Aqpi) en 1996 constitue aujourd'hui la meilleure source pour connaître les sites industriels à caractère « historique » ainsi que les sites industriels « actifs » au Québec. Ce recueil est structuré selon les régions administratives et comprend les éléments suivants :

- toutes les régions du Québec;
- les sites industriels antérieurs à 1950;
- les sites industriels ayant la reconnaissance du milieu ou d'un groupe;
- les musées ou centres d'interprétation ayant un thème relié au patrimoine industriel.

La présence de structures visibles constitue le fil conducteur de l'inventaire. Cependant, quelques sites archéologiques jugés significatifs ont été retenus, alors que certains bâtiments industriels anciens, abandonnés ou dont la vocation industrielle n'était plus présente, ont été exclus.

L'inventaire est divisé en trois sections : sites industriels historiques, industries actives et sites industriels non retenus. Dans le premier groupe, 441 sites industriels à caractère patrimonial ont été recensés, dont 88 comportent un volet muséal, 134 sont des lieux historiques reconnus, 38 comprennent des vestiges archéologiques et 10 sont uniquement des sites archéologiques. Il faut préciser, par ailleurs, que certains sites toujours en opération ont été inclus dans cette section, alors que d'autres se retrouvent dans celle des industries actives. Ces derniers comprennent les sites industriels en opération en 1996, mais dont le début des activités est antérieur à 1950. Au total, 770 sites ont été répertoriés, dont une centaine date d'avant 1900. La dernière section comprend une liste de 55 sites qui n'ont pas été inclus dans les deux premières sections en raison d'un

⁶ Aucun site uniquement à l'état archéologique n'est classé. Toutefois, certains lieux comportent des vestiges archéologiques.

potentiel de mise en valeur jugé faible ou non existant à l'époque du recensement. Pour les fins de la présente étude, toutes les industries recensées par Dorion ont été prises en compte.⁷

La base de données d'Hydro-Québec présentée à l'annexe 2 a été colligée à partir de différentes sources (Hydro-Québec, 1984 et 1995; Dorion, 1996; site Internet de Ressources naturelles et Faune Québec). La liste fait état de 234 centrales et installations connexes de production établies sur le territoire depuis les débuts de l'électrification, mais ne comprend pas tous les postes et les réseaux de transport et de distribution, faute d'informations systématisées à leur égard (sauf pour l'île de Montréal), une lacune qui devra être comblée par un futur inventaire.

Hydro-Québec a entrepris, depuis quelques années, des inventaires détaillés de ses plus anciennes installations afin d'évaluer l'intérêt patrimonial de leurs composantes bâties et technologiques et ainsi signaler en amont des futures transformations les éléments qui méritent d'être conservés. La priorité est accordée aux installations qui feront l'objet de travaux de réfection ou de réhabilitation et à celles pour lesquelles une valeur patrimoniale a été déterminée. Quelques inventaires ont été entrepris sur des lieux comportant des vestiges archéologiques, mais peu d'études de potentiel archéologique ont été réalisées à ce jour sur des sites hydroélectriques.⁸ Si ces études permettent,

⁷ Un regroupement des différentes parties d'inventaire réalisé par Dorion a été mis sur support Excel. Ce dernier est disponible pour consultation au Centre de documentation du MCCCFC.

⁸ Une étude de potentiel archéologique a été réalisée récemment sur le site de l'ancienne centrale de Saint-Narcisse-1, le seul bien culturel d'Hydro-Québec classé monument historique par le gouvernement du Québec. Il importe de souligner, par ailleurs, que plusieurs interventions archéologiques sont commandées par Hydro-Québec dans le cadre d'études d'impact et d'avant-projets liés à l'aménagement de futures installations ainsi que dans le cadre du programme d'enfouissement des réseaux de distribution en milieu patrimonial, en partenariat avec les municipalités. Toutefois, la découverte de vestiges à caractère industriel est purement stochastique dans ces instances.

dans un premier temps, de documenter les installations désuètes ou à l'état de vestiges, on y voit aussi tout l'intérêt d'entreprendre des investigations sur les centrales qui sont toujours en opération, notamment les plus anciennes. Cette archéologie « vivante » prendra son appui sur un recueil d'enquêtes et de recherches fécondes initiées par Hydro-Québec. Or, il y a peu d'instances en archéologie industrielle où le chercheur peut compter sur un coffret de données historiques et techniques aussi bien garni.

Figure 1 : Centrale et poste hydroélectrique des Cèdres, 2003, Pauline Desjardins 2003-462.

L'Inventaire des sites archéologiques du Québec (ISAQ) constitue la principale base de données des sites archéologiques. L'ISAQ contient des identifiants (mots clés) permettant de répertorier les principaux sites industriels ayant fait l'objet d'une intervention ou, du moins, ceux qui présentent des caractéristiques technologiques. Mais ce critère d'usage courant ne fait ressortir qu'une partie de l'éventail possible de sites industriels. Il faut préciser, par ailleurs, que la plupart des sites archéologiques sont identifiés à partir d'une localisation géographique et que ceux-ci ont pu supporter, simultanément ou consécutivement, plusieurs fonctions différentes (domestique, industrielle, commerciale ou autres). Aussi, si le contexte principal du site est relativement bien identifié, il n'en est pas toujours ainsi pour les fonctions secondaires. Pour avoir l'heure juste sur la nature de certains sites archéologiques et les nuances de leur exploitation passée, nous avons consulté un bon nombre de rapports de fouilles. Ce travail de vérification a surtout été réalisé auprès de sites susceptibles de comporter des vestiges à caractère industriel (par exemple les sites de pêche et ceux reliés à l'industrie du bois). Ceci nous a amenés à extraire de l'ISAQ une liste de sites archéologiques ayant connu une activité industrielle ou comportant des ressources à caractère industriel. Nous avons aussi tenté de qualifier le secteur d'activité industrielle concerné, de façon à pouvoir dresser un portrait des types d'industries qui

jusqu'à présent ont fait l'objet d'une intervention archéologique.⁹ En l'absence d'une analyse plus approfondie de tous les sites répertoriés dans l'ISAQ, il faut toutefois considérer que ce corpus de ressources industrielles archéologiques, même s'il en capte les éléments essentiels, demeure incomplet.

Le MCCCCF a commandé récemment diverses études thématiques portant sur des volets particuliers du patrimoine industriel archéologique (annexes 5 à 8) : les moulins (Archéotec inc., 2008), les poteries, briqueteries, tuileries et fabricants de pipes (Ethnoscop, 2009) et les infrastructures maritimes, plus spécifiquement les épaves et les quais (Simard, 2009).¹⁰ Si aucune de ces études ne prétend dresser un inventaire exhaustif de tout ce qui a pu exister sur le territoire, on y retrouve cependant une mine d'informations sur la structure, le fonctionnement et l'évolution de ces installations.

Pour ce qui est des sites industriels sous juridiction fédérale, la base de données archéologique de Parcs Canada a servi de principale source d'information (annexe 3). Structurée plus récemment que l'ISAQ, cette base de données utilise une définition de « patrimoine industriel » plus élargie. Relativement bien campée pour ce qui est des sites expertisés par Parcs Canada, elle ne couvre toutefois pas l'ensemble des lieux et ressources industrielles chapeautés par d'autres entités fédérales et pour lesquels il n'existe aucun répertoire se rapportant spécifiquement à ce groupe de biens. Pour compléter le volet archéologique, nous présentons également une liste des installations à caractère industriel qui

⁹ La liste des sites archéologiques ayant une composante industrielle, identifiés dans le cadre de la présente étude, est disponible au Centre de documentation du MCCCCF.

¹⁰ Les inventaires des quais et des épaves réalisés par Simard sont présentés intégralement aux annexes 6 et 7. Certains auteurs (voir Passfield, 1991) incluent les infrastructures maritimes dans le giron du patrimoine industriel. Selon l'optique de la présente étude, seules les constructions (quais, ponts, grues de déchargement et autres) comportant des aspects commerciaux sont prises en compte. Il en est de même pour les épaves qui, de surcroît, constituent l'expression physique d'une industrie en soi, c'est-à-dire l'industrie navale.

ont été désignés « Lieu historique national canadien » et dont 34 sont situés au Québec (annexe 4).

Figure 2 : L'Île Verte, première station de phare du Saint-Laurent, en 1956. A. Proulx, Archives Nationales du Québec à Québec, E6, S7, P2099-56, numéro d'image : 3731.

LE QUÉBEC INDUSTRIEL : LES PROBLÈMES DE DÉFINITION

Le lecteur qui se penche sur l'histoire industrielle et économique du Québec est confronté à un labyrinthe où les terrains d'étude et les repères temporels se coupent et se recoupent dans tous les sens. Quoique plusieurs chercheurs proposent, pour appuyer leurs propos, un descriptif des étapes d'industrialisation et, parallèlement, une chronologie, peu s'entendent sur la véritable naissance de l'industrialisation, au Québec ou ailleurs. Pour certains, l'industrie comprend *« l'ensemble des activités de production et de transformation de la matière, effectuées par l'être humain à toutes les époques »* (Larose, 1992, Aqpi : 5).

« The whole story of civilisation has been that of man's progressive use of his environment and the increasing exploitation of the raw materials provided by the earth around him. In this story industry is a major factor and a continuing thread in the means and method of this exploitation. Man has been defined as a tool-making animal, and in the shaping of even the most primitive tools lies the form of all future industry. Industry has an evolutionary history which progresses step by step with the evolution of societies and civilisations. The commencing date for industrial archaeology will be taken not at the beginning of the Industrial Revolution or even with the one or two centuries immediately preceding it, but far back in prehistory. » (Raistrick, 1973 : 14)

« L'industrie » transposée à son sens le plus élémentaire d'activité humaine, quelle que soit son époque, a d'autres preneurs.

« Derrière l'outil se cacherait l'activité productive de l'homme en général, la confection des multiples artefacts traduisent [sic.] l'emprise progressive que celui-ci a su exercer sur son environnement, par l'exploitation et la transformation des matières

premières notamment. Dans la longue chaîne de la capacité technique et de l'effort humain, l'usine ne serait plus qu'une manifestation élaborée, succédant à d'autres plus rudimentaires. »
(Andrieux, 1992 : 30)

Cette position est partagée par le docteur Rainer Slotta qui insère la notion d'industrie à l'intérieur de celle plus générale du travail humain productif : « *l'homo faber* à l'œuvre », comprenant « *chaque temps industriel passé, du temps préhistorique jusqu'à nos jours* » (Slotta, 1986 : 93, cité par Larose, 1988 : 9-10).

Dans la perspective où « *l'idée d'industrie se confond presque à celle de travail* », l'objet industriel reflète « *un savoir-faire dont l'efficacité et les capacités d'action sur la matière se sont accrues au fil des époques* » de même « *qu'une connaissance toujours plus précise de la nature et de son fonctionnement* » (Larose, 1992, Aqpi : 5).

Pour d'autres auteurs, le déclenchement de « l'âge industriel » est nécessairement caractérisé par une envolée irréversible de la production industrielle, tributaire de la concrétisation du capitalisme commercial et accompagné de transformations perceptibles dans l'organisation de la production et des sociétés.¹¹ Au Québec, cet essor industriel émerge au tournant du 19^e siècle alors qu'on assiste aux débuts d'une transformation des conditions de production, lesquelles ont été accélérées, entre autres, par des facteurs tels que les inventions techniques, les investissements en capital, l'augmentation de la production, le développement des marchés et la concentration de la main-d'œuvre. On observe, également, un lien étroit entre ces facteurs et l'essor de l'industrie manufacturière qui, pour certains auteurs, équivaut au début d'une réelle industrialisation du pays. Enfin, pour d'autres, l'industrialisation réfère à la

¹¹ Certains auteurs, comme Dickinson et Young, nommeront la période qui précède celle-ci « préindustrielle ».

substitution de la production artisanale par une production de masse, c'est-à-dire le passage d'une production effectuée par des maîtres artisans à une division du travail, une spécialisation technique et une production usinière effectuée par des travailleurs non spécialisés (Armstrong, 1984 : 90; cité par Gelly, 1999 : 6). Selon Gelly, ce passage débutera vraiment au Québec vers 1850 avec l'adoption de méthodes manufacturières incluant une plus grande mécanisation, une rationalisation de la production et une standardisation des procédés et des produits finis. On assiste alors à la naissance d'une société industrielle en puissance.

S'il paraît illusoire de pouvoir identifier un critère scientifique permettant de préciser le commencement absolu de l'industrie, il reste que pour des fins de recherche et de structuration organisationnelle, l'établissement de jalons devient essentiel. Dans le contexte québécois, il faut tout au moins inclure les premiers établissements de pêche commerciale des 16^e et 17^e siècles, comme le proposent Dorion (1996). Quant à l'intérêt de reculer les premières activités industrielles au Québec à la préhistoire, cette approche nécessite un nouveau regard sur ce domaine de recherche avec des yeux d'experts.

Au-delà du problème de fixer les débuts de l'industrialisation, on observe que l'évolution des processus industriels suit une trajectoire et une progression inégales, selon les régions et les secteurs d'activité. Comme le dit si bien Larose (1992, Aqpi : 6) : « *Chercher une frontière infranchissable entre production artisanale et production industrielle constitue une démarche pleine d'embûches et de frustrations.* » On constate plutôt l'émergence de différents modes de production qui adaptent ou qui changent leurs pratiques et leurs dispositifs techniques, organisationnels, gestionnaires et sociaux en réponse à des dynamiques internes et des influences externes.

« Ces pratiques et ces dispositifs ne s'empruntent pas, ne s'inventent pas et ne s'assimilent pas dès que le besoin s'en fait sentir. Ils ne changent pas non plus quand on le veut et comme on le voudrait. Ils doivent en effet remplir des conditions de possibilité

et de viabilité, qui leur sont propres. Ils doivent enfin être mis en compatibilité, ne serait-ce que pour coexister, ou mieux encore, en cohérence, pour atteindre leur pleine efficacité... De même, les règles régissant et les institutions régulant les échanges marchands de biens et de capitaux, la distribution sociale des revenus, la reproduction et la mise sur le marché des capacités de travail doivent également être périodiquement harmonisées a minima entre elles, pour correspondre ou ne pas être contradictoires avec les exigences productives des secteurs économiquement dominants et entraînants. Ceux-ci doivent être assurés en effet de disposer des débouchés et des conditions sociales, politiques, financières et techniques nécessaires à leur activité. Le corps social et politique doit aussi se donner les moyens d'organiser les transformations engendrées par la dynamique des rapports marchands et salariés, afin d'éviter toute rupture du lien social. »

(Boyer et Freyssenet, 1995 : 16)

En réponse à cette réalité, les modèles industriels qui s'implantent au Québec occupent divers créneaux entre la petite entreprise artisanale et la grande industrie automatisée. Si on note une transition qui est propre à chaque groupe d'industries, il ressort également que les industries rurales ont joué un rôle capital dans la progression vers l'industrialisation massive qui se dessine au cours des dernières décennies du 19^e siècle. L'historien Alain Gelly (1999, chapitre 1) en expose la complexité. Son analyse vient bousculer d'emblée toute notion préétablie d'une chronologie définissable pour l'ensemble du territoire.

« Au cours du passage de l'atelier à l'usine comme forme dominante de système de production, on assiste à un grand nombre d'expérimentations. Toutefois, il serait faux de croire que lieux et systèmes d'organisations de la production se succèdent bêtement, car tous possèdent leur propre dynamique intrinsèque, d'où leur concomitance possible dans le temps et l'espace et leur

absence potentielle du paysage économique d'un pays donné. Ainsi, le putting out system, la proto-industrie, la manufacture concentrée ou proto-fabrique et, enfin, l'usine apparaissent comme autant de réponses du milieu à la nécessité d'adapter les lieux et les systèmes d'organisation de la production et de la fabrication à un environnement économique en perpétuelle évolution. À cet égard, l'Europe apparaît comme le laboratoire des premières de ces nouvelles structures. Par la suite, l'Amérique du Nord prendra le relais. » (Gelly, 1999 : 19-20)

« Le passage de l'atelier à l'industrie mécanisée ne s'est pas fait de manière linéaire, l'usine côtoyant, au début du XIX^e siècle, des organisations de production telles que l'artisanat indépendant, la manufacture ou encore le putting out system¹². Par le fait même, cette situation confirme le phénomène le plus frappant dans l'évolution des techniques, soit leur addition. Par exemple, si on prend le seul domaine de la céramique, toutes les formes de fabrication, depuis les plus primitives, peuvent encore être observées dans le monde actuel. » (Daumas 1962 (1) : 7; cité par Gelly, 1999 : 21)

« Plus important encore que cette coexistence, on note que tous ces systèmes ne fonctionnent pas en vase clos, et il n'est pas rare de voir, par exemple, les propriétaires d'une usine faire appel à une main-d'œuvre à domicile pour remplir certaines commandes. En fait, une des premières conséquences de la mécanisation de certaines étapes de la production est d'augmenter le nombre de travailleurs à domicile impliqués dans les autres phases de la

¹² Dans ce système, les paysans-ouvriers recevaient la matière première du négociant qui récupérait plus tard le produit fini pour la vente. Les ouvriers étaient habituellement payés à la pièce.

production, et ce jusqu'au moment où ils seront à leur tour remplacés par des machines. » (Burgess 1977: 44; cité par Gelly, 1999 : 22)

Le chevauchement et l'individualisation des types d'organisation de la production industrielle illustre la variabilité possible des cadres d'exploitation et fait plein feu sur la problématique d'établir une grille de classification systématisée avec des balises temporelles bien définies.

Pour rendre la situation encore plus confuse, le lecteur est confronté dans les différents textes à une divergence dans l'usage des mots « atelier », « manufacture », « fabrique », « moulin » et « usine ». À titre d'exemple, le terme « moulin », utilisé pour désigner un des premiers bâtiments industriels (les moulins à farine), servira autant à désigner le bâtiment lui-même que l'équipement qu'il contient et par extension deviendra même une machine (Archemi, 2003 : 9). Le moulin sera éventuellement associé à un grand nombre de secteurs d'activités industrielles impliquant toute une panoplie de bâtiments et d'équipements (moulins à scie, moulins à carder, etc.). Le terme suscite une confusion encore plus marquée dans la langue de Shakespeare avec les nombreuses connotations du mot *mill*. Cette situation devient fort apparente dans l'étude des moulins menée par Archéotec inc. (2008) où on a inventorié tout ce qui s'appelait « moulin » sans distinguer entre le moulin « artisanal » et le moulin « usine ». De plus, il arrive fréquemment que plusieurs moulins consacrés à des productions diverses soient regroupés dans un même établissement. Pour en avoir une vision claire, il faut les dissocier, même si une seule force motrice actionne plusieurs mécanismes au sein d'un seul édifice, car chaque type de production correspond généralement à un équipement particulier.

Figure 3 : Moulin à farine Patton de Montmagny. O. Beaudoin, Office du Film du Québec, Archives nationales du Québec à Québec, E6, S7, 84633-51, numéro d'image : 2347.

Figure 4 : Moulin à carder la fibre d'amiante pour filage et transformation, usine Johns-Manville à Asbestos (Québec), 1944. Clémence Gagnon, conductrice de machine. Harry Rowed, Office national du film du Canada, Photothèque, Bibliothèque et Archives Canada, e000762360.

Un autre problème de taille est celui d'établir les critères qui sont propres à un lieu industriel. La transformation d'un produit brut est généralement considérée comme un élément déterminant, qui permet par ailleurs de distinguer entre le secteur primaire (par exemple, l'agriculture, la pêche, l'exploitation forestière et l'extraction minière) et le secteur secondaire (les industries de transformation de la matière première). L'utilisation de procédés technologiques, l'organisation collective du travail et l'exploitation à des fins commerciales sont d'autres agents-clés dans la caractérisation d'un établissement industriel. Mais, dans bien des cas, la ligne qui sépare, par exemple, une entreprise industrielle d'une entreprise commerciale est plutôt ténue. On observe, en effet, que le jumelage de ces deux fonctions est assez fréquent. Doit-on y lire une association intime entre accumulation de richesses, perfectionnement technique, meilleure organisation du travail et accroissement de la production?

Qui plus est, la plupart des industries appartiennent à de longues filières de production, dont il convient de distinguer les étapes. Celles-ci peuvent être regroupées ou non, dans un même lieu géographique.

« Débutant par la cueillette, le prélèvement ou l'extraction, celles-ci se prolongent dans diverses transformations, au sein même du monde rural et jusqu'en milieu urbain, là où souvent les activités adoptent une forme plus évoluée et atteignent une plus grande échelle. La filière du cuir va de l'équarrissage à la cordonnerie en passant par le tannage; celle du bois s'étend de l'abattage jusqu'au sciage et au façonnement de pièces; celle du fer naît avec le prélèvement ou l'extraction, passe par les fours ou fourneaux, et aboutit à la fabrication d'une grande variété d'articles. Ce ne sont là que quelques exemples. Ainsi, tout un ensemble d'activités complémentaires contribuent à interrelier les productions des champs, les industries rurales et celles du monde urbain, et à harmoniser l'espace économique. » (Courville, 1995 : 90)

Un des facteurs qui conditionne la caractérisation d'un site industriel est l'échelle de production (c'est-à-dire, les quantités produites). Ainsi, lorsqu'un seuil de production a été franchi qui dépasse les besoins de consommation locale, on peut considérer que l'entreprise bascule dans le giron industriel. Comme le précise Courville (1995 : 78), il faut abstraire la petite entreprise autonome qui fait partie du régime domestique paysan « à moins qu'elle soit faite moyennant salaire ou qu'elle alimente un atelier ». Or dans bien des cas, on le concède, les données seront insuffisantes pour distinguer entre une production domestique et une production industrielle. Ce qu'il faut retenir, cependant, est que le but principal d'une industrie n'est pas la subsistance, mais le gain.

La définition

La réflexion que nous venons de faire a un objectif bien précis : définir ce qu'est une industrie de façon à pouvoir identifier, par la suite, l'ensemble des traces qui appartiennent au domaine du patrimoine industriel. Nous voulons insister ici sur le caractère progressif de l'évolution industrielle, car les influences technologiques, économiques et sociales ne s'exercent ni de la même façon, ni avec la même force, au 17^e qu'au 20^e siècle. Ainsi, si on élaborait une définition « d'industrie », dans sa forme la plus simple et la plus englobante, on la qualifierait de toute activité humaine exploitant les ressources d'un territoire dans le but de produire des richesses pour le commerce.

De cette définition élargie se profile le champ d'action de l'archéologue industriel, qu'on se permet de résumer ainsi : l'étude de l'ensemble des traces d'activités de transformation des matières et de production de biens effectuées par l'être humain à toutes les époques, du temps préhistorique jusqu'à nos jours, comprenant les différents modes de production qui adaptent et qui changent leurs pratiques et leurs dispositifs techniques, organisationnels, gestionnaires et sociaux en réponse à des dynamiques internes et des influences externes et qui occupent divers créneaux entre la petite entreprise artisanale et la grande industrie automatisée, chacune possédant sa propre dynamique et ses

caractéristiques intrinsèques, et dont l'ensemble se chevauche et s'additionne dans le temps et dans l'espace.

Le cadre temporel de l'étude

Les traces industrielles prises en compte dans la présente étude débutent avec l'arrivée des Européens sur les côtes du Québec au 16^e siècle. Nos connaissances actuelles ne nous permettent pas de préciser l'activité industrielle avant cette période. D'autres découvertes et analyses amèneront peut-être à reculer les débuts d'industrie aux siècles précédents, et même jusque dans la préhistoire. Forcément archéologique, cette dernière analyse devra être faite par des experts spécialisés dans cette dimension du passé québécois. À l'autre extrémité de l'échelle temporelle, les activités industrielles implantées avant 1951 sont considérées pour les fins de la présente étude. Si cette coupure est légitime, car les « nouvelles » industries (par exemple, dans le secteur des télécommunications et de la robotique) n'ont pas, pour la plupart, encore fait l'objet d'interventions archéologiques ou d'examens patrimoniaux, il n'en demeure pas moins que l'on devra se pencher bientôt sur cette dernière génération d'activités industrielles. Pour l'instant, il convient de considérer, dans une optique de recherche valable, toutes les modifications ultérieures apportées aux sites et vestiges en place avant le milieu du 20^e siècle.

LE PORTRAIT DE L'INDUSTRIALISATION AU QUÉBEC

Le texte qui suit trace un portrait succinct de l'évolution de l'industrialisation au Québec, à la seule fin de placer le lecteur en contexte. Ce dernier pourra se mettre davantage de matière sous la dent en retournant aux sources historiques présentées en bibliographie. Pour l'essentiel, il importe de souligner la densification progressive des équipements industriels qui s'installent sur le territoire et de comprendre les phénomènes géographiques, technologiques, économiques et humains qui l'ont influencé.

Le Québec a connu, dès les débuts du Régime français, une multitude d'activités à caractère industriel. Ces activités se sont développées sous l'influence de nombreux facteurs, dont l'abondance des ressources naturelles et l'accès à un vaste réseau de communication formé par des milliers de lacs, de rivières, du fleuve et du golfe Saint-Laurent. La présence de ces routes maritimes a facilité les déplacements et les échanges commerciaux depuis l'arrivée des premiers humains sur le territoire il y a plus de 12 000 ans.

C'est le Saint-Laurent qui a surtout donné au Québec sa dimension et son visage : voie de pénétration au cœur du continent, axe de peuplement, grande artère commerciale, point d'ancrage de centaines d'établissement humains et site de nombreux foyers industriels. L'industrie québécoise se manifeste d'abord le long du fleuve et de ses affluents, ces derniers ayant permis l'exploitation de tout l'arrière-pays.

« Des rives du fleuve et de ses principaux affluents, où elle s'est établie tôt sous le Régime français, l'industrie rurale gagne progressivement l'intérieur des terres et la périphérie du territoire, stimulée à la fois par l'extension du peuplement, de l'agriculture et de l'exploitation forestière. Et, comme elle accompagne souvent la formation de hameaux et de villages, elle contribue à fixer la population, à laquelle elle offre des biens et services ainsi que de l'emploi et un débouché pour ses produits. » (Courville, 1995 : 77)

La présence de l'eau dans le développement initial des centres urbains fut tout aussi vitale. Les plus grandes villes du Québec, si différentes soient-elles, partagent une même caractéristique : elles se sont développées dans un milieu où l'eau tenait une place de premier plan. À l'embouchure de la rivière Richelieu, Sorel – aujourd'hui ville industrielle – a grandi sur le site du fort Richelieu. Sur la rive droite du Saguenay, la ville de Chicoutimi est née de l'industrie du bois lorsque le métis Montagnais Peter McCleod installa, en 1842, une scierie à la rivière du Moulin. La présence de la ville de Trois-Rivières, au confluent de la rivière Saint-Maurice et du fleuve, fut stratégique, tant pour l'exportation de ses richesses minières et forestières que pour la défense de la colonie. Et peut-on imaginer un meilleur exemple que Montréal : en position de carrefour, à mi-chemin entre l'Atlantique et les Grands-Lacs, avec accès au réseau fluvial du Saint-Laurent et de l'Outaouais. Les routes maritimes seront fondamentales au développement commercial et économique du Québec jusqu'à l'établissement des autres systèmes de transport, à savoir les routes terrestres et le réseau ferroviaire.

Les sources et formes d'énergie

L'industrie exploite diverses ressources naturelles afin d'obtenir l'énergie nécessaire à la production. Certaines formes d'énergie proviennent de sources primaires, alors que d'autres sont le résultat d'une transformation. Les principales sources d'énergie ayant alimenté l'industrie québécoise avant 1950 sont l'eau, le vent et le charbon, alors que les principales formes d'énergie sont l'hydraulique, la vapeur et l'hydroélectricité.

L'eau

L'eau, par son omniprésence sur le territoire du Québec, émerge comme la source d'énergie première et le principal moteur de développement industriel au Québec, que ce soit pour les chantiers de construction navale, les moulins à scie, les forges, les fonderies, les usines de textile et ainsi de suite. Déjà en 1688, la Nouvelle-France possède 44 moulins à farine mus par l'eau, puis 120 en

1739 (Kilbourn, 1960 : 9). En 1690, François Dollier de Casson entreprend, sur l'île de Montréal, la construction d'un des premiers canaux au pays, à l'origine destiné à fournir de l'eau aux moulins de la ville. Sous le Régime britannique, plusieurs industries continueront à dépendre de l'énergie hydraulique, dont certaines atteindront une échelle de plus grande ampleur. Parmi celles-ci, mentionnons les complexes industriels de Chambly, de Terrebonne, de Sault-au-Récollet, puis du canal de Lachine dont les industries fonctionnant à l'énergie hydraulique verront le jour entre 1845 et 1860 (Desloges et Gelly, 2002). Au 20^e siècle, l'eau est une force que l'on harnache pour mettre sur pied de nouvelles industries comme l'électrochimie et l'électrometallurgie.

L'eau comme source d'énergie est intimement liée à l'introduction d'un outil qui a ouvert la voie à une industrialisation localisée, mais diversifiée et puissante : la roue hydraulique. Mécanisme fiable et peu coûteux, il s'adapte à une infinité de situations topographiques et hydrographiques. Grâce à la transmission des mouvements par des engrenages et des courroies de transmission, il développe, au cours des temps, des puissances adaptées aussi bien à l'atelier domestique qu'à l'usine du 19^e siècle. Le passage à la turbine, à la conduite forcée et au couplage avec la génératrice insère la roue hydraulique dans un système plus sophistiqué et performant. La turbine donnera un second souffle aux activités industrielles et facilitera le passage vers la « grande » industrie.

Le vent

On se doit de mentionner l'utilisation de l'énergie éolienne, même si celle-ci est rapidement éclipsée par le pouvoir hydraulique. La puissance du vent sera harnachée dès les débuts de la colonie pour actionner les pales des moulins. Deux modèles de moulin à vent verront le jour au Québec : la structure pivotante et le moulin-tour, ce dernier étant le plus répandu.¹³ Le toit du moulin était alors

¹³ La structure pivotante se prête moins au climat rigoureux du Québec et son utilisation est vite éclipsée par celle du moulin-tour. Il ne semble exister aucune trace concrète de la présence d'un moulin-pivot au Québec (Archéotec inc., 2008 : 17-18).

posé sur glissière, ce qui permettait de faire pivoter les ailes pour profiter des vents dominants. Ce même principe est d'ailleurs mis en application sur les turbines éoliennes qui voient le jour depuis quelques années sur le territoire québécois (Archéotec inc., 2008 : 14-18).

La vapeur

La vapeur fera son entrée dans les industries du Québec au premier tiers du 19^e siècle. Au regard de l'usage millénaire de l'eau, celui de la vapeur sera de courte durée : à peine 70 ans. Mais que de bouleversements elle apportera! Son énorme succès sera dû, en grande partie, à son efficacité énergétique, bien supérieure à celle des autres moteurs disponibles à l'époque. Elle sera appliquée dans des domaines très divers dont l'exploitation minière, la production métallurgique et l'agro-alimentaire. Elle sera exploitée aussi comme force motrice dans certaines industries dont les pâtes et papiers, sans compter les locomotives et les bateaux à vapeur utilisés pour le transport du charbon — matière première de sa création.

Figure 5 : Grue de chargement du charbon de l'usine à gaz LaSalle de la *Montreal Light Heat & Power Company*, 2005. Jean Belisle, Maître d'œuvre de l'histoire inc., 615G05R2T-05, Parcs Canada.

Le charbon, par sa relative facilité de transport et de stockage, va engendrer des concentrations industrielles, notamment à Montréal où les cheminées cracheront sans cesse une dense fumée noire. En 1900, environ 60% du pouvoir énergétique des industries sur les rives du canal de Lachine sera généré par les machines à vapeur, à tel point que le corridor sera baptisé « *Smokey Valley* » (Gelly, 2003 : paragraphe 3).

« Les progrès réalisés dans trois secteurs interdépendants, soit la sidérurgie, la machine à vapeur et la machine-outil, conjugués aux besoins de l'industrie de la cotonnade en machinerie industrielle, en favoriseront l'essor. Tout ceci contribue à la mise en place d'un nouveau système technique basé sur le recours au charbon comme

principale source énergétique et sur l'utilisation de machines actionnées par l'énergie mécanique fournit [sic] par la vapeur... Fondé sur le coton et le fer, rejoints plus tard par la chimie minérale et le chemin de fer, l'émergence de ce nouveau système technique ne sonne pas pour autant le glas de l'utilisation de l'énergie hydraulique dans l'industrie voire dans le secteur de la cotonnade, pourtant l'un des fers de lance de l'utilisation de la machinerie industrielle fonctionnant à la vapeur. Toutefois, il n'en demeure pas moins que la machine à vapeur a joué un rôle prédominant dans l'émergence de la grande industrie mécanisée en lui fournissant la puissance suffisante pour actionner des machines sans cesse plus complexes et énergivores ». (Gelly, 1998 : 49)

La vapeur influencera la dynamique industrielle à un autre niveau. Les lieux de production ne seront plus déterminés principalement en fonction de la localisation des matières premières et des sources d'énergie, mais davantage en fonction de la proximité des réseaux de transport.

L'hydroélectricité

À l'orée du 20^e siècle, un autre type de « courant » s'empressera de répondre aux besoins énergétiques de l'industrie.

« En effet, les avancées de la technologie hydraulique conjuguées aux percées scientifiques effectuées dans le domaine de l'électromagnétisme donneront ultérieurement naissance à un nouveau système technique axé sur l'électricité. Système qui permettra à certaines industries de faire l'économie du passage par l'énergie thermique. » (Gelly, 1998 : 49)

Les expériences de Michael Faraday dès 1821 et la mise au point de la première dynamo pouvant créer un courant électrique par Hyppolyte Pixii en 1832 feront la démonstration que le transport d'électricité est possible. La centrale hydroélectrique des chutes Montmorency près de Québec, première centrale

canadienne à produire commercialement de l'hydroélectricité, verra le jour en 1885. Avec le perfectionnement des alternateurs par Tesla vers 1890, le transport de l'électricité sur de longues distances deviendra réalisable. Il sera d'abord utilisé pour l'éclairage et remplacera graduellement le gaz manufacturé (thermoélectricité). La compétition sera d'ailleurs assez féroce pendant un certain temps entre les sociétés de gaz manufacturé, qui avaient le monopole de l'éclairage, et les compagnies d'énergie hydraulique, largement utilisée pour la production industrielle.

À l'aube de la Grande Guerre, la technologie à vapeur domine toujours cependant en industrie et la transition de la vapeur à l'électricité s'amorce timidement. Le facteur-clé de la transition, selon Gelly, sera non pas la supériorité de l'électricité comme mode de transmission de pouvoir, mais plutôt l'impact de la Première Guerre mondiale sur les sources et les coûts de ravitaillement du charbon sur lequel dépend la technologie à vapeur. La défaillance du système charbon-vapeur sera en grande partie responsable du passage vers l'électricité, et surtout l'hydroélectricité, dans les industries du Québec (Gelly, 2003 : paragraphes 7 et 8).

Entre 1900 et 1919, la production hydroélectrique du Québec décuplera, passant de 35 MW à 340 MW. Bien que les compagnies électriques prolifèrent (plus d'une centaine d'installations hydroélectriques seront construites), on assiste à un début de concentration avec l'apparition de deux géants, la *Shawinigan Water & Power Co.* (1898) et la *Montreal Light Heat & Power Co.* (1901). En 1919, on compte 6 grosses centrales et 86 plus petites. Le développement hydroélectrique contribuera aussi à l'essor de certaines villes et attirera les industries, favorisant ainsi la naissance de nouveaux centres urbains. Cette progression fulgurante se poursuivra jusqu'au début des années 1930. En 1944, le gouvernement du Québec entamera la nationalisation de la *Montreal Light Heat & Power* et créera Hydro-Québec. La nationalisation aura un impact non seulement sur la construction de nouvelles centrales, mais également sur la modernisation des établissements existants (Hydro-Québec, 1995). Une certaine décentralisation

des installations verra le jour, mais on restera nettement accroché aux réseaux de transport. La multiplication des routes et le camionnage seront influents à cet égard.

L'usage industriel de l'électricité sera, pour sa part, révolutionnaire. Les moteurs électriques remplaceront la forêt de courroies de transmission. Mais ce cycle de croissance ne sera complet que lorsque les services publics seront en mesure de fournir l'électricité en quantités suffisantes aux industries.

« ...once the incorporation of electric motors directly into each tool and machine (unit drive) of a number of industrial plants was achieved, the cycle of material and capital cost reduction would be completed only when the growth of public utilities allowed to buy electricity from central stations. In the United States as in Montreal this final step extended through World War I, and it heralded the virtual disappearance of steam-power practices in American Manufacturing. » (Du Boff, 1967 : 512)

La chronologie du Québec industriel

Les premiers siècles

On peut penser qu'il y a eu des échanges précédents, mais ce sera l'espoir de pêches fructueuses qui attirera les navigateurs européens au large du littoral nord-côtier au début du 16^e siècle.

« Si l'on excepte les lointains contacts qu'ont eu les Vikings et les Amérindiens, c'est avec les pêcheurs venus dans le golfe du Saint-Laurent au début du 16^e siècle que reprennent les échanges. » (Delâge, 1991 : 93)

De nombreuses communautés maritimes exploiteront les bancs de morues de l'Atlantique nord-ouest : Picards, Normands, Bretons, Vendéens, Rochelais, Bordelais, Portugais, et plus tardivement Anglais. Sur les côtes sud et ouest de Terre Neuve, de l'Acadie et du Saint-Laurent, pendant près de quatre siècles,

ces groupes s'adonneront à la pêche « sédentaire », c'est-à-dire que la morue est capturée près des côtes, et salée puis séchée à terre, et à la pêche « errante » ou à la « morue verte », uniquement salée, spécialité des ports de Normandie ou du Poitou. On pêchera la morue non seulement pour sa chair, mais pour l'huile extraite des foies et qui était, avec l'huile de baleine, le lubrifiant et l'huile à lampe les plus utilisés à l'époque (Dickinson et Young, 1992 : 28-30). Les Basques des provinces du Labourd, de Guipuzkoa et de Biscaye pratiqueront cette pêche en même temps que la chasse à la baleine. L'exploitation de ces mammifères marins, plus précisément des baleines boréales (*Balaena mysticetus*) et des baleines noires de l'Atlantique Nord (*Eubalaena glacialis*), prendra des dimensions de plus grande échelle dans le détroit de Belle-Isle au milieu du 16^e siècle (Niellon, 1984). Jusqu'au 18^e siècle au moins, des navires baleiniers seront armés parallèlement aux morutiers.

La présence de ces premiers Européens au Québec est attestée par des vestiges de sites saisonniers, des restes de fours pour fondre les graisses et des artefacts retrouvés au Bas-Saint-Laurent, au Saguenay, sur la Côte-Nord et sur les côtes de la Gaspésie. Les Basques seront parmi les plus assidus à revenir chaque année à leurs sites de dépeçage. Ils y dresseront des échafaudages pour le séchage de la morue et des fourneaux de pierre pour l'extraction de l'huile de baleine, denrée prisée en Europe. Samuel de Champlain constatera à plusieurs reprises, dans ses récits, la présence des Basques au Canada. Quoique diverses raisons menèrent à l'abandon de la pêche à la baleine et à la morue par les Basques, la plus importante est la ratification du traité d'Utrecht en 1713 qui leur interdit l'accès aux eaux de la Nouvelle-France.

Le développement de la pêche et la chasse ne sera qu'une manifestation parmi d'autres de l'expansion de l'Europe sur le continent nord-américain. La couronne française, dans une tentative visant à trouver un raccourci vers les îles à épices de l'Asie du Sud-Est, commanditera au 16^e siècle les voyages de Verrazano, de Jacques Cartier et de Roberval (Dickinson et Young, 1992 : 30). Si les établissements essayés par Cartier et Roberval de 1541 à 1543 échouent, ils

fournissent tout de même aujourd'hui des informations inusitées sur le transfert des modes de vie entre la France et la colonie à cette époque.

Le 17^e siècle marquera l'amorce d'une colonisation française durable dans le nord-est du continent. Suivant des revers à la rivière Sainte-Croix (1604) et à Port-Royal (1605 à 1607), Champlain fondera une habitation à Québec en 1608 qui, elle, saura s'enraciner. En 1618, il soumettra un mémoire aux autorités françaises dans lequel il fera l'inventaire de toutes les ressources de la colonie. Ses efforts finiront par porter fruit et le Cardinal Richelieu s'intéressera à la Nouvelle-France. Une nouvelle compagnie verra le jour en 1627 : la Compagnie des Cent-Associés. Dès l'année suivante, la compagnie organisera un contingent de 400 colons qui seront interceptés par une flotte anglaise dans le golfe Saint-Laurent. Acculée au bord de la faillite, l'entreprise cédera son monopole à la Compagnie des Habitants, formée de marchands canadiens qui tenteront tant bien que mal d'exploiter la fourrure. Malgré la promesse de coloniser et de développer le pays, il faudra attendre un demi-siècle et l'arrivée de l'intendant Jean Talon pour voir du progrès sur le côté industriel. En 1663, Louis XIV procédera à la dissolution de la Compagnie de la Nouvelle-France et prendra lui-même, sous l'influence de son ministre Jean-Baptiste Colbert, le contrôle de la colonie et en fera une « province » de France (Dickinson et Young, 1992 : 47).

L'intendant mettra sur pied de nombreux établissements : une brasserie ; une tannerie ; des fabriques d'étoffes, de chapeaux et de souliers. Il entreprendra la construction navale, la manufacture de goudron et de potasse et débutera l'exploration minière. Visionnaire, il fondera également les premières entreprises verticales regroupant sous une seule autorité les divers stades de production et de distribution concernant un type de produits.¹⁴ Toutefois, il ne faut pas passer

¹⁴ De plus, les dernières interventions archéologiques réalisées sur le site du palais de l'intendant démontrent que Talon a mis en place, à proximité de l'un et l'autre, une brasserie, une potasserie et un chantier naval, créant ainsi le premier parc industriel du Nouveau Monde (Simoneau : comm. pers.).

sous silence le rôle des ordres religieux comme les Sulpiciens, ces grands propriétaires fonciers qui contribueront à encourager les activités industrielles (Fauteux, 1927 : XIX).

Le départ de Jean Talon en 1672 sera inopportun, mais d'autres facteurs concourront à freiner le développement industriel : la rareté d'une main-d'œuvre spécialisée, un climat rigoureux, un réseau de communications internes et externes peu développé, l'absence de monnaie, les nombreux conflits entre la France et l'Angleterre et les limites imposées dans la production de sous-produits dont la France avait le monopole (par exemple les chapelleries). Il faut ajouter à cela, le principal objectif commercial de la Nouvelle-France au 17^e et au début du 18^e siècle qui était le développement et le maintien du monopole des fourrures. Ce dernier connaîtra, toutefois, dès les années 1720, une expansion moins rapide qu'au siècle précédent en raison d'une pénurie de stocks, de difficultés d'approvisionnement et d'une baisse de prix.¹⁵

L'arrivée de l'intendant Hocquart en 1731 remettra les pendules à l'heure et les activités industrielles reprendront une envolée marquée à partir de 1735. Chargé de développer le commerce au profit de la métropole, il offrira des stimuli aux entreprises avec des fonds gouvernementaux.

« Tous les ans, des vaisseaux sortent des chantiers de Québec, construits pour le roi ou par des particuliers. L'exploitation des forêts bat son plein et il n'est pas de district, à vrai dire, où les charpentiers et les bûcherons ne pénètrent pas. Les scieries se multiplient et la manufacture de goudron augmente. En même temps, les pêcheries se développent sur les deux rives du Saint-

¹⁵ La structure de base de la traite demeurera inchangée jusque dans les années 1780, après quoi les besoins de plus en plus grandissants de capitaux et les distances de plus en plus grandes à parcourir vont concentrer le commerce dans les mains de gros marchands anglophones qui formeront la *North West Company*, fusionnée en 1821 avec la *Hudson's Bay Company* (Dickinson et Young, 1992 : 34, 90).

Laurent et jusque sur les côtes lointaines du Labrador. Il semble que l'on touche au moment où la Nouvelle-France va pouvoir se suffire à elle-même et vivre sa propre vie économique. » (Fauteux, 1927 : X, XI)

Bien que le poisson et la fourrure demeurent les produits moteurs de la colonie, des percées industrielles se feront du côté de l'industrie minière, les matériaux de constructions, l'exploitation des forêts, la construction navale, le goudron et la potasse, les industries alimentaires, les tanneries, les textiles et les vêtements.

Mais l'appui du roi sera chose éphémère, car la colonie rapporte peu à la métropole pour laquelle elle reste un fardeau. En contrepartie, la colonie ne reçoit de la métropole que les biens que celle-ci veut bien lui consentir : produits essentiels, armée, etc. La doctrine économique en vertu de laquelle les colonies ne sont que des régions-ressources au service des intérêts impériaux se nomme le mercantilisme (Dickinson et Young, 1992 : 47).

L'occupation de la Nouvelle-France imposera toutefois une autre réalité : la distance de la mère patrie obligera le colon à développer une certaine autonomie. Cette situation contribuera à l'émergence de deux niveaux de production de biens. Le premier comprendra l'éclosion d'un secteur de fabrication artisanale dans la vallée laurentienne afin de produire les objets et les denrées nécessaires à la vie courante des colons. Les artisans fabriqueront la plupart des biens dans des ateliers familiaux, avec leurs propres outils et selon des méthodes traditionnelles. Ils travailleront seuls ou parfois avec quelques compagnons ou apprentis. Bien que la grande partie de la production soit destinée aux communautés locales, certains métiers « de luxe » tel que l'orfèvrerie réussiront à s'implanter grâce à la demande provenant de la traite, des bourgeois et de l'Église (Dickinson et Young, 1992 : 45). Parallèlement, certains créneaux commenceront à s'ouvrir vers une diversification des produits, par exemple dans le secteur du fer où le forgeron variera sa production pour inclure la serrurerie et celui de la poterie et des briqueteries qui partageront souvent les mêmes espaces. Ce sont les conditions du marché qui détermineront

l'évolution des métiers, sauf pour les bouchers et les boulangers dont la production et les prix sont réglementés par l'État.

« Et si certains métiers, comme ceux du cuir et des métaux, connaissaient une prospérité relative, le chômage saisonnier était un problème périodique, du fait que beaucoup de métiers dépendaient du commerce : tonneliers et charretiers, par exemple, travaillaient surtout pendant la saison de navigation. Le chômage saisonnier atteignait un sommet en hiver, à cause de la baisse de la construction et de la fermeture des chantiers navals. » (Dickinson et Young, 1992 : 97)

Le deuxième niveau de production dépassera le cadre restreint de l'atelier artisanal. C'est le cas notamment de la construction navale et de l'industrie minière. Pour le premier, c'est incontestablement la ville de Québec qui en sera le siège. Dès 1712, M. Prat, capitaine du port de Québec, et deux marchands s'associeront pour construire à l'anse des Mères un vaisseau de guerre apte à recevoir 36 canons. De 1723 à 1758, plus d'une cinquantaine de vaisseaux de divers tonnages seront bâtis sur les chantiers de Québec. La majorité de ces navires seront construits par des particuliers et seront destinés au commerce. Les bois seront tirés de plusieurs endroits, notamment Terrebonne, les îles Jésus et Bizard, Boucherville, Chambly et le lac Champlain (Fauteux, 1927 : 240-281). Le secteur du fer et de l'acier, pour sa part, connaîtra ses débuts au 18^e siècle avec l'exploitation systématique des richesses minérales dont disposait le sous-sol le long de la rivière Saint-Maurice et ses affluents. Ces gisements donneront lieu au premier foyer industriel de la famille des métaux. L'ouverture en 1730 des Forges du Saint-Maurice, située au nord de Trois-Rivières, marquera la naissance de la sidérurgie québécoise.

Figure 6 : Les Forges du Saint-Maurice. Archives nationales du Canada/C-4356.

Lors de la Conquête, les marchands et artisans devront décider s'ils demeurent dans la colonie ou s'ils réintègrent la métropole. La plupart choisiront de rester.

« Les trafiquants de fourrures de Montréal, aussi bien que les commerçants ruraux, par exemple, avaient peu de liens directs avec la France; ils choisirent de poursuivre leur carrière dans un milieu qui leur était familier. La Conquête les força à trouver de nouveaux fournisseurs et de nouvelles sources de crédit, mais ils avaient une clientèle établie et une excellente connaissance des affaires locales. » (Iguarta, 1974; cité par Dickinson et Young, 1992 : 67)

La demande interne pour des biens fabriqués proviendra en partie des agriculteurs.

« ... l'essor du front pionnier permet aux agriculteurs de passer outre à leur autarcie et d'insérer leurs produits agricoles dans les circuits commerciaux en vue de leur vente sur le marché intérieur ou encore outre-colonie. Il va sans dire que cette monétarisation, même restreinte, génère une augmentation de la demande des agriculteurs pour les produits fabriqués. Les artisans locaux profitent donc eux aussi de cet apport en numéraire. Bref, la dimension commerciale revêt une grande importance dans le développement de l'économie coloniale tandis que les avancées des colons sur le front pionnier favorisent la naissance des premiers éléments d'un véritable marché intérieur. » (Gelly, 1999 : 1-2).

L'arrivée des commerçants anglophones et des Loyalistes après la Révolution américaine changera la dynamique de production et de circulation des biens. Les marchands francophones conserveront leur importance dans le commerce local, mais une nouvelle élite, étroitement liée par des attaches familiales à de grands commerçants britanniques et américains, prendra la tête de la hiérarchie capitaliste (Dickinson et Young, 1992 : 68).

La poussée industrielle du 19^e siècle

Au cours de la première moitié du 19^e siècle, le Québec amorcera graduellement une ère de croissance industrielle. Celle-ci sera tributaire du développement des voies et des moyens de transport (notamment la construction des canaux du Saint-Laurent, l'arrivée des bateaux à vapeur et l'implantation du réseau ferroviaire), du stimulus donné à l'immigration britannique (plus de 800 000 immigrants d'origine britannique et irlandaise seront enregistrés au port de Québec entre 1815 et 1851; Dickinson et Young, 1992 :130) et de la circulation des capitaux britanniques. C'est ce dernier facteur, selon Dickinson et Young (1992 :126), qui modifiera, plus que les nouvelles technologies, les méthodes de production traditionnelles, l'organisation du travail et les rapports sociaux. Mais, la transition d'un mode de production artisanal à une production de plus grande échelle ne s'établira pas uniformément d'une industrie à l'autre ni au même rythme à travers le Québec.

« Certaines régions rurales demeurèrent en marge des circuits commerciaux, tandis que d'autres se caractérisèrent par l'urbanisation, une production accrue et une spécialisation destinées à des marchés particuliers. » (Dickinson et Young, 1992 : 127)

Un vent de changement sera à l'oeuvre dans certaines fabriques où, grâce à la croissance du marché local, on verra une tendance à l'exploitation de plus grands ateliers, avec plus de cinq employés, et à la division des tâches.

« Alors que les maîtres artisans produisaient sur commande, des marchands-artisans commençaient à fabriquer des produits uniformisés pour la vente aux détaillants ruraux. » (Bluteau et al., 1980; cité par Dickinson et Young, 1992 : 98)

Dans d'autres types d'industries, comme celle du cuir, par exemple, on assistera à un phénomène où fabrication artisanale, travail en sous-traitance et production manufacturière se côtoient.

Du côté agricole, le blé, principale culture au Canada, représentera, au début du 19^e siècle, les deux tiers de tout le grain récolté. En 1802, un million de boisseaux quitteront le port de Québec à destination du Royaume-Uni. La situation changera toutefois vers la deuxième décennie du 19^e siècle, à la suite de mauvaises récoltes, une baisse de rendement des sols, l'apparition de la mouche de Hesse, la surpopulation rurale et l'apparition de blé à meilleur marché en provenance du Haut-Canada. Ceci obligera les agriculteurs à diversifier leur production. L'avoine, le fourrage, les pois, le chanvre, le lin et le maïs sont d'autres cultures dont une certaine quantité sera écoulée sur le marché. De même, les surplus maraîchers seront vendus lorsqu'on aura accès à un marché (Dickinson et Young, 1992 : 92, 101-102).

Les listes nominatives de recensement de 1851 dénombrent 3 456 établissements industriels dans la vallée du Saint-Laurent, dont 2 926 se trouvent dans ses parties rurales. À l'échelle régionale, la moitié de ces établissements se trouvent dans la plaine de Montréal, 36% dans la région de Québec et près de 15% dans celle de Trois-Rivières. Les unités de production comprennent, entre autres, le bois, le cuir, le fer et métal, l'alimentation, les textiles, le vêtement, le matériel de transport, les minéraux non métalliques, les produits chimiques et des activités diverses représentant d'autres unités de fabrication et de construction (Courville, 1995 : 82-83).

Les établissements les plus nombreux sur le territoire à cette époque seront de loin ceux reliés à l'exploitation forestière. Tributaire de la demande de bois canadien sur le marché britannique, l'exploitation forestière mobilisera une bonne partie des régions. Durant la première moitié du 19^e siècle, le port de la ville de Québec concentrera ses activités dans le commerce du bois et la construction navale.

L'analyse effectuée par Courville fait voir également des différences importantes dans l'appareillage industriel entre les parties méridionales et septentrionales de l'axe laurentien, de même qu'entre les centres urbains et les régions.

« En 1851, la plaine de Montréal détient 44% des moulins à farine. Sa proportion de moulins à scie est de l'ordre du quart tandis que celle des moulins à fouler et à carder est de 31%. Par contre, cette région renferme 70% des fonderies et 100% des distilleries du pays laurentien. Dans la région de Trois-Rivières, la proportion de moulins à farine passe de près de 14% en 1831 à 17% en 1851; celle des moulins à scie n'a pour ainsi dire pas bougé, soit près de 15% en 1851 contre 18% en 1831; enfin, celles des moulins à fouler et à carder a légèrement reculé, de 17% à 16%. Dans la région de Québec, la proportion de moulins à farine est passée de 32% à plus de 39%. Autour de 60%, la proportion de moulins à scie est demeurée inchangée. Cependant, celle des moulins à fouler et à carder a progressé de 44% à plus de 52%... » (Courville, 1995 : 81)

Les établissements nécessitant une main-d'œuvre nombreuse et certains types d'industries manufacturières, comme le matériel de transport, les fonderies, les distilleries et les autres secteurs de l'industrie de l'alimentation, sont nettement des phénomènes urbains (et surtout montréalais), alors que le paysage rural est un monde de moulins (à scie, à farine, à carder, à fouler) de boutiques de forge et de potasseries. Il y a quelques exceptions notoires cependant, comme la première exploitation d'or alluvionnaire dans la Beauce à partir de 1847. Le caractère composite de plusieurs entreprises rurales est à souligner également, notamment pour celles utilisant l'énergie hydraulique. Moins nombreuses, mais reflétant toute la diversité régionale, sont les fabriques de verre, de poterie, de vêtements, d'étoffe, de papier, de meubles, les briqueteries, les fonderies et les tanneries (Courville, 1995 : 84-85).

« Pour les uns, la présence d'une main-d'oeuvre, d'un réseau de transport et d'un vaste marché à proximité constituent les facteurs de localisation prédominants alors que pour d'autres, c'est plutôt la présence de la ressource ou d'un potentiel hydraulique qui l'est. À

ceci, il faut ajouter la croissance asymétrique des régions. » (Gelly, 1999 : 12)

« Les industries rurales apparaissent donc comme une composante bien implantée dans la socioéconomie de l'axe laurentien. Leur évolution est rythmée à la fois par la croissance démographique, le développement de l'écoumène et l'urbanisation. L'image qui s'en dégage est celle d'une économie qui a déjà atteint un certain niveau d'intégration et qui repose sur une structure d'échange assez élaborée. Elle sera plus cohésive encore dans la seconde moitié du siècle, avec la densification du tissu industriel. » (Courville, 1995 : 85-86)

Entre le milieu du siècle et le début des années 1870, le paysage industriel du Québec changera de façon marquée. En 1871, les listes nominatives de recensement dénombrent 10 072 équipements industriels, soit le triple du nombre recensé en 1851.

« Les entreprises sont plus nombreuses et mobilisent davantage de main-d'œuvre. De nouveaux procédés techniques, comme la mécanisation et les machines actionnées à la vapeur ont gagné du terrain et l'organisation du travail a tendance à devenir plus complexe à mesure que croît la taille des établissements. Mais ces modifications perceptibles de l'appareil de production touchent très inégalement les diverses branches de l'activité économique et les composantes du territoire. » (Courville, 1995 : 86)

Quatre catégories dominent le paysage industriel à cette époque : le bois, le fer et le métal, le cuir et l'alimentation. Ensemble, ils comptent pour 70% des équipements de production du territoire laurentien (Courville, 1995 : 87). Le bois représentera, à lui seul, le quart des unités de production. Au cours de la deuxième moitié du 19^e siècle, la demande grandissante du marché américain

pour le bois d'oeuvre entraînera une prolifération de scieries à travers le Québec et un transfert graduel des ventes vers les États-Unis.

Figure 7 : Chevaux sur un convoyeur servant de force motrice pour actionner une scie à bois. Auteur inconnu, site Internet du Centre de recherche des Cantons de l'Est (CRCE) de l'Université Bishop's, numéro d'image : 1805, [<http://www.ubishops.ca/etrc-rce/fr/imanav2.html>].

En Outaouais, au Saguenay et en Mauricie, les moulins à scie contribueront de façon marquante à l'éveil de ces régions. De toutes les activités industrielles, c'est sans conteste le sciage qui fera office de pilier central de l'économie rurale non agricole, et la région de Québec en sera le cœur, retenant près de la moitié de la main-d'œuvre du sciage dans l'axe laurentien (Courville, 1995 : 91).

Figure 8 : L'entreprise E.B. Eddy de Hull (1871). Auteur inconnu, E.B. Eddy Co, numéro d'image: 3229, [<http://www.bilan.usherb.ca/bilan/pages/photos/3229.html>].

Mais on verra, également, l'arrivée de nouveaux types d'industries.

« Plusieurs productions nouvelles sont apparues, de sorte que la catégorie « activités diverses » est beaucoup plus étendue en 1871 qu'elle ne l'était 20 ans plus tôt. Aussi l'avons-nous subdivisé en sept sous-catégories : bâtiments et grands travaux; photographie, arts et ornementation; horlogerie, bijouterie et travail fin du métal; imprimerie, reliure etc.; productions animales et végétales; pharmacopée, instruments médicaux et santé; indéfinies. Ces sous-catégories permettent notamment de mieux cerner la montée d'activités qui sont devenues une caractéristique importante du paysage économique des deux grandes villes. » (Courville, 1995 : 86)

Pour ce qui est des différences entre les régions de Montréal et Québec, la première remportera la palme dans trois catégories de production : le vêtement, les produits chimiques et les activités diverses, alors que la deuxième dominera dans le bois, le textile et les minéraux non métalliques. Selon Courville, il faut également intégrer à ce profil le déploiement de la main-d'œuvre dans l'organisation du territoire, ce qui permet de faire ressortir la primauté du monde

urbain dans les activités de production et de mieux différencier les axes de croissance qui distinguent la partie méridionale de la partie septentrionale de l'axe. Ainsi, si la région de Québec semble jouir à cette époque d'une plus grande densité d'équipements industriels que la région de Montréal, cette dernière fournit 40% des travailleurs du territoire laurentien, *versus* moins de 11% dans le cas de la région de Québec. Ce rapport traduit l'importance industrielle et ouvrière de Montréal, dont la population passera de 10 000 habitants en 1815 à 57 715 en 1851 (Dickinson et Young, 1992 :136), et la taille relativement modeste de Québec à cet égard. De fait, au sud, c'est la concentration urbaine des industries qui domine, alors qu'au nord, ce sont les assises rurales, et notamment les industries reliées à l'exploitation des ressources primaires, le bois étant au premier rang (Courville, 1995 : 89).

« Si bien qu'à l'aube du régime confédératif, une démarcation assez nette oppose le sud de l'axe, de plus en plus dynamisé par l'expansion urbaine, et le nord, davantage tourné vers l'économie de ressources et plus tributaire des structures du monde rural. »
(Courville, 1995 : 92)

La Politique nationale et l'essor industriel du Québec (1879-1896)

La crise économique mondiale de 1873 ébranle fortement les économies canadienne et québécoise. En 1879, pour relancer l'économie, le gouvernement fédéral adopte la « Politique nationale », dont les principales actions comprennent l'instauration de tarifs douaniers d'environ 25% à 30% sur les produits manufacturiers pour appuyer l'industrialisation, l'extension du chemin de fer vers les villes secondaires et vers l'ouest du pays pour favoriser les échanges commerciaux intérieurs et le support à l'immigration pour développer l'ouest du pays et augmenter la taille de l'économie canadienne. Les effets de cette politique entraîneront un essor économique au Canada et au Québec, et notamment à Montréal où se concentrent les industries manufacturières de la province.

« En 1881, Montréal et ses banlieues produisaient 52% des biens manufacturés au Québec, alors que la ville de Québec n'en produisait que 9,3%. » (Hamelin et Roby, 1971 : 298)

La supériorité industrielle de Montréal coïncide d'ailleurs avec l'établissement de sièges sociaux de grandes entreprises industrielles, financières et de transport et une croissance démographique fulgurante qui atteint 140 747 habitants en 1881 (Dickinson et Young, 1992 : 127, 136).

Les villes du Québec accueilleront en partie l'exode des habitants provenant des campagnes, si bien que le pourcentage de la population vivant dans les villes passera de 15% à 30% entre 1871 et 1891. Certaines villes, dont Trois-Rivières, Sherbrooke, Hull, Saint-Hyacinthe et Saint-Jean-sur-Richelieu, deviendront des centres industriels régionaux (Dickinson et Young, 1992 : 137). Pourtant, ce mouvement vers les villes ne suffira pas à absorber la main-d'œuvre excédentaire et plusieurs choisiront la route de l'émigration vers les États-Unis, notamment vers la Nouvelle-Angleterre. On estime à un demi-million le nombre de ceux qui ont quitté le Québec pour cette région pendant la seconde moitié du 19^e siècle. Selon Faucher et Lamontagne (1953), on assiste à un déséquilibre entre l'augmentation rapide de la population et le nombre de débouchés dans les secteurs du commerce et de l'industrie. L'expansion agricole vers les terres du bouclier canadien étant limitée, l'émigration devient nécessaire. Mais il faut y voir aussi une autre raison : les ouvriers des manufactures reçoivent un salaire direct, même les femmes et les enfants dans certaines industries comme les filatures et les poteries (nonobstant des conditions de travail difficiles et des salaires extrêmement bas). Finalement, cette mobilité sera largement possible en raison de l'important réseau de chemins de fer (Dickinson et Young, 1992 : 134).

Le Québec des années 1870 et 1880 connaîtra le développement d'industries requérant peu de capitaux et une main-d'œuvre bon marché. La production est alors principalement destinée aux marchés de consommation. La structure industrielle à cette époque s'appuie surtout sur les textiles, le bois et le cuir, puis sur la fabrication de matériel roulant pour les chemins de fer, plus

particulièrement à Montréal, devenue le terminus ferroviaire des réseaux international et continental du Grand-Tronc, du Canadien Pacifique, du Vermont Central et du Delaware and Hudson (Dickinson et Young, 1992 : 136). En 1881, 2 904 employés travaillent à la compagnie du Grand-Tronc et quelque 14 000 personnes à Montréal dépendent directement des activités du chemin de fer (Hamelin et Roby, 1971 : 267).

Figure 9 : Déplacement de matériel sur rail, *Dominion Bridge*, Montréal, 1920. ANC, Acc. 1987-161, photo 115, album 5203, loc. 2000725795.

Quelques exemples dans d'autres secteurs de production permettent de constater la diversité, sinon la quantité d'établissements industriels installés à la fin du 19^e siècle. La fameuse usine de Bresse à Québec (achetée en 1907 par la *Dominion Corset* et connue aujourd'hui sous le nom de l'édifice de la Fabrique) produira jusqu'à 3 000 paires de souliers par jour en 1880. Des filatures seront établies à Valleyfield en 1874, à Montréal en 1882 (*Merchants Manufacturing*), à Coaticook en 1879, à Chambly en 1881 et aux chutes Montmorency en 1889. La compagnie *Dominion Bridge* déménagera ses opérations à Montréal et construira une première usine à Lachine en 1885. La Compagnie de Téléphone Bell du Canada, constituée en 1880, construira des lignes téléphoniques ainsi que de l'équipement téléphonique, une activité transférée à la compagnie manufacturière *Northern Electric* en 1895, qui, à son tour, deviendra la *Northern Electric Ltée* (connue aujourd'hui sous le nom de *Nortel Networks*). Il faut ajouter que la plupart de ces industries bénéficient d'une protection tarifaire (Faucher et Lamontagne, 1953). Le capital étranger viendra toujours principalement du Royaume-Uni, mais le capital américain s'imposera de plus en plus à partir des années 1880, notamment dans les secteurs manufacturiers et du transport. Ces deux pays fourniront également une bonne partie de l'expertise technologique (Dickinson et Young, 1992 : 133).

Paradoxalement, l'économie du Québec à la fin du 19^e siècle présente un visage fortement agricole : sur une production totale estimée à 150 millions [\$], la part de l'agriculture est de 65% (Faucher et Lamontagne, 1953). Mais le visage de

l'agriculture change également. L'habitant délaisse la culture de subsistance pour s'adonner davantage à l'industrie laitière, dont l'excédent des besoins de la famille est vendu aux usines de beurre et fromage (Roma Dauphin, 1994).

La consolidation industrielle du Québec (1896-1929)

La protection du marché canadien accordée par la Politique nationale, accompagnée d'un surpeuplement rural, provoquera, au début du 20^e siècle, une croissance accélérée de la production manufacturière du Québec. Quelques indices suffisent à montrer l'ampleur des changements : entre 1900 et 1910, la production manufacturière effectue un bond de 76%, la population québécoise grimpe de 20% pour la seule décennie de 1900-1910, et enfin, la ville de Montréal, la grande gagnante, triple sa population en dix ans (Roma Dauphin, 1994).

L'expansion rapide de la production industrielle, jumelée aux nouvelles formes d'énergie, surtout l'hydroélectricité, et les progrès technologiques seront les principaux facteurs de développement et de maturation du capitalisme industriel québécois. Au tournant du 20^e siècle, l'industrie devient de plus en plus spécialisée et mécanisée. L'hydroélectricité en sera la plaque tournante. Le Québec fournira, au début des années 1930, presque la moitié du potentiel électrique canadien de 8 000 000 chevaux-vapeur (Dickinson et Young, 1992 : 227-228). L'immense potentiel du territoire précambrien sera exploité et verra l'aménagement d'industries issues de l'exploitation des richesses naturelles : le bois, les pâtes et papiers, la réduction et l'affinage des métaux non ferreux (notamment l'aluminium) et l'extraction et la transformation minière (dont l'or, le cuivre et la fibre d'amiante).

« En 1920, les papetières, les alumineries, les centrales électriques et les mines constituent 48,7% du total de la production primaire et manufacturière, incluant la part relative encore élevée de l'agriculture (20%). » (Roma Dauphin, 1994)

Selon Roma Dauphin, deux agents vont stimuler ces nouveaux secteurs.

« Le premier fut la Première Guerre mondiale qui va exercer une demande accrue sur les ressources naturelles du Québec. Le second, c'est le besoin en matières premières des États-Unis. En effet, la prédominance incontournable acquise par les États-Unis, avec une part de la production mondiale de 35%, se reflétera dans des besoins importants en matières premières, et celles-ci seront importées du Québec. Cette demande des États-Unis pour nos ressources s'est concrétisée par l'entrée massive de capitaux américains au Québec. De 24 millions [\$] au Canada en 1896, ces capitaux ont atteint 546 millions [\$] en 1913. Ce sont les Américains, par exemple, qui ont installé au Québec la première usine d'aluminium, se sont occupés de la production des pâtes et papiers, ont construit les centrales électriques et, enfin, ont creusé les mines québécoises. À partir de la décennie [19]20, les États-Unis sont devenus les premiers clients du Canada; ils achètent près de 80% de la production des produits semi-transformés du Québec. » (Roma Dauphin, 1994)

En plus de l'exploitation massive des ressources naturelles, la Première Guerre mondiale favorisera la croissance industrielle du Québec dans d'autres secteurs : munitions, tentes et toiles, fer et acier, chantiers maritimes et tout ce qui se rapporte au transport. La guerre verra également l'entrée en force d'une main-d'œuvre féminine dans des secteurs traditionnellement réservés aux hommes. Ce phénomène, tributaire d'une pénurie d'ouvriers, comporte une valeur ajoutée pour les entreprises, car les salaires des femmes sont la moitié de ceux des hommes (Dickinson et Young, 1992 : 240). On ne peut passer sous silence, par ailleurs, la mobilisation grandissante des ouvriers afin d'améliorer les conditions des travailleurs, notamment en ce qui a trait aux indemnisations lors d'accidents, aux abus salariaux et à l'embauche d'une main-d'œuvre juvénile (Dickinson et Young, 1992 : 246-247).

Figure 10 : Une femme martèle une douille d'obus de canon de campagne de 25 livres dans une usine de munitions (vraisemblablement la *Robert Mitchell Co.*), Montréal, 1941. Nicholas Morant, Office national du film du Canada, Photothèque, Bibliothèque et Archives Canada, e000760279.

Figure 11 : À l'usine Cherrier, une femme coud des sacs de cordite, Montréal, 1941. Nicholas Morant, Office national du film du Canada, Photothèque, Bibliothèque et Archives Canada, e000760536.

Parmi les secteurs manufacturiers de longue tradition, l'industrie textile et les aliments et boissons (distilleries, brasseries, minoteries et raffineries de sucre) conserveront une place de choix, la distribution de leurs produits étant assurée par un réseau ferroviaire transcontinental de plus en plus étendu. Le secteur agro-alimentaire engendrera aussi la manufacture de nombreux produits secondaires, tels des sacs, des barriques, des bouteilles et des boîtes de conserve, souvent à même le complexe usinier principal (Dickinson et Young, 1992 : 231-232).

Le vêtement et notamment le prêt-à-porter seront stimulés par de nouveaux modes de travail et de consommation, en jonction avec la présence de magasins à grande surface, des points de vente par catalogue et une diversification des produits. Des frais d'équipement abordables et des opérations décentralisées permettront à ce secteur de garder le cap. C'est aussi un des rares qui conservera le « *putting-out system* ».

L'industrie du tabac est marquée par d'importants changements au cours de la Première Guerre mondiale. La popularité du tabac à chiquer et du tabac à pipe commencent à décliner alors que la cigarette s'implante de plus en plus solidement sur le marché. À la même époque, une nouvelle méthode de séchage sera développée qui permet d'obtenir un tabac idéal pour la cigarette [<http://www.imperialtobaccocanada.com>].

Le secteur agricole, pour sa part, perd de la vigueur, à l'exception de l'industrie laitière et ses dérivés (le fromage et le beurre). Cette dernière est stimulée par de nouvelles techniques industrielles, le transport par wagons réfrigérés et une demande locale accrue (Dickinson et Young, 1992 : 233).

Une autre industrie en décroissance est celle du cuir. L'écorce de pruche, utilisée dans les opérations de tannage, se fait de plus en plus rare au Québec et la production du cuir dépend désormais davantage des abattoirs ontariens. Le secteur de la chaussure maintiendra cependant une position compétitive, notamment à Québec et à Montréal. Malgré ceci, les fabricants québécois ne fourniront que 9% de toute la production canadienne de chaussures au début des années 1920 (Dickinson et Young, 1992 : 234).

Figure 12 : Tannerie du début du siècle, 1905. Auteur inconnu, Archives publiques du Canada, numéro d'image: 3041.

Durant les premières décennies du 20^e siècle, l'exode des campagnes vers les villes se poursuivra, de même que les vagues d'immigration qui se diversifieront pour inclure des immigrés en provenance de pays tels que l'Italie, la Grèce et la Pologne. Entre 1901 et 1930, 632 671 immigrants manifesteront leur intérêt de s'établir au Québec, la ville de Montréal étant la destination préférée. Quelques groupes développeront par ailleurs une renommée dans certains secteurs industriels. Par exemple, le recensement de 1931 révèle que 77,2% de toute la main-d'œuvre juive travaille alors dans l'industrie du vêtement (Dickinson et Young, 1992 : 224). Avec les nouveaux débouchés en industrie, l'émigration vers les États-Unis diminuera, du moins jusqu'après la Première Guerre mondiale (Faucher et Lamontagne, 1953).

Les effets combinés de l'exode rural et de l'influx d'immigrants entraînent une urbanisation accrue, qui passe de 36,1% en 1901 à 63,1% en 1931 pour l'ensemble de la province. Montréal, toujours au premier rang, atteint 818 577 habitants en 1931, soit 28,4% de la population provinciale. Québec, en comparaison, n'en compte que 130 594 à pareille date (Dickinson et Young, 1992 : 223). Afin de répondre à un débordement de la ville vers les banlieues, Montréal multiplie ses infrastructures et utilités publiques : aqueduc, égout, gaz, électricité et transport en commun.

Après la Guerre, le Canada entre dans une courte récession et 130 000 Québécois émigrent vers les États-Unis pour trouver du travail. Une relance

économique caractérisée par une augmentation de la consommation de produits manufacturés et la production pour exportation de produits semi-transformés se termine abruptement avec la Crise de 1929.

Quelques faits saillants industriels illustrent la diversité des entreprises implantées au Québec au premier tiers du 20^e siècle (tirés du Bilan du siècle — Le développement économique du Québec de 1900 à 1950 [<http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pages/collaborations/2776.html>]).

La *Montreal Light, Heat & Power Co.* naît de la fusion de plusieurs sociétés de distribution de gaz et d'électricité; en 1903 elle achètera son principal concurrent, la *Lachine Rapids Hydraulic & Land Company*. Ouverture de la première Caisse Populaire Desjardins à Lévis.

1901 Création de la *Northern Aluminum Co.* Établissement d'une usine de *Standard Chemical*, spécialisée dans la transformation de produits chimiques à Cookshire dans les Cantons de l'Est. Ouverture de la *Price-Porritt Pulp and Paper* dans la région du lac Saint-Jean. Ouverture des ateliers Angus du Canadien Pacifique à Rosemont.

1902 Début de la production d'aluminium aux chutes de Shawinigan.

1903 Développement de la zone minière de Cobalt en Abitibi-Témiscamingue. Inauguration du chemin de fer Grand Nord reliant Montréal à Shawinigan Falls.

1904 Établissement de l'*Empire Tobacco* à Granby, à la suite de l'incendie qui détruit ses installations montréalaises. Création de la *Dominion Textile Co.*, qui regroupe *Dominion Cotton Mills*, *Merchants Manufacturing*, *Montmorency Cotton Mills* et la *Colonial Bleaching and Printing*.

1905 Incorporation de la *Quebec, Montreal and Southern Railway Co.* Découverte de la première mine d'or au Témiscamingue.

- 1906** Ouverture d'une usine de fabrication de pâte à papier chimique, à East Angus dans les Cantons de l'Est.
- 1907** Établissement d'une manufacture de produits plastiques (nitrate de cellulose) à Granby. Ouverture de l'usine de papier kraft *Brompton Pulp and Paper* à East Angus; la région des Cantons de l'Est sera la pionnière dans ce type de fabrication. Fondation d'une imprimerie à Beauceville.
- 1908** Ouverture de l'usine de caoutchouc *S.H.C. Miner Rubber* à Granby, une usine spécialisée dans la fabrication de chaussures de caoutchouc. Début des travaux de construction du chemin de fer *National Transcontinental* en Abitibi-Témiscamingue.
- 1909** Ouverture des deux premières fabriques de fromage et de beurre en Abitibi-Témiscamingue. Inauguration d'une ligne de tramways à Longueuil.
- 1910** Fondation de la brasserie Frontenac à Montréal.
- 1911** Création de l'*Asbestos Corporation of Canada*. Ouverture de mines de cuivre de Fontainebleau dans le canton de Weedon, à l'instar des cantons d'Ascot, de Hatley et de Bolton. Ouverture des chantiers maritimes de Maisonneuve par la compagnie Vickers.
- 1912** Création de la *Southern Canada Power Co.*, qui exploitera un réseau de distribution d'électricité dans plusieurs villes du sud-est du Québec.
- 1913** Établissement de la scierie *Makamik Sawmill* de Boisclair en Abitibi, voisine de la *Pontiac Pulp and Lumber*, une scierie propriété des frères Rouleau. Création du ministère de la Voirie du Québec.
- 1914** Ouverture d'une usine de fabrication de bas de soie, la compagnie américaine Julius Kayser, à Sherbrooke. Construction d'une usine de pâtes et papier par *Abitibi Paper and Power Co.* sur les bords du lac Abitibi.

- 1915** Création de la compagnie Johns-Manville pour exploiter la mine Jeffrey à Asbestos.
- 1918 -1923** Création du réseau ferroviaire Canadien National, composé des avoirs résiduels de 221 compagnies ferroviaires différentes, et dont le siège social sera à Montréal.
- 1919** Inauguration du pont de Québec, le plus long pont cantilever au monde, permettant de relier les deux rives du Saint-Laurent.
- 1923** Création de la *Quinze Power Corporation* pour aménager une centrale sur la rivière Quinze.
- 1924** Fondation de la *Distillers Corporation Limited* à Montréal. Ouverture de l'usine de papier d'amiante *Canadian Johns-Manville* à Asbestos.
- 1925** Établissement d'une usine de la *Canadian International Paper* en Outaouais. Début de la construction d'une usine d'aluminium à Arvida pour le compte de Arthur Vining Davis de la compagnie Alcan. Création de l'*Asbestos Corporation*, regroupant onze entreprises impliquées dans la production de l'amiante.
- 1926** Fondation de la *Regina Shoe*, première usine implantée à Sainte-Marie-de-Beauce, et dont la production sera destinée aux marchés de Montréal et Toronto. Création de la *Gatineau Power Corporation*.
- 1927** Fermeture de l'usine de pâtes et papiers de Val-Jalbert due à une surproduction à l'échelle mondiale, entraînant la fermeture du village. Ouverture de la mine Horne dans le canton de Rouyn.
- 1928** Établissement de la papetière *l'Anglo Pulp and Paper* à Québec, dans le quartier Limoilou.
- 1928** Inauguration de la *Saint-Georges Woolen Mills*, spécialisée dans le tissage des laines, à Saint-Georges-de-Beauce.

De la Grande dépression à l'après-guerre (1929 à 1951)

La Bourse de Montréal s'effondre en octobre 1929, dans le sillage de la chute de celle de New York. Dès l'année suivante, des sommes d'argent seront octroyées aux municipalités pour servir à la mise en chantier de travaux publics, ce qui permettra de soulager temporairement le problème du chômage, conséquence du ralentissement de l'économie nord-américaine. Certains secteurs industriels, notamment le fer et l'acier, profiteront de cette manne provenant des fonds publics, alors que d'autres, par exemple l'industrie du papier journal, se verront acculés à la faillite. La crise atteindra son creux en 1933 alors que le taux de chômage dépassera 25% de la population, notamment dans les grandes villes. Dans certaines régions, près des deux tiers de la main-d'œuvre perdront leur emploi. Par exemple, lorsque les usines de pâtes et papiers fermeront leurs portes à Chicoutimi, le taux de chômage dans cette région rejoindra les 60% (Dickinson et Young, 1992 : 291). On verra, par ailleurs, un changement marquant dans les mouvements migratoires de la population, qui optera, sous l'influence d'initiatives gouvernementales tel que le plan Vautrin de 1935, pour les régions éloignées de l'Abitibi, plutôt que pour celles de la Nouvelle-Angleterre.¹⁶

« Deux catégories d'occupants se partageaient cette région argileuse; d'une part des fermiers, habitant un espace agricole marginal et, de l'autre, une population minière en expansion, travaillant dans les centres d'extraction du cuivre et de l'or comme

¹⁶ Homme de sciences (architecte) né en 1888 à Saint-Édouard (Jardins-de-Napierville), Irénée Vautrin fut député du Parti libéral de Saint-Jacques à l'Assemblée législative (1919-1923 et 1927-1935) et Ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries (1934-1935) dans le cabinet de Louis-Alexandre Taschereau. On lui doit le Plan Vautrin (1934-1935) dont le but était de venir en aide à la population affectée par la grande dépression de 1929 en incitant les chômeurs des villes et la population excédentaire des vieilles paroisses à s'établir en Abitibi-Témiscamingue, en Gaspésie et dans le Bas-Saint-Laurent.

celui de Rouyn-Noranda. » (B.-B. Gourd, 1975; cité par Dickinson et Young, 1992 : 286)

Par ailleurs, la crise économique des années 1930 mettra fin à la suprématie financière de Montréal, qui sera vite remplacée par celle de Toronto.

« Mise à part la force industrielle et financière grandissante de Toronto en tant que métropole de l'Ontario industrialisé, le déclin du marché boursier de Montréal s'accéléra sous la pression des investisseurs américains qui préfèrent le marché boursier de Toronto où s'opérait tout le financement du secteur minier en expansion, en particulier celui de l'or. » (Dickinson et Young, 1992 : 238)

Lorsque débute la Seconde Guerre mondiale, les industries canadiennes subissent encore les contrecoups de la Grande Dépression et se débattent sur la voie d'une reprise économique sporadique et encore incertaine. La structuration des industries « de guerre » viendra rectifier cette situation.

La création d'un front industriel durant la guerre sera certes tout à fait révolutionnaire et produira, en parallèle, des changements importants dans les conditions de travail des employés de ces industries. Les industries canadiennes fabriqueront du matériel pour le Canada, les États-Unis, la Grande-Bretagne et d'autres pays alliés. La valeur totale de la production de guerre du Canada s'élèvera à près de 10 milliards [\$].

En 1940, l'honorable C.D. Howe devient ministre du nouveau ministère des Munitions et des Approvisionnements. Ce ministère contrôlera et coordonnera tous les aspects de la production de guerre. Il chapeautera tous les achats au Canada du gouvernement britannique et des autres gouvernements alliés : véhicules militaires de transport, chars, cargos et navires militaires, avions, canons et armes portatives, munitions, de même qu'uniformes, équipement de balayage de mines, parachutes, équipement de lutte contre les incendies et fournitures pour les hôpitaux. Il créera aussi 28 sociétés d'État pour produire

toutes sortes d'articles, allant des fusils au caoutchouc synthétique [http://www.vac-acc.gc.ca/content/history/secondwar/fact_sheets/pdf/industry_f.pdf].

Des sommes considérables seront investies dans l'agrandissement et la rénovation technologique des usines et dans la construction de nouvelles usines, et les industriels feront des pieds et des mains pour adapter l'espace et la technologie aux besoins de la production du temps de guerre. À titre d'exemple, la *Liquid Carbonic Canadian Corporation*, une compagnie de Montréal qui fabrique des fontaines distributrices d'eau gazeuse, se recyclera dans la construction de pièces de chars. Les usines de munitions Cherrier à Saint-Paul-l'Ermitte compteront plus de 450 bâtiments (Dickinson et Young, 1992 : 293). Quatre secteurs, à peine existants en 1930, feront une percée fulgurante durant la guerre, occupant ensemble en 1950 plus de 20% de la production manufacturière : les industries chimiques, le matériel de transport (avions et navires), les produits électriques et les produits métalliques.

De 1939 à 1945, le nombre d'emplois manufacturiers passe de 220 000 à 437 000 au Québec. Un acteur important dans le secteur de l'aluminium, Arvida, verra sa population doubler entre 1941 et 1951, et le nombre de travailleurs dans l'industrie chimique grimpera de 5 823 en 1939 à 46 553 en 1943 (Dumas, 1975 : 20; cité par Dickinson et Young, 1992 : 292-293).

Figure 13 : Compagnie d'aluminium Alcan Ltée à Arvida, 1943. Un ouvrier remplit d'alumine des cuves Soderberg au moyen d'un pont roulant. Ronny Jaques, Office national du film du Canada, Photothèque, Bibliothèque et Archives Canada, e000761261.

Les mines de nickel à Noranda et les chantiers maritimes de Sorel connaîtront aussi un essor spectaculaire (Dickinson et Young, 1992 : 293). Mais si la croissance des industries axées sur le matériel militaire est en grande partie responsable de la performance économique à cette époque, l'industrie légère domine encore largement en 1950 (Roma Dauphin, 1994).

La Deuxième Guerre est suivie de près par celle de la Corée (1951-1953), qui crée à son tour d'importants débouchés pour les ressources naturelles du Québec, notamment le minerai de fer, l'aluminium et l'amiante.

« Ces deux conflits ont provoqué une croissance accélérée de l'économie qui fera atteindre au secteur manufacturier l'apogée de sa position relative. En effet, la production manufacturière occupera en 1951, 38,6 % de la main-d'œuvre du Québec et générera 45,9 % du produit intérieur brut (PIB), des chiffres qu'on ne reverra plus. » (Roma Dauphin, 1994)

Bon nombre d'industries canadiennes qui se sont transformées pour la guerre ne fermeront pas leurs portes par la suite. Ce sera le cas notamment des alumineries dont la production continuera à augmenter, la demande d'aluminium demeurant élevée. Encore une fois, C.D. Howe, maintenant à la tête du nouveau ministère de la Reconstruction, saura juguler la crise possible en orchestrant la transition vers une économie de temps de paix [\[http://www.vac-acc.gc.ca/content/history/secondwar/fact_sheets/pdf/industry_f.pdf\]](http://www.vac-acc.gc.ca/content/history/secondwar/fact_sheets/pdf/industry_f.pdf).

Un autre phénomène viendra marquer le paysage industriel d'après-guerre : un accroissement des exportations de ressources naturelles fera passer de 41,1% en 1940 à 53,6% en 1950 la part des exportations du Canada allant aux États-Unis. Ce ne sera qu'un signe avant-coureur des tendances qui se poursuivront jusqu'aux années 1980.

« Au début des années 50, deux forces poussaient l'économie vers une croissance rapide : les dépenses de l'État en expansion et l'énorme demande étrangère pour des ressources naturelles. En fait, le bois, les pâtes et papiers, l'amiante, l'aluminium et le cuivre comptaient pour plus de 60 % des exportations internationales du Québec dans les décennies qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale. À cause de l'abondance des ressources naturelles au Québec, la demande des États-Unis a été, à nouveau, à l'origine

d'un autre bond du secteur des ressources naturelles. Les auteurs du Rapport Paley de 1952 indiquent, en effet, que les États-Unis connaissaient une pénurie de matières premières. Aussi recommandent-ils aux entreprises d'accroître leurs opérations et leurs investissements à l'étranger, notamment au Canada et au Québec. Ce signal déclencha une période où les États-Unis ont massivement investi au Québec. » (Roma Dauphin, 1994)

L'immigration étrangère, qui avait décliné durant la Dépression et la Deuxième Guerre mondiale, reprendra après 1945. L'arrivée au Québec de 420 000 immigrants de souche italienne, polonaise, grecque et allemande, entre 1945 et 1961, aura un impact marquant sur la composition de la population, notamment dans les centres urbains, et plus particulièrement à Montréal, ainsi que sur la présence de ces communautés dans les milieux ouvriers (Dickinson et Young, 1992 : 287).

De 1941 à 1951, le travail en usine remplace l'agriculture en tant que principale occupation masculine. Le pourcentage des travailleurs agricoles est alors en chute libre, de 44,7% en 1901, à 27% en 1941 et à 17% en 1951. Cette décroissance s'explique par divers facteurs qui s'instaurent de façon inégale sur le Québec, mais celle qui se manifeste davantage est la mécanisation des opérations de ferme et celle aussi des industries qui traditionnellement fournissaient des emplois saisonniers aux fermiers, notamment l'industrie forestière (Dickinson et Young, 1992 : 289-290).

Quelques faits saillants industriels de cette période sont présentés ci-dessous (tirés du Bilan du siècle — Le développement économique du Québec de 1900 à 1950, <http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pages/collaborations/2776.html>) :

1929 Fondation de la Compagnie de transport maritime du Bas Saint-Laurent. Ouverture de la mine Siscoe sur la rivière Harricana en Abitibi.

1931 Faillite de *Abitibi Power and Paper Company*.

- 1932** Ouverture de la compagnie *Duchesse Shoe* à Richmond. Fondation de l'entreprise *Valley Shoe inc.* à Vallée-Jonction, en Beauce. Fondation de *Lamarque Gold Mines Ltd* dans la région de Val-d'Or.
- 1937** Création de *Marine Industries* qui se verra confier la construction de navires d'escorte et de débarquement pour les opérations de la Deuxième Guerre mondiale.
- 1938** Établissement d'une usine de lait concentré à Sherbrooke. Création de la Coopérative agricole du canton de Granby, réunissant 88 agriculteurs.
- 1941** Ouverture officielle de l'aéroport international de Dorval.
- 1944** Création de la Commission hydroélectrique de Québec, le début d'Hydro-Québec.
- 1945** Entrée en vigueur de la Loi de l'électrification rurale afin de favoriser la création et le développement de coopératives d'électricité.
- 1946** Construction de la centrale hydroélectrique de Beauharnois. Octroi d'un permis d'exploitation à la *Hollinger North Shore Exploration Co.* sur un territoire de 300 milles carrés au Nouveau-Québec.
- 1947** Achat de la *Montreal Light, Heat & Power Consolidated* par Hydro-Québec.
- 1948** Création de l'entreprise *Quebec Iron and Titanium* – Fer et Titane inc., première compagnie québécoise à extraire et transformer le minerai au Québec, au Lac Tio. Construction du chemin de fer de 42 kilomètres reliant Havre Saint-Pierre à la mine Tio.
- 1949** Création de la *Iron Ore of Canada* dans la région de Schefferville.
- 1950** Relance de l'exploitation minière à Chibougamau, suite à l'ouverture d'une route permanente dans la région.

1950 -1954 Construction d'un des plus grands chantiers au Québec à cette époque : une voie ferrée de 573 kilomètres reliant Sept-Îles à Schefferville, des installations minières à Schefferville, deux barrages hydroélectriques, l'un à Sept-Îles et l'autre à Schefferville, des installations portuaires à Sept-Îles, et finalement la construction des villes de Schefferville et de Sept-Îles.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les différentes phases de l'industrialisation du Québec sont encore clairement visibles dans sa structure industrielle. Les plus anciennes industries, comme le vêtement, le textile, le cuir, le bois et le tabac, continuent à être des piliers importants de l'économie et dépendent toujours d'une main-d'œuvre immigrante et rurale à bon marché. Ces industries emploient 54,2% des ouvriers québécois et comptent pour 48,6% de la valeur totale de la production industrielle en 1950 (Bernier et Boily, 1986; cité dans Dickinson et Young, 1992 : 294).

Les industries ayant pris un essor au début du siècle lors de l'introduction de l'hydroélectricité (métaux non ferreux, pâtes et papiers, extraction minière) maintiendront, quant à elles, un rôle dominant. Les deux derniers secteurs se démarqueront, par ailleurs, comme « *moteurs de la croissance industrielle de l'après-guerre* » (Dickinson et Young, 1992 : 294). De nouveaux groupes, dont le pétrole, l'électronique et l'aéronautique, tributaires d'une montée de consommation de masse et d'une plus grande mobilité, prendront une part de plus en plus importante du marché. Seule l'automobile sera pratiquement exclue du Québec, le triumvirat Ford – Chrysler – *General Motors* préférant s'établir dans le sud de l'Ontario. Finalement, on observera un décalage progressif vers le secteur tertiaire (les services, le bâtiment, le tourisme et autres) qui constituera, selon Dickinson et Young (1992 : 294), l'élément clé du développement économique d'après-guerre et le début d'une explosion du secteur public. Autant de tendances qui prépareront la scène pour faire face aux évolutions concurrentielles dans le cadre d'une économie cheminant de façon accélérée vers la mondialisation, vers une redéfinition des pôles de croissance industriels

et vers une logique géoéconomique caractérisée de plus en plus par une séparation des lieux d'extraction, de production et de consommation.

LA TYPOLOGIE DU PATRIMOINE INDUSTRIEL

Nous venons d'examiner les différents secteurs d'activités industrielles qui ont vu le jour au Québec, depuis les unités d'exploitation primaires jusqu'aux entreprises de grande échelle. Entrons maintenant dans l'univers patrimonial où il importe d'abord de voir comment ces industries ont été structurées à des fins de recensement, puis, par la suite, d'exposer les types de ressources qui font partie du patrimoine industriel. Divers outils ont été consultés à cet égard.

Les bilans du patrimoine publiés par le MCCCCF (Collection Patrimoines, Dossiers, 1999-2000) organisent les activités ou structures d'intérêt patrimonial ayant fait l'objet de statuts juridiques, d'acquisition de connaissances, de diffusion ou de mise en valeur en huit grands groupes basés sur la codification du Manuel d'évaluation foncière du Québec (1975). Un certain nombre de fonctions industrielles y sont représentées :

- Transformation des matières végétales et animales
- Transformation des minéraux et fabrication de produits finis
- Transport, communication et services publics
- Production et extraction de richesses naturelles

Si la notion de « patrimoine industriel » a sensiblement évolué depuis les dix dernières années, on retrouve néanmoins dans ces bilans des informations utiles pour évaluer la valeur historique des structures industrielles présentées.

La classification mise de l'avant dans le Répertoire du patrimoine culturel québécois (RPCQ) semble s'être inspirée également de l'évaluation foncière de 1975, regroupant alors les biens culturels industriels sous les rubriques suivantes :

- Transformation des matières végétales
- Transformation des minéraux et fabrication
- Transports, communications et services publics
- Production et extraction de richesses naturelles

- Commerciale – entrepôts

Une autre typologie développée par Louise Trottier dans son étude sur le patrimoine industriel (1985) et réalisé pour la Commission des biens culturels du Québec présente les secteurs et les industries faisant l'objet de recherches archéologiques à l'échelle internationale. Cette typologie se veut davantage une classification fonctionnelle axée sur les groupes d'industries, mais elle n'est pas exhaustive.

Tableau 1 : Principaux secteurs ayant fait l'objet d'étude en patrimoine industriel (Trottier, 1985 : 21)

Secteurs	Industries
Exploitation des ressources naturelles :	Industrie minière : mines, forges, fonderies
	Industries sidérurgique et métallurgique
	Carrières
	Argile
	Industrie forestière : moulins à scie, à pâtes et papiers
	Industrie de la pêche
Développement des ressources agricoles :	Industrie agro-alimentaire
	Équipement agricole
	Métiers ruraux
	Élévateurs à grains (Silos)
	Brasseries, distilleries
Production de l'énergie :	Force animale
	Moulins à vent et à eau
	Centrales hydro-électriques, thermiques, nucléaires, etc.
	Engins à vapeur, à combustion interne, à électricité
	Industrie pétrolière
Manufactures :	Machinerie
	Arsenal, armurerie
	Montage de pièces (ex. : chemin de fer)
	Textiles
	Entrepôts
	Tanneries
	Métiers urbains
Industrie chimique :	Raffineries (sucre, pétrole)
	Cristal, faïence, porcelaine, verre
	Produits pharmaceutiques
Transports et communications :	Voies de communication : routes, ports, cours d'eau, canaux, ponts, postes de péage, panonceaux, phares, viaducs
	Moyens de transport : tous systèmes de transport privé et public; par terre, air et eau
	Gares, écuries publiques
	Mass média : imprimerie, radio, télévision, cinéma, photographie, téléphone
Services d'utilité publique :	Aqueducs, réservoirs, égouts
	Usines de traitement d'eau
	Industrie de la construction
	Galeries, passages souterrains

Secteurs	Industries
	Réseaux de distribution de l'électricité et éclairage
	Lieux de commerce : marchés urbains, grands magasins à rayons, lieux de foires et d'expositions
Sources documentaires :	Archives d'entreprises, privées et publiques
	Enquêtes orales
	Photographies et films

Toujours sous le chapeau du MCCCCF, l'inventaire préparé par Dorion (Aqpi, 1996) est construit selon les secteurs industriels suivants. On y discerne, sous une nomenclature différente, le reflet de la typologie proposée par Trottier :

- Agro-alimentaire
- Bois et ses dérivés
- Brasseries et distilleries
- Caoutchouc et plastiques
- Chimiques
- Communications
- Construction navale
- Cuir, chaussure et fourrure
- Divers
- Énergie : électricité
- Énergie : pétrole
- Infrastructures
- Mines
- Pêcheries commerciales
- Pierre et autres matériaux
- Sidérurgie et métallurgie
- Tabac
- Textiles et confection
- Transport
- Transport ferroviaire
- Transport maritime
- Villes et quartiers [ouvriers]

On ressent déjà le besoin de faire un certain « ménage » dans les classifications. Or, portons notre attention sur celle des industries développée par le Bureau fédéral de la statistique (fondé en 1918) et utilisée par les recenseurs canadiens (Classification type des industries ou, depuis 1970, Classification des activités économiques; connu en Anglais sous l'acronyme SIC : *Standard Industrial Classification*). Ce classement présente un index exhaustif des types d'industries qui composent le paysage canadien à une période donnée. Si son point focal est l'établissement industriel (plutôt que le patrimoine industriel), il a l'avantage d'en dresser la nomenclature. On y voit tout l'intérêt d'appliquer cette classification aux inventaires industriels patrimoniaux du Québec, d'autant plus que plusieurs études canadiennes y ont recours. C'est le cas, notamment, des recherches portant sur le corridor industriel longeant le canal de Lachine.

La classification du SIC subdivise la production économique totale du pays en secteurs d'industries et regroupe les unités de production dont les activités de nature similaire engendrent une certaine homogénéité au niveau des biens ou des services produits. Des activités forestières, des mines, des manufactures de vêtement, des infrastructures de transport sont autant exemples, parmi d'autres, de production à caractère homogène. La classification fait l'objet de mises à jour périodiques de sorte que certaines nouvelles industries s'ajoutent et d'autres disparaissent. Pour les besoins du présent mandat, nous avons retenu l'édition de 1951 (qui s'harmonise avec le cadre temporel de l'étude) et dont les principales divisions sont listées ci-dessous.

Tableau 2 : Principales divisions selon le *Standard Industrial Classification* (SIC),

DIVISION	Code SIC
Agriculture	001-079
Industries forestières	080-089
Pêche et trappe	091-097
Industries minières (incluant les carrières et l'industrie pétrolière)	101-179
Industries manufacturières	200-399

DIVISION	Code SIC
Construction	404-439
Transport, entreposage et communications	501-549
Utilités publiques	602-609
Commerce	701-799
Finances, assurances et immobilier	802-809
Industries de services	901-949

Source: Dominion Bureau of Statistics, Ottawa, Canada, 1951

Chaque division est séparée en grands groupes (par exemple, les industries des aliments et boissons sont classées à l'intérieur de la division des industries manufacturières), puis en sous-groupes (par exemple, les abattoirs et les salaisons se retrouvent dans le groupe des aliments et boissons). Enfin, chaque sous-groupe se décline en une liste détaillée des différents types d'établissements industriels. Il va sans dire que l'application de cette classification aux inventaires de patrimoine industriel existants faciliterait l'organisation des industries par secteur d'activité et l'établissement de statistiques de représentativité.

Les composantes industrielles

La structuration des groupes industriels nous amène maintenant à une autre étape : celle d'identifier spécifiquement les ressources qui font partie du patrimoine industriel. À cet égard, les organismes voués à la protection du patrimoine s'entendent pour dire que les ressources à prendre en compte couvrent l'ensemble des installations associées au fonctionnement du lieu. On pense naturellement aux aménagements de nature technologique, mais il faut aussi inclure ceux de nature sociale, artistique et symbolique. Examinons d'abord la liste proposée par le TICCIH :

« Le patrimoine industriel comprend les vestiges de la culture industrielle qui sont de valeur historique, sociale, architecturale ou scientifique. Ces vestiges englobent : des bâtiments et des

machines, des ateliers, des moulins et des usines, des mines et des sites de traitement et de raffinage, des entrepôts et des magasins, des centres de production, de transmission et d'utilisation de l'énergie, des structures et infrastructures de transport aussi bien que des lieux utilisés pour des activités sociales en rapport avec l'industrie (habitations, lieux de culte ou d'éducation). » (TICCIH, 2003)

Dans cette même optique, Robert Passfield arbore une vision étendue du patrimoine industriel dans son survol des lieux et des activités de commémoration au sein du Service canadien des parcs, incluant, entre autres, les épaves de navires commerciaux et les constructions industrielles localisées dans les postes de traite et les sites militaires (fours à chaux, forges et autres) (Passfield, 1990, 1991).¹⁷

Il importe de souligner ici un autre phénomène relatif aux paysages industriels, soit l'interrelation, et parfois la concentration, sur un territoire donné d'infrastructures d'énergie, de transport, de main-d'œuvre etc. Le corridor industriel du canal de Lachine est un bon exemple de cette synergie. Si cette concentration accentue indéniablement la force représentative d'un lieu ou d'un

¹⁷ Le site militaire ne constitue pas une sphère industrielle en soi, mais se présente comme une multitude d'intersections entre différentes activités industrielles dont l'unité découle d'un ensemble de relations marchandes et de modalités d'organisation formant un mésosystème (système de production intégrée dans un vaste réseau d'échanges, de fournisseurs et de clients). La production de biens militaires suscite la mise en place d'industries, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'établissement militaire, et apporte des profits pour les fournisseurs de matières premières et de produits finis et semi-finis. Elle contribue également à l'essor économique d'une collectivité, entre autres par l'embauche d'une population ouvrière. En effet, très souvent, le développement commercial d'une agglomération passe par sa fonction militaire qui sert d'essor à la production industrielle de toute une panoplie de biens (textiles, produits chimiques, pièces de fonderie et autres).

secteur industriel (Archemi, 2003 : 26), une certaine hiérarchisation s'impose toutefois au niveau de la valeur commémorative individuelle des ressources.

Finalement, il y a plus encore que les vestiges matériels. L'Aqpi évoque, avec raison, les biens immatériels et symboliques qui font partie de l'histoire des industries (Aqpi, 2002 : 4). On pense, entre autres, aux signes d'association identitaire d'une collectivité vis-à-vis une industrie. Tel est le cas du quartier Saint-Henri sur l'île de Montréal qui portera aux 18^e et 19^e siècles le sobriquet de Saint-Henri des Tanneries. On en conclut toute l'importance de poser un regard sur les ressources non tangibles en dressant le portrait des lieux qui présentent une fonction industrielle.

LE PROFIL INDUSTRIEL DES SITES ARCHÉOLOGIQUES DU QUÉBEC

Il convient d'abord de préciser quelle est la contribution particulière de l'archéologie au domaine du patrimoine industriel. Souvent écarté ou relégué au second plan dans les inventaires industriels réalisés jusqu'à présent, le site archéologique constitue l'une des richesses du patrimoine industriel, et la probité historique ainsi que l'apport considérable de la trace archéologique à la connaissance du lieu, de ses infrastructures et de son contexte culturel (social, économique et environnemental) exigent qu'elle soit élevée au même statut d'importance que le bâti. De fait, l'activité archéologique se mesure à l'ampleur des constructions en place, qu'elles soient toujours debout ou non¹⁸. Les fouilles, dans leur apport le plus substantiel, éclairent divers aspects évolutifs du passé qui ne sont pas autrement connus. Elles permettent également d'établir des liens entre les documents écrits, la stratigraphie, le bâti, les vestiges et les artefacts, puis de reconstituer l'environnement à différentes époques. Ainsi, une lecture « correcte » d'un site industriel ne peut se faire sans l'appareil critique qu'apporte la recherche archéologique à l'ensemble des manifestations de sa vie matérielle.

Les sites et composantes archéologiques industriels seront examinés sous deux aspects dans ce chapitre. Le premier portera sur l'envergure du phénomène industriel archéologique, soit la représentativité des sites à caractère industriel

¹⁸ L'archéologie du bâti est une méthode d'analyse archéologique des monuments qui prend son essor au milieu des années 1980, à l'époque du développement de l'archéologie préventive. Cette discipline repose sur la notion qu'un édifice a un passé et qu'il est dépendant du site dans lequel il prend place. L'archéologie du bâti oblige la prise en compte des transformations en élévation et de tous les facteurs d'interaction que l'édifice peut entretenir avec son environnement. L'étude et la « fouille » d'un édifice reposent sur les mêmes principes archéologiques, les mêmes méthodes de relevés graphiques et stratigraphiques et les mêmes processus d'établissement de chronologies relatives que la fouille du terrain qui l'entoure (<http://www.diffusion.ens.fr/archeo/tech/folder.2005-04-15>).

parmi les quelque 8 900 sites archéologiques répertoriés dans l'ISAQ. S'il faut rappeler que cet outil est constitué à partir des recherches effectuées sur le terrain, et non à partir des lieux industriels connus, il s'agit, néanmoins, du seul inventaire à l'heure actuelle qui permet d'évaluer l'ampleur des travaux archéologiques réalisés jusqu'à présent sur les sites industriels. Le deuxième aspect portera sur la caractérisation des sites et des composantes industriels, soit leur répartition par groupe d'industrie. Pour réaliser cette analyse, nous avons appliqué la classification élaborée par le SIC, puisque c'est elle qui risque de servir ultérieurement de base d'identification universelle. À la suite de cela, nous effectuerons une comparaison sommaire avec les lieux industriels répertoriés en 1996 (Dorion). Comme il n'est pas possible de regrouper les industries d'une même espèce présentées dans les deux inventaires en raison d'une nomenclature et d'une classification divergentes, notre but sera d'estimer, toutes proportions gardées, les ressemblances et les décalages entre le portrait industriel du Québec tel qu'il était connu en 1996 et le profil industriel du corpus archéologique.

Voyons d'abord ce que l'ISAQ révèle concernant les sites archéologiques qu'on peut, d'ores et déjà, ramener dans le giron industriel. En premier lieu, les sites et les vestiges dont les fonctions sont classées sous les rubriques suivantes ont été sélectionnés :

- industrielle
- artisanale
- artisanale : potier
- atelier
- carrière
- technologique
- technologique : forge, manufacture, distillerie, mine, four
- four
- forge
- technologique : moulin

- moulin
- manufacture
- navale et portuaire
- pêche-trappe, artisanale : atelier de taille, four
- support de séchage (fumage)
- charnier
- épave
- quai
- phare
- élément de voie ferrée

Après un certain nombre de vérifications, d'autres sites et vestiges, notamment en raison de leur nom ou de leur situation géographique ont été retenus. Ces sites appartiennent aux catégories suivantes :

- agricole
- commerciale
- domestique
- dépendance
- dépotoir, fosse
- cachot
- digue
- entreposage
- entrepôt
- entrepôt de nourriture
- commerciale : lieu de rassemblement, marché, auberge
- canalisation, drain, puits d'accès
- autre

Un total de 6 525 occurrences (fonctions et vestiges) industrielles a été répertorié dans l'ISAQ selon cette méthode. À la suite de l'identification des groupes industriels établis par le SIC, il a été possible de raffiner la classification

fonctionnelle industrielle. Les secteurs suivants sont représentés à ce jour dans le corpus archéologique du Québec :

Tableau 3 : inventaire des sites et des composantes industrielles selon l'ISAQ

RÉGION																	
SECTEUR INDUSTRIEL (SIC)	Abitibi-Témiscamingue	Bas-Saint-Laurent	Capitale-Nationale	Centre-du-Québec	Chaudière-Appalaches	Côte-Nord	Estrie	Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Lanaudière	Laurentides	Laval	Mauricie	Montréal	Montréal	Outaouais	Saguenay/Lac-Saint-Jean	TOTAL
Agriculture			2		1	1							1	2			7
Aliments et breuvages			38		7		1		7		2	3	8	16	2		84
Divers	1		3	1			1						1	4			11
Diverses industries manufacturières			4											3			7
Foresterie			1									3					4
Matériel de transport			8		1									3			12
Mines, carrières et puits de pétrole						1	2					1		1			5
Pêche et trappe		3	5			36		11					4				59
Produits chimiques			3				1						1	3	1		9
Produits de métaux non ferreux			1	1													2
Produits du bois			5		2	5		1	1			3	3	2	4	3	29
Produits du papier		1	2			2				1		1				1	8
Produits du pétrole et du charbon			1														1
Produits du vêtement			2										1	4			7
Produits en cuir			13											2			15
Produits en fer et en acier			4		1	1						5		7			18
Produits minéraux non métalliques		10	15	1	2	2			1	1		3	13	2		1	51
Produits textiles		1	2						1				1	1			6
Services			1														1
Tabac et produits du tabac			4														4
Transport, entreposage et communications		3	39		2	12	1	6		1			47	15	3	1	130
Utilités publiques			177		1	2	5					6	4	22			217
TOTAL (par secteur)	1	18	330	3	17	62	11	18	10	3	2	25	84	87	10	6	687
TOTAL (par site)	1	18	280	3	15	58	11	16	8	3	2	21	71	60	8	6	581

Nombre total de sites (fonction et vestiges) de l'ISAQ 6525

Note: Un site peut renfermer plus d'une fonction industrielle. Ainsi, le nombre total de secteurs industriels peut être plus élevé que le nombre de sites dans une région donnée.

Note : La catégorie « Divers » n'existe pas dans le SIC. Un retour aux rapports de fouille devrait permettre d'insérer chaque site dans la catégorie appropriée.

Quoique ce profil demeure approximatif jusqu'à ce que tous les sites susceptibles de receler des vestiges industriels soient passés au peigne fin, on observe, néanmoins, certaines concentrations fonctionnelles.

Premièrement, 14 des 17 groupes manufacturiers canadiens antérieurs à 1951 sont représentés dans l'ISAQ. Les trois groupes manufacturiers manquants sont les produits en caoutchouc, les produits d'imprimerie, d'édition et industries connexes et les produits d'appareils électriques. Parmi ceux-ci, le groupe des aliments et breuvages remporte la palme, notamment dans la région de Québec. La fabrication de produits minéraux non métalliques arrive en deuxième importance, la majorité des sites étant associés à la production de céramiques. Les produits du bois comptent, pour leur part, 29 sites, dont Québec, la Côte-Nord et l'Outaouais sont les régions vedettes.

Pour ce qui est des autres secteurs industriels, ceux des transports, entreposage et communications de même que les utilités publiques sont nettement les plus nantis au plan archéologique. Il faut préciser toutefois que le nombre important d'utilités publiques mises au jour dans les aires de fouille reflète autant l'accessibilité de ces infrastructures, qui se situent bien souvent dans des zones publiques (où les archéologues sont davantage appelés à intervenir), que la prépondérance de ce type de vestiges dans les tissus archéologiques. D'autre part, nous avons regroupé ces vestiges par numéro de site, mais il n'est pas inconcevable que tout ce qui se rapporte à une même rue fasse partie d'un même réseau. Quant à la catégorie des transports, entreposage et communications, celle-ci regroupe à peu près toutes les épaves, les quais et les infrastructures ferroviaires mis au jour, ce qui explique sa force numérique. Les régions de Québec et de la Montérégie sont les mieux desservies à cet égard.

Figure 14 : Relevé archéologique de l'écluse 5 nord du Canal de Lachine en 1998. F. Véronneau, GRHQ, 175G-98-DR13-17, CD 1614-89, Parcs Canada.

Parmi les types d'industries manquants ou sous-représentés, signalons entre autres, les installations agricoles, les manufactures de caoutchouc, de plastiques et d'équipements électriques, les alumineries ainsi que plusieurs types

d'industries chimiques. Un examen minutieux des secteurs mieux représentés ferait ressortir également d'autres catégories négligées. Par exemple, si plusieurs interventions ont été réalisées sur des sites de poterie, aucune n'a encore été effectuée dans une manufacture de céramiques sanitaires (toilettes, lavabos, etc.). Constat grossier, mais voilà une piste de recherche fort pertinente pour alimenter l'interprétation de nos contextes archéologiques du 20^e siècle.¹⁹

Figure 15 : Annonce publicitaire pour la *St. Johns Stone Chinaware Company* à Saint-Jean-sur-Richelieu, 1888-1889. Collard, E., *Nineteenth Century Pottery and Porcelain in Canada*, McGill University Press, Montréal, 1967.

Quant à la distribution régionale des sites archéologiques industriels, ce qui saute aux yeux est le nombre d'inscriptions dans la région de Québec (280), alors que Montréal et Montérégie se partagent le second rang avec seulement 60 et 71 sites respectivement. Ce phénomène résulte du nombre d'interventions dans les arrondissements historiques qui obligent les promoteurs à réaliser des interventions archéologiques. Autre spécificité régionale : la prépondérance sur la Côte-Nord des sites de la catégorie « pêche et trappe » qui comptent pour plus de la moitié des sites archéologiques répertoriés dans cette région.

Comparons, maintenant, la distribution fonctionnelle issue de l'ISAQ avec celle établie par l'Aqpi (annexe 2) dont les groupes industriels sont répartis ainsi :

¹⁹ Il faut faire une distinction entre une production d'articles de toilette et une production de céramiques sanitaires.

Tableau 4 : inventaire des sites industriels par région et secteurs industriels selon l'Aqpi

RÉGION	01 Bas-Saint-Laurent	02 Saguenay /Lac-St-Jean	03 Québec /Charlevoix /Portneuf	04 Mauricie /Bois-Francis	05 Estrie	06 Montréal	07 Outaouais	08 Abitibi /Témiscamingue	09 Côte-Nord	10 Baie James	11 Gaspésie /Îles-de-la-Madeleine	12 Chaudière /Appalaches	13 Laval	14 Launaudière	15 Laurentides	16 Montérégie	TOTAL
SECTEURS INDUSTRIELS (SIC)																	
Agro-alimentaire	5	7	21	13	9	43	2	3			2	20	2	2	7	25	161
Bois et ses dérivés	8	12	16	15	9	14	7	6	9		1	12	2	5	8	7	131
Brasseries et distilleries			3			9										1	13
Caoutchouc et plastiques			2	2	4	9						1	1			6	25
Chimiques (industries)		1	2	3		33	2						2	1		19	63
Communications	1	3	4	5	2	20	1	2				2	2	1	1	9	53
Construction navale			6						1			1				1	9
Cuir, chaussure et fourrure			4	1	2	6								1	1	3	18
Divers	1	1	7	10	5	86	2	1	1			16	6	2	1	29	168
Énergie : électricité	3	3	9	21	4	2	13	3	3	6	3	5	1	2	4	6	88
Énergie : pétrole						1											1
Infrastructures publiques (aqueducs, canaux, ponts)	15	7	5	10	13	9	8	14	2	3	3	10		1	8	13	121
Militaire (industrie)			3	1	2	1											7
Mines			1		2			5	1		1	3					13
Pêcheries commerciales	1		2						6		8						17
Pierre et autres matériaux			7	2	9	4	2	1	1			1	2	4		12	45
Sidérurgie et métallurgie	5	8	14	21	5	53	1	1	1		1	7	3	1	2	19	142
Tabac			2			2								1			5
Textiles et confection		1	2	9	13	67	1					8		1	2	14	118
Transport					2	5			1			1				4	13
Transport ferroviaire	9	2	3	7	11	7	5	10			6	9		2	14	12	97
Transport maritime	5	5	5	2		1		1	4		2	2					27
Villes et quartiers de compagnies		1	2	1				2	4			2					12
TOTAL (par secteur)	53	51	120	123	92	372	44	49	34	9	27	100	21	24	48	180	1347
TOTAL (par site)	52	46	108	113	89	356	42	46	27	9	25	93	21	21	48	170	1266

Note : Un site peut renfermer plus d'une fonction industrielle. Ainsi, le nombre total de secteurs industriels peut être plus élevé que le nombre de sites dans une région donnée.

En examinant de près les deux tableaux, on remarque d'abord que le nombre de sites de la catégorie « pêche et trappe » relevés dans l'ISAQ (59) dépasse largement celui des pêcheries identifiées dans l'inventaire de l'Aqpi (17), même si ce dernier inclut quelques sites archéologiques basques. On comprend alors à quel point l'identification et la recherche de ces sites au plan archéologique sont critiques.

Parmi les autres secteurs dans lesquels la présence archéologique est positive, on note celui du tabac, où quatre sites archéologiques présentent cette composante dans l'ISAQ vis-à-vis cinq lieux identifiés dans l'inventaire de l'Aqpi, et celui des produits minéraux non métalliques (pierre et autres matériaux), où 51 sites archéologiques (ISAQ) ont été répertoriés pour les 45 lieux dénombrés par l'Aqpi. L'archéologie a aussi réalisé des percées substantielles dans le secteur agro-alimentaire, l'inégalité numérique entre les deux inventaires se tenant à environ 50%.

De l'autre côté de la médaille, un bilan archéologique négatif a été enregistré dans le secteur du bois et ses dérivés, où le nombre d'industries répertoriées par l'Aqpi est nettement supérieur au nombre de sites fouillés (131 *versus* 29), ainsi que pour les sites de sidérurgie et de métallurgie où une vingtaine de sites archéologiques ont été fouillés, alors que 142 industries affichent cette dominante. Une disparité semblable apparaît dans les groupes se rapportant aux textiles, vêtements et cuir, où on dénombre 136 industries versus une trentaine ayant fait l'objet d'une intervention archéologique.

Figure 16 : Fouille de l'usine d'instruments aratoires, J. & D. Smith (1857-1874), près des écluses Saint-Gabriel en 2002. F. Véronneau, SACL, BiFj-069-2002-D5-13, Ville de Montréal.

Dans le secteur du transport, les deux inventaires sont presque *ex aequo* en termes de quantité de sites (137 *vs* 130). Toutefois, il faut souligner le nombre important de lieux ferroviaires dans l'inventaire de l'Aqpi, alors qu'en archéologie, les sites d'épaves et de quais remportent le premier rang. Ainsi, on pourrait facilement doubler le nombre de lieux potentiels dans cette catégorie.

La catégorie « matériel de transport » en archéologie s'associe presque exclusivement à la construction navale, secteur ciblé sans l'inventaire de l'Aqpi. Si l'archéologie semble tenir le cap dans ce secteur (12 sites *versus* les 9 identifiés par l'inventaire), il faut toutefois mentionner certains absents notoires à Montréal (les chantiers *Tate* et *Canadian Power Boat (Fraser Brace Shipyard)*).

Pour ce qui est des utilités publiques, la comparaison se fait plus difficilement. La majorité des composantes archéologiques ont été relevées dans des secteurs urbains (systèmes d'égouts et d'aqueduc). Or, ce type de ressources n'a généralement pas été inventorié par l'Aqpi qui s'est attardée aux industries et aux infrastructures identifiables par nom. Concernant les installations hydroélectriques, l'inventaire de l'Aqpi en dénombre 88, alors que seuls les sites de Brown (La Tuque) et Chaudières (Charny) ont livré des vestiges à caractère industriel lors d'interventions archéologiques.²⁰

Un regard maintenant sur la distribution régionale des industries répertoriées par l'Aqpi permet de constater l'importance numérique de Montréal (356 lieux), puis, dans l'ordre, celles de la Montérégie (170 lieux), de la Mauricie (113 lieux) et de la région de Québec (108 lieux) – soit essentiellement l'inverse de ce qui se dessine actuellement dans l'ISAQ. Si on est porté à vouloir voir la pertinence de réaliser davantage d'interventions dans les régions mieux nanties de sites industriels, il importe de souligner que beaucoup d'autres facteurs entrent en ligne de compte dans le choix des sites à fouiller.

Il ressort d'abord de cette analyse sommaire l'importance d'entreprendre un bon exercice d'analyse croisée entre les inventaires pour bien cerner les secteurs de forces et de faiblesses de l'archéologie industrielle. Néanmoins, il apparaît assez rapidement, dans l'ensemble, que le décalage entre ce qui a été réalisé et le

²⁰ Selon l'évaluation comparative des installations hydroélectriques réalisée par SOTAR en 1995, une trentaine de sites comprennent des vestiges archéologiques reliés à la présence d'anciennes centrales (Hydro-Québec, SOTAR, 1995, Tableau 11).

potentiel de documentation est considérable. Pour ce qui est déjà acquis au plan archéologique, une autre observation se dégage, soit la pertinence de mieux structurer les recherches afin d'atteindre un meilleur équilibre parmi et à l'intérieur des différents secteurs d'activité qui ont marqué l'industrialisation québécoise.

Pour terminer, il importe de souligner le nombre appréciable de lieux reconnus et classés au Québec qui comportent un volet industriel. Selon l'inventaire du RPCQ, ce nombre s'élève à 850, répartis de la façon suivante (annexe 1) :

- Fonction commerciale (entrepôts) : 255 lieux
- Production et extraction des richesses naturelles : 161 lieux
- Fonction industrielle, transformation des minéraux et fabrication : 69 lieux
- Fonction industrielle, transformation des matières végétales : 136 lieux
- Transport, communication et services publics : 229 lieux

Là encore, un collationnement systématique entre ces inventaires et celui préparé par l'Aqpi, de même qu'entre ces derniers et le macro-inventaire des biens culturels du MCCCCF, s'impose afin de préciser le portrait industriel global du Québec et, de là, mieux éclairer le profil des interventions en archéologie industrielle.

CARACTÉRISTIQUES DU PATRIMOINE INDUSTRIEL : LES FACTEURS D'INFLUENCE

Comme nous l'avons vu au premier chapitre, la préoccupation de la sauvegarde des vestiges de la production industrielle est un phénomène relativement récent, issu de la vitesse alarmante de disparition des témoins matériels de « cette matrice de l'existence humaine » (Larose, 1988 : 1). La notion de patrimoine industriel a été créée avec l'intention d'inclure l'ensemble des dimensions industrielles au sein de la culture, lui accordant ainsi le même mérite et le même niveau de protection que toutes les autres manifestations significatives de la société. Mais le patrimoine industriel comporte des particularités qui viennent rapidement atténuer les élans de conservation.

L'abondance et la complexité des témoins et des données

Le premier constat est l'abondance des témoins qui persistent de nos jours — bâtiments, vestiges, objets, machines et outils — et ce malgré la destruction massive d'éléments associés aux générations plus récentes des industries. S'ajoute à cela, une documentation prolifique tous azimuts : dessins techniques, photographies, monographies de compagnies, documents de gestion, matériel publicitaire et ainsi de suite.

« Il faut souligner de plus le caractère généralement complexe des objets mentionnés, ainsi que des documents qui leur sont rattachés. Au-delà des stades élémentaires de développement de l'objet technique et de l'organisation industrielle, le profane est rapidement incapable de « lire spontanément ce qu'il voit. » ».

(Larose, 1988 : 1)

Larose évoque également l'abondance des savoirs indispensables à la compréhension des différents secteurs industriels, dont l'inventaire des biens n'est qu'une porte d'entrée. Une compréhension approfondie du domaine exige

un apport documentaire important et la contribution indispensable de connaissances techniques.

« Il s'agit de connaissances scientifiques et techniques auxquelles s'ajoutent un grand nombre de données procédurales nécessaires au fonctionnement des usines et à la gestion de tous les aspects de la production. La maîtrise de ces connaissances exige généralement un travail de longue haleine. » (Larose 1988 : 2)

Les avatars structurels

« Le site industriel est, par excellence, un lieu où triomphent l'éphémère, le temporaire, le provisoire, le passager. Il fournit un témoignage monumental et spatial sur un processus de fabrication ou de transformation, éminemment évolutif. » (Andrieux, 1992 : 40)

L'entité industrielle doit, pour assurer sa survie, s'adapter continuellement aux lois du marché. Ceci amène des transformations qui affectent les industries à tous les niveaux — les bâtiments, les machines, les chaînes de production et les ressources humaines.

« Les objets s'adaptent ainsi aux exigences de la production qui évoluent dans le temps. Mais ces actions, nécessaires à l'industrie, provoquent parfois la disparition de mécanismes possédant une valeur historique. À la limite, elles entraînent la création de machines profondément hybrides ressemblant un peu à des collages diachroniques! » (Larose, 1988 : 2)

Si ce phénomène est moins fréquent dans la petite industrie rurale des 17^e et 18^e siècles qui a tendance à conserver plus longtemps les méthodes et les outils traditionnels, on constate que la vitesse de changement augmente proportionnellement avec les pressions de production, l'amélioration des technologies et la mondialisation des marchés.

La complexité organisationnelle

L'atelier ou l'usine ne sont que l'apparat visible d'une toile organisationnelle complexe et changeante qui gravite autour d'une série d'actions : approvisionnement, distribution, mise en marché et financement, sans compter les dessous politiques qui viennent tantôt encourager, tantôt freiner le développement et l'évolution des différents secteurs industriels.

« Le milieu industriel constitue une vaste symbiose où s'accroissent les ensembles productifs et se complexifient les processus de production autant que les produits eux-mêmes. L'industrie représente plus que la seule addition du capital, du travail et de la machine. » (Larose, 1988 : 2)

Que dire de ces grands espaces vides ?

Avec un gabarit qui se prête à diverses fonctions, l'habitable industriel présente un potentiel de recyclage fort intéressant, en faisant preuve néanmoins de beaucoup d'ingéniosité. Mais pour certains types de bâtiments industriels, il faut combattre une image plutôt négative qui nuit à leur mise en valeur. Si on perçoit facilement le charme du moulin banal ou l'attrait rustique de l'atelier rural et que l'usine en brique classique a maintenant accédé aux rangs de vocabulaire architectural « intéressant », il n'en est pas de même pour le bâtiment industriel « moderne », en béton ou en métal, souvent considéré froid et rigide. Il suffit de comprendre la raison d'être de ce « style » architectural pour en apprécier toute la flexibilité et le fonctionnalisme. Ce qui suit est un plaidoyer pour l'appréciation de cette catégorie de bâti, y compris celle de son cousin archéologique.

De 1850 à 1880, le pays est en pleine révolution industrielle. L'espace usinier élaboré dans la période précédente sera complètement rationalisé, imposant alors certains principes d'organisation et de construction des bâtiments. À l'aube du 20^e siècle, on s'oriente vers un contenant universel, non par la forme du bâti, mais par la logique combinatoire de la structuration de l'espace et de l'adaptabilité des constructions.

« Il en résulte un changement fondamental dans l'aspect traditionnel des édifices. On abandonne la construction en maçonnerie des murs extérieurs au profit d'une ossature de poteaux métalliques avec un remplissage léger, rendue possible par la production industrielle de fers profilés. Deux types d'installation sont développés : des bâtiments en nefs juxtaposés et des grandes halles. Ceux-ci présentent les avantages d'une construction érigée rapidement et surtout d'une grande flexibilité, avec un encombrement minimum de la structure porteuse. Les portées des fermes et les hauteurs des toits dépendent de la nature, de la grosseur et du poids des produits à réaliser et de la présence ou non de ponts roulants... Si cette mobilité est nécessaire afin de rencontrer les besoins d'agrandissement du complexe usinier et la diversification des produits, le mode d'implantation et de croissance des complexes sera cependant subordonné au réseau de transport interne et organisé selon une trame orthogonale. La chaîne de production des industries sera fermement rattachée à la structure de transport interne qui lui est sous-jacente... Ce qui compte dorénavant, c'est la hiérarchie de circulation des produits et la position relative des constructions sur le réseau de transport... La création d'espaces intérieurs homogènes extensibles, et celle de bâtiments interchangeables et combinables par addition traduit une réalité de l'évolution industrielle, soit une spécialisation croissante de la production et de la technologie qui lui est associée. » (Archemi et al., 2008 : 33-34)

Que faire des « reliques » industrielles ?

Comme en témoignent certaines industries presque centenaires, l'entité industrielle est faite pour durer, son usure physique étant atténuée par un entretien rigoureux tant et aussi longtemps qu'elle demeure productive. On accordera, par ailleurs, une plus grande valeur aux industries qui réussissent à

perdurer. Ce qui affecte davantage la survie de l'élément industriel est son contexte d'abandon, que ce soit dû à l'introduction d'une nouveauté ou d'une procédure plus performante ou à la suite de la fermeture ou la cessation de la fonction industrielle. La désuétude engendre la décrépitude. Donc, à moins de pouvoir attribuer une seconde vie au bâtiment ou à la machine abandonnée, sa réduction en déchet industriel ou sa destruction est quasi assurée.

Figure 17 : *Montreal Wheel Works* en cours de démolition, 2005, Pauline Desjardins 2005-052.

Tout aussi néfaste est le dépeçage des unités industrielles, ce qui affecte grandement leur intégrité, et donc leur valeur de témoignage historique. Un désir de rentabiliser son investissement initial *« pousse le propriétaire des équipements à obtenir le maximum de revenus de la départition de ces derniers, soit par la vente ou par le retour à la ferraille »* (Larose, 1988 : 4). Ces actions se réalisent généralement à l'insu des protecteurs du patrimoine, mais on verra quelques rares instances où les propriétaires, conscients de la valeur historique ou architecturale de leur bien industriel, utiliseront celle-ci pour augmenter la valeur marchande du bien auprès des futurs acheteurs qui en verront le potentiel de rentabilité ou pour faire pression sur les paliers gouvernementaux.

La prise en charge du patrimoine industriel

On arrive, par ce préambule, à la question de responsabilité de sauvegarde du patrimoine industriel.

« Les installations et les équipements industriels appartiennent généralement à des compagnies dont la raison d'être est la production et la vente à profit de biens créés. Cet objectif, propre à chaque compagnie, est en même temps une nécessité sociale, puisque les activités industrielles assurent l'essentiel de la richesse collective. » (Larose, 1988 : 3)

Dans ce contexte, il est évident que la préoccupation patrimoniale de la compagnie est secondaire, voire non existante. Il faut donc se demander à qui revient la mission de sauvegarder cette richesse patrimoniale. L'intervention de

l'État, sur qui pèse la responsabilité d'assurer la pérennité du patrimoine, est critique à ce niveau. Si les structures patrimoniales sont maintenant bien en place (voir la section sur les lois et statuts) pour protéger les vestiges les plus significatifs et les plus marquants de notre histoire, on constate du même coup la lenteur et la réticence avec lesquelles elles sont appliquées dans le cas du patrimoine industriel. Dès la fermeture d'une usine, une pression est exercée pour reconvertir le lieu qui en élimine souvent tout le tissu historique. Or, les délais de réaction sont souvent trop longs et on arrive fréquemment devant une destruction accomplie. Faut-il y voir une certaine crainte de faire face à ce « monstre » patrimonial et de s'engager dans un processus lourd de conséquences financières, logistiques, politiques et sociales?

Pour bien asseoir l'implication des décideurs publics relevant de divers niveaux gouvernementaux, celle-ci doit être fondée sur des objectifs pertinents et réalistes en matière de sauvegarde du patrimoine industriel et qui reflètent les valeurs recherchées par la société dans la préservation de son héritage industriel.

« La richesse du domaine constitue un piège où il est facile de se perdre : de là, la nécessité de définir des objectifs clairs et de les réactualiser fréquemment afin de maintenir un équilibre entre la complexité du sujet, les ressources disponibles et les finalités sociales. » (Larose, 1988 : 4)

Les objectifs à atteindre s'articulent autour des aspects suivants, qu'on examinera plus en profondeur dans les chapitres suivants : la connaissance, la gestion, l'aménagement du territoire, la réhabilitation et la communication. Vus d'une perspective archéologique, ces objectifs ont pour but de développer une meilleure connaissance des ressources en place, une saine gestion des sites et des vestiges significatifs, leur insertion intelligente et intelligible dans les schémas d'aménagement et la communication appropriée de leurs contenus.

LA PROTECTION ET LA CONSERVATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL

Critères, valeurs et principes

Le mouvement de conservation du patrimoine a pris son essor au Québec à partir de la fin du 19^e siècle et a donné lieu, au 20^e siècle, à différentes lois et directives qui obligent à prendre en considération le patrimoine (incluant le patrimoine archéologique) dans l'aménagement du territoire. La structuration et l'application de ces lois ont suscité plusieurs réflexions sur les critères permettant de mesurer l'atteinte des objectifs de conservation du patrimoine. Or, ces objectifs se sont élargis au fil du temps pour prendre en compte toutes les manifestations culturelles de la société québécoise, dont les témoins de l'industrie.

Encadrement de l'action municipale

<i>Loi sur les cités et les villes</i> (L.R.Q., chapitre C-19)	Cette loi établit les pouvoirs et les compétences des villes du Québec.
<i>Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais</i> (L.Q., 2000, chapitre 56)	Aussi connue sous le nom de projet de loi 170 ou « réforme municipale », il s'agit de la première d'une série de lois modifiant les structures municipales et déterminant le partage des responsabilités entre les services corporatifs et les services d'arrondissement. La création du Conseil du patrimoine de la Ville de Montréal en septembre 2002 découle de la réforme municipale de cette ville.

Encadrement de l'action gouvernementale provinciale

<i>Loi sur les biens culturels (L.R.Q., chapitre B-4)</i>	Entre autres, elle permet au gouvernement du Québec et aux municipalités d'attribuer des statuts de protection à des biens et à des territoires patrimoniaux qui assujettissent les propriétaires à des mesures de contrôle.
<i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19)</i>	Elle oblige les villes à élaborer un plan d'urbanisme ainsi que la réglementation afférente et en prescrit les éléments obligatoires et facultatifs pouvant notamment permettre de gérer les interventions ayant un impact sur le patrimoine. Il en va de même pour les municipalités régionales de comté dans leur schéma d'aménagement.
<i>Loi sur le bâtiment (L.R.Q., chapitre B-1.1), Code de construction (L.R.Q., chapitre B-1.1, r.0.01.01) et autres codes et règlements afférents</i>	Ces statuts permettent de contrôler la qualité des travaux de construction et de rénovation. Les normes de construction peuvent avoir un impact sur la conservation et la mise en valeur du patrimoine.
<i>Loi sur les relations de travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20)</i>	Cette loi encadre l'exercice des métiers de la construction et rend possible, depuis l'adoption du projet de loi 181 (L.R.Q., 2001, chapitre 79), l'exécution de travaux par des restaurateurs professionnels membres d'une

	association reconnue par le MCCCCF.
<i>Loi sur la qualité de l'environnement</i> (L.R.Q., chapitre Q-2) et règlements afférents	La loi prévoit des études d'impact et des mesures de protection de l'environnement, notamment au regard des milieux humains et naturels.
<i>Loi sur la conservation du patrimoine naturel</i> (L.R.Q., chapitre C-61.01)	L'objectif de la loi est de sauvegarder le caractère, la diversité et l'intégrité du patrimoine naturel du Québec par des mesures de protection de sa diversité biologique et des éléments des milieux naturels qui conditionnent la vie.
<i>Loi sur les archives</i> (L.R.Q., chapitre A-21.1)	Cette loi oblige à adopter des directives de gestion des documents actifs et inactifs et à établir des supports et des pratiques de conservation des documents.
<i>Loi sur le Ministère des Transports</i> (L.R.Q., chapitre M-28)	Loi régissant l'application des lois et des règlements relatifs aux transports et à la voirie, y compris effectuer ou faire effectuer tous travaux de construction, de réfection ou d'entretien ou déléguer à une municipalité locale, avec son consentement, le pouvoir d'effectuer de tels travaux et en assurer le financement.
<i>Loi sur le développement durable</i> (19 avril 2006)	Loi qui confirme l'engagement des ministères et organismes publics et assure la pérennité de la démarche gouvernementale pour un

	développement durable. La loi inscrit 16 principes de développement durable dont les ministères et organismes doivent tenir compte dans leurs actions, incluant le principe de protection du patrimoine culturel selon lequel il importe d'assurer son identification, sa protection et sa mise en valeur, en tenant compte des composantes de rareté et de fragilité qui le caractérisent.

Encadrement de l'action gouvernementale fédérale

<i>Loi sur les lieux et monuments historiques</i> L.R. 1985, ch. H-4)	Elle a constitué la Commission des lieux et monuments historiques du Canada qui a pour mandat de conseiller le ministre de l'Environnement et, par son entremise, le gouvernement du Canada, sur la commémoration d'aspects de l'histoire du Canada qui revêtent une importance nationale.
<i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i> (1998, ch.31)	Loi créant l'Agence Parcs Canada qui a la responsabilité de commémorer, protéger et mettre en valeur, directement et indirectement, des aspects représentatifs du patrimoine culturel et naturel du Canada. Les principaux textes législatifs qui régissent les activités de Parcs Canada comprennent la <i>Loi canadienne sur</i>

	<i>l'évaluation environnementale, la Loi sur les parcs nationaux, la Loi sur les lieux et monuments historiques, la Loi sur la protection des gares ferroviaires patrimoniales, la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels et la Loi sur le ministère des Transports. Le Programme des édifices fédéraux du patrimoine et le Programme des rivières du patrimoine canadien relèvent respectivement de l'autorité du Cabinet et des ententes fédérales-provinciales entre les ministres responsables des parcs.</i>
<i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (1992, ch. 37) et règlements apparentés</i>	Loi imposant une évaluation environnementale pour la prise en compte des facteurs et des impacts environnementaux sur les ressources naturelles et culturelles dans les processus de planification et de décision, de façon à promouvoir un développement durable lors de projets sur des territoires administrés par une autorité fédérale ou lorsque celle-ci accorde à un promoteur, en vue de l'aider à mettre en œuvre un projet en tout ou en partie, un financement, une garantie d'emprunt ou toute autre aide financière.
<i>Loi sur les Parcs nationaux (2000,</i>	Loi et directives régissant tous les

<i>ch.32) et règlements apparentés</i>	aspects relatifs à la préservation, la gestion et l'administration des parcs nationaux, y compris la réglementation de l'utilisation des ressources et des installations qui s'y trouvent, l'acquisition ou l'aliénation d'objets préhistoriques ou historiques et l'autorisation de l'utilisation, par les peuples autochtones à des fins spirituelles ou cérémoniales traditionnelles, des terres situées dans les parcs.
<i>Loi sur la protection des gares ferroviaires patrimoniales</i> (L.R. 1985, ch. 52 (4 ^e suppl.)	Loi visant à protéger les gares ferroviaires patrimoniales désignées par le ministre, sur recommandation de la Commission des lieux et monuments historiques du Canada.
<i>Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels</i> (L.R. 1985, ch. C-51)	Loi concernant l'exportation de biens culturels (les objets de toute valeur, présentant un intérêt archéologique, préhistorique, historique, artistique ou scientifique, trouvés sur ou dans le sol du Canada ou dans les limites de la mer territoriale, des eaux internes ou des autres eaux intérieures du Canada) et l'importation de biens culturels exportés illégalement.
<i>Loi sur le ministère des Transports</i> (L.R. 1985, ch. T-18)	Loi concernant le ministère des transports qui a compétence sur les canaux de propriété fédérale, de même

	que sur les ouvrages, bâtiments et terrains qui en constituent des dépendances ou des annexes, ainsi que pour les affaires s'y rapportant.

Encadrement professionnel

La gestion des ressources archéologiques au Québec est encadrée également par des principes et des obligations éthiques établis par des organisations nationales et internationales qui jouent un rôle d'autorité en matière d'archéologie et de conservation.

Codes de déontologie

Depuis un certain nombre d'années, l'Association canadienne d'archéologie (ACA) se sert d'un énoncé de principe décrivant le code de déontologie devant être respecté à l'égard des Autochtones. En mai 2000, l'ACA a développé davantage cet énoncé en adoptant un code de déontologie pour la profession d'archéologue. Dans les provinces et les territoires, seule l'Association des archéologues du Québec (AAQ) dispose d'un code de déontologie.

D'autres codes de déontologie reliés à la pratique de l'archéologie ont été rédigés par des associations internationales. En 1990, à Barquisimeto, au Venezuela, on a adopté à l'occasion du Congrès mondial d'archéologie un tel code. La *Society for Historical Archaeology* a pour sa part édicté ses règles d'éthique dans l'article VII de son règlement. La *Society for American Archaeology* et l'*Archaeological Institute of America* ont également adopté des principes déontologiques pour l'archéologie.²¹

²¹ Il existe plusieurs codes de déontologie auxquels adhèrent d'autres disciplines et organismes qui soutiennent l'excellence de la pratique en matière de conservation et de mise en valeur du patrimoine (Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH), Société des musées québécois (SMQ), Association des musées canadiens (AMC), Association canadienne

Chartes et conventions internationales

Les archéologues québécois peuvent se référer aux principes élaborés par les organisations internationales tel que le Conseil International des Monuments et Sites (ICOMOS). Quatre chartes procurent des orientations pour la gestion des ressources archéologiques : La *Charte de Venise*, la *Charte de Burra*, la *Charte internationale pour la gestion du patrimoine archéologique* et la *Charte internationale sur la protection et la gestion du patrimoine culturel subaquatique*.

- En 1964, l'ICOMOS adopta la *Charte internationale sur la conservation et la restauration des monuments et des sites*, aussi connue sous l'appellation de *Charte de Venise*. Cette charte est un document fondamental décrivant les principes entourant la conservation du patrimoine bâti.
- En 1970, la *Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels* a été adoptée par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). En vertu de l'article 5 de cette convention, les États se sont engagés à organiser le contrôle des fouilles archéologiques, assurer la conservation in situ de certains biens culturels et protéger certaines zones réservées à des recherches archéologiques futures.
- En 1979, le comité national australien de l'ICOMOS adoptait la *Charte de Burra* ou *Charte d'ICOMOS Australie pour la conservation des lieux et des biens patrimoniaux de valeur culturelle*. Elle a été révisée et adoptée à nouveau en 1999. Elle élabore des principes et des pratiques de conservation fondés sur la valeur culturelle des lieux patrimoniaux. Bien qu'il s'agisse d'une charte émanant d'un comité national, elle a une

pour la conservation et la restauration des biens culturels (CAC), et bien d'autres). Les détails de ces codes sont disponibles sur les sites Internet des organismes.

incidence sur d'autre pays qui souhaitent gérer les ressources sur la base des valeurs.

- En 1990, l'ICOMOS a adopté la *Charte internationale pour la gestion du patrimoine archéologique*. Celle-ci reflète les principes et les lignes directrices pour la gestion des ressources archéologiques. Elle constitue une référence pour l'établissement des politiques et des pratiques.
- En novembre 2001, la *Convention sur la protection du patrimoine subaquatique* a été adoptée par la 31^e session de la Conférence générale de l'UNESCO. La convention exige des états signataires d'adopter toutes les mesures nécessaires pour préserver le patrimoine culturel subaquatique dans l'intérêt de l'humanité.

Ces différentes initiatives traduisent une volonté et une cohérence en matière de sauvegarde du patrimoine. Elles servent aussi de support aux milieux patrimoniaux et aux acteurs en patrimoine pour élaborer des stratégies appropriées de conservation et de mise en valeur qui s'inscrivent dans les visions mondiales. Toutefois, comme on l'a vu dans le chapitre précédent, les enjeux pratiques reliés à la protection et à la mise en valeur du patrimoine industriel peuvent être complexes et divergents.

Afin d'opérer sur un terrain commun, il faut d'abord s'entendre sur les critères d'évaluation, les valeurs et les principes qui guideront les prises de décision. La Communauté urbaine de Montréal fut une des premières institutions municipales à effectuer, dans les années 1980, un inventaire des monuments et des ensembles qui font partie du patrimoine culturel montréalais en vue d'assurer leur protection. L'architecture industrielle fut prise en compte dans cet inventaire et a mené à l'élaboration de critères d'évaluation spécifiques à ce type d'architecture. Ces indicateurs se rapprochent de ceux utilisés par le Bureau d'Évaluation des Édifices Fédéraux du Patrimoine (BEEFP), qui ont inspiré les critères présentés ci-dessous (tirés d'Archemi, 2003 :11) et qui servent d'assise à

l'élaboration des valeurs de témoignage et des principes de conservation mis de l'avant dans la présente étude.²²

Les critères d'évaluation

Les critères d'évaluation se divisent en trois rubriques : intérêt historique, intérêt architectural et intérêt urbanistique. Ils s'appliquent tout autant aux ressources archéologiques qu'aux éléments du bâti, car les deux sont physiquement complémentaires dans une perspective de conservation d'ensemble et on se doit de les évaluer sur un même pied d'égalité.

Intérêt historique

C'est le premier critère et le plus important. Ainsi, le plus petit ou le plus dérisoire des vestiges peut prendre une valeur qui dépasse nettement son apparence. Ce sont souvent ces humbles témoignages qui complètent nos connaissances et dont il faut éviter la disparition. Les considérations suivantes sont à prendre en compte dans l'évaluation de l'intérêt historique du patrimoine industriel.

- Ancienneté absolue, ancienneté relative ou évocation d'une époque révolue;
- Continuité de la fonction : le fait qu'un édifice ou un site soit encore utilisé aux fins pour lesquelles il a été aménagé;
- Importance de l'entreprise dans l'histoire socio-économique du quartier ou de la région.

Intérêt architectural

On examine ici les attributs physiques du vestige qui, en patrimoine industriel, sont intimement liés à la fonction :

²² Le corps de ce chapitre est basé sur une réflexion réalisée dans le cadre de l'étude « Analyse et potentiel de mise en valeur du patrimoine du secteur industriel Est de Lachine », commandée par la Ville de Montréal, Archemi *et al.*, 2008 : 25-29.

- Importance de l'architecture ou de l'édifice en question dans l'œuvre de l'architecte;
- Valeur didactique : représentativité d'un style répandu à une époque donnée ou originalité du style pour l'époque;
- Plastique architecturale : expression d'une volonté d'esthétique par le style, le décor, la rythmique ou le choix ou l'appareillage du matériau;
- Caractère innovateur d'un matériau ou d'une technique structurale.

Intérêt urbanistique ou contextuel

Finalement, il faut voir comment le vestige s'insère dans son milieu géographique et opérationnel :

- Intégration fonctionnelle : par exemple, l'adaptation du vestige aux besoins de production;
- Complémentarité des occupations du territoire : industriel et résidentiel ou industriel et agricole, par exemple;
- Intégration visuelle : unité de matériau ou de forme avec les autres bâtiments et vestiges de l'ensemble;
- Perceptibilité : implantation qui permet d'apprécier l'architecture ou le paysage industriel;
- Points de repères qui permettent de faire des associations dans le temps et dans l'espace.

Les valeurs de témoignage

Les valeurs de témoignage qui caractérisent les lieux de patrimoine industriel réfèrent non seulement aux états physiques propres à chacun des témoins matériels, mais aussi à leur signification pour la société passée et actuelle et à leur capacité d'évoquer cette signification. Sur ces valeurs repose la détermination de ce qui doit être conservé et mis en valeur. Si une certaine hiérarchisation s'impose, celle-ci doit être adaptée à chaque lieu.

La plus haute cote de valeur de témoignage est attribuée à l'**importance historique et socio-économique** des industries (Archemi, 2008 : 26). On y reconnaît tous les aspects reliés à la spécificité et à la capacité de production, au développement des technologies, au rôle économique des industries dans les marchés nationaux et internationaux et, finalement, à l'impact social de la présence des industries dans la collectivité. Le deuxième niveau de valeur est accordé aux complexes **toujours en opération** (toutes chronologies confondues), la continuité de la fonction étant valorisée pour son authenticité et sa capacité d'évocation.

Viennent ensuite les valeurs **d'ancienneté et de pérennité**. Visuellement expressifs, les éléments les plus anciens encore en place témoignent éloquemment de la naissance de ces industries et de leur durabilité. Les valeurs de **représentativité**, de **rareté** et de **spécificité** architecturale et esthétique rentrent également en ligne de compte, car on se doit de préserver les témoins qu'on ne verra nulle part ailleurs et ceux qui risquent de devenir les dernières sentinelles de leur espèce. Finalement, les **valeurs contextuelles** sont prises en considération, telle que l'intégration fonctionnelle et visuelle des bâtiments et des vestiges archéologiques dans le tissu paysager.

Les principes de conservation

C'est au sens le plus large qu'il faut entendre ici « conservation ». Découlant directement des attributs qui en définissent sa valeur de témoignage, la conservation d'un lieu va bien au-delà du simple fait d'en préserver de façon inerte ses témoins matériels. Il importe de pouvoir reconnaître les étapes d'évolution du lieu à travers les traces matérielles et d'évoquer les activités humaines sur le territoire. Dans le vocabulaire industriel, il convient d'exprimer la chaîne de production, l'image de marque, les différentes technologies et les courants sociaux qui sont sous-jacents à cet héritage culturel.

De cette perspective élargie, proviennent les principes de conservation à respecter au regard des sites industriels qui permettent d'articuler les actions

d'intervention. Nous commençons par la notion d'intégrité, qui en couvre large car elle sert d'assise à tous les autres principes. Citons, à cet égard, la définition d'intégrité commémorative établie dans la *Politique sur les lieux historiques nationaux* de Parcs Canada :

« On dit d'un lieu [historique national] qu'il possède une intégrité commémorative lorsque les ressources qui symbolisent ou caractérisent son importance ne sont ni endommagées ni menacées, lorsque les motifs invoqués pour justifier son importance [historique nationale] sont clairement expliqués au public et lorsque ses valeurs patrimoniales sont respectées par tous les décideurs ou intervenants. » (Parcs Canada, 2004 : 19)

L'intégrité

Dans une optique de réaménagement qui privilégie la protection et la valorisation des témoins du passé, on doit, éthiquement, partir de la position de conserver l'ensemble des éléments jugés historiquement significatifs, avant même d'en déterminer la faisabilité au plan technique. Une approche visant « l'intégrité commémorative » dicte que tout nouvel aménagement soit assujéti à la préservation de l'authenticité du lieu, plutôt que de tenter, à tort et à travers, d'en perpétuer le souvenir dans un carcan trop restrictif ou peu révélateur du tissu du passé. Aucunement, et il faut insister sur ce point, ne doit-on donner carte blanche pour la démolition des biens qui viennent en conflit avec un concept d'aménagement préétabli.

La meilleure expression du respect de la valeur de témoignage d'un complexe industriel, celle qui préserve le plus son identité et sa nature fondamentale, est le maintien des opérations industrielles en cours et ce, pour la durée viable des entreprises. Rien n'évoque mieux la fonction industrielle qu'une industrie en opération. Tout est là, palpable et réel : les édifices, les machines, les ouvriers, le processus de production et les épaisseurs du passé. Cette approche présuppose, toutefois, la mise en application de certaines mesures pour assurer

l'intégration harmonieuse des industries en opération dans les schémas urbains changeants et ainsi éviter tout conflit entre la fonction industrielle et les nouvelles fonctions. Lorsqu'il est question de fermeture d'une usine, à plus ou moins court terme, il faut prévoir, en amont de sa fermeture, des scénarios de conservation qui assureront la protection de son patrimoine significatif dans une perspective de réaménagement.

La notion d'intégrité implique également de pouvoir lire et comprendre le lien entre le témoin conservé et l'ensemble dans lequel il a évolué. Si ce lien peut être partiellement expliqué par des moyens verbaux ou virtuels, l'intérêt de conserver un amalgame de témoins qui illustre de façon cohérente l'organisation fonctionnelle et spatiale d'un lieu s'avère particulièrement pertinent dans l'architecture industrielle — un domaine où il y a peu de référents dans la vie quotidienne. Dans un même ordre d'idées, il est important de pouvoir faire la connexion entre le site et son entourage et de saisir l'interdépendance des éléments significatifs qui ont contribué à la présence et au développement d'un complexe. Il s'agit ainsi d'exprimer, par des liens physiques et visuels, les interrelations entre l'industrie, les réseaux de communication et les agglomérations humaines limitrophes.

L'intégration harmonieuse de nouvelles constructions dans un ensemble existant est tout aussi importante pour tisser des liens entre le nouveau et l'ancien sans « noyer » les éléments patrimoniaux. Le gabarit, la modulation des volumes, les choix d'implantation, le vocabulaire architectural et la matérialité des nouvelles structures devront être pris en considération afin de compléter et mettre en valeur les éléments conservés. Il en est de même pour tout le mobilier et les aménagements paysagers. Finalement, la cohérence physique entre l'ancien et le nouveau doit respecter un principe fondamental (prôné dans toutes les chartes internationales), soit d'éviter que le nouveau ne devienne un « faux-ancien » qui se confond à l'authentique. La démarcation entre les deux est primordiale pour éviter toute fausse impression de l'évolution historique.

La protection

Toute initiative de conservation doit d'abord assurer la protection et la stabilité des structures patrimoniales à conserver. Le vestige étant un élément périssable, des restaurations et des réparations sont nécessaires, faute de quoi il disparaîtra. Cette démarche implique d'établir une stratégie d'intervention pour chacune des ressources patrimoniales, après identification de leurs caractéristiques et une évaluation de leur état. Il en est de même pour les vestiges archéologiques, pour autant que leur état soit connu. Dans le cas contraire, une recherche de base s'impose pour en établir leur configuration et leur condition.

Le classement s'avère la méthode administrative la plus efficace pour protéger le vestige jugé exemplaire par son intérêt historique, architectural ou symbolique. Il implique un engagement de l'État d'en imposer le maintien de son authenticité et impute au propriétaire certaines conditions d'usage. Cette mesure de protection s'applique toutefois à un nombre restreint de bâtiments et rarement aux sites archéologiques. La protection est encore plus problématique à l'égard des vestiges enfouis dont la présence et la valeur sont inconnues ou insoupçonnées. Bon nombre de découvertes sont faites au cours de travaux qui n'ont rien d'archéologique et, nul besoin de le dire, ces travaux font disparaître des vestiges qui pourraient alimenter la connaissance du patrimoine industriel significatif. On y reconnaît toute l'importance de faire les recherches en amont des projets d'aménagement et de travailler avec les instances municipales et gouvernementales qui octroient les permis de démolition et de construction.

La réhabilitation

Nous nous attardons principalement ici à la question de réhabilitation des vestiges matériels immobiliers en vue de leur réutilisation contemporaine.²³ À la

²³ La réhabilitation de vestiges immobiliers d'intérêt patrimonial signifie fondamentalement leur restauration à des fins de préservation et dont le principe d'intervention de base est celui de

lumière des principes déjà énoncés, il faut d'abord se demander s'il est conséquent de privilégier la reconversion des édifices et des vestiges industriels. Trottier (1985 : 24) remet en question cette approche, en se demandant si elle constitue la solution unique et irrévocable, « *alors que dans la plupart des cas, les édifices recyclés perdent totalement leurs fonctions originales, soit celles qui leur ont permis de voir le jour* ». Mais la voie de reconversion est certes préférable à celle de la démolition. De plus, il faut admettre que le recyclage est généralement une condition *sine qua non* pour la survie du patrimoine industriel. On doit cependant y imposer certaines règles pour assurer que les témoins significatifs sont conservés et reconnaissables. Ainsi, la réhabilitation doit avoir pour but de préserver et de révéler les valeurs esthétiques, fonctionnelles et historiques des vestiges matériels. Dans un même sens éthique, il est peu valable de limiter la conservation à quelques témoins épurés, soit un bout de mur ou une cheminée (le « façadisme »), un traitement « défroqué » qui est loin de pouvoir exprimer toute l'importance d'une industrie dans le temps et dans l'espace. Mais le plus grand danger, à nos yeux, dans un processus de reconversion est la gentrification excessive du lieu qui en soustrait toute sa signification sociale et économique et ce, notamment vis-à-vis les quartiers environnants qui lui ont fourni plusieurs générations de main-d'œuvre. C'est pourquoi les intervenants et les chercheurs devront s'interroger longuement sur le type, le degré et les moyens de reconversion qui seront utilisés, afin de conserver dans la mesure du possible les principales valeurs physiques et sociales de l'entité industrielle.

Outre leur intérêt patrimonial ou architectural, d'autres considérations pratiques rentrent en ligne de compte dans la capacité de réhabilitation d'immeubles et dans la détermination d'usages compatibles : le type de construction

réparer plutôt que de remplacer pour en conserver le maximum d'authenticité. Si ce principe doit être maintenu dans une perspective de reconversion d'un ensemble industriel, il sera toutefois confronté à des considérations d'ordre pragmatique. Notre objectif ici est de proposer une ligne de conduite qui minimise l'impact de reconversion sur le vestige d'intérêt patrimonial.

(combustible ou incombustible), la capacité portante, les dimensions, les interventions nécessaires pour la mise à niveau et la mise aux normes (incluant l'assainissement environnemental). Quoique la réutilisation des édifices suppose des transformations afin de les rendre « habitables », celles-ci doivent être faites, autant que possible, sans en altérer l'ordonnance et le décor. Il faut envisager, d'autre part, que certaines constructions (notamment les vestiges archéologiques) auront une réutilisation limitée, mais que leur valeur patrimoniale et leur capacité d'évocation exceptionnelle militeront en faveur de leur conservation et de leur mise en valeur.

La réversibilité

Intimement liée à la notion de réhabilitation est celle de la réversibilité des nouvelles installations, notamment celles qui recouvrent ou qui cachent des éléments jugés significatifs. Il s'agit, essentiellement, de préserver et de protéger ces témoins matériels, même si ceux-ci sont « camouflés » par un traitement contemporain (par exemple, l'ajout d'une dalle flottante au-dessus d'un vestige archéologique), afin de laisser la porte ouverte à leur exposition à une époque ultérieure.

L'interprétation

Finalement, l'intégrité commémorative d'un lieu ne peut être atteinte sans la communication de ses valeurs et de ses messages historiques. Les moyens de la réaliser peuvent prendre différentes formes (voir le chapitre sur la mise en valeur), mais deux lignes de conduite s'imposent. La première est d'élaborer des actions de mise en valeur en collaboration avec les propriétaires des sites ainsi qu'avec la population en périphérie immédiate des sites et la deuxième est de travailler avec les autres intervenants du milieu œuvrant pour la reconnaissance du patrimoine industriel. De cette approche concertée découlera une meilleure appréciation du rôle vital joué par les industries dans le développement d'une collectivité.

LA MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE INDUSTRIEL

Quelle que soit la motivation de mise en valeur du patrimoine industriel, il reste un fait incontournable : le grand nombre de structures, de vestiges, de documents et de symboles obligent les intervenants à discerner et à choisir les témoins de l'industrialisation qui feront partie de l'offre d'interprétation. Ce scénario se joue à cinq niveaux : national, provincial, régional, local et individuel. Outre le souci d'effectuer un choix qui tienne compte des valeurs historiques, des spécificités régionales et des éléments significatifs d'un complexe industriel, il convient également de s'interroger sur les orientations et les moyens qui se prêtent le mieux à la mise en valeur des ressources et des valeurs industrielles, puis de se pencher sur les défis qui influencent sa réalisation.

Bilan de la mise en valeur

Regardons d'abord le portrait thématique de la mise en valeur du patrimoine industriel au Québec. Seule Dorion, (1996) aborde cet aspect avec un regard national, sans toutefois spécifier les types de mise en valeur qui ont été privilégiés (musée, centre d'interprétation ou autre). Un total de 261 sites industriels avait été mis en valeur en 1996.

Tableau 5 : Domaines d'activités industrielles mis en valeur, par région

RÉGION																
SECTEURS INDUSTRIELS (SIC)	Abitibi	Baie James	Bas Saint-Laurent	Chaudière-Appalaches	Côte-Nord	Estrie	Gaspésie	Québec	Laval, Lanaudière, Laurentides	Mauricie	Montréal	Montrégie	Montréal	Outaouais	Saguenay	TOTAL
Agro-alimentaire				1		1		18	2	2	1	2	2	2	1	30
Bois et ses dérivés	3			2	2			3		3				1	4	18
Brasseries et distilleries								1								1
Chimiques (industries)										1						1
Construction navale								2								2
Énergie : électricité						1		2	1	1	1			1		7
Infrastructures publiques (aqueducs, canaux, ponts)	14	3	15	8		12		1	7	10	7	4		7	7	95
Militaire (industrie)						1		1								2
Mines	2			1		2	1									6
Pêcheries commerciales			1		4		6									11
Pierre et autres matériaux						2										2
Sidérurgie et métallurgie										3					2	5
Tabac								1								1
Textiles et confection				1		1		1		1						4
Transport et Communications						1					1	1	1			3
Transport ferroviaire			11	1		10			15	3	15	1	2			58
Transport maritime			2	1	4		2	1			1	1			3	15
TOTAL	19	3	29	15	10	31	9	31	25	24	26	9	13	17	261	

Source : Dorion (Aqpi), 1996 : 19-27

Dans une perspective régionale, l'industrie agro-alimentaire a été mise en valeur dans la majorité des endroits, mais notamment à Québec. L'industrie du bois, pour sa part, est bien représentée à Québec, au Saguenay, en Mauricie et en Abitibi. L'industrie des produits chimiques fait âme seule en Mauricie. Cette dernière met en vedette également les industries reliées à la fonderie et à la sidérurgie, alors que l'industrie minière est à la une en Abitibi et en Estrie. Cette dernière région est la seule, d'ailleurs, à mettre en valeur l'industrie de la pierre. Quant à la Gaspésie et la Côte-Nord, ce sont, naturellement, les pêcheries qui font figure de proue. Finalement, les industries qui touchent les transports et les infrastructures publiques sont les plus nombreuses à avoir été mises en valeur, comptant pour 65% de l'ensemble. Le même profil se dessine à l'examen des 34 lieux industriels désignés d'importance historique nationale canadienne (annexe 6), dont plus de la moitié commémorent des structures et des infrastructures de transport (incluant les phares), alors qu'une dizaine appartiennent au domaine manufacturier. Si à première vue, il semble y avoir une certaine complémentarité et équilibre entre les régions, cette dissection mériterait d'être refaite à la lumière d'un inventaire remodelé des ressources industrielles ayant un intérêt patrimonial au Québec, car les sites archéologiques sont nettement sous-représentés dans la présente analyse, l'information quant à leur mise en valeur, en lien ou non avec d'autres composantes, étant généralement absente des inventaires patrimoniaux. Colliger cette information nécessite un travail à plusieurs niveaux : faire la correspondance entre les sites de l'ISAQ et les lieux ayant fait l'objet d'une mise en valeur, consulter les agents culturels régionaux, les musées et les centres d'interprétation pour connaître la nature et l'envergure de la présentation des composantes archéologiques industrielles et, si on pense à certains thèmes rassembleurs (le Parc de l'Aventure basque en Amérique, par exemple), évaluer comment et à quel degré les données archéologiques provenant des sites démontrant cette occupation sont intégrées à la mise en valeur.

Les orientations générales

On retrouve, sur le territoire du Québec, à peu près tous les créneaux industriels et parmi les entreprises les plus importantes de l'histoire industrielle du pays. Cette diversité fait appel à une multiplicité de moyens pour les mettre en valeur, dont se trouve en tête de liste la valorisation des vestiges matériels en place. L'histoire la plus vivante d'une entité industrielle est tracée en hauteur et dans le sous-sol qu'elle occupe. Sa configuration évolutive persiste dans l'aménagement du lieu en s'inspirant de son organisation spatiale antérieure. Les anciennes routes et voies d'eau sont exploitées de façon à refléter la circulation des ouvriers et des matériaux. Et la culture matérielle issue des activités industrielles est utilisée en complément des vestiges immobiliers comme élément déclencheur pour expliquer la production, les technologies et le travail des ouvriers.

La qualité et l'impact de la mise en valeur dépendent largement des approches retenues pour la conservation des témoins matériels. On se permet ici d'invoquer à nouveau les principes d'intégrité, de protection, de réutilisation, de réhabilitation et d'interprétation présentés plus tôt et qui mettent l'accent sur **le maintien de l'authenticité du lieu**, sa plus grande force. Si la solidité et la lisibilité des vestiges déterminent en large partie leur mode d'intégration dans un concept de mise en valeur, la qualité du traitement qui leur est accordé est toutefois grandement révélatrice aux yeux du public de leur importance historique.

Le bâtiment industriel est souvent considéré comme l'élément charnière dans une mise en valeur, mais la lecture du paysage industriel ne s'arrête pas aux portes de l'usine. Il ne faut pas oublier le lien fondamental entre l'enclave industrielle et les quartiers ouvriers environnants qui lui ont fourni sa main-d'œuvre, une partie vitale du tissu historique d'un lieu. La juxtaposition des deux dans l'espace constitue d'ailleurs une piste incontournable de mise en valeur qui permet de perpétuer la mémoire de l'occupation industrielle dans les collectivités.

« S'il est exact que le monument industriel sert à perpétuer un souvenir qui importe à une collectivité donnée, il est également vrai que ce rappel est en général fortement chargé d'histoire humaine, d'histoires de vie – ouvriers, constructeurs, chefs d'industrie – qui entrent aussi dans le territoire d'une mémoire collective qui se veut la plus fine et la plus juste. » (Trottier, 1985 : 68)

Les moyens

Les vestiges industriels ne remplissent leur mission de communication qu'à la condition d'être vus et appréciés, que ce soit au sens réel ou virtuel. Une mixité de moyens s'offre aux concepteurs dont les choix sont dictés par le lieu lui-même et son utilisation. Il importe cependant d'éviter de figer le site à une époque donnée et de soustraire arbitrairement tous les détails qui évoquent une image évolutive du passé. Le témoin archéologique jouera un rôle crucial à cet égard, notamment si on le présente dans son contexte d'origine. Bien que la faisabilité technique ou le souci de protection puissent exclure l'exposition du vestige *in situ*, combien plus vivant sera le concept qui saura intégrer les témoins réels. Sans être exhaustives, les prescriptions de mise en valeur *in situ* d'un vestige ou d'un groupe de vestiges à caractère industriel pourraient se lire comme suit :

- maintenir lorsque possible les opérations industrielles en cours;
- conserver et intégrer le bâti significatif identifié dans tout projet de re-développement;
- rappeler ou reconstituer les volumes disparus en s'inspirant du plan d'implantation d'origine;
- respecter les volumes du bâti initial lors de l'ajout de nouvelles constructions;
- dégager et mettre en valeur les vestiges archéologiques significatifs des différentes époques d'occupation du sol;
- utiliser le mobilier existant pour exprimer la technologie mise en place pour l'industrie et remettre en opération, si possible, certaines composantes;

- rappeler la présence sur le terrain des aménagements structurants tels que les routes;
- maintenir l'organisation spatiale du lieu lors de l'ajout de nouvelles constructions;
- rétablir ou évoquer les liens traditionnels avec les voies de transport en périphérie du lieu;
- permettre l'accès du public;
- rendre les archives accessibles aux chercheurs et prévoir un lieu de présentation/exposition de l'historique de la compagnie et du site;
- inventorier et conserver la culture matérielle provenant du lieu;
- prévoir la présentation de la culture matérielle sur le lieu ou dans la collectivité.

Plusieurs supports de mise en valeur permettent au visiteur de découvrir le patrimoine industriel : musée, écomusée, centre d'interprétation, circuits et guides de découvertes, programmes de diffusion et d'animation n'en sont que quelques exemples. Ces vecteurs constituent des fenêtres privilégiées sur un secteur industriel, sur une technologie ou sur une collectivité ouvrière. Ils ont davantage d'impact lorsqu'on les retrouve dans les lieux mêmes de production industrielle.

Enfin, pour donner une âme aux vestiges, il est essentiel d'en **communiquer** la matière historique et scientifique ainsi que les valeurs de témoignage qui sont le fondement de la commémoration du lieu. Afin d'éveiller et de développer le respect et l'attachement de la population pour les vestiges du passé, il faut l'instruire. Si les moyens pour assurer la transmission efficace des messages sont nombreux, les meilleurs résultats sont obtenus lorsqu'on suscite auprès du public une **expérience** significative qui se joue sur plusieurs dimensions : esthétisme, cognition, pénétrabilité et affectivité (Davallon, 1992 : 169-177).

Les défis entourant la mise en valeur

Nous avons déjà présenté les grands traits qui caractérisent le patrimoine industriel dans un chapitre précédent. Nous les regardons maintenant sous la

loupe de la mise en valeur avec les difficultés particulières que cela comporte. Celles-ci se déclinent en deux volets : la documentation et le développement durable.

Documenter les sites industriels

Le choix des témoins significatifs qui expriment le mieux les valeurs patrimoniales matérielles et immatérielles à communiquer implique une hiérarchisation des ressources qui privilégie le tandem valeurs patrimoniales et « capacités évocatrices » et ce, avant même d'élaborer un concept de mise en valeur. Mais pour faire la sélection des meilleures ressources représentatives, il faut avoir tous les dés en poche, c'est-à-dire qu'il faut mener à terme les recherches sectorielles. Si la tâche d'inventorier les sites industriels ayant un intérêt patrimonial à l'échelle du Québec paraît monumentale, celle d'effectuer les recherches de base sur les lieux individuels ciblés pour une mise en valeur se pointe comme étant tout aussi large. On ne peut trop insister, par ailleurs, sur l'importance de faire ces recherches en amont des projets de reconversion des terrains et des bâtiments.

Pour autopsier la matérialité d'un site industriel, plusieurs choix sont envisageables, allant de la monographie de site, à l'étude d'une technologie, à l'analyse structurelle et stratigraphique. On se rappelle, à cet égard, le nombre d'études portant sur les Forges-du-Saint-Maurice, certes le site industriel le plus analysé au Québec : recherches socio-historiques, recherches archéologiques, recherches sur les techniques de fabrication et les produits, recherches sur les processus sidérurgiques, analyses techniques en vue de l'intégration des données et des vestiges au réaménagement du lieu, exploration de moyens innovateurs pour la communication du contenu historique et scientifique. On voyait alors tout l'intérêt d'utiliser ce lieu comme terrain d'expérimentation dans un apprentissage jadis à ses débuts, soit la compréhension et la valorisation du patrimoine industriel. L'aventure des Forges aura contribué, de surcroît, à la formation de toute une génération d'archéologues, d'ethnologues, d'historiens, d'interprètes et de techniciens spécialisés en recherche industrielle. On pourrait

même dire que le site des Forges-du-Saint-Maurice a été le « fer de lance » de l'archéologie industrielle au Québec. S'il est illusoire de penser que tous les lieux industriels peuvent bénéficier d'une approche aussi complète et solidaire, il faudrait certes l'envisager pour les installations reconnues comme phares de l'industrie québécoise. Il va sans dire qu'une telle entreprise nécessite la collaboration des agents culturels en région et un bon plan de financement.

Figure 18 : Module d'interprétation au Lieu historique national du Canada des Forges-du-Saint-Maurice. Pierre Ferrer, été 2001, Parcs Canada.

Outre le fait que la réalisation des actions de recherche présuppose la disponibilité de moyens financiers et logistiques substantiels, le plus grand handicap qui se présente actuellement est l'inaccessibilité des sites et des archives localisés sur des propriétés privées.

Les recherches archivistiques constituent le point de départ de toute analyse d'un complexe industriel, mais la conservation systématique de documents d'entreprise est l'exception plutôt que la règle. Les compagnies doivent être incitées à conserver leurs archives documentaires, même celles qui puissent paraître inutiles ou sans importance. Une deuxième difficulté, tout aussi récurrente, est celle d'accéder aux archives, qui sont une chasse gardée pour plusieurs compagnies. Louise Trottier ira même jusqu'à dire que « *si le champ de l'histoire industrielle au Québec est encore en friche, il faut en chercher la cause dans l'accessibilité fort limitée aux sources documentaires appartenant à une grande majorité d'entreprises* » (Trottier, 1985 : 70).

D'autres sources devront donc être dépouillées pour arriver à combler les vides de l'histoire des entreprises (les greffes notariés, les contrats gouvernementaux, les documents des organismes syndicaux, par exemple). L'histoire ouvrière constitue, pour sa part, une précieuse source d'information sur les professionnels, les artisans et les journaliers qui ont œuvré au sein de ces compagnies. Cette recherche en est une de longue haleine et présuppose un déblaiement systématique des statistiques de recensements et des sources secondaires comme les journaux, les revues, et peut-être, s'ils existent, les

documents des services communautaires. Finalement, il ne faut pas oublier les enquêtes orales auprès des ouvriers ayant travaillé dans les usines.

Le champ d'action de la recherche archéologique est tout aussi grand. Pour bon nombre de lieux, ce sera d'ailleurs le seul. À la base même de toute intervention au terrain est la réalisation d'une analyse polyphasée de l'occupation évolutive du sol, ce qui permet de cibler les contextes propices à la reconstitution du passé industriel, et donc de planifier une démarche archéologique raisonnée. Par la suite, un examen du lieu physique s'impose afin de confronter le présumé et le réel. La complexité d'un site, ses dispositions physiques et l'apport des données archéologiques à sa compréhension dicteront, pour leur part, les techniques d'investigation des vestiges *in situ*. Ces vestiges englobent : les bâtiments et les machines, les ateliers, les moulins et les usines, les lieux d'extraction et les sites de traitement et de raffinage, les entrepôts et les magasins, les centres de production, de transmission et d'utilisation de l'énergie, les structures et infrastructures de transport ainsi que les lieux utilisés pour des activités sociales en rapport avec l'industrie.

La participation d'un spécialiste en architecture industrielle s'avère indispensable en présence d'un corpus bâti, notamment lors du démembrement total ou partiel de certains édifices « témoins » afin d'alimenter les connaissances sur ces types de construction. Ce travail se fait idéalement en parallèle à la recherche historique et archéologique car l'analyse architecturale ne peut comprendre les faits qu'elle observe qu'à la condition de les réinsérer dans les contextes de l'histoire. Le spécialiste en architecture du bâtiment jouera également un rôle important lors du recyclage d'un secteur immobilier à valeur patrimoniale, car un des principaux défis liés à la reconversion des bâtiments industriels est celui de concilier leur capacité de réutilisation/transformation eu égard à un nouvel usage et le maintien des caractéristiques d'origine qui est un gage d'intégrité architecturale.

Dans le cas de la culture matérielle, et notamment celle issue de l'ère de la mécanisation, presque tout est à faire : les inventaires détaillés, les analyses de

fonction et les traitements physico-chimiques, car la connaissance des équipements et de l'outillage industriels est fort déficiente. L'identification des pièces bénéficierait, par ailleurs, de l'apport des anciens ouvriers qui ont participé à la production. Lorsque possible, une évaluation de la machinerie en place, en collaboration avec les propriétaires, serait souhaitable dans le cas des installations déjà identifiées pour leur intérêt patrimonial. Ceci permettrait de cibler, en amont de la fermeture des usines, les pièces qui pourraient éventuellement être cédées à des fins muséologiques. Cette approche est d'ailleurs utilisée avec succès par Hydro-Québec depuis quelques années.

Du côté du génie technique, plusieurs analyses sont à faire et ce, généralement dans une optique de réaménagement. Celles-ci sont de deux ordres : les analyses d'état et les analyses de reconversion potentielle. Dans la première instance, la stabilité des vestiges, leur matérialité, leurs capacités portantes, leurs dimensions et la santé des sols rentrent en ligne de compte pour connaître la nature des structures et leur viabilité. Des analyses poussées devront être menées individuellement sur chaque construction ou immeuble, où toutes les caractéristiques et les aspects techniques reliés à la charpente, l'enveloppe, les fondations et les sols sont examinés afin de déterminer la qualité fonctionnelle du bâti *versus* les contraintes de design et les exigences de mise aux normes.

L'évaluation du niveau de contamination des sites est particulièrement critique pour connaître leur potentiel de réaffectation, surtout résidentiel. Là encore, l'implication de l'archéologue est cruciale pour retirer et analyser toute l'information des sols avant leur bouleversement. L'étude du bâti et du tissu archéologique, au cas par cas, devrait être prescrite en avant-projet. Ces analyses spécifiques permettront par ailleurs d'établir une liste détaillée de critères patrimoniaux qui guideront les aménagistes dans chaque phase du re-développement.

La deuxième série d'analyses comprend, pour sa part, des études volumétriques, mécaniques (par exemple pour la remise en marche d'une pièce d'équipement) et urbanistiques qui permettront de déterminer les usages compatibles, la

capacité du milieu à supporter une fonction, la disposition et l'opération intégrée des composantes d'un nouveau plan d'aménagement ainsi que les liens et les rapports d'échelle avec les quartiers environnants. Ces analyses donneront lieu à l'établissement de prescriptions relatives au lotissement, à l'implantation et à la hauteur des nouvelles constructions afin de favoriser l'intégration des immeubles à valeur patrimoniale, y compris les éléments significatifs de leur nature industrielle participant au génie du lieu (Archemi *et al.*, 2008).

Le développement durable

Les sociétés d'aujourd'hui sont préoccupées par le développement durable, une notion qui embrasse, selon la définition proposée en 1987 par la *Commission mondiale sur l'environnement et le développement* dans le *Rapport Brundtland* [<http://www.agora21.org/dd/rapport-brundtland.html>], une double responsabilité :

- Dans « l'espace » : chaque habitant de cette terre a le même droit aux « ressources » de la Terre;
- Dans le « temps » : chacun a le « droit » d'utiliser les ressources de la Terre mais le « devoir » d'en assurer la pérennité pour les générations à venir.

Appliqué aux ressources culturelles, le développement durable s'appuie sur le respect partagé des éléments culturels significatifs en place et leur sauvegarde pour les prochaines générations. Il faut voir dans cette approche une opportunité de créer un milieu de vie unique, enrichi par la préservation d'éléments authentiques et originaux qui agissent comme un continuum entre le passé et le présent.

Le nerf de la guerre, on ne s'en échappe pas, est le financement. Alors que certains lieux se tirent d'affaire avec les programmes de subvention gouvernementaux ou des ressources locales pour ce qui est de la promotion et la présentation, la situation devient critique lorsqu'il est nécessaire d'investir des sommes importantes pour la recherche et la conservation des vestiges. Si on y voit toute la pertinence de trouver un financement en provenance du secteur

privé (quel meilleur exemple que la famille Price sur le site de l'Îlot Hunt), cette démarche ne portera fruit qu'à la condition que le milieu reçoive un retour sur ses investissements. Or, pour voir la rentabilité des argents octroyés dans la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine industriel, il est essentiel d'allonger la visée économique au-delà des retombées à court terme (le *quick fix*) et d'envisager des modes de développement qui capitalisent sur la plus-value à long terme de conserver et d'intégrer les ressources industrielles au tissu foncier. Des initiatives qui sauront attirer, par leur originalité et leur potentiel de rentabilité et de notoriété, des investissements importants et des partenariats prestigieux auront les meilleurs succès. Elles sauront également éduquer et élargir le réservoir de clientèles si l'accès est public et si les aménagements sont captivants et divertissants.

« Nous croyons qu'il existe derrière les apparences anodines d'une activité touristique un moyen extrêmement puissant de démystifier et d'apprécier à leur mesure les activités technologiques et industrielles des régions et des villes du Québec. Outre le progrès et l'avancement d'une culture technique chez nos propres citoyens, le tourisme industriel porte la promesse d'une meilleure compréhension de nous-mêmes par les étrangers. » (Trottier, 1985 : 67)

Le concept de « tourisme industriel » n'est pas nouveau. Déjà au début des années 1980, on examinait l'intérêt d'offrir au public québécois des activités de découverte industrielle.

« Le produit tourisme industriel c'est le résultat d'une approche historique, sociale et économique de l'industrie qui nous permet de la situer dans le contexte socioculturel du Québec. C'est en fait une vision des différents aspects de l'industrie qui nous indique sa place dans l'environnement naturel qu'elle occupe, et de quelle façon les hommes et les femmes on su en tirer parti. » (Boivin et al., 1982 : 21; cité dans Trottier, 1985 : 67)

L'intégration des vestiges archéologiques dans les circuits touristiques s'avère tout aussi pertinente que celle du bâti, car « la ruine » permet d'ancrer le site dans l'authenticité. Nombreux d'ailleurs sont les « jardins archéologiques » dans les enclaves industrielles qui n'attendent qu'à être incorporés à un aménagement imaginatif. Force est de reconnaître, d'autre part, que le projet de mise en valeur motive souvent la recherche archéologique.

Mais comment structurer l'offre culturelle industrielle? Louise Trottier propose, avec une vision remarquable, la création d'un réseau de lieux industriels qui mettrait en valeur la production spécifique des localités afin de contribuer à redéfinir l'image d'une région ou d'une ville. Elle suggère, à cet égard, de constituer un comité interministériel (Culture, Tourisme et Science et Technologie) dont le mandat serait de planifier un réseau de tourisme industriel au Québec (Trottier, 1985 : 67). Il va de soi qu'un tel réseau devra se composer de partenaires sectoriels et régionaux provenant des milieux publics, parapublics, touristiques et professionnels pour bien concerter les décisions en matière d'inventaire, de recherche, de conservation, de mise en valeur et de diffusion.

Une telle synergie comporte de nombreux avantages : utilisation optimale des ressources humaines spécialisées, influence accrue des organismes de sensibilisation tels que l'Aqpi, harmonisation des études et des analyses, meilleure intégration des sites archéologiques aux plans d'aménagement, solutions communes aux problèmes de loger les collections, coordination des actions de diffusion, attribution équitable des ressources financières, création d'une image forte du patrimoine industriel québécois, développement de liens stratégiques internationaux en tourisme industriel et retombées économiques.

Or, les *success stories* reposant sur une association étroite entre des stratégies de conservation et de réhabilitation du patrimoine industriel et des stratégies de relance économique sont nombreux : le Grand Palais de Paris (centre de foire et d'exposition), l'usine AEG de Berlin (Université technique de Berlin), le projet IBA Emscher-Park dans la Ruhr (siège social de l'Internationale *Bauausstellung Emscher Park* (IBA), un incubateur d'entreprises et un centre de formation), les

moulins de Beez à Namur en Belgique (Service des archives de Wallonie et siège social d'ArchéoPass) et, plus près de chez nous, Lowell au Massachusetts (reconstitutions historiques, services interprétatifs et muséaux), l'usine *Quaker Oats* à Akron, Ohio (centre hôtelier et de congrès) et la *Dominion Corset* à Québec (complexe de bureaux), pour n'en nommer que quelques-uns.²⁴ On en conclut que sauver le patrimoine industriel et lui confirmer la place qu'il mérite au sein de l'industrie touristique ne va pas à l'encontre d'une vision génératrice de profits. Plutôt, la pertinence économique d'intégrer la texture du passé industriel à la mise en valeur du territoire s'avère d'une extraordinaire limpidité – pour ceux qui veulent bien la voir.

²⁴ Comme mesure incitative de protection dans un contexte de relance économique, il faut aussi voir l'intérêt d'un programme de transfert de droits de développement à des fins patrimoniales. Un tel programme oblige le propriétaire d'un lieu patrimonial à conserver ses caractéristiques protégées, tout en lui offrant l'option de transférer ses droits de développement à une propriété plus appropriée (c'est-à-dire, sans intérêt patrimonial) consentie par la municipalité. Déjà très répandu dans plusieurs villes nord-américaines, ce type d'initiative permet également de reporter une part des profits des projets immobiliers privés au soutien de la protection et de la mise en valeur de bâtiments et de paysages d'intérêt dont les propriétaires renoncent à leur potentiel de développement en contrepartie (Commission des biens culturels du Québec, 2009).

LA PULPERIE DE CHICOUTIMI

Dans les chapitres précédents, nous avons présenté les principes de conservation et de mise en valeur qui ont pour orientation de protéger les traces matérielles significatives du lieu industriel et d'évoquer les activités humaines sur son territoire. Il importe maintenant d'examiner comment ces principes ont été intégrés et nuancés dans un contexte réel, et surtout de constater la place accordée aux vestiges archéologiques. Pour ce faire, nous avons choisi comme cas d'examen le site de La Pulperie à Chicoutimi. Ce fut un choix pertinent pour différentes raisons : fleuron de l'industrie des pâtes et papiers, témoin principal de la structuration régionale au tournant du 20^e siècle, patrimoine bâti et archéologique exceptionnel ayant connu une certaine mise en valeur. En partant de ces indications générales, il convient de porter un œil critique sur les gestes patrimoniaux posés à l'égard du site et de proposer des actions pour le futur.

Mise en situation

La Pulperie de Chicoutimi est un ancien complexe industriel dont la construction s'est étalée de 1897 à 1957. Le site, autrefois voué à la production de pâte de bois, comprend une vingtaine de structures, dont quatre moulins, un atelier de réparation, une sous-station électrique, des barrages, des conduites d'eau et des voies ferrées. Une bonne partie du lieu se retrouve aujourd'hui à l'état archéologique. L'ensemble s'étend sur un demi-kilomètre carré le long de la rivière Chicoutimi, à peu de distance de l'endroit où elle se jette dans la rivière Saguenay, tout près du centre-ville du secteur Chicoutimi de la ville de Saguenay (Source : RPCQ).

Le complexe supporte aujourd'hui une vocation culturelle et touristique dédiée à la préservation et à la mise en valeur du patrimoine du Saguenay–Lac-Saint-Jean ainsi qu'à la diffusion de l'art et de l'histoire. La Pulperie de Chicoutimi est reconnue pour son importance patrimoniale depuis 1983, tant à l'échelle fédérale que provinciale :

- Commission des lieux et monuments historiques du Canada, Lieu historique national du Canada, Désignation : 1983-01-01.
- Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, site historique, Classement : 1984-07-09. Source : RPCQ.

L'inondation de 1996

En 1896, le volume et le débit d'eau de la rivière Chicoutimi avaient incité les dirigeants de la Compagnie de pulpe à installer leur usine sur les rives de ce cours d'eau afin de profiter de sa force motrice. Un siècle plus tard, la rivière envahit une partie importante de La Pulperie, détruisant des murs de pierre centenaires, des aménagements paysagers et des infrastructures d'interprétation; le résultat de plusieurs années de restauration du site de La Pulperie de Chicoutimi s'effondre. Le Jardin des Vestiges (complexe de 1898) est fortement endommagé. L'eau traverse le théâtre aménagé dans le bâtiment 1912. Il ne reste, pour en témoigner, que les murs et le toit. Le bilan final est lourd et imposera d'importants travaux de reconstruction.

En 2002, à la suite de rénovations majeures, La Pulperie de Chicoutimi rouvre ses portes et présente à nouveau des expositions d'art et d'ethnologie témoignant de l'histoire des gens des environs, instaure un musée régional dans lequel est intégrée la maison Arthur-Villeneuve, et développe une programmation d'activités éducatives et culturelles ainsi qu'un circuit d'interprétation [\[http://www.pulperie.com/f/historique.htm\]](http://www.pulperie.com/f/historique.htm).

Figure 19 : La maison d'Arthur Villeneuve, artiste-peintre, lors du transport à l'intérieur du bâtiment 1921 de La Pulperie, 1994, [\[http://www.pulperie.com/f/historique.htm\]](http://www.pulperie.com/f/historique.htm).

Un empire de pulpe

La Compagnie de pulpe de Chicoutimi est fondée le 24 novembre 1896 par Joseph-Dominique Guay (1866-1925), maire de la ville, et quelques associés. Ce jour-là naît la première industrie du secteur des pâtes et papiers dont les actionnaires et le bureau de direction proviennent essentiellement des milieux

d'affaires canadiens-français. Sur le plan économique, la fin du 19^e siècle marque le début d'une phase de croissance sans précédent dans les pays industrialisés. Le Canada et le Québec profitent de cette nouvelle conjoncture internationale en se lançant dans de vastes projets de développement. Au tournant du siècle, l'urbanisation, la scolarisation, la rareté du chiffon et la popularité croissante de la presse en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest font grimper la valeur du bois et de ses dérivés. Depuis la découverte d'un procédé de fabrication de pâte mécanique, la pulpe représente un gage de richesse car elle entre pour une part importante dans la production du papier journal. On mise alors sur les richesses naturelles de Chicoutimi : l'eau et le bois, ainsi que sur la facilité de transport et la disponibilité d'une main-d'œuvre abondante.

En 1897, Julien-Alfred-Édouard Dubuc (1871-1947) devient le directeur-gérant de la pulperie et la construction du premier moulin débute. Ce moulin est l'œuvre d'Alex Wendler, ingénieur allemand, et de C.E. Eaton, architecte de Québec. L'industrie connaît, dès ses débuts, un vif succès et à peine le premier moulin est-il en opération qu'il faut déjà songer à l'agrandir.

La réputation de la Compagnie de pulpe de Chicoutimi ne tarde pas à franchir les frontières du pays. Elle exporte les trois-quarts de sa production vers l'Europe, principalement en Angleterre, tandis que le marché new-yorkais absorbe le reste. Avec un tel volume d'exportation, la compagnie se forge une réputation de qualité à l'échelle mondiale. Elle obtient sa première reconnaissance officielle à Paris, lors de l'Exposition universelle de 1900, où elle remporte une médaille d'or pour la qualité de sa pâte de bois mécanique. Les papetiers de partout en Europe doivent maintenant compter avec la présence de cette usine. Des équipes de cinéma, comme les studios Pathé, traversent l'Atlantique pour installer leur plateau de tournage à Chicoutimi, qui est vite surnommée « La Ville de la pulpe ». Cette réussite s'accompagne d'une expansion de ses installations. Les nations où les sapins baumiers et les épinettes abondent, comme le Canada, sont vite sollicitées pour fournir la précieuse matière. Une vive concurrence ne

tarde pas à s'installer entre elles, chacune voulant profiter au maximum de cette prodigieuse source de revenus. La Compagnie de pulpe de Chicoutimi deviendra rapidement l'un des acteurs principaux de cette lutte commerciale.

Les plans du deuxième moulin sont réalisés par les ingénieurs Wallace C. Johnson de Pittsburgh et Johan Winsness de Norvège ainsi que par l'architecte québécois René-Pamphile Lemay (1870-1915). Lemay fait partie des principaux architectes de l'est du Canada au 20^e siècle. Fort de son expérience au sein d'une firme américaine d'architectes, il introduit à Chicoutimi les premières œuvres d'architecture moderne, parmi lesquelles figurent les bâtiments de La Pulperie. En 1903, au moment de son inauguration, le deuxième moulin est considéré comme le plus grand au monde. La compagnie a le vent dans les voiles. Trois cent cinquante hommes travaillent jour et nuit dans ses moulins, et 800 autres dans les chantiers. En 1907, les employés de La Pulperie fondent le premier syndicat catholique en Amérique du Nord, la Fédération ouvrière de Chicoutimi qui deviendra en 1912 la Fédération ouvrière mutuelle du Nord.

En 1910, après seulement 12 ans d'activité, la Compagnie de pulpe de Chicoutimi se hisse au premier rang des producteurs de pulpe au Canada. Elle compte parmi ses clients les trois-quarts des plus grandes papetières anglaises. La Première Guerre mondiale et des grèves dans les moulins scandinaves contribuent à accroître la demande. L'entreprise connaît alors une nouvelle phase d'expansion et un troisième moulin est construit en 1911 adjacent au premier, puis en 1919, on agrandit le bâtiment construit en 1903. Les ingénieurs en charge de l'installation du système hydraulique sont Wallace C. Johnson et Édouard Lavoie, tandis que René-Pamphile Lemay dresse les plans de la nouvelle usine.

Figure 20 : Le site de La Pulperie en 1910 avec, au centre de la photo, le bâtiment des écorceurs des moulins nos 1 et 3. ANCQ, Fonds Lemay, Collection de la SHS (Gagnon, 1984 : 11).

En 1915, l'entreprise s'associe à l'un des plus grands consortiums de pâtes et papier en Amérique du Nord, la *North American Pulp and Paper Company*. La construction d'un quatrième moulin est amorcée quatre ans plus tard, selon les

plans des ingénieurs Lorenzo Delisle, Burroughs Pelletier et Édouard Lavoie. Ils préparent aussi les plans d'un bâtiment qui reprend le gabarit des moulins et sert d'atelier de réparation et de fonderie.

Au début des années 1920, Chicoutimi compte parmi les capitales mondiales de la pâte de bois. Elle emploie jusqu'à 2 000 hommes sur une population totale de 8 000 personnes. En 1921, la Compagnie de pulpe construit un imposant atelier de réparation mécanique. C'est dans ce bâtiment que loge aujourd'hui le musée régional.

Figure 21 : La Pulperie de Chicoutimi. L'atelier de réparations mécaniques et fonderie en construction, vers 1920. ANCQ, Fonds Lemay, Collection de la SHS (Savard, 1985 : 62).

À compter de 1921, les affaires se corsent. La conjoncture n'est plus la même; les prix se mettent à chuter rapidement. Avec tous ses projets d'agrandissement, la compagnie s'endette. Julien-Édouard-Alfred Dubuc, l'âme dirigeante de la compagnie, démissionne en 1923 et en mars 1924, la Compagnie de pulpe de Chicoutimi liquide tous ses biens. Malgré une importante restructuration, la chute des commandes et des prix amène la fermeture définitive des moulins en 1930. Des incendies ravagent le premier moulin en 1935 et en 1940 et le site est laissé à l'abandon durant quelques années. Le gouvernement québécois en devient propriétaire au début des années 1940, puis le revend à la *Eastern Mining and Smelting Corporation*. Cette entreprise amorce l'installation d'une centrale hydroélectrique et d'une usine d'affinage des métaux en 1956-1957, mais le projet est interrompu deux ans plus tard. Dans les années qui suivent, le site subira une déstructuration importante.

En 1966, la compagnie *Union Carbide* achète les installations hydroélectriques de la *Eastern Mining and Smelting Corporation*. Ayant de la difficulté à assurer la sécurité des lieux, elle songe à détruire les moulins en 1978, mais à la suite de pressions du milieu, la Ville de Chicoutimi refuse le permis de démolition et décide de sauver le site et ses vestiges (Jalbert, 1996, Aqpi : 49). Au début des années 1980, une société est créée afin de restaurer et de mettre en valeur ce

joyau du patrimoine industriel [\[http://www.pulperie.com/f/historique.htm\]](http://www.pulperie.com/f/historique.htm) et RPCQ).

Les valeurs patrimoniales ²⁵

La valeur patrimoniale de La Pulperie de Chicoutimi repose sur son **intérêt historique**. Fondée en 1896 par Joseph-Dominique Guay (1866-1925), maire de la ville, la Compagnie de pulpe de Chicoutimi joue un rôle de premier plan dans son secteur d'activité de la fin du 19^e siècle jusqu'à 1930. Première usine de fabrication de pâte de bois fondée par des Canadiens français, La Pulperie devient le plus grand fabricant de pâte mécanique (matière première du papier journal) au Canada en 1910, sous la direction de l'industriel Julien-Édouard-Alfred Dubuc (1871-1947). Dix ans plus tard, elle se classe parmi les plus grands fabricants au monde et fait de Chicoutimi l'une des capitales mondiales de cette industrie. Le premier syndicat catholique en Amérique du Nord est fondé par ses employés. À l'échelle locale, l'exploitation de La Pulperie marque la troisième étape de l'évolution économique et démographique de Chicoutimi, après celles du poste de traite (1676-1816) et de la grande scierie Price (1893-1901).

Les éléments de La Pulperie de Chicoutimi rattachés à sa valeur historique incluent, notamment :

- son rôle de premier plan dans son secteur d'activité de la fin du 19^e siècle jusqu'à 1930;
- son statut comme première usine de fabrication de pâte de bois fondée par des Canadiens-français;
- sa reconnaissance mondiale pour la quantité et de la qualité de sa production;

²⁵ Sources : Ministère de la Culture et des Communications du Québec, 2004 et Savard, 1987.

- la fondation par les employés de l'entreprise du premier syndicat catholique en Amérique du Nord;
- la renommée conférée à la ville de Chicoutimi en tant que « Ville de la pulpe », soulignant le rôle capital que l'entreprise a joué au début du siècle dernier dans le développement de la ville et de la région;
- la constitution du quartier du Bassin autour de La Pulperie.

La valeur patrimoniale de La Pulperie de Chicoutimi repose aussi sur son **intérêt architectural**. Les édifices qui la composent sont représentatifs de l'architecture industrielle du tournant du 20^e siècle, qui emploie de nouveaux matériaux tout en conservant des traits stylistiques connus. Ainsi, les bâtiments se présentent comme de longs volumes rectangulaires constitués d'une ossature métallique combinée à du béton, dissimulée derrière des murs de brique ou de granit. Ils sont coiffés d'un toit métallique à deux versants droits, à l'exception de la sous-station électrique couverte d'un toit plat. Les façades avant et arrière à pignons galbés sont empruntées à l'architecture hollandaise. Enfin, les fenêtres en arc de cercle utilisées pour l'ensemble des bâtiments sont typiques de l'architecture industrielle de cette période.

La valeur architecturale de La Pulperie de Chicoutimi repose également sur son association avec des concepteurs de renom. Les bâtiments portent la signature de nombreux architectes et ingénieurs, dont René-Pamphile Lemay (1870-1915), l'un des architectes les plus en vue de l'est du Canada au début du 20^e siècle. Par les plans du deuxième (1903) et du troisième moulins (1911), ce dernier confère à l'ensemble son style architectural particulier. En 1921, l'ingénieur Édouard Lavoie prend la relève de Lemay et fait construire l'atelier de réparation et le quatrième moulin selon le même modèle. La participation de ces professionnels à la construction de La Pulperie a contribué à faire entrer la région du Saguenay dans la modernité.

Les éléments caractéristiques de La Pulperie de Chicoutimi rattachés à sa valeur architecturale incluent, notamment :

- la présence de quatre moulins, d'un atelier de réparation et d'une fonderie, de la centrale hydro-électrique de la *Eastern Mining and Smelting Corporation*, d'une sous-station électrique et d'une cheminée d'équilibre;
- les éléments liés au style des bâtiments, dont les façades avant et arrière à pignons galbés;
- les éléments liés à l'architecture industrielle, dont les longs volumes rectangulaires, l'ossature de métal et de béton, les revêtements de brique et de granit, les toits métalliques à deux versants, le toit plat de la sous-station électrique ainsi que les fenêtres cintrées à petits carreaux de type industriel (possiblement en acier);
- son association avec des concepteurs de renom.

La valeur patrimoniale de La Pulperie de Chicoutimi repose également sur son **intérêt archéologique**. De nombreux vestiges, notamment ceux reliés à l'énergie hydroélectrique et aux composantes industrielles, témoignent de l'industrie de la pâte de bois au Québec au début du 20^e siècle.

Les éléments caractéristiques de La Pulperie de Chicoutimi rattachés à sa valeur archéologique incluent, notamment :

- les vestiges du moulin de 1898;
- le barrage Johnson, les vannes de contrôle, treuils et supports de conduites forcées des moulins n^{os} 1 et 3;
- l'édifice des écorceurs des moulins n^{os} 1 et 3;
- la rotonde à locomotives;
- l'édifice 1903;
- l'édifice des écorceurs des moulins n^{os} 2 et 4;
- le barrage, la prise d'eau et les supports de la conduite forcée du moulin n^o 2;
- la scierie;
- les installations de la EMS Co.;
- divers ateliers, entrepôts et autres constructions;
- les turbines, conduites et autres pièces d'équipement.

Figure 22 : Les tuyaux d'amenée d'eau des moulins nos 1 et 3 avec la première écluse de La Pulperie de Chicoutimi. Collection Joseph Bonneau (Gagnon, 1984 : 17).

Figure 23 : La Pulperie de Chicoutimi en 1996. Pauline Desjardins.

La valeur patrimoniale de La Pulperie de Chicoutimi repose finalement sur son **intégration à l'environnement**. Au 19^e siècle et au début du 20^e siècle, ce type d'industrie s'installe à proximité de cours d'eau capables de fournir l'énergie nécessaire au fonctionnement de la machinerie. Les installations de La Pulperie s'étendent sur un demi-kilomètre carré en bordure de la rivière Chicoutimi, à proximité de son embouchure, suivant le dénivelé du terrain et les sinuosités du cours d'eau. Elles sont situées au fond d'une cuvette rocheuse et argileuse, près de l'avant-dernière chute, à un endroit stratégique où le relief accidenté entraîne un fort débit d'eau. Son emplacement a donc été choisi de manière à profiter au maximum des avantages de la rivière et constitue un témoignage éloquent des pratiques de l'industrie de la pâte de bois à cette époque.

Les éléments caractéristiques de La Pulperie de Chicoutimi rattachés à son intégration à l'environnement incluent, notamment :

- sa situation le long de la rivière Chicoutimi, à proximité de son embouchure, suivant le dénivelé du terrain et les sinuosités du cours d'eau;
- son emplacement au fond d'une cuvette rocheuse et argileuse, près de l'avant-dernière chute, à un endroit stratégique où le relief accidenté entraîne un fort débit d'eau.

La conservation

Parmi les éléments du complexe industriel qui ont été conservés, on retrouve les bâtis suivants : l'atelier mécanique et fonderie (1921), le moulin n° 3 (1912), les moulins n°s 2 et 4 (1903), puis la sous-station électrique (1913). Ceux-ci abritent différents services, expositions et salles d'animation. Le « Jardin des vestiges », soit le moulin n° 1 de 1898, cultive, quant à lui, sa vocation de lieu d'interprétation, soit celle qu'il avait avant l'inondation. Plus récemment, les

traces de voie ferrée devant le musée ont été intégrées au concept de mise en valeur, en y ajoutant une locomotive en provenance de Port-Alfred.

La mise en valeur

Logée dans les anciennes installations de la Compagnie de pulpe de Chicoutimi, La Pulperie met en scène l'histoire de la Compagnie de pulpe de Chicoutimi et souligne le rôle capital qu'elle a joué au début du siècle dernier dans le développement de la ville et de la région.

Restauré et amélioré, le circuit d'interprétation de la Compagnie de pulpe fait découvrir l'histoire et les différents bâtiments de La Pulperie. Une randonnée à pied mène du bâtiment principal jusqu'au bâtiment 1903, où des installations multimédia font découvrir, de façon interactive, les conditions de vie des travailleurs de la Compagnie de pulpe de Chicoutimi. Sur le site, des vestiges restaurés des anciennes installations expriment l'ampleur de l'entreprise du début du siècle de même que l'audace de ses dirigeants. Situé à deux pas du centre-ville, dans le quartier du Bassin, le site de La Pulperie offre également un îlot de nature et des points de vue magnifiques sur la rivière Chicoutimi, le Saguenay, le quartier du Bassin et les monts Valin.

C'est dans le bâtiment 1921, véritable cathédrale industrielle et ancien atelier de réparation mécanique que se retrouve le Musée régional du Saguenay–Lac-Saint-Jean de même que les installations d'accueil et administratives de La Pulperie de Chicoutimi.

Figure 24 : L'ancien atelier mécanique converti en musée, en 2004. Normand Lafrenière, Parcs Canada.

Abritant une grande collection d'objets historiques, soit plus de 26 000 objets et œuvres, le Musée présente annuellement plusieurs expositions sur les thèmes de l'histoire. Parmi les expositions permanentes, il y a « Se dire d'ici. Au pays du Saguenay et du Lac-Saint-Jean », qui raconte l'histoire du Saguenay–Lac-Saint-Jean en utilisant abondamment des références à l'identité régionale. Les nombreuses pièces d'intérêt archéologique témoignent de l'activité et du mode

de vie des Amérindiens qui ont habité ou sillonné le territoire du Saguenay–Lac-Saint-Jean depuis les débuts de son histoire. Une vaste réserve d'objets de culture matérielle, d'outils et de mobilier garde vivant le souvenir des hommes et des femmes qui ont peuplé et développé la région.

Reconnue objet du patrimoine historique et culturel du Saguenay–Lac-Saint-Jean, la maison Arthur Villeneuve, artiste-peintre, fut transportée, en 1994, à l'intérieur du bâtiment 1921 de La Pulperie. Une exposition et des documents audiovisuels relatent le déménagement spectaculaire de ce « chef-d'œuvre » et le témoignage de l'artiste (ONF, 1964). Une visite guidée permet de découvrir les sources d'inspiration du peintre en admirant les fresques qui tapissent les murs de sa maison.

Outre la maison du peintre Arthur Villeneuve, La Pulperie de Chicoutimi abrite une galerie d'art à saveur régionale. Sa collection d'œuvres d'art reflète la diversité et la vivacité artistiques qui démarquent la région.

En plus d'être un complexe muséologique, patrimonial et artistique, La Pulperie propose des activités éducatives, culturelles et récréatives pour toute la famille (marché d'automne, ciné-pulpe, mascarade d'Halloween et d'autres). Les programmes pédagogiques interactifs sont conçus spécialement pour les niveaux primaire, secondaire et post-secondaire (0-4 ans à 18 ans et plus). Chaque programme est en lien avec les éléments constitutifs de la nouvelle réforme scolaire. La Pulperie offre également divers services au milieu (centre d'information, bibliothèque, programmes pour les aînés, cours, ateliers, démonstrations, stages, causeries). Pour appuyer ces activités, elle compte sur une vingtaine de bénévoles œuvrant au sein du Comité d'amis de La Pulperie [<http://www.pulperie.com/f/historique.htm>].

Le diagnostic; une mission à revoir

L'étendue du mandat dont s'est doté La Pulperie de Chicoutimi révèle un désir fondamental de lui accorder une place d'importance au sein de la collectivité régionale et d'assurer sa survie par tous les moyens possibles. Dans un rapport

présenté au ministère de la Culture et des Communications en avril 2003, Adélarde Guillemette questionne toutefois l'éparpillement du mandat de La Pulperie et lui propose de revoir sa mission.

« Outre l'ampleur du mandat, il faut noter le caractère à la fois ambitieux et diffus de la mission du Musée. Le voisinage de l'art contemporain, de l'ethnologie et de l'histoire fait se demander au visiteur de quelle type de musée il s'agit. La vocation ne nous semble pas nette et crée un effet de dispersion, sinon de distraction, qui sert mal le Musée, sans compter que l'espace disponible pour exprimer cette vocation multiple n'est peut-être pas suffisant. Enfin, il est pertinent de rappeler que la ville de Saguenay abrite cinq (5) institutions muséales dont les frontières parfois se chevauchent. Rien n'est plus sain pour la vigueur d'un réseau muséal que des missions bien précises! Il faut à ce chapitre demander au réseau muséal régional de convenir de ce partage. »

(Adélarde Guillemette, 2003 : 7)

L'auteur fait également un survol des infrastructures en patrimoine qui font la force du lieu. Parmi ses atouts, il signale son caractère industriel exceptionnel, unique et d'envergure nationale.

« Témoin majeur de l'époque industrielle de la fin du XIXe siècle, le site de la Pulperie abrite un patrimoine architectural de première force dans un cadre naturel spectaculaire, ce qui lui a valu d'ailleurs un classement comme site historique... Accueillant quelque 26 000 objets, elle est au coeur de la mission historique de ce musée. Et la maison Villeneuve qui en est le fleuron. Enfin, tous les autres éléments que le déluge a malmenés, mais qu'il faut de toute urgence remettre à niveau : le parc des Vestiges, l'édifice 1898, qui accueillait le théâtre d'été et le restaurant. » (Adélarde Guillemette, 2003 : 1)

La recherche : le point de départ

La recherche historique portant sur l'évolution chronologique et événementielle de La Pulperie a été effectuée de façon assez exhaustive. À cet effet, signalons les ouvrages de Jean-François Hébert (1998) et de Gaston Gagnon (1983 et 1988), ainsi que divers articles parus dans des revues et annuaires régionaux. Comme ouvrages contextuels sur l'industrie québécoise des pâtes et papiers, celui de Jean-François Larose (1989) portant sur la pulperie des chutes Wilson et l'industrie québécoise des pâtes et papiers et celui de Jean-Paul Simard (1981) sur l'histoire économique du Saguenay–Lac-Saint-Jean sont des incontournables. Plusieurs archives, documents visuels et plans ont été consultés pour réaliser ces ouvrages, dont les fonds Raymond-Lavoie. À cela s'ajoute le film réalisé en 1915, intitulé *North American Pulp and Paper*, les coupures de presse et les enquêtes orales effectuées auprès d'anciens ouvriers dans les années 1980 (Savard, 1987 et Gagnon, comm. pers.). Finalement, on se rend compte que plusieurs imprimés sur la fabrication et la technologie des pâtes et papiers sont aisément disponibles, parmi lesquels il importe de mentionner la plaquette réalisée par la Compagnie de pulpe de Chicoutimi intitulée : « Appareils et machines pour la fabrication de pâte de bois » (s.d.).

Au plan archéologique, un relevé de surface réalisé en 1987 par Mario Savard a permis d'établir un premier portrait physique des vestiges en place. Ce dernier a également effectué une analyse de la documentation, de laquelle il a su tirer des renseignements pour identifier les zones du site où des fouilles seraient susceptibles d'apporter des informations concernant l'organisation interne des bâtiments et les alimentations mécaniques. Sa démarche n'a toutefois pas inclus une cartographie polyphasée du site, davantage réalisable aujourd'hui avec les moyens informatiques à notre disposition. Les résultats mis de l'avant par Mario Savard sont néanmoins une preuve irréfragable de la valeur archéologique de La Pulperie qui n'a connu que quelques interventions sommaires.

Sept interventions archéologiques ont été menées sur le site entre 1982 et 1995, soit des sondages ponctuels, des surveillances lors de travaux et une

identification visuelle. L'intervention la plus substantielle a eu lieu en 1982 (Lueger, UQC) lorsque neuf sondages ont été effectués dans le secteur communément appelé « Jardin des Vestiges », soit la zone du premier moulin. L'opinion générale sur l'état du tissu archéologique qui en découle et qui circule encore aujourd'hui est que celui-ci a subi d'importants bouleversements. Il importe toutefois de placer ces « bouleversements » dans le contexte d'un complexe industriel qui, par nature, est assujéti à une métamorphose constante.

Savard (1987 : 168-169) propose des actions pour corriger cette perception et insiste sur le fait que les vestiges de surface qu'il a relevés ne sont qu'une partie de toute la richesse archéologique du lieu :

« Conséquemment, nous recommandons la fouille archéologique des secteurs suivants du site :

- *édifice des écorceurs des moulins 2 et 4;*
- *édifice 1903 (nettoyage minutieux à l'intérieur);*
- *édifice des écorceurs des moulins 1 et 3;*
- *intérieur de l'édifice 1898, secteurs sud-est, sud et sud-ouest (zones des turbines, des défibreurs et de la chambre à bois);*
- *première prise d'eau du moulin no 1;*
- *rotonde à locomotives;*
- *édifice administratif;*
- *maison du surveillant;*
- *sondages exploratoires afin d'identifier d'autres vestiges ou installations (premier atelier mécanique, atelier près de l'édifice 1903, entrepôts ou tout autre bâtiment ou installation que l'on peu identifier dans l'iconographie de l'époque). »*

Finalement, Savard recommande de « *prendre l'avis d'un archéologue spécialisé en archéologie industrielle avant toute intervention qui risquerait de mettre à jour des vestiges, même mineurs* » (Savard, 1987 : 169). Si ces interventions doivent être revues aujourd'hui en fonction de l'état actuel du site et de ses

composantes, il n'en demeure pas moins évident que la recherche archéologique n'a joué qu'un rôle accessoire dans le réaménagement du lieu. Mario Savard (1987 : 168) résume la contribution que peut apporter la recherche archéologique aux objectifs de conservation et de mise en valeur de La Pulperie :

- compléter notre connaissance de la technologie du site et de l'aménagement interne de certains bâtiments;
- identifier autant que possible l'ensemble des vestiges d'importance sur le site pour éviter de les endommager ou de les détruire en cas de travaux d'infrastructure;
- contribuer à une meilleure interprétation du site;
- contribuer au nettoyage du site aux endroits où il ne doit être effectué que très minutieusement afin de ne pas endommager les vestiges (par exemple à l'édifice des écorceurs des moulins 2 et 4);
- contribuer à la mise en valeur du site par les travaux de fouilles eux-mêmes.

Pour ce qui est de la culture matérielle issue des interventions archéologiques, on observe que peu d'artefacts reliés aux fonctions industrielles ont été récoltés. Tout l'équipement industriel antérieur à 1942 a, semble-t-il, été vendu (Gaston Gagnon, comm. pers.). Richard Lueger arrive au même constat en 1982.

« À l'exception de quelques morceaux particuliers, tels un palier d'essieu et une valve, les artefacts trouvés sont des attaches non spécialisés et des fragments non identifiés. Nous avons trouvé quelques fragments d'outils manuels, bien que nous n'ayons pas toujours pu identifier leur fonction. »

Son commentaire met en lumière deux problèmes fréquents en archéologie industrielle. Le premier : la rareté des pièces d'équipement qui, habituellement, sont dispersées lors de la fermeture de l'usine. Le deuxième : celui d'identifier les pièces d'équipement et les outils industriels de même que leur fonctionnement à partir d'éléments fragmentaires. Ce secteur d'étude nécessitera l'apport de toute

une nouvelle génération de spécialistes en culture matérielle industrielle. Toutefois, il est clair qu'un réexamen des pièces non identifiées dans la collection de La Pulperie s'impose à la lumière des connaissances d'aujourd'hui. Quant au manque de pièces associées à la fabrication des pâtes et papiers dans l'exposition permanente, une requête auprès d'industries existantes dans ce domaine livrerait peut-être des éléments d'intérêt muséal.

Lueger (1982 : 11) poursuit en disant :

« De façon générale, les trouvailles étaient peu importantes et les dépôts étaient assez récents, probablement du deuxième quart du XXe siècle. »

Par ce commentaire, l'auteur transmet une perception de site archéologique « récent » qui aujourd'hui ne tient plus. Doit-on rappeler que le deuxième quart du 20^e siècle correspond à la période d'abandon de La Pulperie, donc période à laquelle il est probable qu'un certain nombre de dépotoirs aient été créés.

L'analyse de Richard Lueger (1982 : 11) quant à la valeur des témoins archéologiques a d'ailleurs été néfaste pour la suite des interventions dans le cadre des travaux de consolidation.

« Nous ne voyons pas le besoin d'autres interventions archéologiques et avec les réservations déjà notées, nous ne voyons aucune raison pour empêcher les responsables de la ville de poursuivre leurs travaux de nettoyage et de consolidation. »

Si on a voulu atténuer ce jugement en effectuant ultérieurement un certain nombre d'interventions archéologiques mineures, celles-ci sont loin de faire justice à tout le potentiel du site mis de l'avant par Mario Savard. Le propos de Richard Lueger marque, d'autre part, l'extrême fragilité de concevoir la présentation d'un lieu avant de réaliser une exploration poussée de son contenu. Changer la perception que l'archéologie n'a rien à contribuer à la mise en valeur n'est pas chose facile toutefois et, comme nous le verrons plus loin, d'autres

facteurs sont intervenus pour donner au lieu le « caractère muséal » qui le distingue aujourd'hui.

Un « mariage forcé »

La majorité des 26 000 objets présentés sur le site de la Pulperie est composée d'une collection régionale ethnologique portant sur le mode de vie des communautés locales et d'une collection d'œuvres d'art, dont celle de J.-A. Dubuc. Ces collections ont été constituées à la suite de la création de la Corporation du Musée dans les années 1930, par Mgr Victor Tremblay, « *afin de doter la région d'un organisme qui aurait le mandat de recueillir et de préserver le patrimoine de notre région et ce, sous toutes ses facettes : archéologiques, amérindiennes, sociales, agricoles, culturelles, artistiques et autres* » (Jalbert, 1996, AQPI : 48). Les objets archéologiques qui font partie de l'exposition permanente proviennent majoritairement des fouilles réalisées sur le site du poste de traite de Chicoutimi, permettant ainsi de donner une vitrine à cette collection.

La conjoncture créée par un manque d'espace pour montrer ces collections et la volonté de la Ville de mettre en valeur la Pulperie a suscité la fusion des deux organismes en 1995 (Jalbert, 1996, Aqpi : 51). Ce mariage forcé a amené les administrateurs à se pencher sur les éléments à privilégier; site industriel patrimonial, collection et réserve, musée régional et maillon du réseau sont sortis en tête de liste (Jalbert, 1996, Aqpi : 51-53). Le défi de faire cohabiter ces différents volets sous l'ombrelle « d'identité régionale » a cependant fait couler beaucoup d'encre. Approche pourtant valable, la mixité des fonctions doit d'abord assurer le respect de l'objectif principal de commémoration du lieu, soit de souligner, comme le précise l'énoncé de valeur patrimoniale (Ministère de la Culture et des Communications du Québec, 2004), son intérêt historique, architectural et archéologique, ainsi que son intégration à l'environnement et son association avec des concepteurs de renom.

Vers un patrimoine durable

Si une utilisation polyvalente est vitale pour assurer la survie de La Pulperie et si, aux mots d'Adélard Guillemette, on ne peut « *remettre en cause l'emplacement [du Musée] en raison des investissements majeurs qui lui ont été consacrés* » (Guillemette, 2003 : 1), il faut aider le lieu à renforcer son contenu historique principal. S'attarder davantage à la mise en valeur des témoins qui confèrent à La Pulperie toute sa texture et sa raison d'être ne peut que renforcer ses valeurs patrimoniales présentées en amont.

La pertinence d'utiliser la recherche comme moteur de la mise en valeur du site prend toute son ampleur à la lecture des documents historiques qui font état d'une richesse incroyable d'aménagements de tous genres. L'archéologie, ce grand absent, en fournirait la substance : les vestiges du bâti, les infrastructures de transport, les systèmes d'énergie, les artefacts (il en reste sûrement!), tous des éléments qui permettraient de mieux connaître le fonctionnement industriel du site, son organisation spatiale et les chaînes de production. Si l'archéologie ne peut pas tout élucider, elle posera cependant de bonnes questions qui peuvent peut-être trouver réponse ailleurs.

« Les vestiges dans l'espace sont un phénomène matériel qu'on doit expliquer et qui ne trouvent leur sens que dans la société qui les a créés. La filière des interrogations a pour cause non pas une sélection subjective d'éléments qu'il faut expliquer mais les traces matérielles d'un processus qu'il faut découvrir. Voilà à notre avis une des raisons d'être de l'archéologie. » (Nadon, 1992, Aqpi : 55)

Le site de La Pulperie est parmi les grands monuments industriels québécois et canadiens. Il fut conservé et commémoré grâce à une volonté du milieu et un apport gouvernemental considérable. C'est d'ailleurs un des rares lieux industriels de cette importance qui est intégré au domaine public et qui, par ce fait, est en mesure de bénéficier pleinement d'une recherche archéologique *in situ*, réfléchie et scientifique et ce, sans le spectre d'un développement imminent

destructeur. Il y a là une occasion incroyable de poursuivre les investigations afin de répondre aux interrogations concrètes sur l'occupation du sol, d'avancer les connaissances scientifiques sur le créneau industriel des pâtes et papiers, de reconstituer les éléments saillants d'un paysage disparu et finalement de rectifier le tir quant aux actions prioritaires en patrimoine et ainsi assurer une mise en valeur gage d'authenticité.

Le partenariat : un incontournable²⁶

À partir de ces prescriptions, quelles pistes d'action permettraient de réaliser la recherche et de rehausser au premier plan la commémoration de La Pulperie en tant que site industriel? S'il n'y a pas de recette magique, il convient de souligner tout l'impact qu'aurait un partenariat qui favoriserait le tissage d'une dynamique solide et durable. Adélarde Guillemette, dans son rapport (2003), présente les principaux acteurs d'un tel partenariat. Nous y ajoutons l'ingrédient patrimonial.

- **Avec la Ville**, qui est propriétaire des lieux et un bailleur de fonds important. Outre l'appui financier, il faut y voir les bénéfices d'une sensibilisation accrue des élus municipaux pour le patrimoine, et dont la mise sur pied d'un programme de recherche archéologique sélectif serait tributaire.
- **Avec la région du Lac-Saint-Jean**. Les collaborations peuvent être multiples, allant du jumelage de lieux ou d'initiatives. Au plan de la thématique industrielle, les Chutes Murdoch Wilson et le site de Val-Jalbert constituent des associés de première instance. Au plan corporatif, des liens pourraient être établis avec *Abitibi Consolidated* et Domtar, toutes deux des compagnies de l'industrie des pâtes et papiers œuvrant dans la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean. Une recherche dans les archives de ces compagnies fournirait une mine d'information sur les équipements et la structuration de l'industrie.

²⁶ Sources : Adélarde Guillemette, 2003 : 3 et commentaires de l'auteur

- **Avec le milieu touristique.** Faire du site de La Pulperie un axe fort du tourisme culturel dans la région nécessite d'explorer des avenues de développement et de visibilité auprès de l'ATR, de Tourisme Québec et de tout autre organisme pouvant aider à promouvoir le lieu. À l'instar de ce qui se fait ailleurs, il faudrait également profiter de l'attrait du public pour la « découverte archéologique » et l'inclure dans l'offre touristique.
- **Avec le milieu socio-économique,** notamment comme partenaires et commanditaires. La précarité des modes de financement (la hantise de tous les organismes du patrimoine) fait en sorte que La Pulperie doit trouver des sources de revenus autonomes (seul le musée reçoit une aide au fonctionnement du MCCCCF) — d'où l'importance de recruter des partenaires économiques qui accepteront de s'y associer, dans la mesure où le succès sera au rendez-vous.
- **Avec le milieu muséal régional.** La notion de réseau est centrale au succès des lieux dont les moyens financiers et les ressources humaines sont limités. Dans cette perspective, il faut songer à mettre en commun un certain nombre de services que les musées régionaux pourront convenir, une approche qui serait certes appuyée par les bailleurs de fonds.
- **Avec les institutions muséales nationales.** Quoi de mieux que se trouver un parrain muséal qui pourrait agir comme conseiller professionnel auprès du lieu. Le Musée de la civilisation a montré un vif intérêt pour ce partenariat, rejoignant en cela un des objectifs de la politique muséale québécoise qui favorise une collaboration active entre les grandes sociétés d'État et les musées régionaux. Cette collaboration peut revêtir plusieurs formes, selon les besoins exprimés par La Pulperie : formation, coproduction, soutien technique, etc. À l'échelle canadienne, il faut voir l'intérêt d'une association étroite avec le Musée des sciences et de la technologie du Canada.
- **Avec le monde de l'éducation,** auquel le Musée doit accorder une attention toute particulière. Il importe d'abord d'attirer, par la création de programmes sur mesure, la clientèle scolaire, un public cible que tous les musées cultivent, car ces derniers constituent des lieux d'apprentissage

exceptionnels. Encore là, la recherche archéologique, par ses méthodes, sa démarche et son encadrement est en mesure de fournir un terrain de découverte et d'expérimentation pratique qui permet à l'élève d'apprivoiser le monde industriel, et plus spécifiquement celui des pâtes et papiers. Il ne faut pas négliger, d'autre part, l'établissement universitaire qu'il faut solliciter pour réaliser des recherches scientifiques et technologiques qui contribueront au développement des connaissances du lieu et ainsi à la qualité de sa mise en valeur. L'implication de l'université (spécifiquement, l'Université du Québec à Chicoutimi) ne peut d'ailleurs que renforcer son rôle social au sein de la collectivité.

Le mot de la fin

La Pulperie de Chicoutimi est un site tout à fait exceptionnel qui mérite des moyens d'interprétation à la hauteur de sa valeur patrimoniale — des moyens qui transmettent son histoire de la façon la plus exacte et la plus vraie — des moyens aussi qui sont le fruit d'un effort collectif auquel l'archéologue apporterait toute sa rigueur et son savoir. L'expérience accrue depuis les dernières années sur des sites industriels jouerait ainsi son rôle pour atténuer les erreurs passées et permettre à La Pulperie de retrouver sa vraie image, soit celle d'un lieu industriel qui abrite un musée, et non celle d'un musée qui occupe un site industriel.

RECOMMANDATIONS

Le mandat de la présente étude visait à identifier, à caractériser et à connaître le patrimoine archéologique industriel du Québec. Composante distincte mais indivisible du patrimoine industriel dans son ensemble, le patrimoine archéologique industriel partage une vision qui englobe la totalité des manifestations matérielles et sociales du patrimoine industriel. De fait, les mêmes balises d'identification, les mêmes critères et principes de conservation et les mêmes orientations et problématiques de mise en valeur s'appliquent avec la même pertinence aux vestiges archéologiques qu'à l'ensemble des témoins du patrimoine industriel. Cette vision fut loin de s'imposer de façon spontanée. Plutôt, elle est le fruit de réflexions menées par divers chercheurs depuis les vingt dernières années qui amènent à considérer l'archéologie industrielle comme une discipline scientifique à part entière.

Les actions proposées ci-dessous ont pour objectif de bonifier la recherche archéologique, mais il est clair que plusieurs relèvent d'un ordre plus général et constituent des conditions à sa réalisation. Ces actions empruntent diverses pistes : inventaire et recherche, gestion et conservation, aménagement du territoire, puis finalement, communication – tous des rayons dans la grande roue industrielle, interconnectés par le moyeu qu'est la sauvegarde des témoins significatifs, et parmi lesquels la recherche archéologique tient une position de première importance.

Figure 25 : Île-des-Moulins, Terrebonne, Roue de turbine en exposition, 2002. Pauline Desjardins 2002-535.

Inventaire et recherche

La connaissance du patrimoine industriel archéologique se développe sur deux échelons : inventaire et recherche. Pour ce qui est du premier, il importe de connaître la globalité du domaine à traiter, puis, pour le deuxième, d'effectuer les

recherches qui permettront d'approfondir les connaissances spécifiques d'un lieu ou d'un secteur industriel.

L'inventaire constitue l'outil de travail fondamental, tant pour la gestion que pour la recherche. La première démarche consiste à définir le champ d'action qui découle de la nature spécifique de l'histoire industrielle nationale, ce que nous avons tenté de délimiter au début du rapport. Nous ne les avons pas inclus dans cet exposé, mais un nouveau regard sur les sites autochtones (paléohistoriques et historiques) est requis pour dépister ceux qui recèlent une composante industrielle. La deuxième démarche relève du macro-inventaire (ce que Larose intitule « l'inventaire de cadrage », Larose, 1988 : 20) et comprend la caractérisation et l'analyse d'état de l'ensemble des ressources industrielles d'intérêt patrimonial présentes sur le territoire, autant archéologiques que bâties. Cette démarche, d'une ampleur astronomique, nécessite une détermination préalable des données à recueillir (condition des sites et des vestiges, valeur historique et autres) et des sources d'information à exploiter, ainsi que celle de l'envergure, du niveau de détail et du type de rendu souhaités — un travail qui implique plusieurs chapeaux professionnels — « ... *en tenant compte des contraintes inhérentes au domaine d'étude; en tenant compte également des besoins qui découlent des objectifs sociaux de conservation et de mise en valeur qu'on aura préalablement établis* » (Larose, 1988 : 5).

Elle exige, également, une concordance des différents inventaires réalisés jusqu'à présent, réunis dans un corpus commun qui servira de tremplin à l'identification des lieux industriels manquants et au signalement de ceux ayant une valeur historique significative (en plus de ceux déjà inscrits au RPCQ) et dont les secteurs industriels en constituera la base de travail. En parallèle à cet exercice de croisement, est celui de revoir les actions, l'état des ressources et les déficiences archéologiques pour les sites répertoriés et les lieux à statut.

Un dernier niveau d'inventaire, plus pointu, s'oriente vers le dénombrement et l'analyse d'un secteur industriel, d'un type de production ou d'une catégorie d'équipement. Trois études de cet ordre ont été réalisées dans les dernières

années (les moulins; les poteries, briqueteries, tuileries et fabricants de pipes; et les infrastructures maritimes : quais et épaves). Il est recommandé de poursuivre ces investigations sur d'autres catégories de produits industriels, car on reconnaît que ces analyses de type constituent un préambule fort pertinent à la recherche compréhensive d'un lieu spécifique. Pour les prochaines, l'ordre de priorité sera toutefois à déterminer en fonction de l'état des ressources (par exemple, leur rareté, leur fragilité et leur risque de disparition) soulevé par l'inventaire.

Au plan de la recherche, les possibilités sont vastes et il faut en préciser les limites individuelles tout en étant ouvert aux occasions d'avancer les connaissances qui sont utiles à l'ensemble du patrimoine industriel.²⁷ Or, dans le domaine de la gestion des ressources culturelles, une recherche sélective s'impose. On la voudrait méthodique et pondérée, par secteur industriel et par région, en ciblant les sites les plus significatifs et en amont de tout réaménagement, mais force est de reconnaître qu'elle sera dictée avant tout par le niveau de menace sur la ressource. L'archéologie industrielle, surtout en milieu urbain, doit couramment faire face à des situations de sauvetage qui sont malheureusement trop fréquentes et qui, sauf exception, découlent généralement d'un manque de planification. L'identification des ressources menacées à court terme au stade de l'inventaire permettrait d'intervenir dans des délais plus

²⁷ Les recherches qui débouchent sur les phénomènes et les problèmes plus larges de l'histoire industrielle apportent une contribution indispensable à la compréhension des facteurs ayant influencé le développement d'un secteur industriel dans une région. En analysant les courants sociaux et économiques des sociétés, en documentant les métiers et les savoir-faire et en approfondissant les divers phénomènes « combinatoires » qui conditionnent l'évolution, ces recherches permettent d'agrandir le champ restreint des études partielles et de dévoiler les liens et les comparatifs entre les différentes activités et collectivités humaines. À cet égard, la sollicitation des universités pour effectuer des « recherches élargies » et l'exploration de partenariats potentiels entre les universités, les entreprises et les organismes en patrimoine se présentent comme des voies intéressantes.

raisonnables, car l'opération *in extremis*, qu'elle soit archéologique ou architecturale, comporte d'énormes risques de perte d'information.

Résumé des recommandations au plan de l'inventaire et de la recherche

1. Regrouper les inventaires existants dans un seul corpus selon une nomenclature et une classification commune;
2. Réaliser les recherches nécessaires afin d'actualiser les inventaires pour inclure les sites industriels manquants et ceux ayant une valeur historique significative;
3. Établir une grille de référence pour les sites industriels réunissant diverses informations telles que : l'état des sites et des vestiges, l'état des recherches et des données, la propriété des sites (privé ou publique), l'importance historique, les zones d'intérêt, les valeurs de témoignage, le potentiel et le type de mise en valeur (lorsque réalisé), les analyses et interventions à faire ou à compléter et le niveau de menace qui pèsent sur eux;
4. Poser un nouveau regard sur les sites autochtones (paléohistoriques et historiques) pour connaître ceux qui recèlent une composante industrielle;
5. Revoir les actions, l'état des vestiges et les lacunes observées sur le plan archéologique relativement aux sites répertoriés dans les inventaires existants et tout particulièrement ceux qui bénéficient d'un statut;
6. Poursuivre les recherches et les analyses thématiques qui font partie de la mosaïque du patrimoine industriel québécois, en soulignant les vestiges industriels les plus rares, les plus fragiles et les plus menacés.

La gestion et la conservation

Les recommandations en matière de gestion visent à développer un plan d'action pour assurer la protection du patrimoine industriel significatif d'une région ou d'une localité, auquel l'inventaire servira d'outil de base. Or, la prise de décision concernant le sort d'un site industriel relève de diverses instances avec des

intérêts différents, tous légitimes, mais souvent contradictoires. Des lignes directrices et un mécanisme « automatique » doivent donc être mis en place afin de sensibiliser les décideurs aux valeurs patrimoniales d'un lieu et assurer la communication de ces valeurs à tous les niveaux, autant gestionnaires, promoteurs que citoyens, de sorte que la voie de reconversion économique et sociale ne soit pas uniquement perçue du point de vue d'un réaménagement destructeur. Cette sensibilisation devra se faire en amont des projets immobiliers de façon à cibler d'avance les éléments d'intérêt patrimonial, y compris les composantes archéologiques.²⁸

La formule la plus gagnante consiste à impliquer à la fois les services municipaux, les regroupements patrimoniaux et les citoyens concernés. C'est dans cette optique que la Politique du patrimoine de la Ville de Montréal a proposé de mettre sur pied une « veille patrimoniale » qui d'ores et déjà permettrait d'identifier les ressources patrimoniales significatives sur le territoire montréalais, de créer un réseau de collaborateurs permanents pouvant agir comme « antennes » dans le milieu pour surveiller les sites qui méritent d'être protégés et de planifier un mode de participation des citoyens, notamment pour le signalement de situations urgentes (Ville de Montréal, 2005 : 46). Il s'agit d'une formule qui mérite d'être transposée ailleurs afin de faire contrepoids aux intentions de réaménagement « destructrices », qu'elles viennent d'agents internes ou externes.

²⁸ À cet effet, un processus d'étude d'impact patrimonial est proposé par la Commission des biens culturels du Québec. Ce processus comprendrait un inventaire détaillé du site du patrimoine culturel, accompagné d'une description de son importance et des informations détaillées d'ordre historique, archéologique, ethnographique, cartographique et architecturale. L'étude d'impact devra également démontrer que les recherches documentaires et de terrain ont été effectuées de manière satisfaisante avant la réalisation d'un projet majeur (Commission des biens culturels du Québec, 2008 : 34).

La protection des sites industriels concerne davantage que les murs et les vestiges et il est tout indiqué d'aborder un autre aspect problématique qui doit faire partie de tout plan de gestion, soit la régie du mobilier industriel désaffecté. Si quelques éléments de collection demeurent sous égide privé, retournant la plupart du temps au siège principal de la compagnie (par exemple, les objets et documents provenant de la raffinerie de sucre Redpath située en rive du canal de Lachine et qui se retrouvent aujourd'hui dans le Musée Redpath à Toronto), bon nombre aboutissent dans les dépotoirs, prisés pour leur valeur de refonte. D'autres pièces, qu'on aura eu l'opportunité de cibler en amont de leur enlèvement, se voient léguées au domaine public (parfois sous le prétexte de « bon débarras »). Le plus souvent, il s'agit d'objets métalliques dont le poids et la dimension sont excessifs, impliquant des coûts de manipulation, de transport, d'entreposage et de stabilisation exorbitants. Incapables de les intégrer aux lieux de conservation existants, les conservateurs se voient souvent obligés de loger les pièces dans des endroits moins qu'adéquats, à proximité de leur lieu de prélèvement. Dans quelques cas, les objets sont recouverts ou réenfouis sur le site d'origine, après prélèvement de spécimens « type ».

Figure 26 : *Montreal Wheel Works*, moules de fonderie en bois pour pièces d'équipements, 2005. Pauline Desjardins 2005-058.

Si tous sont d'accord que ces installations ne rencontrent pas les normes de conservation rigoureuses d'aujourd'hui, les solutions à ce dilemme n'ont pas encore été trouvées pour bon nombre d'institutions. Un regard du côté d'Hydro-Québec, qui a une longueur d'avance sur la gestion des collections industrielles, serait utile à cet égard. Une chose est claire toutefois : c'est que nous avons grandement besoin de conservateurs pour statuer sur l'état des collections et de spécialistes en culture matérielle industrielle pour réaliser les inventaires fonctionnels. En parallèle, une démarche concertée pour trouver des locaux régionaux appropriés (à prix modique ou partagé) s'impose.

Résumé des recommandations au plan de la gestion et de la conservation

1. Élaborer des lignes directrices en matière de conservation du patrimoine industriel;
2. Mettre en place un processus avec les directions régionales pour revoir les sites industriels désaffectés et en opération afin de statuer sur leur intérêt patrimonial;
3. Faire l'examen patrimonial de certaines industries (les vestiges et les équipements) en amont de leur fermeture, et surtout en amont des projets de développement;
4. Créer des « veilles patrimoniales » dans les municipalités et quartiers, notamment ceux dont la densité des ressources à protéger est importante;
5. Poser un diagnostic régional sur l'état des collections industrielles existantes et proposer des solutions d'entreposage communes.

L'aménagement du territoire

La survie du patrimoine industriel ne peut être assurée que par des stratégies positives et novatrices, adaptées à ce type de patrimoine; des stratégies qui viennent soutenir un heureux mariage entre conservation et développement et qui permettent de déterminer des usages compatibles. Les réaffectations peuvent être de diverses natures : industrielle, économique, muséographique ou touristique, mais celles-ci doivent viser une intégration harmonieuse du nouveau et de l'ancien en accordant la primauté à ce dernier. C'est lui qui donnera le ton d'authenticité, inspirera la configuration de l'espace et évoquera les valeurs de témoignage qui sont le fondement de la commémoration du lieu. La « collision » entre le passé et le présent pourra ainsi se faire de façon à perpétuer la mémoire industrielle du lieu. Tout élément qui a marqué son évolution est susceptible d'être utilisé pour offrir une continuité de lecture : le bâti, l'environnement, les axes de circulation et, bien entendu, le patrimoine archéologique, sous-jacent

aux nouvelles utilisations par ses formes, par ses vestiges et par la communication de son contenu culturel.

Cette approche présuppose la réalisation d'analyses spécifiques qui permettront d'établir une liste détaillée de critères patrimoniaux auxquels doivent répondre les aménagistes dans chaque phase du re-développement. De ces analyses découlera également l'établissement de directives relatives au lotissement, à l'implantation et aux dimensions des nouvelles constructions, à la disposition et au fonctionnement intégré des composantes d'un nouveau plan d'aménagement ainsi qu'aux liens et rapports d'échelle à maintenir avec les quartiers environnants. Cette démarche est capitale afin de favoriser l'intégration équilibrée des nouveaux immeubles au tissu patrimonial, y compris les éléments significatifs qui illustrent le génie du lieu. L'influence de l'État et son interaction avec les autorités municipales et régionales sont essentielles dans ce processus pour que tous les intervenants soient sur la même longueur d'ondes.

Enfin, on ne doit pas négliger une problématique qui s'avère cruciale dans l'aménagement du territoire, soit celle du traitement des sols contaminés. Par la taille et la complexité des installations à décontaminer, les opérations d'assainissement de sites industriels représentent des chantiers majeurs nécessitant le traitement de volumes importants de sols dans des conditions souvent difficiles. Il va sans dire que l'impact sur le tissu archéologique est considérable et nécessite une collaboration étroite entre professionnels en environnement et archéologues afin de répondre aux exigences de chacun. Ce lien stratégique doit être incarné dans les procédures administratives de tout projet.²⁹

²⁹ Ce lien devrait être établi, idéalement, lors de la réalisation des études d'impact environnemental.

Résumé des recommandations au plan de l'aménagement du territoire

1. Assurer que toutes les analyses et études sont effectuées en amont des projets de développement et de réaménagement;
2. Veiller à ce que les plans de développement et de réaménagement respectent et incorporent les valeurs patrimoniales du lieu afin de perpétuer sa mémoire industrielle;
3. Mettre en place les procédures administratives afin de coordonner les interventions archéologiques et les opérations de décontamination des sols.

La communication

La voie de sensibilisation au patrimoine industriel passe par la communication efficace des messages de valeur. Tout repose sur la façon dont le lieu fait la promotion de son image. Le premier critère, et le plus percutant, est que tout aménagement doit évoquer l'identité et le caractère du site et ce, peu importe le type de reconversion qu'il subit. Ainsi, l'ancienne usine de *Dominion Textile* à Valleyfield, reconvertie en hôtel, conserve une partie de son bâti ancien et de ses vestiges. La mémoire physique de l'usine est perpétuée au sein de la communauté et la nouvelle structure agit comme élément stabilisateur ancré dans ses sources, le gardien d'un patrimoine qui a profondément marqué la collectivité. Cet exemple démontre par ailleurs qu'il est possible de résoudre le paradoxe entre la logique symbolique qui commande préservation et authenticité et les impératifs économiques.

D'autres outils peuvent et doivent être utilisés pour assurer le transfert d'information entre le lieu et son histoire et le public. À cet égard, le contenu documentaire, c'est-à-dire les collections et les archives, doit être exploité pour garantir la qualité et la véracité de l'information véhiculée. On revient à l'exemple de l'Hôtel Plaza de Valleyfield qui a aménagé un corridor photographique dédié aux ouvriers de la manufacture, un geste qui, à la fois, reconnaît leur contribution

au tissu social de la ville et qui apporte une information visuelle sur le fonctionnement de l'usine.

Figure 27 : À la manufacture de textiles de la *Montreal Cottons*, une ouvrière remplace une bobine de fil de coton sur un « ourdissoir », Valleyfield, vers 1945. Nicholas Morant, Office national du film du Canada, Photothèque, Bibliothèque et Archives Canada, PA-160564, e000760687.

S'ajoutent à cela, la transmission des informations archéologiques et architecturales marquantes issues des interventions sur le terrain (ce qui n'a pas été réalisé dans le cas de l'Hôtel Plaza) et qui apportent une dimension concrète et hautement évocatrice à l'appréciation du lieu. L'objet industriel constitue, pour sa part, un élément de communication très puissant, mais il faut puiser dans les documents visuels et techniques pour le faire « parler », car « l'objet ventriloque » n'existe pas (Clément Bernard, cité par Louise Boucher, 1992 :127-128). Encore mieux, c'est de le remettre en fonction ou, du moins, le replacer virtuellement dans son contexte d'utilisation, ce qui en facilite l'appréhension.

Figure 28 : Bobinage du fil de métal, Stelfil (Mittal), Montréal, 5 décembre 2006. Pauline Desjardins, 2006_0287.

Finalement, il importe de trouver des moyens pour communiquer les messages et les valeurs de façon conviviale et compréhensible. On se rappelle les éléments de succès mis de l'avant par Davallon : esthétisme, cognition, pénétrabilité et affectivité (Davallon, 1992 : 169-177). Mais il faut concéder ici le défi particulier des sites industriels : notions scientifiques, complexité technologique, étendue des installations et des chaînes de production – un défi qui commande connaissance et imagination.

Résumé des recommandations au plan de la communication

1. Évoquer l'identité et le caractère du lieu industriel à travers ses aménagements;
2. Utiliser les documents, les données archéologiques et architecturales et les objets authentiques pour transmettre des informations historiques et sociales de qualité;
3. Développer des moyens conviviaux et intelligibles permettant d'apprivoiser et de comprendre le lieu industriel.

CONCLUSION

Le but de la présente étude est de caractériser le patrimoine industriel archéologique du Québec, puis d'articuler un protocole d'intervention de recherche, de conservation et de mise en valeur qui protège sa valeur de témoignage culturelle et en fait, à la fois, un noyau significatif au sein du patrimoine québécois.

Par définition, une industrie est en métamorphose constante, en réponse à des dynamiques internes et à des influences externes. Ceci implique d'implanter les infrastructures nécessaires pour demeurer à la fine pointe technologique et de renouveler ou de modifier les installations périmées. Il en résulte au sein d'une même industrie une diversité de structures et de contextes touchant la transformation, la manufacture, l'entreposage et le transport, dont bon nombre se retrouvent aujourd'hui à l'abandon. Multipliée par le nombre d'industries dans un secteur (par exemple, on a estimé à plus de 25 000 le nombre de constructions le long du corridor industriel du canal de Lachine, toutes périodes confondues), puis à l'échelle de la province, la quantité de ressources à documenter et à gérer dépasse l'imagination.

En plus du défi d'appréhender la richesse et la diversité des témoins industriels sur le territoire, on a dû constater l'absence d'un cadre fonctionnel et temporel uniforme pour circonscrire ceux dont l'intérêt patrimonial a été identifié. S'ajoute à cela, le fait que l'état actuel des connaissances sur le patrimoine industriel archéologique est inégal et difficile à cerner. S'il existe quelques bonnes synthèses axées sur certains groupes de vestiges (notamment celles constituées récemment et dont les tableaux sont présentés en annexe), le portrait d'ensemble comporte de nombreux inconnus sur la nature et la condition des témoins archéologiques industriels. Une des raisons principales est le manque d'outils de mesure adéquats. L'Inventaire des sites archéologiques du Québec (ISAQ), utilisé comme base d'analyse archéologique dans la présente étude, est conçu en fonction des recherches effectuées (son rôle premier), et non comme

outil de classement fonctionnel ou de gestion des sites. Si ceci limite le type de données qu'on peut en retirer, il s'agit, néanmoins, du seul inventaire à l'heure actuelle qui puisse permettre d'observer l'étendue et l'éventail des travaux archéologiques réalisés jusqu'à présent sur les sites industriels. On constate à cet effet que de nombreuses interventions (plus de 6 000) ont été pratiquées dans des contextes ou sur des vestiges industriels, mais que bon nombre de celles-ci ont été concentrées dans certains secteurs d'activité ou sur certains types de vestiges.

En comparant le profil sommaire des sites archéologiques industriels que nous avons esquissé avec le bilan des lieux industriels patrimoniaux du Québec réalisé par l'Aqpi (Dorion, 1996), il est possible d'entrevoir l'écart à combler pour arriver à documenter tous les sites industriels présentant un potentiel archéologique qui, il faut le dire, continueront de s'accroître et de se diversifier. Pour bien qualifier cet écart, un inventaire intégré constituera la pierre de touche. Celui-ci colligera des informations à la fois sur la nature des sites et des vestiges, sur leur état et sur leur mise en valeur actuelle et prospective. Il permettra également de préciser davantage les secteurs industriels manquants ou déficients dans le palmarès archéologique et sera l'occasion d'établir des critères de sélection de sites à investiguer et, dans certains cas, à revoir.

Il ressort également de cet exposé la pertinence de réaliser des recherches historiques et archéologiques pour alimenter la compréhension du lieu — son empreinte physique et humaine, son fonctionnement et sa place dans la trame industrielle du Québec. Il faut aussi voir l'intérêt d'effectuer une analyse horizontale qui étudie la part relative du vestige au sein de l'entité industrielle, puis une analyse verticale qui complète l'analyse horizontale en ajoutant à l'évolution dans le temps, l'évolution au sein de la structure. Ce type d'analyse présuppose une coordination des travaux scientifiques portant sur les composantes documentaires, bâties, archéologiques et géographiques, de même qu'une intégration des informations qui en résultent. L'investigation archéologique apporte une contribution particulière à cette démarche, car c'est à

elle que revient la tâche délicate et critique de restituer l'ordre chronologique et spatial des éléments enfouis et de faire les associations avec les éléments hors-sol.

Dans une perspective de mise en valeur, les témoins archéologiques d'époques révolues contribuent non seulement à la connaissance de la transformation d'un lieu mais ils apportent, au même titre que le bâti, une vue concrète du passé et, au plan esthétique, ils font appel aux sens et à l'imagination pour recréer une image authentique du lieu. Il découle de ce constat le bien-fondé de ne pas dissocier le vestige archéologique du bâti, puis, tout aussi important, celui de ne pas isoler la recherche des autres actions de commémoration.

Les problématiques de conservation et de mise en valeur du patrimoine industriel présentées en amont, ainsi que les pistes de solutions à privilégier pour intégrer ce groupe de ressources au sein des actions culturelles, ont été exprimées maintes fois depuis la fin des années 1980. Aujourd'hui, la reconnaissance de ce corpus du patrimoine est acquise, mais nous en sommes toujours, pour bon nombre de lieux, au stade d'élaborer des stratégies d'intervention et de reconversion réalistes et gagnantes. La présence de l'État et l'élaboration de lignes directrices en matière de patrimoine industriel sont indispensables pour donner l'orientation de conservation et développer les meilleurs instruments de recherche. Mais, compte tenu de l'impossibilité matérielle et financière de la collectivité publique à prendre en charge, à part entière, le patrimoine industriel, il importe de trouver des usages novateurs et rentables pour éviter sa disparition massive. Impliquer des entreprises de relance économique travaillant dans le respect du développement durable, en conciliant les impératifs patrimoniaux, économiques et environnementaux, apparaît incontournable. L'élaboration de projets suscitant une mise en commun des efforts pour préserver la mémoire industrielle est d'ailleurs la meilleure garantie que la recherche, la conservation et la mise en valeur se réalisent.

Il est à espérer que ce diagnostic soit le démarrage d'un processus qui permettra de mieux connaître toute la richesse du patrimoine industriel québécois, d'en

cibler les éléments significatifs et de poursuivre les recherches d'une façon structurée. Il est à souhaiter également que cet exposé suscite une approche intégrée en matière d'archéologie industrielle, réunissant les travaux et les résultats d'analyses de diverses souches (techniques, historiques, ethnologiques, architecturales et autres) et ouvrant sur des mises en valeur cohérentes et véridiques. En raison de l'intérêt qu'elle attache à l'apport multidisciplinaire, cette approche contribuera à une meilleure appréciation de tous les aspects qui constituent un lieu industriel. Puis elle confirmera, du même coup, l'intégration de la recherche archéologique à l'ensemble des actions patrimoniales visant la connaissance et la commémoration, pour révéler tout entier ce que l'homme industriel a légué.

BIBLIOGRAPHIE

- ANDRIEUX, Jean-Yves. Le Patrimoine industriel, Que Sais-je? Presses universitaires de France, 1992, 128 p.
- AQPI. L'objet industriel, Actes du congrès de l'Association québécoise pour le patrimoine industriel (1991), Hull, 1992.
- AQPI. Montréal portuaire et ferroviaire, Actes du 5^e congrès de l'Association québécoise pour le patrimoine industriel (1992), Montréal, 1993.
- AQPI. Le patrimoine industriel : une bibliographie, Montréal, 1993.
- AQPI. Le patrimoine industriel : Faire découvrir, Actes du 6^e congrès de l'Association québécoise pour le patrimoine industriel (1993), Collection Muséo Plus, Musée de la civilisation, Québec, 1994.
- AQPI. Patrimoine industriel et musée de site, Actes du 9^e congrès de l'Association québécoise pour le patrimoine industriel (1996), Ministère de la Culture et des communications, 1999.
- AQPI. Découvrir le patrimoine industriel, Guide d'introduction et d'intervention, Montréal, 2002, 31 p.
- ARCHEMI, Pauline DESJARDINS. Évaluation du patrimoine industriel - Critères généraux, Ville de Montréal, Service du développement économique et urbain, 2003, 70 p.
- ARCHEMI/MAÎTRE D'OEUVRE DE L'HISTOIRE/LUCE LAFONTAINE/SACL.
Analyse et potentiel de mise en valeur du patrimoine du secteur industriel Est de Lachine, Ville de Montréal, Service du développement économique et du développement urbain, 2008, 111 p.
- ARCHÉOTEC inc. Réhabilitation de la centrale de La Tuque, Projet de réaménagement du site — Déblaiement de la centrale Brown, Surveillance archéologique, Hydro-Québec Production., 2005, 571 p.

- ARCHÉOTEC inc. Patrimoine archéologique des moulins du Québec, Québec, 2008, 132 p.
- ARMSTRONG, Robert. Structure and change : an economic history of Quebec, Toronto, Gage, 1984.
- BERNARD, Paul, DORION, Nicole, DUBÉ, Françoise et Michel JOBIN, sous la direction de Daniel LAUZON. Bilan des interventions ministérielles, fonction industrielle : Série 2000, Collection Patrimoines, Dossiers, Les Publications du Québec, 1996, 228 p.
- BERNARD, Paul, DORION, Nicole, FOURNIER, Lise et Michel JOBIN, sous la direction de Daniel LAUZON. Bilan du patrimoine, Production et extraction de richesses naturelles : Série 8000, Collection Patrimoines, Dossiers, Les Publications du Québec, 1996, 188 p.
- BERNARD, Paul, DORION, Nicole, DUBÉ, Françoise et Michel JOBIN, sous la direction de Daniel LAUZON. Bilan du patrimoine, Transport, communication et services publics : Série 4000, Fonction commerciale : Série 5000, Collection Patrimoines, Dossiers, Les Publications du Québec, 1999, 216 p.
- BOLDUC, A., HOGUE, C., LAROUCHE, D., Hydro-Québec : l'héritage d'un siècle d'électricité. Montréal, Éditions Libre Expression, Forces, 1989, 352 p.
- BOUCHER, Louise, Locus Loisir et culture inc. *De la séduction à la transparence ou les enjeux contemporains de la diffusion culturelle*, Muséo-Séduction, Muséo-Réflexion, sous la direction d'Annette Viel et de Céline De Guise, Musée de la Civilisation, Service des parcs d'Environnement Canada, 1992, p. 125-132.
- BOYER, Robert et Michel FREYSSINET. *Émergence de nouveaux modèles industriels ; problématique et démarche d'analyse*, Actes du GERPISA, n° 15, juillet 1995.

- BRUNDTLAND, Gro Harlem. *Notre avenir à tous*, Commission mondiale sur l'environnement et le développement, Assemblée nationale des Nations unies, Éditions du Fleuve, publications du Québec, Extraits p. 51-77, 1987, [<http://www.agora21.org/dd/rapport-brundtland.html>].
- CARDINAL, Pierre. Surveillance archéologique à la vieille pulperie de Chicoutimi 1984, Ville de Chicoutimi et ministère des Affaires culturelles, 1984.
- CARREAU, Serge et Perla SERFATY. Le patrimoine de Montréal, Montréal, Ville de Montréal et Ministère de la Culture et des Communications, 1998, 168 p.
- COMPAGNIE DE PULPE DE CHICOUTIMI. Appareils et machines pour la fabrication de pâte de bois, Montréal, Librairie Beauchemin limitée, s.d.
- CONTINUITÉ. *Émergence de l'archéologie industrielle*, 19, printemps 1983, pp. 9-22.
- COURVILLE, Serge, Jean-Claude ROBERT et Normand SÉGUIN. Atlas historique du Québec : le pays laurentien au XIX^e siècle : les morphologies de base, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1995.
- CROTEAU, Jean. Sauvetage archéologique à la fonderie de la Pulperie de Chicoutimi, Le Groupe de recherches en histoire du Québec inc., et le ministère de la Culture et des Communications, 1995, 21 p.
- DALES, J. H. *Hydro-Electricity and Industrial Development : Quebec, 1898-1940*, Cambridge, Harvard University Press, 1957.
- DAUPHIN, Roma. La croissance de l'économie du Québec au 20^e siècle, Université de Sherbrooke, 1994.
- DAVALLON, Jean. *Entre installation et mise en exposition*, Muséo-Séduction, Muséo-Réflexion, sous la direction d'Annette Viel et de Céline De Guise, Musée de la Civilisation, Service des parcs d'Environnement Canada, 1992, pp.169-177.

- DELÂGE, Denys. Le pays renversé : Amérindiens et Européens en Amérique du Nord-Est, 1600-1664, Montréal, Boréal, 1999, 416 p.
- DESJARDINS, Pauline. *Navigation and Waterpower: Adaptation and Technology on Canadian Canals*, IA, The Journal of the Society for Industrial Archaeology, vol. 29(1), 2003, 69 pars. 20 Mar. 2009, [\[http://www.historycooperative.org/journals/sia/29.1/desjardins.html\]](http://www.historycooperative.org/journals/sia/29.1/desjardins.html).
- DESJARDINS, Pauline. *L'organisation spatiale du corridor du canal de Lachine, Archéologiques*, Collection Mémoires de recherche 3, Association des Archéologues du Québec, Québec, 2006, 235 p.
- DESLOGES, Yvon et Alain GELLY. Le canal de Lachine, du tumulte des flots à l'essor industriel et urbain. Sillery, Septentrion, 2002, 214 p.
- DICKINSON, John A. et Brian YOUNG. Brève histoire socio-économique du Québec, Septentrion, 1992, 382 p.
- DOMINION BUREAU OF STATISTICS. Standard Industrial Classification Manual, Ottawa, Canada, 1951.
- DORION, Nicole, et Françoise DUBÉ, sous la direction de Daniel LAUZON. Bilan des interventions ministérielles, fonction industrielle : Série 3000, Collection Patrimoines, Dossiers, Les Publications du Québec, 1996, 300 p.
- DORION, Nicole. Inventaire des sites industriels patrimoniaux au Québec, Association québécoise pour le patrimoine industriel, 1996, 28 p. + annexes.
- DU BOFF, Richard B. *The Introduction of Electric Power in American Manufacturing*, Economic History Review Vol. 20, Issue 3, Blackwell Publishing, 1967, p. 509-518.
- EASTERBROOK, W. T. et Hugh G. J. AITKEN. L'industrie canadienne au XX^e siècle, traduction de Alfred Dubuc, Université de Montréal, Faculté des

Sciences sociales, économiques et politiques, Département des Sciences économiques, 1964, 100 p.

FAUCHER, Albert et Maurice LAMONTAGNE. *L'histoire du développement industriel au Québec*, article publié dans l'ouvrage sous la direction de Marcel Rioux et Yves Martin, *La société canadienne française*, pp. 265-277, Montréal, Les Éditions Hurtubise HMH Itée, 1971, 404 p. (Version française d'un chapitre extrait de Jean-C. Falardeau, éd., *Essais sur le Québec contemporain*, Québec, Les Presses Universitaires Laval, 1953, 23-27.)

FAUCHER, Albert. *Québec en Amérique au XIX^e siècle : essai sur les caractères économiques de la Laurentie*, Montréal, Fides, 1973.

FAUTEUX, Joseph-Noël L.L.L. *Essai sur L'industrie au Canada sous le Régime français*, LS-A. Proulx, 1927, vols I et II.

GAGNON, Gaston. *Agent culturel MCCCCF, Saguenay–Lac Saint-Jean, communications personnelles.*

GAGNON, Gaston. *La pulperie de Chicoutimi en évolution 1896-1982*, Ville de Chicoutimi, 1983, 75 p.

GAGNON, Gaston. *La pulperie de Chicoutimi, guide d'excursion et d'interprétation*. Chicoutimi, Centre d'interprétation de Chicoutimi, 1984. 24 p.

GAGNON, Gaston. *La pulperie de Chicoutimi. Histoire et aménagement d'un site industriel*, Ville de Chicoutimi et ministère des Affaires culturelles du Québec, 1988.

GAGNON, Gaston. « Pulperie ». Commission des biens culturels du Québec. *Les chemins de la mémoire. Monuments et sites historiques du Québec. Tome I*. Québec, Les Publications du Québec, 1990, p. 460-463.

GAMST, Frederick C. *L'ethnologie industrielle nord-américaine*, Sociétés : Revue des Sciences humaines et sociales, 1984 1(2), p. 11-12.

GELLY, Alain. *Production et fabrication pré-industrielles et industrielles : cinq productions associées au canal de Lachine*, Québec, Produit par Alain Gelly, historien conseil pour Présent historique Inc, 1998.

GELLY, Alain. L'importance du Montréal Industriel dans l'ensemble canadien : Québec, Produit par Alain Gelly, historien conseil pour Présent historique Inc, 1999.

GELLY, Alain. *A Precipitous Decline, Steam as Motive Power in Montreal: A Case Study of the Lachine Canal Industries*, IA, The Journal of the Society for Industrial Archaeology, vol. 29 (1), 2003, 55 pars. 20 Mar. 2009, [\[http://www.historycooperative.org/journals/sia/29.1/gelly.html\]](http://www.historycooperative.org/journals/sia/29.1/gelly.html).

GORDON, Robert B. et Patrick MALONE. *The Texture of Industry: An Archaeological View of the Industrialization of North America*, Oxford University Press, New York, 1994, 442 p.

GUILLEMETTE, Adélard. *La Pulperie*, rapport présenté à Mme Diane Lemieux, ministre de la Culture et des Communications, 7 avril 2003.

HAMEL, Nathalie et Sophie MORIN, sous la direction de Mario DUFOUR. *L'étude d'impact patrimonial : un outil pour la gestion du changement*, Gouvernement du Québec, Commission des biens culturels du Québec, 2008, 62 p.

HAMELIN, Jean et Yves ROBY. *Histoire économique du Québec 1851-1896*, Montréal, Fides, 1971, 436 p.

HÉBERT, Jean-François, dir. *La pulperie de Chicoutimi, un siècle d'histoire*, Chicoutimi, La Pulperie de Chicoutimi, 1998, 100 p.

HYDRO-QUÉBEC. *Hydro-Québec et son patrimoine, une politique d'entreprise*, Direction architecture, Service études et normalisation, 1984, 167 p.

- HYDRO-QUÉBEC. Direction conduite du réseau, CUSSON, George.
Chronologie des centrales au Québec 1885 à 1991, Montréal (Qc), Hydro-Québec, 1990.
- HYDRO-QUÉBEC. Environnement, ZINS BEAUCHESNE et Associés Ltée.
Stratégie d'intervention sur les centrales patrimoniales à vocation touristique Montréal (Qc), Hydro-Québec, 1994/04, 92 p. + Annexes.
- HYDRO-QUÉBEC. *Inventaire du patrimoine bâti et technologique d'Hydro-Québec: Évaluation comparative des installations hydroélectriques*, Volume 1 : Synthèse et évaluation, réalisé par SOTAR pour la vice-présidence Environnement, 1995, 198 p.
- HYDRO-QUÉBEC. Directive sur le patrimoine et la polyvalence, Direction principale, Planification stratégique et Environnement, DIR-23, 1999. 6p.
- INVENTAIRE DES SITES ARCHÉOLOGIQUES DU QUÉBEC (ISAQ). MCCCCF, [2009].
- JALBERT, Louis. *Un musée au service d'une identité régionale forte, Le musée de site de la Pulperie de Chicoutimi (Québec)*, dans Patrimoine industriel et musée de site, Actes du 9^e congrès de l'Association québécoise pour le patrimoine industriel (1996), Ministère de la Culture et des communications, 1999, pp. 47-54.
- KILBOURN, William. *The Elements Combined: A History of the Steel Company of Canada*, Toronto, Clarke Irwin & Co. Ltd., 1960, 335 p.
- LAROSE, Jean-François. *Le patrimoine industriel, réflexion critique et bilan d'expériences étrangères*, Ministères des Affaires culturelles, Direction générale du patrimoine, Québec, 1988, 51 p.
- LAROSE, Jean-François. *La pulperie des chutes Wilson et l'industrie québécoise des pâtes et papiers : une évaluation patrimoniale*, Ministère des affaires culturelles, Direction générale du patrimoine, [Montréal], 1989.

LAROSE, Jean-François. *L'objet industriel : définition et délimitation*, dans L'objet industriel, Actes du congrès de l'Association québécoise pour le patrimoine industriel (1991), Hull, 1992, pp. 4-9.

LEUNG, Felicity, David McCONNELL et Jean-Claude PARENT. Les emplacements manufacturiers au Canada : l'identification et l'évaluation des plus importants complexes manufacturiers comportant plusieurs industries, Ottawa, Parcs Canada, Rapport sur microfiche n° 429, 1990, 457 p.

LEWIS, Robert. Manufacturing Montreal, The Making of an Industrial Landscape, 1850 to 1930, The John Hopkins University Press, Baltimore & London, 2000, 336 p.

LINTEAU, Paul-André, René DUROCHER et Jean-Claude ROBERT. Histoire du Québec contemporain, Tome 1 : De la confédération à la crise (1867-1929), Montréal, Boréal Express, 1979, 658 p.

LUEGER, Richard. La vieille pulperie de Chicoutimi (DcEs-3) : Sondages archéologiques, 1982, Université du Québec à Chicoutimi et Ville de Chicoutimi, 1982.

MATHIEU, Jacques. *L'industrie de la Nouvelle-France : L'histoire de la Nouvelle-France ponctuée d'essais infructueux pour établir des industries prospères*, Horizon Canada, Vol. 1 n° 12, 1985, pp. 278-283.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS. Répertoire du patrimoine culturel du Québec, Direction du patrimoine, Site web : [\[http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca\]](http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca).

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES. Manuel d'évaluation foncière, codification, Direction générale de l'évaluation, Québec, volume 3A, 1975.

NADON, Pierre, Les recherches ARKHIS inc. *L'archéologie de l'industrie du bois à Hull : les fouilles Eddy*, dans L'objet industriel, Actes du congrès de

- l'Association québécoise pour le patrimoine industriel (1991), Hull, 1992, pp. 45-55.
- NIELLON, Françoise. L'occupation humaine de la Basse-Côte-Nord et son interprétation, dossier sur les ressources archéologiques, Municipalité de la Côte-Nord du Golfe Saint-Laurent, Québec, 1984a, 155 p.
- NORTH AMERICAN PULP AND PAPER. Film réalisé en 1915 (copie conservé au Centre d'interprétation de La Pulperie de Chicoutimi).
- PALMER, Marilyn et Peter NEAVERSON. *Industrial Archaeology: Principles and Practice*, Routledge, New York, 1998.
- PARCS CANADA. Lieu historique du Canada du Canal-de-Lachine — Plan directeur, Parcs Canada, mai 2004, 95 p.
- PARCS CANADA, Service du Patrimoine culturel. Inventaire des lieux industriels désignés Lieu historique national canadien, 2009.
- PARCS CANADA, Service du Patrimoine culturel. Inventaire des sites archéologiques industriels au Québec expertisés par Parcs Canada, 2009.
- PASSFIELD, Robert W. *Industrial Commemoration in the Canadian Parks Service : Part I*, The Journal of the Society for Industrial Archaeology, volume 16, number 2, 1990, pp.15-39.
- PASSFIELD, Robert W. *Industrial Commemoration in the Canadian Parks Service : Part II*, The Journal of the Society for Industrial Archaeology, volume 17, number 1, 1991.
- RAISTRICK, Arthur. *Industrial Archaeology*, Paladin, 1973.
- ROYER, Martin, Ethnoscop. Inventaire des poteries, briqueteries, tuileries et fabricants de pipes au Québec Patrimoine archéologique des poteries, briqueteries, tuileries et fabriques de pipes au Québec, MCCCCF, 2009.

- SAVARD, Mario. Surveillance archéologique à la vieille pulperie de Chicoutimi, Ville de Chicoutimi et ministère des Affaires culturelles du Québec, 1985, 154 p.
- SAVARD, Mario. Surveillance archéologique à la pulperie de Chicoutimi, Ville de Chicoutimi et ministère des Affaires culturelles du Québec, 1987.
- SAVARD, Mario. Groupe de recherches en histoire du Québec rural inc. Relevé archéologique et synthèse de l'évaluation fonctionnelle et technologique de la pulperie de Chicoutimi, Ville de Chicoutimi et ministère des Affaires culturelles du Québec, 2 vols.
- SIMARD, Frédéric. Patrimoine archéologique maritime. Les épaves et anciens quais, MCCCCF, 2009.
- SIMARD, Jean-Paul. *Survol de l'histoire économique du Saguenay-Lac-Saint-Jean*, dans Économie régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean, Chicoutimi, Gaétan Morin éd., pp. 17-72.
- TICCIH. Charte Nizhny Tagil pour le patrimoine industriel, élaborée par le Comité international pour la conservation du patrimoine industriel, juillet 2003.
- TRINDER, Barrie. *Industrial Archaeology : Foundations for a discipline*, dans De kunst van het bewaren Industrieel Erfgoed in Leiden. Leiden, Een uitgave van de Stichting Industrieel Erfgoed Leiden, 1992, pp. 102-106.
- TRÉPANNIER, Marie-Odile et Stéfanie WELLS, sous la direction de Mario DUFOUR. Le transfert de droits de développement à des fins patrimoniales, un outil pour le Québec?, Gouvernement du Québec, Commission des biens culturels du Québec, 2009, 51 p.
- TROTTIER, Louise. Le patrimoine industriel au Québec, Commission des Biens culturels du Québec, 1985, 85 p.

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE, Faculté des lettres et sciences humaines.

Bilan du siècle — Le développement économique du Québec de 1900 à 1950, [<http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pages/collaborations/2776.html>].

VILLE DE MONTRÉAL. Politique du patrimoine, Ville de Montréal, Mai 2005, 97 p.

VILLE DE QUÉBEC. Politique du patrimoine, Ville de Québec, Service de l'aménagement du territoire, 2007, 78 p.

WITHAM, G.S. Modern Pulp and Paper Making. A Practical Treatise, New-York, The Chemical Catalog Company Inc., 1920.

ANNEXES

ANNEXE 1

Tableau synthèse des installations industrielles répertoriées
dans le Répertoire des biens culturels du Québec, par catégorie
fonctionnelle

Inventaire des installations industrielles selon le répertoire du patrimoine culturel du Québec, par catégorie fonctionnelle³⁰

Fonction Commerciale	778	Production et extraction des richesses naturelles	155	Fonction industrielle, transformation des minéraux et fabrication	66	Fonction industrielle, transformation des matières végétales	129	Transport, communication et services publics	225
Entrepôts	255	Bâtiments de ferme (culture)	8	Autres fabriques	8	Abattoirs et salaisons	0	Aéroports, champs d'aviation et hangars	0
		Bâtiments de ferme (élevage)	19	Construction et réparation navires	2	Beurreries et fromageries	1	Aqueducs, réservoirs d'eau et égouts	10
		Granges, granges-étables et étables	118	Fabriques d'appareils de chauffage.	0	Distilleries et brasseries	1	Bateaux et autres matériels navigants	4
		Camps forestiers, drave et transport du bois	2	Fabriques d'armement	2	Fabriques de chaussures et cordonneries	13	Canaux de navigation	4
		Culture du tabac (séchoirs)	0	Fabriques d'instruments de musique	3	Fabriques de meubles	3	Centrales hydroélectriques	11
		Élevage d'animaux à fourrure	0	Fabriques de canots et chaloupes	1	Fabriques de produits du tabac	10	Centraux téléphoniques et radiodiffusion	14
		Érablières	5	Fabriques de charbon de bois	0	Fabriques de vêtements	10	Gares et autres structures ferroviaires	32
		Extraction minière : matériaux de construction	0	Fabriques de chaux (fours à chaux)	2	Filatures et tissage de la laine (moulin à carder)	1	Gares et garages d'autobus	1
		Extraction minière : minéraux métalliques	1	Fabriques de machines et d'équipements divers	1	Filatures et tissage du coton	3	Installations portuaires (quais, silos)	27
		Extraction minière : minéraux non métalliques	0	Fabriques de matériel ferroviaire roulant	0	Fours à pain et boulangerie	12	Locomotive et autres matériels roulants	0

³⁰ Cette liste ne comprend pas uniquement des lieux, mais parfois différentes installations dans un même lieu.

Inventaire des installations industrielles selon le répertoire du patrimoine culturel du Québec, par catégorie fonctionnelle³⁰

Fonction Commerciale	778	Production et extraction des richesses naturelles	155	Fonction industrielle, transformation des minéraux et fabrication	66	Fonction industrielle, transformation des matières végétales	129	Transport, communication et services publics	225
		Fermes expérimentales	0	Fabriques de produits chimiques	1	Industrie de la transformation du poisson et des mammifères marins	15	Phares et aides à la navigation	11
		Pêcheries fixes	5	Fabriques de produits de la pierre	0	Laiteries	6	Ponts couverts	93
		Pisciculture	3	Fabriques de produits électriques	1	Moulins à farine	42	Ponts et ouvrages de génie	18
				Fabriques de produits en argile (poterie)	0	Scieries	11	Routes et voies publiques	4
				Fabriques de véhicules à traction animale	0	Tanneries	0		
				Ferblanteries	0	Usines de pâtes et papiers	8		
				Forges	11				
				Imprimeries et reliure	35				
				Industrie des métaux non ferreux	0				
				Sidérurgies et fonderies de fer	2				
Nombre d'entrées			161		69		136		229

Source : RPCQ, [<http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca>].

ANNEXE 2

Inventaire des installations hydroélectriques du Québec

Inventaire des installations hydroélectriques du Québec

Installation	MW	Début	Fin ³¹	État	Région	Commentaires	Responsabilité
Abénaquis	2,09	1911			Estrie	Centrale au fil de l'eau	Ville de Sherbrooke
Adam-Cunningham	7	1953			Saguenay-Lac-Saint-Jean	Réservoir	AbitibiBowater
Alcan 16	11	1906	1950	vestige	Mauricie	Fait partie de la Cité de l'Énergie.	Hydro-Québec
Anse Saint-Jean	0,45	1957	1987	en service	Saguenay-Lac-Saint-Jean	Remise en service en 1995.	Hydro-Morin inc.
Armagh	0,3	1921	1930	vestige	Chaudière-Appalaches		Hydro-Québec
Arthurville	0,8	1993			Chaudière-Appalaches	Centrale au fil de l'eau	Algonquin Power Trust / Algonquin Power Fund (Canada) inc.
Ayers-1	4,71	1929			Laurentides	Centrale au fil de l'eau	Ayers limitée
Ayers-2	1,05	1994			Laurentides	Centrale au fil de l'eau	Ayers limitée
Baie Saint-Paul	0,8	1898	1970	désaffectée	Capitale-Nationale	Rare. Remise en service en 1997.	Société d'énergie de Baie-Saint-Paul inc.
Barrage Gouin		1917			Mauricie	Le réservoir Gouin est le site de la première mise en réserve d'eau à des fins de production hydroélectrique en cascade. Le plus grand réservoir au monde au moment de sa création. La première intervention gouvernementale de support à une compagnie d'hydroélectricité. La première intervention sur un territoire situé hors de l'oekumène.	

³¹ Pour les centrales qui ont été remises en service, il s'agit de la fin de la première période d'exploitation.

Inventaire des installations hydroélectriques du Québec

Installation	MW	Début	Fin ³¹	État	Région	Commentaires	Responsabilité
Barrage-Larocque	9,9	1903	1970		Estrie	Centrale au fil de l'eau. Remise en service en 1997.	Hydro Bromptonville inc. / Kruger
Beauharnois 1-2-3	1658	1932		en service	Montérégie	Site désigné en 1990 comme lieu historique national par la Commission des lieux et monuments historiques du Canada. Le site de Beauharnois comporte la plus importante canalisation hors lit en vue de l'alimentation d'une centrale (1932) et le seul canal d'amenée hors lit utilisé à des fins de navigation commerciale (1959). Au moment de sa construction, la plus puissante capacité prévue au Québec (atteinte en 1960, 1604 MW). Peut être parmi les plus longues centrales hydroélectrique au monde. Demeure la centrale la plus puissante au Québec de 1935 à 1943 et de 1949 à 1979.	Hydro-Québec
Beaumont	270	1958		en service	Mauricie	Pas de salle des machines. Les alternateurs sont placés dans des logements individuels aménagés dans le béton du barrage.	Hydro-Québec
Belding	1,6	1910			Estrie		Ville de Coaticook
Belle-Rivière	1	1901	1969	vestige	Saguenay-Lac-Saint-Jean	Remise en service en 1993.	Société d'énergie Belle-Rivière inc.
Bersimis-1	1125	1956		en service	Côte-Nord	Installation la plus ancienne de la région encore en service. La première installation importante construite et à avoir contribué significativement à l'essor de la Côte Nord.	Hydro-Québec
Bersimis-2	845	1959		en service	Côte-Nord		Hydro-Québec
Bésy	18	2006		en	Saguenay-Lac-	Centrale au fil de l'eau	Abitibi

Inventaire des installations hydroélectriques du Québec

Installation	MW	Début	Fin ³¹	État	Région	Commentaires	Responsabilité
				service	Saint-Jean		Consolidated inc.
Bird-1	2	1937	1994		Capitale-Nationale	Centrale au fil de l'eau. Remisen service en 1994.	Fiducie R.S.P. Hydro inc.
Bird-2	2,78	1995		en service	Capitale-Nationale	Centrale au fil de l'eau	Fiducie R.S.P. Hydro inc.
Brisay	469	1993		en service	Nord-du-Québec		
Brown Corporation	3,1	1909	1931	vestige	Mauricie		Hydro-Québec
Bryson / Rocher Fendu	61	1925		en service	Laurentides		Hydro-Québec
Buckingham	11,15	1914	1994		Outaouais	Rare. Remise en service en 1994.	Fiducie Boralex Énergie / Boralex inc.
Calumet				vestige	Laurentides	Vestiges d'intérêt : ancrages du barrage, conduite d'acier, centrale de bois, équipements divers, 1906.	
Canal Lachine		1905	1975	vestige	Montréal	Menacé. Vestige d'intérêt : canal d'amenée, barrage à claire-voie, fondations centrale, 1905.	
Canal Soulanges		1906	1931	désaffectée	Montérégie	Bâtiment d'intérêt.	
Carillon	752	1962		en service	Laurentides	La plus puissante centrale sur la rivière des Outaouais.	Hydro-Québec
Cascades-Savard	0,025	1988			Côte-Nord	Centrale au fil de l'eau	Restaurant Relais-Gabriel enr.
Centrale hydroélectrique Déry		1920		en service	Capitale-Nationale	Propriété privée de Cascade R.S.P. Hydro. Moulin à farine de 1843 converti en centrale hydroélectrique.	Cascade

Inventaire des installations hydroélectriques du Québec

Installation	MW	Début	Fin ³¹	État	Région	Commentaires	Responsabilité
Chambly	16,1	1899	1952	vestige	Montérégie	Installation la plus ancienne de la région. Au moment de sa mise en service, la plus puissante des installations au Québec (16,1 MW). Vestiges d'intérêt : Fondations en béton de la centrale.	Hydro-Québec
Château d'Eau							
Chaudière	3,6	1901	1970	vestige	Chaudière-Appalaches	Le premier câble sous-fluvial à avoir été installé au Québec pour le transport de l'électricité.	Hydro-Québec
Chelsea	153	1927		en service	Outaouais		Hydro-Québec
Chicoutimi	8,2	1923			Saguenay-Lac-Saint-Jean	Réservoir	Abitibi-Consolidated
Chute-à-Caron	224	1931			Saguenay-Lac-Saint-Jean	Centrale au fil de l'eau	Groupe Alcan
Chute-à-la-Savane	248,9	1952			Saguenay-Lac-Saint-Jean	Centrale au fil de l'eau	Groupe Alcan
Chute-Allard	62	2008		en service	Mauricie	Centrale au fil de l'eau	Hydro-Québec
Chute-à-Magnan	7,7	1994			Mauricie	Centrale au fil de l'eau	Concept Éco-Plein-Air Le Baluchon inc. / Innergex inc.
Chute-aux-Galets	13,6	1921			Saguenay-Lac-Saint-Jean	Réservoir.	Abitibi-Consolidated inc.
Chute-Bell	10	1915		fermée	Laurentides	Une petite turbine à conduite forcée.	Hydro-Québec
Chute-Blanche	1,5	1998		enservice	Saguenay-Lac-Saint-Jean	Centrale au fil de l'eau	Hydro-Morin (S.E.N.C.)
Chute-Burroughs	2	1930		fermée	Montérégie		Hydro-Québec
Chute-des-Chats	89	1931		en service	Outaouais		Hydro-Québec et Ontario Power Generation Hydro

Inventaire des installations hydroélectriques du Québec

Installation	MW	Début	Fin ³¹	État	Région	Commentaires	Responsabilité
Chute-des-Passes	833	1959			Saguenay-Lac-Saint-Jean	Centrale au fil de l'eau	Groupe Alcan
Chute-du-Diable	224	1952			Saguenay-Lac-Saint-Jean	Centrale au fil de l'eau	Groupe Alcan
Chute-Garneau	2,2	1925		fermée	Saguenay-Lac-Saint-Jean		Hydro-Québec
Chute-Hemmings	28	1925		en service	Montérégie		Ville de Saguenay
Chutes-à-Gorry	10,8	1993	1994		Capitale-Nationale	Centrale au fil de l'eau. Remise en service en 1997.	Société d'énergie Columbus inc.
Chutes-de-la-Chaudière (voir aussi Chaudière)	25	1900	1970	en service	Chaudière-Appalaches	Centrale au fil de l'eau. Remise en service en 1999.	Innergex, SOCUM / Innergex inc.
Chutes-Wilson	0,9	1924	1973	vestige	Laurentides		Hydro-Québec
Club Bataram	0,1	?			Capitale-Nationale	Centrale au fil de l'eau	Pourvoirie Charlevoix
Club des Alcaniens	0,02	1981			Mauricie	Centrale au fil de l'eau	Club des Alcaniens Shawinigan inc.
Coaticook		ca 1920		en service	Estrie	Rare	
Corbeau	1,9	1926	1983	désaffectée	Laurentides		Hydro-Québec
Côte-Sainte-Catherine-1	2,01	1989			Montérégie	Centrale au fil de l'eau	Électricité Algonquin (Mont-Laurier) SOCUM / Algonquin Power Fund (Canada) inc.
Côte-Sainte-Catherine-2	4,5	1993			Montérégie	Centrale au fil de l'eau	Électricité Algonquin (Mont-Laurier) SOCUM / Algonquin Power Fund (Canada) inc.)
Côte-Sainte-Catherine-3	4,5	1995			Montérégie	Centrale au fil de l'eau	Électricité Algonquin (Mont-Laurier) SOCUM / Algonquin Power Fund (Canada) inc.

Inventaire des installations hydroélectriques du Québec

Installation	MW	Début	Fin ³¹	État	Région	Commentaires	Responsabilité
Coutu				vestige		Vestiges d'intérêt : Barrage et centrale, 1925.	
Daniel-Larocque	2,4	1912	1987		Laurentides	Centrale au fil de l'eau. Remise en service en 1987. Augmentation de la capacité à 3,11.	Électricité Algonquin (Mont-Laurier), SOCUM / Algonquin Power Fund (Canada) inc.
De l'Épicier				vestige		Vestiges d'intérêt: Barrage de béton et fondations, 1915.	
Des Cèdres	135	1914		en service	Montérégie	Installation la plus ancienne de la région encore en service. Au moment de sa mise en service, la plus puissante installation au Québec (74,8 MW). Au moment de sa construction, la plus puissante capacité prévue au Québec (atteinte en 1924, 162 MW). La première installation résultant de l'alliance entre la Shawinigan Water & Power et la Montreal Light, Heat & Power. La première installation construite par le service d'ingénierie de la SWCP pour une autre compagnie. La première installation construite en vue d'une exportation massive de sa production à l'extérieur du Québec (alimentation de l'Alcoa à Massena, État de New York).	Hydro-Québec
Deschênes	2,5	1896	1927	vestige	Laurentides	Installation la plus ancienne de la région.	Hydro-Québec
Disraeli	3	1904	1951	vestige	Chaudière-Appalaches		Hydro-Québec
Donnacona	4,4	1913	1978		Capitale-Nationale	Centrale au fil de l'eau. Remise en service en 1997.	Société Hydro-Donnacona S.E.N.C. / Algonquin Power Fund (Canada)
Drummond	1,04	1928	1965		Estrie	Centrale au fil de l'eau. Remise en service en 1965.	Ville de Sherbrooke

Inventaire des installations hydroélectriques du Québec

Installation	MW	Début	Fin ³¹	État	Région	Commentaires	Responsabilité
Drummondville	16	1919		en service	Centre-du-Québec	Citée comme monument historique. Installation la plus ancienne de la région encore en service. Anciennement propriété de Southern Canada Power.	Hydro-Québec
Dufferin	40,64	1958			Outaouais	Centrale au fil de l'eau	Énergie la lièvre SOCOM / Énergie Brookfield inc.
E.B Eddy-1		1902	1912	vestige	Outaouais	Cette centrale était située à proximité de Hull-1.	
E.B. Eddy-2		1912		désaffecté	Outaouais	Cette centrale a été construite sur les ruines de E.B. Eddy-1.	
East Angus	2,17	1899	1972		Estrie	Centrale au fil de l'eau. Remise en service en 1993.	Forces Motrices Saint-François inc. / Boralex inc.
Eastmain-1	480	2006		en service	Nord-du-Québec		Hydro-Québec
Eustis	0,76	1903			Estrie	Menacée	Ville de Sherbrooke
Farhnam	0,9	1911	1963	vestige	Montréal		
Fraser	2,3	1992			Bas-Saint-Laurent	Centrale au fil de l'eau	Hydro-Fraser
Frontenac	2,16	1888		en service	Estrie	La plus vieille centrale encore en activité au Québec.	Ville de Sherbrooke
Gayhurst				vestige	Estrie	Menacée	
Glenford (Chute-Ford)	4,2	1930	1969		Capitale-Nationale	Centrale au fil de l'eau. Remise en service en 1995.	Algonquin Power Fund (Canada)
Gouin (reservoir) (voir aussi Barrage Gouin)	0,6	1975		en service	Mauricie		Hydro-Québec
Grandby				vestige	Montréal	Rare	

Inventaire des installations hydroélectriques du Québec

Installation	MW	Début	Fin ³¹	État	Région	Commentaires	Responsabilité
Grand-Mère	105	1916		en service	Mauricie	Au moment de sa construction, la seconde plus puissante capacité prévue au Québec (atteinte en 1930, 150 MW). Contribution significative au développement de la ville de Grand-Mère. Une importante partie de la production alimente la Consolidated Bathurst. L'architecture de cette centrale est inspirée du style gothique de la cathédrale d'Albi en France.	Hydro-Québec
Guay				vestige		Vestiges d'intérêt: Barrage à claire-voie et centrale de bois, avant 1928.	
Hart-Jaune	50	1960		en service	Côte-Nord		Hydro-Québec
High-Falls	91,38	1929		vestige	Outaouais		Énergie la lièvre SOCOM / Énergie Brookfield inc.
Hull-1	8,5	1902	1969	désaffectée	Outaouais	Centrale construite par la Ottawa-Hull Power Co.	Hydro-Québec
Hull-2	12	1913		en service	Outaouais	Installation la plus ancienne encore en service de la région.	Domtar inc.
Huntingville	0,3	1996		en service	Estrie	Centrale au fil de l'eau	Boralex inc. (Groupe Cascades)
Île-aux-Chats	0,3	1906	1928	vestige	Laurentides		Hydro-Québec
Isle-Maligne	454	1926		nd	Saguenay-Lac-Saint-Jean	Au moment de sa mise en service, la plus puissante installation au Québec (224 MW). Au moment de sa construction, la plus puissante capacité prévue au Québec (atteinte en 1937, 336 MW).	Groupe Alcan
Jean-Guérin	5,88	1998		en service	Chaudière-Appalaches	Centrale au fil de l'eau	Société d'Énergie Columbus inc.
Jim-Gray	63	1953			Saguenay-Lac-Saint-Jean	Réservoir	Abitibi- Consolidated inc.

Inventaire des installations hydroélectriques du Québec

Installation	MW	Début	Fin ³¹	État	Région	Commentaires	Responsabilité
Joey-Tanenbaum	17	1994			Outaouais	Centrale au fil de l'eau	Coulange Énergie, SOCUM / Hydro-Pontiac inc.
Jonquière	4,85	1917	1996		Algonquin Power fund (Canada)	Centrale au fil de l'eau. Remise en service en 1998.	Abitibi-Consolidated inc.
Jonquière-1	4,5	1906	1988		Saguenay-Lac-Saint-Jean	Rare. Remise en service en 1996.	Ville de Saguenay
Kénogami					Saguenay-Lac-Saint-Jean	Menacée	
Kipawa	17,1	1919	1969	désaffectée	Abitibi-Témiscamingue	Contribution significative à l'industrialisation et à la naissance de la ville de Témiscaming. Installation la plus ancienne de la région.	Hydro-Québec
Lachine	11,7	1898	1931	vestige	Montréal	Au moment de sa mise en service, la plus puissante des installations au Québec (7,5 MW). Installation la plus ancienne de la région. Vestige d'intérêt : digue latérale à claire-voie 1896. Parc municipal.	Hydro-Québec
Lac-Mégantic				vestige	Estrie	Rare	
Lac-Robertson	21	1995		en service	Côte-Nord		Hydro-Québec
Laforge-1	878	1993		en service	Nord-du-Québec		Hydro-Québec
Laforge-2	319	1996		en service	Nord-du-Québec		Hydro-Québec
La-Gabelle	129	1924		en service	Mauricie	La plus basse chute exploitée sur le Saint-Maurice. Elle possède des turbines à hélice.	Hydro-Québec
La-Grande-1	1436	1994		en service	Nord-du-Québec	Centrale au fil de l'eau	Hydro-Québec
La-Grande-2-A	2106	1991		en service	Nord-du-Québec		Hydro-Québec
La-Grande-3	2418	1982		en	Nord-du-		Hydro-Québec

Inventaire des installations hydroélectriques du Québec

Installation	MW	Début	Fin ³¹	État	Région	Commentaires	Responsabilité
				service	Québec		
La-Grande-4	2779	1984		en service	Nord-du-Québec		Hydro-Québec
La-Grande-Dame	1,65	1912			Estrie	Centrale au fil de l'eau	Ville de Magog
La-Loutre	0,8	1917	1975	vestige	Mauricie	Menacée. Près des installations du réservoir Gouin.	Hydro-Québec
Laniel					Abitibi-Témiscamingue	Menacée	
La-Pulpe	3,74	1997		en service	Bas-Saint-Laurent	Centrale au fil de l'eau	Fiducie Boralex Énergie / Boralex inc.
La-Sarre-1	1	1918	1964	vestige / en service	Abitibi-Témiscamingue	Remise en service en 1994.	Centrale hydroélectrique La Sarre 1 / Hydro-Abitibi inc.
La-Sarre-2	0,8	1939	1965	vestige	Abitibi-Témiscamingue	Vestige menacé. Remise en service en 1995.	Centrale hydroélectrique La Sarre 2 / Hydro-Abitibi inc.
La-Tuque	220	1940		en service	Mauricie	Alimente La Tuque et ses environs ainsi que la scierie de la CIP.	Hydro-Québec
Lebreux	1	1929	1975	en service	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Centrale au fil de l'eau. Remise en service en 1995.	Hydro Canomore inc.
Little-A	0,2	1902	1931	vestige	Mauricie		Hydro-Québec
Little-B	0,7	1913	1931	vestige	Mauricie		Hydro-Québec
Low	0,25	1994			Outaouais	Centrale au fil de l'eau	Hydro Low inc.
Magog					Estrie	Rare	
Magpie	1,8	1961		en service	Côte-Nord	Capacité augmentée en 2007 à 40,6	Hydro-Québec et Magpie SOCOM
Manic-1	184	1966		en service	Côte-Nord		Hydro-Québec

Inventaire des installations hydroélectriques du Québec

Installation	MW	Début	Fin ³¹	État	Région	Commentaires	Responsabilité
Manic-2	1024	1965		en service	Côte-Nord	Plus grand barrage-poids évidé au monde. Ses 8 groupes la place au 7e rang dans le parc d'équipement d'Hydro-Québec.	Hydro-Québec
Manic-3	1244	1975		en service	Côte-Nord		Hydro-Québec
Manic-5	1528	1970		en service	Côte-Nord	Chantier et réalisation ayant incarné le savoir-faire d'Hydro-Québec suite à la deuxième nationalisation. Le plus grand barrage à voûte et contreforts au monde.	Hydro-Québec
Manic-5-PA	1064	1989		en service	Côte-Nord		
Maquatua	1,1	1985			Nord-du-Québec	Centrale au fil de l'eau	Corporation Sakami Eeyou
Marches Naturelles	1,5	1908	1966	en service	Capitale-Nationale	Fermée entre 1966 et 1995. Remise en service en 1995. Augmentation de la capacité à 4,6.	Société en comandite Boralex Énergie / Boralex inc.
Masson	119,36	1933			Outaouais	Centrale au fil de l'eau	Énergie la lièvre SOCOM / Énergie Brookfield inc.
McCormick	350,38	1952		en service	Côte-Nord	Centrale au fil de l'eau	Compagnie Hydroélectrique Manicouagan/ Abitibi-Consolidated inc.
McDougall	8,4	1925			Capitale-Nationale		Fiducie R.S.P. Hydro inc.
Meilleur (Val Barette)	0,41	1914			Outaouais		Hydro Meilleur inc.
Memphrémagog	1,8	1911			Estrie	Réservoir	Ville de Magog
Mercier	50,5	2007		en service	Outaouais		Hydro-Québec
Minashtuk	12	2000		en service	Saguenay-Lac-Saint-Jean	Centrale au fil de l'eau	Minashtuk SOCOM / Hydro-Ilnu inc.

Inventaire des installations hydroélectriques du Québec

Installation	MW	Début	Fin ³¹	État	Région	Commentaires	Responsabilité
Mitis-1	6,4	1923		en service	Bas-Saint-Laurent	Elle est à la fois la plus ancienne de la région et également la plus ancienne encore en service. Construite en 1923 avec une capacité de 6,4 MW, elle semble avoir été réaménagée en 1947 avec une capacité réduite à 4,3 MW. Elle aurait été fermée en 1984, puis remise en service en 1993.	Hydro-Québec
Mitis-2	4,2	1947		en service	Bas-Saint-Laurent	Remise en service en 1992.	Hydro-Québec
Mont-Laurier				désaffectée	Laurentides	Rare	
Montmagny	2,1	1901	1968	en service	Chaudière-Appalaches	Centrale au fil de l'eau. Remise en service en 1996.	Innergex Montmagny SOCOM
Montmorency (voir aussi Sault Montmorency)		1894	1964	vestige	Capitale-Nationale	Site classé monument historique. Le premier édifice à être construit au Québec à la seule fin de production hydroélectrique. Vestiges d'intérêt: centrale de pierre 1992-94.	
Moulin de Lachute					Laurentides	Rare	
Moulin Melbourne	0,075	2003		en service	Estrie	Centrale au fil de l'eau	9067-8780 Québec inc.
Moulin-aux-Abénaquis	0,18	1997			Chaudière-Appalaches	Centrale au fil de l'eau	9070-3075 Québec inc.
Murdock Wilson	52	1957			Saguenay-Lac-Saint-Jean	Rare	Abitibi-Consolidated inc.

Inventaire des installations hydroélectriques du Québec

Installation	MW	Début	Fin ³¹	État	Région	Commentaires	Responsabilité
Northern Aluminium Company	11	1901	1949	désaffectée	Mauricie	La vallée du Saint-Maurice est le premier territoire mis en valeur sur un mode intégré à des fins hydroélectriques (à partir de 1901). La première centrale d'importance (22 MW) à être construite par une entreprise privée autre qu'une compagnie d'électricité. Plus ancienne centrale de Shawinigan et qui fait partie de la Cité de l'Énergie.	Hydro-Québec
Ontachiway	0,18	1925			Saguenay-Lac-Saint-Jean	Réservoir	Abitibi-Consolidated inc.
Outardes Falls				vestige	Côte-Nord	Menacée	
Outardes-2	472	1978		en service	Côte-Nord		Hydro-Québec
Outardes-3	1891	1969		en service	Côte-Nord		Hydro-Québec
Outardes-4	639	1969		en service	Côte-Nord		Hydro-Québec
Papineau				vestige	Outaouais	Vestiges d'intérêt: fondations de la centrale, 1905.	
Paton	1,64	1927			Estrie	Centrale au fil de l'eau	Ville de Sherbrooke
Paugan	201,9	1928		en service	Laurentides	Au moment de sa mise en service, la seconde plus puissante installation au Québec (177,5 MW). Au moment de sa construction, la seconde plus puissante capacité prévue au Québec (atteinte en 1931, 201,9 MW). Deuxième grande installation construite en vue de l'exportation hors Québec (marché urbain de l'Ontario).	Hydro-Québec
Penman's				désaffectée		Rare	
Pentecôte	2,01	1999			Côte-Nord	Centrale au fil de l'eau	Pouvoir Riverin inc. (société en commandite)

Inventaire des installations hydroélectriques du Québec

Installation	MW	Début	Fin ³¹	État	Région	Commentaires	Responsabilité
Péribonka	385	2008		en service	Saguenay-Lac-Saint-Jean		Hydro-Québec
Petite High Falls	0,5	1999			Outaouais	Centrale au fil de l'eau	Hydro Norbyco (1995) inc.
Petites Bergeronnes 1	0,8	1954	1966	vestige	Côte-Nord	Installation la plus ancienne de la région.	Hydro-Québec
Petites Bergeronnes 2	1	1957	1963	vestige	Côte-Nord	Remise en service en 1994. Augmentation de la capacité à 4,20.	Société d'énergie Columbus inc.
Pont-Arnaud	5,5	1912	1965	fermée	Saguenay-Lac-Saint-Jean	Installation la plus ancienne de la région.	Ville de Saguenay
Portneuf-1	7,47	1996			Côte-Nord	Centrale au fil de l'eau	Innergex, SOCOM / Innergex inc.
Portneuf-2	11,73	1996			Côte-Nord	Centrale au fil de l'eau	Innergex, SOCOM / Innergex inc..
Portneuf-3	7,47	1996			Côte-Nord	Centrale au fil de l'eau	Innergex, SOCOM / Innergex inc.
Pouvoirie Domaine Touristique La Tuque inc.	0,05	2002			Mauricie	Centrale au fil de l'eau	Pouvoirie Domaine Touristique La Tuque inc.
Powerscourt	0,1	1915	1927	vestige	Montréal		Hydro-Québec
Première Chute	130	1968		en service	Abitibi-Témiscamingue	Centrale jumelle de la centrale Rapides-des-îles.	Hydro-Québec
Proulxville	0,1	1907	1921	vestige	Mauricie		Hydro-Québec
Rapide-2	48	1954		en service	Abitibi-Témiscamingue	Centrale au fil de l'eau	Hydro-Québec
Rapide-7	57	1941		en service	Abitibi-Témiscamingue	La première installation hydroélectrique à être construite par le Gouvernement du Québec.	Hydro-Québec
Rapide-Blanc	183,6	1934		en service	Mauricie	La première installation hydroélectrique construite hors de l'oekumène. Passe à billes désaffectée, quelques maisons construites pour les ouvriers bâtisseurs ont été conservées.	Hydro-Québec

Inventaire des installations hydroélectriques du Québec

Installation	MW	Début	Fin ³¹	État	Région	Commentaires	Responsabilité
Rapide-des-Cèdres	9,3	2005		en service	Outaouais	Centrale au fil de l'eau	Énergie la Lièvre, SOCUM
Rapide-des-Coeurs	76	2008		en service	Mauricie	Centrale au fil de l'eau	Hydro-Québec
Rapides-des-Îles	147	1966		en service	Abitibi-Témiscamingue		Hydro-Québec
Rapides-des-Quinze-1	37,6	1923		en service	Abitibi-Témiscamingue	Installation la plus ancienne de la région encore en service. Contribution à l'essor de l'industrie minière de l'Abitibi. Une turbine Francis et une enceinte à croisillons d'un alternateur 25 cycles de cette centrale sont exposés au parc municipal d'Angliers.	Hydro-Québec
Rapides-des-Quinze-2	52	1951		en service	Abitibi-Témiscamingue		Hydro-Québec
Rapides-Farmers	98,2	1927		en service	Outaouais		Hydro-Québec
Rawdon	2,6	1906, 1928	1985	en service	Lanaudière	Remise en service en 1994.	Algonquin Power Fund (Canada) inc.
Ripon				désaffectée	Outaouais	Menacée	
Rivière-des-Prairies	48	1929		en service	Laval	Usine-barrage qui fonctionne au fil de l'eau.	Hydro-Québec
Rivière-du-Loup	2,3	1928		en service	Bas-Saint-Laurent	Seule centrale de Hydro-Québec à avoir été équipée à la fois de groupes hydrauliques et de groupes thermiques. Fermée entre 1977 et 1995.	Hydro-Québec
Robert-Bourassa	5616	1979		en service	Nord-du-Québec	Le bassin de la rivière La Grande est le plus important bassin de mise en valeur hydroélectrique (à partir de 1972). La centrale Robert-Bourassa (autrefois LG-2) est la plus puissante installation réalisée à ce jour. À 140 mètres sous terre, la centrale est la plus grande centrale souterraine au monde.	Hydro-Québec

Inventaire des installations hydroélectriques du Québec

Installation	MW	Début	Fin ³¹	État	Région	Commentaires	Responsabilité
Rocher-de-Grand-Mère	230	2004		en service	Mauricie	Centrale au fil de l'eau	Hydro-Québec
Rock Forest	2,9	1911			Estrie	Rare	Ville de Sherbrooke
RSP-1	0,96	1954	1993		Côte-Nord	Centrale au fil de l'eau. Remise en service en 1993.	Fiducie Boralex Énergie / Boralex inc.
RSP-2	6	1995			Côte-Nord	Centrale au fil de l'eau	Fiducie Boralex Énergie / Boralex inc.
RSP-3	5,3	1995			Côte-Nord	Centrale au fil de l'eau	Fiducie Boralex Énergie / Boralex inc.
S.P.C.	38	1957			Saguenay-Lac-Saint-Jean	Réservoir.	Centrale S.P.C. inc / Elkem Métal Canada inc.
Saint-Alban-1	0,4	1916	1926	vestige	Capitale-Nationale	Vestiges d'intérêt: bief d'alimentation en béton et conduites d'acier, 1916.	
Saint-Alban-2	8,2	1927	1981	fermée	Capitale-Nationale	Cité comme monument historique. Grosse conduite d'aménée en bois, restaurée en 1996. Remise en service en 1996.	Algonquin Power Fund (Canada)
Saint-Elzéar	0,7	1929	1970	vestige	Bas-Saint-Laurent	Menacée	Hydro-Québec
Saint-Etienne				désaffectée		Rare	
Saint-Gabriel	2,2	1899	1961	vestige	Capitale-Nationale	Rare	Hydro-Québec
Saint-Georges-de-Beauce	0,3	1913	1929	vestige	Chaudière-Appalaches		Hydro-Québec
Saint-Jérôme	1,5	1888	1969	en service	Laurentides	Centrale au fil de l'eau. Remise en service en 1997.	Mini-Centrales de l'Est inc.
Saint-Jovite	0,3	1985			Laurentides	Centrale au fil de l'eau	Les Apôtres de l'Amour Infini

Inventaire des installations hydroélectriques du Québec

Installation	MW	Début	Fin ³¹	État	Région	Commentaires	Responsabilité
Saint-Lambert	6,2	1995		en service	Montérégie		Placements Énergétiques BLX inc. / Boralex inc.
Saint-Michel-des-Saints	0,5	1933	1948	vestige	Lanaudière	Vestiges d'intérêt: Fondations de la centrale et de la prise d'eau, (1928?).	Hydro-Québec
Saint-Narcisse-1	1	1897	1928	désaffectée	Mauricie	Classée monument historique. Installation la plus ancienne de la région. Au moment de sa construction, la plus longue ligne de transport de l'Empire britannique (27 km). Vestiges d'intérêt: barrage de maçonnerie (1897) et centrale de pierre (1904).	Hydro-Québec
Saint-Narcisse-2	15	1926		en service	Mauricie	Cheminée d'équilibre en forme de rotonde avec machicoulis.	Hydro-Québec
Saint-Paul	0,52	1986			Estrie	Centrale au fil de l'eau	Ville de Coaticook
Saint-Raphaël	3,45	1921	1982	en service	Chaudière-Appalaches	Remise en service en 1994. Elle est la plus ancienne installation encore en service de la région.	Algonquin Power Fund (Canada) inc.
Saint-Raymond-de-Portneuf	0,2	1914	1926	vestige	Capitale-Nationale		Hydro-Québec
Saint-Timothée				désaffectée	Montérégie	Potentiellement rare et menacée	
Sainte-Adèle	1,4	1924	1973	vestige	Laurentides	Parc municipal.	Hydro-Québec
Sainte-Brigitte-des-Saults	4,5	1994			Centre-du-Québec	Centrale au fil de l'eau	Algonquin Power Fund (Canada) inc.
Sainte-Cécile				vestige		Menacée	
Sainte-Émilie-de-l'Énergie				vestige	Lanaudière	Vestiges d'intérêt: barrage à claire-voie, conduite d'acier, fondations de la centrale, 1921.	
Sainte-Marguerie-1	8,08	1908	1967		Côte-Nord	Centrale au fil de l'eau. Remise en service en 1993.	Hydrowatt SM-1 inc.
Sainte-Marguerie-1-A	19,28	2002			Côte-Nord	Centrale au fil de l'eau	Fiducie Sainte-Marguerite

Inventaire des installations hydroélectriques du Québec

Installation	MW	Début	Fin ³¹	État	Région	Commentaires	Responsabilité
Sainte-Marguerite-2	17,9	1954			Côte-Nord	Centrale au fil de l'eau	Compagnie Gulf Power / Compagnie minière IOC
Sainte-Marguerite-3	884	2003		en service	Côte-Nord		
Sainte-Martine				vestige	Montérégie	Vestiges d'intérêt: Canal d'aménée en maçonnerie, fondations en béton de la centrale, turbines, 1909.	
Sainte-Thérèse				vestige		Vestiges d'intérêt : fondations du barrage-centrale en béton, 1910.	
Sainte-Ursule		0,1	1914	1924	vestige	Mauricie	Hydro-Québec
Sault Montmorency (voir aussi Montmorency)	3,7	1885	1894	vestige	Capitale-Nationale	Installation la plus ancienne de la région. Le lieu de naissance de l'hydroélectricité produite commercialement au Québec.	Hydro-Québec
Sept-Chutes	21,6	1916	1984	en service	Capitale-Nationale	Un des sites de petites installations parmi les plus pittoresques. La centrale a été remise en service en 1999.	Hydro-Québec
Shawinigan-1	43,6	1901	1949	vestige	Mauricie	Un des premiers sites à avoir été considérablement remanié aux fins de production hydroélectrique. Au moment de sa construction, la plus puissante capacité prévue au Québec (atteinte en 1909, 43,6 MW). La ligne de transport Shawinigan - Montréal (1902) devient la plus longue au Québec. La première réalisation de la Shawinigan Water & Power Company. Implication directe de la SWPC dans la création, le développement et l'industrialisation de la ville de Shawinigan. Fait partie de la Cité de l'Énergie.	Hydro-Québec

Inventaire des installations hydroélectriques du Québec

Installation	MW	Début	Fin ³¹	État	Région	Commentaires	Responsabilité
Shawinigan-2	200	1911, 1922, 1948		en service	Mauricie	Installation la plus ancienne de la région encore en service. Au moment de sa construction, la plus puissante capacité prévue au Québec (atteinte en 1914, 73 MW). Cette centrale partage, avec la centrale Abénakis de Sherbrooke, le titre de la plus ancienne centrale en service continu sans transformation significative. La centrale Frontenac (1896), propriété d'Hydro-Sherbrooke, est la plus ancienne centrale hydroélectrique en service au Québec, mais elle a été rééquipée et modifiée à de nombreuses reprises entre l'année de sa mise en service et 1917. Fait partie du circuit de visite de la Cité de l'Énergie.	Hydro-Québec
Shawinigan-3	184	1948		en service	Mauricie	Seul exemple de passe à billes de type déversoir à double vanne.	Hydro-Québec
Sherbrooke Street Railway Co.		1896	1936	vestige	Estrie	En aval du barrage no.4 sur la rive droite de la rivière Saint-François ?. Vestiges du canal de fuite construit dans le lit de la rivière à même les affleurements rocheux et partie d'un mur d'un ancien bâtiment.	
Shipshaw	920	1943		en service	Saguenay-Lac-Saint-Jean	Au moment de sa mise en service et jusqu'en 1949, la plus puissante installation au Québec (597 MW). La plus importante centrale hydroélectrique de la compagnie Alcan au Saguenay.	Groupe Alcan
Soulanges	11,9	1906	1931	vestige	Montréal	Vestiges d'intérêt : fondations du barrage et de la centrale en béton, 1901-1906.	Hydro-Québec
T.-D.-Bouchard	2,55	1929	1974	en service	Montréal	Centrale au fil de l'eau. Remise en service en 1994.	Algonquin Power Fund (Canada) inc.

Inventaire des installations hydroélectriques du Québec

Installation	MW	Début	Fin ³¹	État	Région	Commentaires	Responsabilité
Table-Falls	1,2	1902	1931	vestige	Laurentides	Vestiges d'intérêt: mur longitudinal à claire-voie, fondations de la centrale en béton, 1902.	Hydro-Québec
Temiscamingue				vestige	Abitibi-Témiscamingue	Menacée	
Thibodeau-Ricard	4,9	1901	1932		Mauricie	Centrale au fil de l'eau. Remise en service en 1997.	Thibodeau-Ricard
Thurso				vestige	Outaouais	Menacée	
Toulnostouc	526	2005		en service	Mauricie	Réservoir	Hydro-Québec
Trenche	302	1950		en service	Mauricie	Les conduites forcées sont visibles car ni creusées ni recouverte de béton.	Hydro-Québec
Valleyfield				vestige	Montréal	Vestige d'intérêt : centrale de pierre, 1900.	
W.-R.-Beatty	11,65	1917	1995	en service	Outaouais	Centrale au fil de l'eau. Remise en service en 1995.	Waltham Énergie, SOCUM / Hydro-Pontiac inc.
Weedon	4,49	1915			Estrie	Menacée, possiblement rare	Ville de Sherbrooke
Westbury	4,33	1929			Estrie	Centrale au fil de l'eau	Ville de Sherbrooke
Windsor	6,5	1936	1982		Estrie	Réservoir. Remise en service en 1996	Hydro-Windsor SOCOM / Innergex inc.
Winneway (Bellevue)	2,09	1938	1993		Abitibi-Témiscamingue	Centrale au fil de l'eau. Remise en service en 1993.	Algonquin Power Fund (Canada)
Winston	1,65	2007		en service	Bas-Saint-Laurent		Winston Hydro inc.

Centrales thermiques et nucléaires							
Installation	MW	Début	Fin	État	Région	Commentaires	Responsabilité
Becancour	428	1992		en service	Centre-du-Québec		Hydro-Québec
Cadillac	162	1976		en service	Abitibi-Témiscamingue		Hydro-Québec
La Citière	280	1979		en service	Montréal		Hydro-Québec
Gentilly-2	675	1983		en service	Centre-du-Québec		Hydro-Québec
Tracy	600	1964		en service	Montréal		Hydro-Québec
Les Îles de la Madeleine		1991		en service	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	La plus grande centrale à moteur diesel au Québec.	Hydro-Québec

ANNEXE 3

Inventaire des sites archéologiques industriels au Québec
expertisés par Parcs Canada

Inventaire des sites archéologiques industriels au Québec expertisés par Parcs Canada

No Site	Nom site	Propriétaire	Remarque	Code Borden	Ville	Type d'occupation	Artefacts
2G	L.H.N.C. Cartier-Brébeuf, Québec	Parcs Canada	centre d'interprétation ; expositions visites guidées; activités éducatives		Québec	religieuse; domestique; agricole; industrielle; artisanale	
9G	L.H.N.C. de Coteau-du-Lac, Coteau-du-Lac	Parcs Canada	centre d'interprétation ; expositions visites guidées; activités éducatives ; site désigné d'importance historique nationale en 1923	BhFn-1	Coteau-du-Lac	militaire; commerciale; industrielle; agricole	
23G	Parc national Forillon, Penouille (Anse-au-Griffon, Petit-Gaspé, Cap-des-Rosiers) dorénavant limité à Penouille	Parcs Canada	Ce site fait partie intégrante du Parc national du Canada Forillon (voir 2000G Forillon général); incluait auparavant Anse-au-Griffon, Petit-Gaspé, Cap-des-Rosiers;		Gaspé	domestique; industrielle (pêche); combinée	présence d'artefacts
25G	L.H.N.C. des Forges-du-Saint-Maurice, Trois-Rivières	Parcs Canada	désigné LHN en 1920; centre d'interprétation; visites guidées; programme scolaire;		Trois-Rivières	domestique; agricole; industrielle	
26G	Forges Grondin, Saint-Boniface-de-Shawinigan	inconnu	campagne de prospection arch de 5 mois effectuée en 1983 par l'UQTR en Mauricie: aux forges Grondin, de l'Îlet et Radnor ;état de la technologie utilisée et description des vestiges; ce n'est pas un site de Parcs Canada;		St-Boniface	industrielle	

Inventaire des sites archéologiques industriels au Québec expertisés par Parcs Canada

No Site	Nom site	Propriétaire	Remarque	Code Borden	Ville	Type d'occupation	Artefacts
27G	Forges Radnor, Champlain	inconnu	campagne de prospection arch de 5 mois effectuée en 1983 par l'UQTR en Mauricie: aux forges Grondin, de l'Îlet et Radnor ;état de la technologie utilisée et description des vestiges; ce n'est pas un site de Parcs Canada;		Saint-Maurice	industrielle	
29G	Forges L'Islet, Mont-Carmel	inconnu	campagne de prospection arch de 5 mois effectuée en 1983 par l'UQTR en Mauricie: aux forges Grondin, de l'Îlet et Radnor ;état de la technologie utilisée et description des vestiges; ce n'est pas un site de Parcs Canada;		Notre-Dame-du-Mont-Carmel (près de Shawinigan)	industrielle	
84G	L.H.N.C. A.C. Davie, Lévis	Ville de Lévis	désigné et reconnu pour son importance historique et architecturale nationale par la CLMHN en 1990; outre le plan de halage le site comprend , un plan horizontal, une résidence, une écurie et un entrepôt et de nombreux vestiges	CeEt-711	Lévis	industrielle; domestique; administrative	présence d'artefacts

Inventaire des sites archéologiques industriels au Québec expertisés par Parcs Canada

No Site	Nom site	Propriétaire	Remarque	Code Borden	Ville	Type d'occupation	Artefacts
101G	Vieux Port, Pointe-à-Callière	Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal (Pointe-à-Callière) (Ville de Montréal)	Fouille du bâtiment; Parcs Canada a contribué au relevé mais pas aux fouilles archéologiques; site est présentement un musée d'histoire et d'archéologie; exposition et visites guidées; site relié à l'édifice des douanes et à la station de pompage Youville; site désigné d'importance historique nationale en 1924 par la CLMHC		Montréal	combinée, domestique, militaire (fort Ville-Marie); gouvernementale(résidence du gouverneur) religieuse(cimetière), industrielle, muséale	présence d'artefacts
102G	Vieux Port, moulin à vent entre l'écluse no. 2 et l'élévateur à grain no. 5, Montréal (utilisez dorénavant 611G)	Société du Vieux-Port de Montréal Inc.	Ce n'est pas un site de Parcs Canada; site situé sur le canal de Lachine entre écluse 2 et l'élévateur à grain no.5 (projet de mise en valeur des vestiges de l' élévateur à grain et du moulin à vent; intervention exploratoire 1990- 1991				présence d'artefacts

Inventaire des sites archéologiques industriels au Québec expertisés par Parcs Canada

No Site	Nom site	Propriétaire	Remarque	Code Borden	ville	Type d'occupation	Artefacts
103G	Vieux Port, secteur est, Montréal	Société du Vieux-Port de Montréal Inc.	Ce n'est pas un site de Parcs Canada; ce secteur comprend les jetées Victoria et Jacques-Cartier, le silo 2, ainsi que l'esplanade et le bassin Bonsecours; support du Service canadien des Parcs pour l'encadrement , l'expertise et le prêt de matériel spécialisé				
107G	L.H.N.C. du Canal de Lachine - Bassin 2 (utilisez dorénavant 612G - ponts et amont des pont; 601G - aval des ponts)	Parcs Canada	ce site regroupe : la pile-pivot du pont du CNR les murs nord et sud du secteur Bassin # 2, des vestiges reliés au complexe de la Redpath (caissons de bois), 40 bollards et 3 éléments d'utilité publique (une prise d'eau, un regard d'égout et un caisson d'une ou de plusieurs conduites de gaz)ca. 1930		Montréal	infrastructure de transport maritime et industrielle	

Inventaire des sites archéologiques industriels au Québec expertisés par Parcs Canada

No Site	Nom site	Propriétaire	Remarque	Code Borden	Ville	Type d'occupation	Artefacts
111G	L.H.N.C. du Canal de Lachine - Vieux Port, Montréal (utilisez dorénavant 610G, 611G ou 601G)	Parcs Canada	le site comprend le secteur entre l'entrée du canal jusqu'aux ponts CN-Wellington exclus; le secteur comprend donc : les écluses 1 et 2 nord, les écluses 1 et 2 sud, le bassin 1 nord et bassin 1 sud, l'Îlot central, la Pointe Windmill, le quai ouest du groupe des écluses nord, la zone à l'est de l'écluse 2 sud et finalement le quai ouest du bassin 2		Montréal	industriel, commercial, infrastructure de transport et de quaiage,	

Inventaire des sites archéologiques industriels au Québec expertisés par Parcs Canada

No Site	Nom site	Propriétaire	Remarque	Code Borden	Ville	Type d'occupation	Artefacts
118G	L.H.N.C. du Canal de Saint-Ours	Parcs Canada	autre l'écluse actuelle(1933), ce site comprend quelques vestiges de la première écluses tels: les murs formant l'entrée aval (visibles), le sas de la première écluse (remblayée); des caissons conducteurs (1912-14), les murs du canal actuel (ca. 1969), le barrage actuel (1969), résidence du maître-éclusier (1854-55), un petit hangar de pierre (1904-05), vestige de la première demeure du maître-éclusier (1844); vestiges associés à un moulin à farine (1845) situé près de la première écluse; exposition et visites guidées;		Saint-Ours	industrielle (moulin à farine) ; commerciale; gouvernementale (infrastructure de transport maritime)	présence d'artefacts
119G	Vieille pulperie de Chicoutimi, Chicoutimi	Ville de Chicoutimi	ce site est un LHNC non géré par Parcs Canada; exposition et visites guidées; regroupe 5 bâtiments; dédié à la préservation et la mise en valeur du patrimoine du Saguenay- Lac-Saint-Jean ainsi qu'à la diffusion de l'art et de l'histoire		Chicoutimi	industrielle; muséale	présence d'artefacts

Inventaire des sites archéologiques industriels au Québec expertisés par Parcs Canada

No Site	Nom site	Propriétaire	Remarque	Code Borden	Ville	Type d'occupation	Artefacts
171G	L.H.N.C. du Canal de Lachine - Chaufferie de la Consumers Cordage, Montréal quartier Pointe St-Charles (situé dans secteur 602G)	(édifice détruit en partie); maintenant Gestion canal St-Patrick	ce n'est pas un site de Parc Canada mais ce site est situé à proximité du canal de Lachine				présence d'artefacts
200G	L.H.N.C. des Fortifications de Québec (général - voir aussi 11G, 19G, 31G, 32G, 38G, 39G, 41G, 110G)	Parcs Canada	ce lieu est constitué de plusieurs emplacements situés à Québec, en Haute-ville et en Basse-ville, dans l'arrondissement de Beauport, le long du fleuve Saint-Laurent jusqu'à la rivière Montmorency, et à Lévis; expositions et visites guidées		Québec	militaire, industrielle (usine munitions), administrative (Palais de l'Intendant),	présence d'artefacts
500G	L.H.N.C. du Canal de Chambly	Parcs Canada	le canal Chambly a été désigné lieu historique national en 1929		Chambly	commerciale; militaire; agricole; industrielle; gouvernementale (voie de transport maritime)	
600G	L.H.N.C. du Canal de Lachine - Général (voir aussi 105G)	Parcs Canada	Voir 105G		Montréal	infrastructure de transport (maritime, terrestre, ferroviaire) industrielle; commerciale; religieuse;	présence d'artefacts

Inventaire des sites archéologiques industriels au Québec expertisés par Parcs Canada

No Site	Nom site	Propriétaire	Remarque	Code Borden	Ville	Type d'occupation	Artefacts
700G	Parc marin du Saguenay - Saint-Laurent (PMSSL)(maintenant 3000G)	Gouvernement du Canada et du Québec en association avec les intervenants du milieu	aucune information à ce no de site dans la banque de données		Tadoussac	domestique; industrielle	
2000 G	Parc national Forillon - Général	Parcs Canada			Gaspé	domestique; industrielle(pêche); combinée	présence d'artefacts
3000 G	Parc marin du Saguenay - Saint-Laurent (PMSSL) (maintenant 3000G)	Gouvernement du Canada et du Québec en association avec les intervenants du milieu	création de plans seulement		Tadoussac	domestique; industrielle	
4003 G	L.H.N.C. des Forts-de-Lévis - Fort-Numéro-Trois-de-la-Pointe-de-Lévy, Lévis	propriétaires privés	Ce site fait partie intégrante du LHN les Fortifications-de-Québec (Voir aussi 200G LHN des Fortifications-de-Québec et 201G LHNC des Forts-de-Lévis général).			militaire; industrielle(cimenterie);	

Source : Parcs Canada, Service du Patrimoine culturel

ANNEXE 4

Inventaire des lieux industriels désignés Lieu historique national canadien

Inventaire des lieux industriels désignés Lieu historique national canadien

Province	Terre-Neuve-et- Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie- Britannique	Territoire du Yukon	Nunavut	Total
Secteur													
Des moulins et des usines (lieu de fabrication et de transformation)			2	4	10	13		1	2	5			37
Mines et sites de traitement et de raffinage			1			3			7	2	2		15
Entrepôts et des magasins			1			1	1						3
Structures et des infrastructures de transport (Canaux)			1		5	4							10
Structures et des infrastructures de transport (infrastructures aéroportuaires)						1							1
Structures et des infrastructures de transport (infrastructures ferroviaires)	2	1	1	2	7	8	3	2		3			29
Structures et des infrastructures de transport (pont)				1	1	2	1			1			6
Centres de production, de transmission et d'utilisation de l'énergie					1	2							3
Lieux utilisés pour des activités sociales en rapport avec l'industrie (habitations, lieux de culte ou d'éducation)	1												1
Pêche	3	1	2	1	2	1						2	12
Postes de traite et fourrure			1		3	2	4	4	5	3			22
Phares	2		1	1	3	4				3			14
Canaux d'irrigation							1		2				3
Bateaux à vapeur			1							2	2		5
Divers			3		2	2			1		1		9
TOTAL	8	2	14	9	34	43	10	7	17	19	5	2	170

Source : Parcs Canada, Service du Patrimoine culturel

ANNEXE 5

Inventaire des moulins au Québec

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
1	Bas-Saint-Laurent	XIXe		Moulin Roy		x	x			Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
1	Bas-Saint-Laurent	XIXe		Moulin Lavoie		x	x			Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
1	Bas-Saint-Laurent	XIXe		Moulin Côté		x	x	x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
1	Bas-Saint-Laurent	-		Moulin du Bic		x		x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
1	Bas-Saint-Laurent	XIXe		Moulin Caldwell		x				Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
1	Bas-Saint-Laurent	XIXe		Moulin Lagacé		x				Positionnement: commission des Biens culturels. Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
1	Bas-Saint-Laurent	-		Moulin ind.		x				Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
1	Bas-Saint-Laurent	XIXe		Moulin Gendron		x	x			Villeneuve et Felteau, Les moulins à eau de la Vallée du Saint-Laurent; Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
1	Bas-Saint-Laurent	XVIIe		Moulin de la Pocatière		x	x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
1	Bas-Saint-Laurent	XXe		Moulin Mohawk		x				Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
1	Bas-Saint-Laurent	XVIIe		Moulin de la Rivière-Ouelle		?	?			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
1	Bas-Saint-Laurent	XIXe		Moulin du Seigneur		x	x			Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
1	Bas-Saint-Laurent	XIXe		Moulin Soucy		x				Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
1	Bas-Saint-Laurent	XXe	CkEi-002	Moulin ind.				x		Ethnoscop inc, Étude de potentiel et inventaire de la ligne Rivière-du-Loup/Madawaska (315Kv)
1	Bas-Saint-Laurent	XIXe		Moulin du Seigneur Alexandre Fraser		x				Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
1	Bas-Saint-Laurent	XXe		Moulin Tremblay		x				Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
1	Bas-Saint-Laurent	XIXe		Le Vieux Moulin		x	x			Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
1	Bas-Saint-Laurent	XIXe		Moulin du Ruisseau à la Loutre		x	x			Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
1	Bas-Saint-Laurent	XIXe		Moulin Massé		x				Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
1	Bas-Saint-Laurent	-		Moulin Tremblay		x			x	Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
1	Bas-Saint-Laurent	-		Moulin Ennis		x				Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
1	Bas-Saint-Laurent	XVIIIe		Moulin du seigneur Boishébert						Villeneuve et Felteau, Les moulins à eau de la Vallée du Saint-Laurent

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
1	Bas-Saint-Laurent	XIXe		Moulin Casgrain-Lévesque		x	x		x	Positionnement: commission des Biens culturels. Villeneuve et Felteau, Les moulins à eau de la Vallée du Saint-Laurent; Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
1	Bas-Saint-Laurent	XIXe		Moulin Paradis		x	x			Positionnement: commission des Biens culturels. Villeneuve et Felteau, Les moulins à eau de la Vallée du Saint-Laurent; Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
1	Bas-Saint-Laurent	XIXe		Moulin Dufour		x	x		x	Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
1	Bas-Saint-Laurent	XIXe		Moulin Philippe Lavoie		x		x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
1	Bas-Saint-Laurent	XIXe		Moulin Lajoie		x	x			Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
1	Bas-Saint-Laurent	XIXe		Moulin Madore		x		x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
1	Bas-Saint-Laurent	XXe		Moulin de Trois-Pistoles		x				Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
2	Saguenay - Lac-Saint-Jean	-	DbEI-005	Moulin Anse au cheval?						base de données ISAQ: Bernier, Marc-André, Prospection subaquatique 2001. Parc marin du Saguenay/Saint-Laurent

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
2	Saguenay–Lac-Saint-Jean	-	DbEI-002	Scierie Sainte-Marguerite		x		x		base de données ISAQ: Mousseau, C. et Dionne, R., Inspection visuelle des sites archéologiques DbEI-1 et DbEI-2, rivière Sainte-Marguerite, Bernier, Marc-André, Prospection subaquatique 2001. Parc marin du Saguenay/Saint-Laurent
2	Saguenay–Lac-Saint-Jean	XIXe		Moulin Riverin		x				Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
2	Saguenay–Lac-Saint-Jean	-		Moulin Langevin		x				Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
2	Saguenay–Lac-Saint-Jean	-	DcEs-003	Pulperie de Chicoutimi				x		base de données ISAQ: Lueger, Richard, La vieille pulperie de Chicoutimi, DcEs-3
2	Saguenay–Lac-Saint-Jean	-	DcEx-005	Scierie Price				x		base de données ISAQ: Laliberté, M. et Lapointe, C., Inventaire archéologique des berges de la rivière Métabetchouane, Lac-Saint-Jean
2	Saguenay–Lac-Saint-Jean	XIXe		Moulin du Père Honorat		x				Positionnement: commission des Biens culturels.; Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
2	Saguenay–Lac-Saint-Jean	XIXe		Moulin Langevin		x		x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
2	Saguenay–Lac-Saint-Jean	XIXe		Moulin Poirier		x		x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
2	Saguenay–Lac-Saint-Jean	XXe		Moulin Vézina		x				Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
2	Saguenay–Lac-Saint-Jean	-		Moulin Bouliane		x		x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
2	Saguenay–Lac-Saint-Jean	-		Moulin McLeod		x				Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
2	Saguenay–Lac-Saint-Jean	XXe		Moulin Goudreault		x		x	x	Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
2	Saguenay–Lac-Saint-Jean	-	DbEI-008	Scierie de Saint-Étienne				x		base de données ISAQ: Bernier, Marc-André, Prospection subaquatique 2001. Parc marin du Saguenay/Saint-Laurent
2	Saguenay–Lac-Saint-Jean	XIXe	DcEp-a	Moulin à scie		x		x		Données de ISAQ: Langevin, Érik et autres; Inventaires et fouilles archéologiques dans les limites de la municipalité de Saint-Félix-d'Otis, Bas Saguenay, activités de l'été 2002.
3	Capitale Nationale	XIXe		Price's Saw Mill Bay of Rock's		x		x		Boudreau, Gaumond, Le Québec sous l'œil de l'arpenteur-géomètre depuis Champlain
3	Capitale Nationale	XVIIIe		Moulin à planches				x		Litalien, Palomino et Vaugois, La mesure d'un continent
3	Capitale Nationale	XVIIIe		Moulin Gariépy du gouffre		x	x	x	x	Positionnement: commission des Biens culturels. Villeneuve et Felteau, Les moulins à eau de la Vallée du Saint-Laurent; Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
3	Capitale Nationale	XIXe		Moulin César		x	x			Villeneuve et Felteau, Les moulins à eau de la Vallée du Saint-Laurent; Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
3	Capitale Nationale	XIXe		Moulin de la Rémy		x	x			Villeneuve et Felteau, Les moulins à eau de la Vallée du Saint-Laurent; Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
3	Capitale Nationale	XIXe		Moulin du ruisseau Michel (Boivin)		x	x			Villeneuve et Felteau, Les moulins à eau de la Vallée du Saint-Laurent; Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
3	Capitale Nationale	XIXe		Moulin Simard		x			x	Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
3	Capitale Nationale	XVIIe		Moulin à planches		x		x		Litalien, Palomino et Vaugeois, La mesure d'un continent
3	Capitale Nationale	XVIIe		Moulin de Beauport		x	x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
3	Capitale Nationale	XVIIe		Moulin du fief du Buisson	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
3	Capitale Nationale	XVIIe		Moulin de Beauport		x				M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
3	Capitale Nationale	XVIIe		Moulin de la Dumaine		x	x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
3	Capitale Nationale	XVIIIe		Saw Mill		x		x		Boudreau, Gaumond, Le Québec sous l'œil de l'arpenteur-géomètre depuis Champlain
3	Capitale Nationale	XVIIIe		Grist mill		x	x			Boudreau, Gaumond, Le Québec sous l'œil de l'arpenteur-géomètre depuis Champlain
3	Capitale Nationale	XVIIe		Moulin du Sault-à-la-Puce		x	x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
3	Capitale Nationale	XVIIe		Moulin à vent de Bourg-Royal	x					M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
3	Capitale Nationale	XVIIe		Moulin du Cap-Diamants	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
3	Capitale Nationale	XIXe		Ruin of mill		x				Boudreau, Gaumond, Le Québec sous l'œil de l'arpenteur-géomètre depuis Champlain
3	Capitale Nationale	XIXe		Saw Mill		x		x		Boudreau, Gaumond, Le Québec sous l'œil de l'arpenteur-géomètre depuis Champlain

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
3	Capitale Nationale	XIXe		Grist mill		x	x			Boudreau, Gaumond, Le Québec sous l'œil de l'arpenteur-géomètre depuis Champlain
3	Capitale Nationale	XVIIIe		Moulin Toupin-Dussault		x	x		x	Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
3	Capitale Nationale	XVIIIe	CfEt-003	Moulin Douville		x				Fiset, Richard, Inventaire archéologique des moulins de la rivière du Berger dans Charlesbourg (sites CfEt 8, CfEt 9, CfEt 10, CfEt 11, CfEt 12 et CfEt 13), base de données ISAQ
3	Capitale Nationale	XIXe	CfEt-012	Moulin Plamondon		x		x		Fiset, Richard, Inventaire archéologique des moulins de la rivière du Berger dans Charlesbourg (sites CfEt 8, CfEt 9, CfEt 10, CfEt 11, CfEt 12 et CfEt 13), base de données ISAQ
3	Capitale Nationale	XIXe	CfEt-009	moulin?		x				Fiset, Richard, Inventaire archéologique des moulins de la rivière du Berger dans Charlesbourg (sites CfEt 8, CfEt 9, CfEt 10, CfEt 11, CfEt 12 et CfEt 13)
3	Capitale Nationale	XVIIe		Moulin à vent de Charlesbourg	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
3	Capitale Nationale	XVIIIe		Moulin à eau de Charlesbourg		x	x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes; Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
3	Capitale Nationale	XVIIe	CfEs-004	Moulin du Petit-Pré (ou de Mgr de Laval)		x	x			Villeneuve et Felteau, Les moulins à eau de la Vallée du Saint-Laurent; Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec; M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
3	Capitale Nationale	XVIIe	CfEs-031	Moulin du Château-Richer	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
3	Capitale Nationale	XVIIe		Moulin de la côte Sainte-Geneviève	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
3	Capitale Nationale	XVIIe		Moulin de Jean Larchevesque	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
3	Capitale Nationale	XVIIe		Moulin du fief Saint-Jean	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
3	Capitale Nationale	XVIIe		Moulin de Saint-Jean	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
3	Capitale Nationale	XVIIe		Moulin de Deschambault						M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
3	Capitale Nationale	XVIIIe	CdEx-012	Moulin de la Chevrotière (petit)		x	x			
3	Capitale Nationale	XIXe	CdEx-010	Moulin de la Chevrotière (gros)		x	x			Positionnement: commission des Biens culturels. Villeneuve et Felteau, Les moulins à eau de la Vallée du Saint-Laurent; Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec, http://mrc.portneuf.com/upload/mrc.portneuf/editor/asset/SADR%20-%20CHAPITRE%206%20TX%20PARTIE%202.pdf
3	Capitale Nationale	XIXe	CdEx-013	Moulin Paquin		x	x	x	x	Royer, Martin, Moulin Paquin (CdEx-13) à Deschambault, Lots 103 partie et lot 105 partie, Ministère des Transports du Québec Inventaire archéologique Direction territoriale du Québec. ; Gaumond, Michel, Plan de localisation de sites de moulin
3	Capitale Nationale	-	CdEx-009	Moulin banal de Deschambault			x			base de données ISAQ

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
3	Capitale Nationale	XVIIIe		Moulin de M. Grant		x		x		Plan de 1780 provenant de l'Université de Montréal
3	Capitale Nationale	XVIIIe		Moulin de Germain		x		x		Plan de 1780 provenant de l'Université de Montréal
3	Capitale Nationale	XVIIIe		Grist Mill		x	x			Plan de 1780 provenant de l'Université de Montréal
3	Capitale Nationale	XVIIe		Moulin de Gaudarville				x		M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
3	Capitale Nationale	-		Moulin de Giffard		x	x			Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
3	Capitale Nationale	XVIIe	CdFa-001	Moulin à vent de Grondines	x		x			Positionnement: commission des Biens culturels. M. Langlois, Des Moulins et des Hommes; Gagnon & Paradis, La Tournée des vieux moulins à vent du Québec; Villeneuve et Felteau, Les moulins à eau dans la vallée du Saint-Laurent; Litalien, Palomino et Vaugois, La mesure d'un continent
3	Capitale Nationale	XIXe		Moulin de Grondines		x	x			Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
3	Capitale Nationale	XVIIe	CfEr-002	Moulin de Ste-Famille Île d'Orléans	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes; Gagnon & Paradis, La Tournée des vieux moulins à vent du Québec; Laroche, Daniel, Rapport final pour la reconnaissance des sites d'archéologie historique se trouvant sur l'Île d'Orléans; Litalien, Palomino et Vaugois, La mesure d'un continent
3	Capitale Nationale	XVIIe		Moulin à vent de l'arbre sec	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes; Laroche, Daniel, Rapport final pour la reconnaissance des sites d'archéologie historique se trouvant sur l'Île d'Orléans; Litalien, Palomino et Vaugois, La mesure d'un continent

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
3	Capitale Nationale	XVIIe	CfEr-003	Moulin à eau de Sainte-Famille		x	x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes; Laroche, Daniel, Rapport final pour la reconnaissance des sites d'archéologie historique se trouvant sur l'Île d'Orléans
3	Capitale Nationale	XVIIIe		Moulin à eau de Saint-Pierre		x	x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
3	Capitale Nationale	XVIIIe	CfEs-006	Moulin à eau de Saint-Pierre		x	x			Laroche, Daniel, Rapport final pour la reconnaissance des sites d'archéologie historique se trouvant sur l'Île d'Orléans, base de données ISAQ
3	Capitale Nationale	XIXe	CfEq-002	Moulin à eau de Saint-François		x		x		Laroche, Daniel, Rapport final pour la reconnaissance des sites d'archéologie historique se trouvant sur l'Île d'Orléans
3	Capitale Nationale	XVIIe	CgEr-002	Moulin d'Argentenay		?	x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes; Laroche, Daniel, Rapport final pour la reconnaissance des sites d'archéologie historique se trouvant sur l'Île d'Orléans
3	Capitale Nationale	XVIIIe	CfEr-001	Moulin à farine à Saint-Jean		x	x			Laroche, Daniel, Rapport final pour la reconnaissance des sites d'archéologie historique se trouvant sur l'Île d'Orléans
3	Capitale Nationale	XVIIIe		Moulin à vent de l'Islette	x		x			Gagnon & Paradis, La Tournée des vieux moulins à vent du Québec; Villeneuve & Felteau, Les moulins à eau de la vallée du Saint-Laurent
3	Capitale Nationale	XVIIIe		Moulin à vent de la Baleine	x		x			Gagnon & Paradis, La Tournée des vieux moulins à vent du Québec; Villeneuve & Felteau, Les moulins à eau de la vallée du Saint-Laurent
3	Capitale Nationale	XIXe		Moulin à eau de l'Isle-aux-Coudres (rivière rouge)		x	x			Positionnement: commission des Biens culturels. Villeneuve et Felteau, Les moulins à eau de la Vallée du Saint-Laurent; Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
3	Capitale Nationale	XIXe		Moulin à vent de l'Isle-aux-Coudres	x		x			Gagnon & Paradis, La Tournée des vieux moulins à vent du Québec; Villeneuve & Felteau, Les moulins à eau de la vallée du Saint-Laurent
3	Capitale Nationale	XIXe		Moulin à eau de l'Isle-aux-Coudres (ruisseau rouge)		x	x			Villeneuve et Felteau, Les moulins à eau de la Vallée du Saint-Laurent
3	Capitale Nationale	XVIIe		Moulin à planches		x		x		Litalien, Palomino et Vaugois, La mesure d'un continent
3	Capitale Nationale	XVIIe		Moulin à planches		x		x		Litalien, Palomino et Vaugois, La mesure d'un continent
3	Capitale Nationale	XVIIe		Moulin de La Vacherie	x					M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
3	Capitale Nationale	XVIIIe		Moulin du sieur Tremblay?			x			Villeneuve et Felteau, Les moulins à eau de la Vallée du Saint-Laurent
3	Capitale Nationale	XVIIIe		Moulin des Éboulements		x	x		x	Villeneuve et Felteau, Les moulins à eau de la Vallée du Saint-Laurent
3	Capitale Nationale	XIXe		Moulin Laterrière		x				Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
3	Capitale Nationale	-	CeEt-022	Moulin du Parc Cartier-Bréboeuf						base de données ISAQ: Guimont, Jacques, Lieu historique national Cartier-Bréboeuf
3	Capitale Nationale	XVIIIe		Moulin des Kabir Kouba		x	x	x		Pintal, Jean-Yves, Lot 1037-A municipalité de Loretteville. Surveillance et Inventaire archéologique - CfEu-005

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
3	Capitale Nationale	XIXe	CfEu-005	Moulin Smith		x		x		Chrétien, Yves, Surveillance archéologique 2002 dans le secteur historique du Vieux-Wendake et fouille extérieur à la maison Tsawenhohi (CfEu-7); Chrétien, Yves, Surveillance archéologiques 2004 dans le secteur historique du Vieux-Wendake. Le site de la Place de la Nation (CfEu-5)
3	Capitale Nationale	XIXe	CfEu-005	Moulin Russel		x		x		Chrétien, Yves, Surveillance archéologique 2002 dans le secteur historique du Vieux-Wendake et fouille extérieur à la maison Tsawenhohi (CfEu-7); Chrétien, Yves, Surveillance archéologiques 2004 dans le secteur historique du Vieux-Wendake. Le site de la Place de la Nation (CfEu-5)
3	Capitale Nationale	XXe		Moulin Lagacé		x				Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
3	Capitale Nationale	XVIIe		Moulin à vent de la seigneurie de Dombourg	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
3	Capitale Nationale	XIXe	CeEv-004	Moulin Patton (Neuville)		x	x			base de données ISAQ: Delisle, Danielle, Moulin Patton, entre 1840 et 1850 (CeEv-4)
3	Capitale Nationale	XVIIe		Moulin Notre-Dame-des-anges	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
3	Capitale Nationale	XIXe		Price's Saw Mill		x		x		Boudreau, Gaumond, Le Québec sous l'œil de l'arpenteur-géomètre depuis Champlain
3	Capitale Nationale	XVIIe		Moulin de la Pointe aux Lièvres	x					M. Langlois, Des Moulins et des Hommes

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
3	Capitale Nationale	XVIIe		Moulin de la Pointe aux Lièvres	x					M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
3	Capitale Nationale	XVIIe		Moulin de la Pointe aux Lièvres	x					M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
3	Capitale Nationale	XIXe		Moulin de Pont-Rouge (moulin Marcoux)		x	x			Positionnement: commission des Biens culturels. Villeneuve et Felteau, Les moulins à eau de la Vallée du Saint-Laurent; Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
3	Capitale Nationale	XVIIe		Moulin à vent de la seigneurie de Porneuf	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes; Litalien, Palomino et Vaugeois, La mesure d'un continent
3	Capitale Nationale	XVIIe		Moulin du Mont-Carmel	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes; Gagnon & Paradis, La Tournée des vieux moulins à vent du Québec. Archives Canada-France, Plan 03DFC 379C; Litalien, Palomino et Vaugeois, La mesure d'un continent
3	Capitale Nationale	XVIIe	CfEt-015	Moulin des Jésuites (Québec)	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes; Litalien, Palomino et Vaugeois, La mesure d'un continent
3	Capitale Nationale	XVIIe		Moulin de la rivière Saint-Charles		x				M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
3	Capitale Nationale	XVIIIe	CeEt-884	Moulin à vent de l'Hôpital Générale	x		x			Gagnon & Paradis, La Tournée des vieux moulins à vent du Québec
3	Capitale Nationale	XVIIe		Moulin du sieur de Champlain		x	x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
3	Capitale Nationale	XVIIe		Moulin de la Pointe-des-Roches	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
3	Capitale Nationale	XVIIe		Moulin du sieur Hébert	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
3	Capitale Nationale	XVIIe		Moulin du Roy (Moulin de La Pointe-aux_Lièvres)	x					M. Langlois, Des Moulins et des Hommes; Litalien, Palomino et Vaugeois, La mesure d'un continent
3	Capitale Nationale	XVIIIe		Moulin à vent Dumont	x		x			Gagnon & Paradis, La Tournée des vieux moulins à vent du Québec
3	Capitale Nationale	XIXe		Moulin de la rivière Saint-Charles		x				Boudreau, Gaumond, Le Québec sous l'œil de l'arpenteur-géomètre depuis Champlain
3	Capitale Nationale	XIXe		Price's Saw Mill Black River		x		x		Boudreau, Gaumond, Le Québec sous l'œil de l'arpenteur-géomètre depuis Champlain
3	Capitale Nationale	XIXe		Moulin Saint-Gelais		x		x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
3	Capitale Nationale	XVIIe	CeEu-007?	Moulin de la seigneurie de Maure	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes; Litalien, Palomino et Vaugeois, La mesure d'un continent
3	Capitale Nationale	XVIIIe		Moulin banal		x	x			Boudreau, Gaumond, Le Québec sous l'œil de l'arpenteur-géomètre depuis Champlain
3	Capitale Nationale	-		Moulin Picher		x	x			Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
3	Capitale Nationale	XVIIe		Moulin du sieur de Saint-Denis		x	x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
3	Capitale Nationale	XVIIe		Moulin du sieur des Chatelets		x	x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
3	Capitale Nationale	-		Moulin Juchereau-Duchesnay		x				Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
3	Capitale Nationale	XVIIe		Moulin de la seigneurie de Saint-Gabriel		x	x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
3	Capitale Nationale	XIXe		Moulin Simard		x	x		x	Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
3	Capitale Nationale	XVIIe		Moulin des Mères, seigneurie Saint-Ignace		x	x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
3	Capitale Nationale	XVIIe	CgEr-012	Moulin Banal de Monseigneur de Laval			x			Slater, Philippe, Projet d'assainissement des eaux. Sainte-Anne-de-Beaupré, Beaupré, Saint-Joachim, Saint-Ferréole-les-Neiges, Rapport d'activités archéologiques par districts. Base de données ISAQ
3	Capitale Nationale	XVIIIe	CgEr-011	Moulin Côté		x	x	x	x	Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec; Slater, Philippe, Projet d'assainissement des eaux. Sainte-Anne-de-Beaupré, Beaupré, Saint-Joachim, Saint-Ferréole-les-Neiges, Rapport d'activités archéologiques par districts
3	Capitale Nationale	XVIIIe		Moulin Gosselin		x	x			Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
3	Capitale Nationale	XIXe		Moulin Dufresne		x		x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
3	Capitale Nationale	XIXe		Moulin Audet		x		x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
3	Capitale Nationale	XVIIe		Moulin à eau de la seigneurie de Bellaire		x	x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
3	Capitale Nationale	XVIIe		Moulin de la seigneurie de Lachevrotière	?		?			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
3	Capitale Nationale	XVIIe		Moulin du ruisseau Saint-François		x	x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
3	Capitale Nationale	XVIIe		Moulin de Sillery	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
3	Capitale Nationale	XVIIe		Moulin à eau de Sillery		x	x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
3	Capitale Nationale	XVIIe		Moulin à vent de Ste-Foy	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
3	Capitale Nationale	XVIIe		Moulin à vent de Ste-Foy	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
4	Mauricie	XVIIe	CcFb-005	Moulin à vent de Batiscan	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes. Base de données ISAQ: Picard, Philippe, Vestiges du 17e siècle mis au jour sur le site du moulin à vent de la pointe Saint-Éloi, à Batiscan, CcFb-5; Litalien, Palomino et Vaugeois, La mesure d'un continent

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
4	Mauricie	-	CdFb-003	Moulin de Batiscan						base de données ISAQ
4	Mauricie	XVIIe		Moulin à vent du Cap-de-la-Madelaine	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
4	Mauricie	XVIIe		Moulin à vent de Champlain	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
4	Mauricie	XVIIe		Moulin à vent de Champlain	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes; Litalien, Palomino et Vaugeois, La mesure d'un continent
4	Mauricie	XIXe	CdFc-c	Chutes à Murphy		x		x		http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/archives/eau/docd/eposes/memoires/memo162.pdf
4	Mauricie	XVIIe		Moulin à vent de l'Île du large	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
4	Mauricie	XIXe		Moulin Bélanger		x	x			Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
4	Mauricie	XVIIIe		Moulin de Tonnancourt (bois)		x	x			Villeneuve et Felteau, Les moulins à eau de la Vallée du Saint-Laurent
4	Mauricie	XVIIIe		Moulin de Tonnancourt (Moulin Seigneurial)		x	x			Positionnement: commission des Biens culturels. Villeneuve et Felteau, Les moulins à eau de la Vallée du Saint-Laurent; Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
4	Mauricie	XIXe		Moulin de la rivière aux Sables		x				http://www.famillegarceau.com/garceau_de_nobles_meunier.htm
4	Mauricie	XIXe		Moulin Garceau		x	x	x	x	Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec. http://www.famillegarceau.com/garceau_de_nobles_meunier.htm

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
4	Mauricie	XIXe		Moulin Epiphane Charbonneau		x	x	x	x	Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
4	Mauricie	XIXe		Moulin Yvon Charbonneau		x		x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
4	Mauricie	XVIIe		Moulin à vent de Sainte-Anne-de-la-Pérade	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
4	Mauricie	XIXe		Moulin Saint-Amand		x		x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
4	Mauricie	XIXe		Moulin Cossette		x	x	x	x	Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
4	Mauricie	-		Moulin aux Chutes à Magnan		x		?		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
4	Mauricie	-		Moulin Damphousse		x		x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
4	Mauricie	XIXe		Meunerie Saint-Stanilas		x	x	x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
4	Mauricie	XIXe		Moulin Saint-Louis (Meunerie Sainte-Ursule)		x	x			Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
4	Mauricie	XVIIe		Moulin de Sainte-Marie	-	-				M. Langlois, Des Moulins et des Hommes

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
4	Mauricie	XVIIe		Moulin à vent de Trois-Rivières	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
4	Mauricie	XVIIe		Moulin à vent neuf de Trois-Rivières	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes; Gagnon & Paradis, La Tournée des vieux moulins à vent du Québec
4	Mauricie	XVIIe		Moulin Laguerche	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes; Gagnon & Paradis, La Tournée des vieux moulins à vent du Québec. Litalien, Palomino et Vaugois, La mesure d'un continent
4	Mauricie	XIXe	CcFd-034	Scierie Ross et Ritchie		x		x		Données de ISAQ: Ethnoscop, Terrain de l'ancienne usine Tripap, Trois-Rivières. Moulin des américains CcFd-34
5	Estrie	XIXe		Moulin Baldwin		x		x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
5	Estrie	XIXe		Moulin Girard		x		x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
5	Estrie	XIXe		Moulin Denison		x				Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
5	Estrie	XXe		Moulin Hunting		x				Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
5	Estrie	XXe		Moulin J.A. Poulin		x		x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
5	Estrie	XIXe		Moulin Beaudoin		x		x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
5	Estrie	XVIIIe		Moulin Lawrence		x				Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
5	Estrie	-		Le Vieux Moulin		x	x			Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
5	Estrie	-		Moulin des Rivières		x				Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
5	Estrie	XIXe	BgFb-006	Moulin de Vale Perkins		x				Ratio, Pierre-Jacques, Étude de potentiel archéologique du site Jones à Vale Perkins; Archeobec, Inventaire du potentiel archéologique au site Jones (BgFb-6), Vale Perkins, canton de Potton
5	Estrie	XIXe		Moulin Gordon		x		x		Archeobec, Inventaire du potentiel archéologique au site Jones (BgFb-6), Vale Perkins, canton de Potton
5	Estrie	XIXe		Moulin Fogg		x		x		Archeobec, Inventaire du potentiel archéologique au site Jones (BgFb-6), Vale Perkins, canton de Potton
5	Estrie	XIXe		Moulin Perkins		x		x		Archeobec, Inventaire du potentiel archéologique au site Jones (BgFb-6), Vale Perkins, canton de Potton
5	Estrie	XIXe		Moulin Bourque		x	x	x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
5	Estrie	XIXe		Moulin Tilton		x		x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec; Boudreau, Gaumond, Le Québec sous l'œil de l'arpenteur-géomètre depuis Champlain

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
5	Estrie	XIXe		Moulin Frejeault		x			x	Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec; Boudreau, Gaumond, Le Québec sous l'œil de l'arpenteur-géomètre depuis Champlain
5	Estrie	XIXe		Moulin Dallaire		x		x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
5	Estrie	-	BiEx-006	Moulin Hale-Bowen						Base de données ISAQ: Société d'archéomatique Chronogramme-Lauverbec,
5	Estrie	XIXe		Moulin Legendre		x	x			Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
5	Estrie	XXe		Moulin Tilton		x		x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
5	Estrie	XIXe		Moulin McBride		x	x			Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
5	Estrie	XIXe		Moulin Ulverton		x			x	Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
5	Estrie	XIXe	BjEx-001	Moulin de Windsor		x		x		Groupe de recherche en Histoire du Québec Inc., Étude du potentiel archéologique et relevé des vestiges de surface à la poudrière de Windsor, base de données ISAQ
6	Montréal	XVIIIe		Moulin à eau Côte-des-Neiges		x	?			Maurault, Marges d'Histoire ***; Laperle, Le Grain, la Meule et les Vents

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
6	Montréal	XVIIIe		Moulin de la rivière Saint-Joseph		?	?			Maurault, Marges d'Histoire ***
6	Montréal	-	BjFI-f	Moulin de l'île Bizard		x		x		Centre d'information en archéologie du mccc: Rousseau, Jean-Melville - 1985, Notes sur le site du moulin de l'île Bizard, BjFI-f
6	Montréal	XVIIe		Moulin à vent de Lachine	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes, Laperle, Le Grain, la meule et les vents; Gravel, Moulins et meuniers de Bas Lachine; Maurault, Marges d'Histoire ***; Litalien, Palomino et Vaugeois, La mesure d'un continent
6	Montréal	XVIIIe		Moulin du Sault-Saint-Louis		x	x			Gravel, Moulins et meuniers de Bas Lachine
6	Montréal	XVIIIe		Moulin à eau de la famille Paré (Moulin de Lachine)		x	x			Gravel, Moulins et meuniers de Bas Lachine; Maurault, Marges d'Histoire ***
6	Montréal	XIXe		Moulin ind.		x			x	Gravel, Moulins et meuniers de Bas Lachine; Maurault, Marges d'Histoire ***
6	Montréal	XIXe		Moulin ind.		x	x			Gravel, Moulins et meuniers de Bas Lachine; Maurault, Marges d'Histoire ***
6	Montréal	-	BiFj-066	Écluses Saint-Paul		x				base de données ISAQ
6	Montréal	XIXe	BiFj-007	Moulin Fleming	x		x			Positionnement: commission des Biens culturels. Gagnon & Paradis, La Tournée des vieux moulins à vent du Québec, Gravel, Moulins et meuniers de Bas Lachine; Maurault, Marges d'Histoire ***; base de données ISAQ: Savard, M. et Côté, R., Le potentiel archéologique du site du moulin Fleming, LaSalle

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
6	Montréal	XVIIIe		Moulin à vent de Longue-Pointe	x		?			Laperle, Le Grain, la Meule et les Vents
6	Montréal	XVIIe		Moulin à vent du fort	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes; Gravel, Moulins et meuniers de Bas Lachine; Maurault, Marges d'Histoire ***; Litalien, Palomino et Vaugeois, La mesure d'un continent
6	Montréal	XVIIe		Moulin du Côteau Saint-Louis	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes; Laperle, Le Grain, la meule et les vents; Gravel, Moulins et meuniers de Bas Lachine; Maurault, Marges d'Histoire ***; Litalien, Palomino et Vaugeois, La mesure d'un continent
6	Montréal	XVIIe		Moulin à eau du côteau ou de la rivière Sainte-Marie		x	x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes, Gravel, Moulins et meuniers de Bas Lachine; Maurault, Marges d'Histoire ***
6	Montréal	XVIIe		Moulin à eau de la rivière Saint-Pierre		x	x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes, Laperle, Le Grain, la meule et les vents; Gravel, Moulins et meuniers de Bas Lachine; Maurault, Marges d'Histoire ***; Litalien, Palomino et Vaugeois, La mesure d'un continent
6	Montréal	XVIIe		Moulin à eau de la Porte de Lachine		x	x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes; Gravel, Moulins et meuniers de Bas Lachine; Maurault, Marges d'Histoire ***
6	Montréal	XVIIIe		Moulin de Monsieur Ramezay						Maurault, Marges d'Histoire ***
6	Montréal	XVIIIe	BiFj-004	Moulin des frères Charon	x		x			Laperle, Le Grain, la Meule et les Vents, base de données ISAQ: Archéotec, Le Square des Frères Charon à Montréal. Étude du potentiel et inventaire archéologiques du site BiFj-4
6	Montréal	XVIIIe		Moulin de l'Hôtel-Dieu						Maurault, Marges d'Histoire ***

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
6	Montréal	XVIIIe		Moulin de Monsieur de Longueuil						Maurault, Marges d'Histoire ***
6	Montréal	XVIIIe		Moulin de Monsieur Rimbault						Maurault, Marges d'Histoire ***
6	Montréal	XVIIIe		Moulin du Gros-Sault		x	x			Gravel, Moulins et meuniers de Bas Lachine; Laperle, Le Grain, la Meule et les Vents; Maurault, Marges d'Histoire ***
6	Montréal	XVIIe		Moulin ind.		x	?			Maurault, Marges d'Histoire ***; Gravel, Moulins et meuniers de Bas Lachine
6	Montréal	XVIIIe		Moulin de Saint-Gabriel		x	x			Maurault, Marges d'Histoire ***
6	Montréal	XIXe		Moulin ind.		x			x	Maurault, Marges d'Histoire ***
6	Montréal	-	BiFj-011	Scierie et bassin Brewster-Parc des marchands de bois		x		x		base de données ISAQ: Arkéos et Archéocène, Pôle Atwater, canal de Lachine, étude de potentiel et inventaire archéologiques, 1998 : BiFj-11; BiFj-54; MTL98-08-01; MTL98-08-02; MTL98-08-03
6	Montréal	-	BiFj-038	Moulin à eau/ Parc des Rapides-de- LaSalle		x				base de données ISAQ: Arkéos, Inventaire archéologique du parc des Rapides, LaSalle
6	Montréal	XVIIIe	BjFj-064	Moulin à eau du Sault-au- Récotlet		x	x			Gravel, Moulins et meuniers de Bas Lachine; Laperle, Le Grain, la Meule et les Vents; Maurault, Marges d'Histoire ***

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
6	Montréal	XVIIIe	BjFj-064	Moulin au large		?	x			Maurault, Marges d'Histoire ***
6	Montréal	XVIIIe	BjFj-064	Moulin près de terre		?	x			Maurault, Marges d'Histoire ***
6	Montréal	XIXe	BjFj-064	Moulin à carder et fouler		?			x	Maurault, Marges d'Histoire ***
6	Montréal	XIXe	BjFj-064	Moulin à farine ind.		?	x			Maurault, Marges d'Histoire ***
6	Montréal	XVIIIe	BjFi-005	Moulin à vent de Pointe-aux-Trembles	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes; Gagnon & Paradis, La Tournée des vieux moulins à vent du Québec, Laperle, Le Grain, la meule et les vents; Gravel, Moulins et meuniers de Bas Lachine; Maurault, Marges d'Histoire ***; base de données ISAQ: Desjardins, Pierre, Les moulins à vent du Québec, analyse et proposition d'intervention
6	Montréal	XVIIIe		Moulin à eau de Pointe-aux-Trembles		x	x			Maurault, Marges d'Histoire ***
6	Montréal	XVIIe	BiFi-005	Moulin à vent de Pointe-aux-Trembles	x		x			base de données ISAQ: Ethnoscop, Inventaire archéologique du site du second moulin de Pointe-aux-Trembles, BjFi-5, lots 1 093 301, 1 093 651 et 1 093 650 ; Litalien, Palomino et Vaugeois, La mesure d'un continent; Maurault, Marges d'Histoire ***

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
6	Montréal	XVIIIe	BiFk-003	Moulin de Pointe-Claire	x		x			Gagnon & Paradis, La Tournée des vieux moulins à vent du Québec; Laperle, Le Grain, la meule et les vents; Gravel, Moulins et meuniers de Bas Lachine; Maurault, Marges d'Histoire ***, base de données ISAQ: Desjardins, Pierre, Les moulins à vent du Québec, analyse et proposition d'intervention
6	Montréal	XIXe	BiFj-069	Glenora Mills		x				Données de ISAQ: Société d'archéomatique Chronogramme-Lauverbec, Programme d'inventaire archéologique de la Pointe-des-Seigneurs
6	Montréal	XVIIIe		Moulin de Sainte-Anne	x		x			Gravel, Moulins et meuniers de Bas Lachine; Laperle, Le Grain, la Meule et les Vents; Maurault, Marges d'Histoire ***
6	Montréal	XVIIe		Moulin à vent de la Rivière-des-Prairies	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes, Laperle, Le Grain, la meule et les vents; Maurault, Marges d'Histoire ***; Litalien, Palomino et Vaugeois, La mesure d'un continent
6	Montréal	XVIIIe		Moulin à Scie Siccard		x		x		Maurault, Marges d'Histoire ***
6	Montréal	XVIIIe		Moulin plaine Sainte-Anne	x		x			Maurault, Marges d'Histoire ***
6	Montréal	XVIIe		Moulin Senneville	x		x			Gagnon & Paradis, La Tournée des vieux moulins à vent du Québec. Laperle, Le Grain, la meule et les vents; Maurault, Marges d'Histoire ***; M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
7	Outaouais	-	BiFw-008	Parc Laurier						base de données ISAQ: Faubert, Denis et autres: Archéologie des sites du Musée de l'Homme et de la Galerie Nationale. Musée de l'Homme
7	Outaouais	XIXe	BiFw-005	Moulin Gilmour		x	x	x		Laroche, Daniel, Reconnaissance à Hull, base de données ISAQ

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
7	Outaouais	-		Moulin Caron		x		x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
7	Outaouais	-		Moulin Bonhomme		x	x			Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
7	Outaouais	XXe		Moulin Victor		x		x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
7	Outaouais	XXe		Moulin Legros		x		x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
7	Outaouais	XIXe		Moulin Dufresne		x	x		x	Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
7	Outaouais	XIXe		Moulin Mongeot		x		x	x	Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
7	Outaouais	XIXe		Moulin McLaren		x	x			Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
8	Abitibi-Témiscamingue	-	CfGt-a	Moulin Latour		x				Centre d'information en archéologie du mccc
9	Côte-Nord	-	DhEb-005	Vieux Poste Haute-Rive						base de données ISAQ: Chism, James V. Reconnaissance des sites historiques de la Côte-Nord
9	Côte-Nord	-	EbCo-001	Moulin de Baie-Johan-Beetz		x		x		Somcynsky, Pablo, Reconnaissance archéologique sur le corridor d'étude du prolongement de la route 138 entre la Baie-Johan-Beetz et la Rivière Pashashibou. Base de données ISAQ
9	Côte-Nord	XIXe	EiBm-002	Moulin de la Baie des homards		x		x		Ethnoscop inc, Ligne hydro-électrique Lac Robertson/Blanc Sablon (tronçon est). Inventaire archéologique. Base de données ISAQ

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
9	Côte-Nord	XIXe		Moulin à scie		x		x		Boudreau, Gaumond, Le Québec sous l'œil de l'arpenteur-géomètre depuis Champlain
9	Côte-Nord	-	DhDw-005	Moulin de Saint-Nicolas						base de données ISAQ: Chism, James V., Reconnaissance des sites historiques de la Côte-Nord
9	Côte-Nord	XVIIe		Moulin de Tadoussac (pas de nom)		x	x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
9	Côte-Nord	XVIIe		Moulin Baude		x	x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes; ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
9	Côte-Nord	-	DaEj-003	Complexe Hydro-électrique		x				Données de l'ISAQ: Moss, W. et Plourde, M., Inventaire archéologique en la municipalité de Tadoussac, été 1985.
9	Côte-Nord	-	DdEh-006	Complexe industriel						base de données ISAQ: Kirjan, Corneliu, Rapport de voyage, site du complexe industriel pour l'exploitation du bois, DdEh-6
11	Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	-		Moulin d'Amqui		x	x			Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
11	Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	XIXe		Moulin Lemieux		x	x			Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
11	Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	XIXe		Moulin Simon (scie)	x			x		Gagnon & Paradis, La Tournée des vieux moulins à vent du Québec

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
11	Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	XIXe		Moulin Simon (farine)	x		x			Gagnon & Paradis, La Tournée des vieux moulins à vent du Québec
11	Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	XIXe		Moulin Blanchette	x			x		Gagnon & Paradis, La Tournée des vieux moulins à vent du Québec
11	Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	XVIIIe	DeDd-a	Moulin à scie		x	x			Archéotec inc, Travaux d'enfouissement du réseau de distribution de la ville de Gaspé, Étude du potentiel archéologique
11	Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	XIXe		Wood windmill	x					Archéotec inc, Travaux d'enfouissement du réseau de distribution de la ville de Gaspé, Étude du potentiel archéologique
11	Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	-		Moulin Gagné		x		x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
11	Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	XIXe	DbDe-005	Moulin King		x		x		Les Recherches Arkhis, Intervention archéologique au site de Pabos-Mills
11	Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	-			x			?		Gagnon & Paradis, La Tournée des vieux moulins à vent du Québec
11	Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	-			x			?		Gagnon & Paradis, La Tournée des vieux moulins à vent du Québec
11	Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	XIXe		Moulin Nadeau		x				Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
12	Chaudière - Appalaches	XXe		Moulin Lemelin		x				Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
12	Chaudière - Appalaches	XVIIe		Moulin à vent Vincelotte	x		x			Gagnon & Paradis, La Tournée des vieux moulins à vent du Québec
12	Chaudière - Appalaches	XVIIIe		Moulin Léry		x	x	x	x	Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
12	Chaudière - Appalaches	XIXe		Moulin Mercier		x				Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
12	Chaudière - Appalaches	XIXe		Moulin de la Chute-à-Maillou (Moulin Beaumont)		x	x	x	x	Villeneuve et Felteau, Les moulins à eau de la Vallée du Saint-Laurent; Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
12	Chaudière - Appalaches	XVIIIe	CfEr-004	Moulin à péan		x				Villeneuve et Felteau, Les moulins à eau de la Vallée du Saint-Laurent
12	Chaudière - Appalaches	XVIIe		Moulin à eau de Beaumont		x	x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
12	Chaudière - Appalaches	XVIIIe	CeEs-002	Moulin de Vincennes		x	x			Villeneuve et Felteau, Les moulins à eau de la Vallée du Saint-Laurent. Base de données ISAQ: Gaumond, Michel, Documents sur le site du moulin de Vincennes, CeEs-2
12	Chaudière - Appalaches	XIXe		Moulin Ouellette		x	x		x	Villeneuve et Felteau, Les moulins à eau de la Vallée du Saint-Laurent; Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
12	Chaudière - Appalaches	XVIIe		Moulin de la Côte de Lauzon		x				M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
12	Chaudière - Appalaches	XVIIe		Moulin de Lauzon (Moulin de la Pointe de Lévis)		x	x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
12	Chaudière - Appalaches	XVIIe		Moulin de Lauzon (Moulin de la Pointe de Lévis)		x	x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
12	Chaudière - Appalaches	XIXe		Moulin banal		x	x			Boudreau, Gaumond, Le Québec sous l'œil de l'arpenteur-géomètre depuis Champlain
12	Chaudière - Appalaches	XXe		Moulin Groleau		x			x	Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
12	Chaudière - Appalaches	XVIIe		Moulin à eau de la seigneurie de la Durantaye		x	x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
12	Chaudière - Appalaches	XVIIe		Moulin à vent de la seigneurie de la Durantaye	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes, Litalien, Palomino et Vaugeois, La mesure d'un continent
12	Chaudière - Appalaches	XIXe		Moulin Blanc		x			x	Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
12	Chaudière - Appalaches	XVIIIe		Moulin du seigneur Regnard Duplessis		x	x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
12	Chaudière - Appalaches	XVIIe		Moulin de la seigneurie de Bonsecours		?	x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
12	Chaudière - Appalaches	XVIIe		Moulin à eau de Lotbinière		x				M. Langlois, Des Moulins et des Hommes; Villeneuve et Felteau, Les moulins à eau de la Vallée du Saint-Laurent
12	Chaudière - Appalaches	XIXe	CdEx-008	Moulin du Portage		x	x			Positionnement: commission des Biens culturels. Villeneuve et Felteau, Les moulins à eau de la Vallée du Saint-Laurent; Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
12	Chaudière - Appalaches	XVIIIe	CdEx-002	Moulin du Domaine		x	x			Positionnement: commission des Biens culturels. Villeneuve et Felteau, Les moulins à eau de la Vallée du Saint-Laurent; Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec, base de données ISAQ: Gaumond, Michel, Notes de terrain manuscrites de 1959 à 1968
12	Chaudière - Appalaches	-						x		Villeneuve et Felteau, Les moulins à eau de la Vallée du Saint-Laurent
12	Chaudière - Appalaches	XIXe		Moulin Patton		x	x			Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
12	Chaudière - Appalaches	XIXe		Moulin Banal		x	x			Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
12	Chaudière - Appalaches	XVIIIe		Moulin banal		x	x			Boudreau, Gaumond, Le Québec sous l'œil de l'arpenteur-géomètre depuis Champlain
12	Chaudière - Appalaches	XIXe		Moulin à scie		x		x		Boudreau, Gaumond, Le Québec sous l'œil de l'arpenteur-géomètre depuis Champlain
12	Chaudière - Appalaches	XIXe		Moulin à scie		x		x		Boudreau, Gaumond, Le Québec sous l'œil de l'arpenteur-géomètre depuis Champlain
12	Chaudière - Appalaches	XVIIe		Moulin à eau de la seigneurie de la Rivière du Sud		x	x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
12	Chaudière - Appalaches	XIXe		Moulin Dupuis		x	x			Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
12	Chaudière - Appalaches	XXe		Moulin Deblois		x		x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
12	Chaudière - Appalaches	XIXe		Moulin Siméon Gautron dit Larochelle		x	x	x	x	Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
12	Chaudière - Appalaches	XXe		Moulin Banal		x	x			Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
12	Chaudière - Appalaches	XXe		Moulin Méthot		x			x	Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
12	Chaudière - Appalaches	XIXe		Moulin des Terres		x	x		x	Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
12	Chaudière - Appalaches	XXe		Moulin Francoeur		x		x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
12	Chaudière - Appalaches	XXe		Moulin Mathieu		x		x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
12	Chaudière - Appalaches	XIXe		Moulin Fortin		x		x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
12	Chaudière - Appalaches	XIXe		Moulin Sainte-Auréli		x	x	x	x	Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
12	Chaudière - Appalaches	XIXe		Moulin Banal (Baillargeon)		x		x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
12	Chaudière - Appalaches	XIXe		Moulin Couture		x	x	x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
12	Chaudière - Appalaches	-		Moulin de Sainte-Croix		x	x			Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
12	Chaudière - Appalaches	-		Moulin ind.		x				Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
12	Chaudière - Appalaches	XIXe		Moulin Beaudoin		x	x			Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
12	Chaudière - Appalaches	XIXe		Moulin Bernier		x				Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
12	Chaudière - Appalaches	XIXe		Moulin Lord		x	x	x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
12	Chaudière - Appalaches	XXe		Moulin Veilleux		x				Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
12	Chaudière - Appalaches	XIXe		Moulin Dionne		x				Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
12	Chaudière - Appalaches	XXe		Moulin de Saint-Eugène		x		x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
12	Chaudière - Appalaches	XIXe		Moulin des Terres		x	x	x	x	Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
12	Chaudière - Appalaches	-		Moulin Simard		x		x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
12	Chaudière - Appalaches	XIXe		Moulin Plante		x		x	x	Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
12	Chaudière - Appalaches	-		Moulin Breton		x		x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
12	Chaudière - Appalaches	XIXe		Moulin du Faubourg		x	x	x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
12	Chaudière - Appalaches	XIXe		Moulin Marenda		x	x	x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
12	Chaudière - Appalaches	XIXe		Moulin Parent		x	x	x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
12	Chaudière - Appalaches	XIXe		Moulin Turgeon		x				Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
12	Chaudière - Appalaches	XVIIIe		Moulin Aubert de Gaspé		x	x			Villeneuve et Felteau, Les moulins à eau de la Vallée du Saint-Laurent; Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
12	Chaudière - Appalaches	XIXe		Moulin de la Gorgendière		x				Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
12	Chaudière - Appalaches	XIXe		Moulin Chabot		x	x	x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
12	Chaudière - Appalaches	XIXe		Moulin Jolin		x	x	x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
12	Chaudière - Appalaches	XVIIIe		Moulin à eau		x				Litalien, Palomino et Vaugeois, La mesure d'un continent
12	Chaudière - Appalaches	XIXe		Moulin Nichol		x	x		x	Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
12	Chaudière - Appalaches	XIXe		Moulin banal		x	x			Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
12	Chaudière - Appalaches	XVIIIe		Moulin à eau du Grand-Sault		x	x	x		Villeneuve et Felteau, Les moulins à eau de la Vallée du Saint-Laurent; Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
12	Chaudière - Appalaches	XVIIIe		Moulin de Saint-Roch-des-Aulnaies		x	x			Villeneuve et Felteau, Les moulins à eau de la Vallée du Saint-Laurent
12	Chaudière - Appalaches	XVIIIe		Moulin de Saint-Roch-des-Aulnaies		x	x			Villeneuve et Felteau, Les moulins à eau de la Vallée du Saint-Laurent
12	Chaudière - Appalaches	XIXe		Moulin banal de Saint-Roch-des-Aulnaies		x	x			Positionnement: commission des Biens culturels. Villeneuve et Felteau, Les moulins à eau de la Vallée du Saint-Laurent; Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
12	Chaudière - Appalaches	XVIIIe		Moulin de Saint-Roch-des-Aulnaies	?		?			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
12	Chaudière - Appalaches	XIXe		Moulin Atkinson		x				Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
12	Chaudière - Appalaches	-	CeEt-782	Moulin Îlots Etchemin						base de données ISAQ: Slater, Philippe, Projet d'assainissement des eaux, surveillance archéologique des travaux d'excavation et de mise en place du nouveau système d'aqueduc et d'égout sur le site des îlots Etchemin, CeEt-782
12	Chaudière - Appalaches	XVIIIe		Moulin Canton		x	x			Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
12	Chaudière - Appalaches	XVIIe		Moulin à vent de Saint-Vallier	x		x	x	x	Villeneuve et Felteau, Les moulins à eau de la Vallée du Saint-Laurent; Litalien, Palomino et Vaugeois, La mesure d'un continent

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
12	Chaudière - Appalaches	XVIIIe		Moulin du Petit-Canton (ou du Rocher de Saint-Vallier)		x	x			Villeneuve et Felteau, Les moulins à eau de la Vallée du Saint-Laurent
12	Chaudière - Appalaches	XIXe		Le Moulin des Arts		x		x		Villeneuve et Felteau, Les moulins à eau de la Vallée du Saint-Laurent; Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
12	Chaudière - Appalaches	XIXe		Moulin Longchamps		x				Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
13	Laval	XVIIIe		Moulin du Gros-Sault		x	x			Lebel, Yves, Moulin de Saint-François-de-Sales. Étude historique et archéologique
13	Laval	XVIIIe		Moulin de l'Islet Bourdon		x	x			Lebel, Yves, Moulin de Saint-François-de-Sales. Étude historique et archéologique
13	Laval	XIXe	BjFk-a	Moulin du Crochet		x	x			Lebel, Yves, Moulin de Saint-François-de-Sales. Étude historique et archéologique
13	Laval	XVIIIe	BjFj-024	Moulin de Saint-François-de-Sales		x	x		x	Ethnoscop inc, Moulin de Saint-François-de-Sales, Sondages archéologiques, base de données de l'ISAQ: Lebel, Yves, Moulin de Saint-François-de-Sales, étude historique et archéologique
13	Laval	XVIIe		Moulin à vent de l'Île Jésus	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes; Litalien, Palomino et Vaugeois, La mesure d'un continent
13	Laval	XVIIIe		Moulin de la seigneurie de l'Île Jésus		x	?			Laperle, Le Grain, la Meule et les Vents

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
13	Laval	-	BjFk-002	Moulin Desbiens		x				Données de ISAQ: Balac, Anne-Marie, Notes sur le site de l'ancien moulin Desbiens à Laval
14	Lanaudière	XVIIIe		Moulin de la seigneurie Saint-Sulpice		x	x			Laperle, Le Grain, la Meule et les Vents
14	Lanaudière	XVIIIe		Moulin d'en haut		x	x			Maurault, Marges d'Histoire ***; ; Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques
14	Lanaudière	XVIIIe		Moulin d'en bas		x	x			Maurault, Marges d'Histoire ***; ; Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques
14	Lanaudière	XVIIIe		Moulin à scie		x		x		Maurault, Marges d'Histoire ***; ; Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques
14	Lanaudière	XIXe		Moulin à carder		x			x	Maurault, Marges d'Histoire ***
14	Lanaudière	XVIIIe		Moulin ind.		x	x			Maurault, Marges d'Histoire ***
14	Lanaudière	XVIIIe		Moulin ind.		x	x			Maurault, Marges d'Histoire ***
14	Lanaudière	XVIIIe		Moulin de la seigneurie de Berthier	x		x			Laperle, Le Grain, la Meule et les Vents
14	Lanaudière	XIXe		Moulin de l'île Lebel		x		x		Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
14	Lanaudière	XIXe		Moulin Hunterstown co.		x		x		Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques
14	Lanaudière	XIXe		Moulin Antoine Goudette	?			x		Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques
14	Lanaudière	XXe		Moulin à l'eau		x		x		Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques
14	Lanaudière	XIXe		Moulin Fisk	?					Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques
14	Lanaudière	XVIIIe		Moulin Dupas	x		?			Achéotec 2002
14	Lanaudière	XVIIIe	BkFi-037	Moulin de l'Île Ronde	x		x			Patrimoine Experts, Inventaire archéologique 2006 MRC de l'Assomption, Rapport d'étape, base de données ISAQ: Gagné, Michel, Inventaire archéologique de la M.R.C de l'Assomption et fouille du site Bélanger-Forest (BIFI-1)
14	Lanaudière	XIXe		Moulin Barthélémy Joliette		x				Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques
14	Lanaudière	XIXe		Moulin ind.		x				Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
14	Lanaudière	XIXe		Moulin Bordeleau, ou Scallon ou des soeurs	?					Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques
14	Lanaudière	XIXe		Moulin Cuthbert		x				Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques
14	Lanaudière	XIXe		Moulin Lefevé		x				Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques
14	Lanaudière	-		Scierie Edouard Gohier Ltée		x				Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
14	Lanaudière	XIXe		Moulin ind.	?					Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques
14	Lanaudière	XVIIe		Moulin à vent de Lachenaie	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes, Laperle, Le Grain, la meule et les vents
14	Lanaudière	XVIIIe		Moulin de la seigneurie de La Noraye	x		?			Laperle, Le Grain, la Meule et les Vents
14	Lanaudière	XIXe		Moulin Beaudoin		x		x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec; Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
14	Lanaudière	XVIIe		Moulin à vent de Lavaltrie	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes, Laperle, Le Grain, la Meule et les Vents
14	Lanaudière	XVIIIe		Moulin à farine	x		x			Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques
14	Lanaudière	XVIIIe		Moulin à scie		x		x		Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques
14	Lanaudière	-		Moulin Dansereau		x	x			Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
14	Lanaudière	XIXe		Moulin Grégoire		x	x	x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
14	Lanaudière	XVIIIe	BkFj-006	Moulin du domaine de Mascouche		x	x	x		Lebel, Yves, Évaluation patrimoniale du Domaine de Mascouche; Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques
14	Lanaudière	XVIIIe		Moulin Gabriel Christie	x		x			Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques
14	Lanaudière	XIXe		Moulin Magnan		x		?		Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
14	Lanaudière	XVIIe		Moulin à vent de Repentigny	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes; Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques; Litalien, Palomino et Vaugois, La mesure d'un continent
14	Lanaudière	XIXe	BkFi-039	Moulin Lebeau-Grenier	x		x			Positionnement: commission des Biens culturels. Gagnon & Paradis, La Tournée des vieux moulins à vent du Québec; Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques. Base de données ISAQ: Balac, Anne-Marie, Compte rendu d'une supervision archéologique effectuée sur le site du moulin Lebeau à Repentigny (BkFi-39)
14	Lanaudière	XIXe		Moulin Jetté (Antoine-Jetté)	x		x			Positionnement: commission des Biens culturels. Gagnon & Paradis, La Tournée des vieux moulins à vent du Québec; Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques
14	Lanaudière	XVIIIe		Moulin de la seigneurie de l'Assomption	x		?			Laperle, Le Grain, la Meule et les Vents; Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques
14	Lanaudière	XIXe		Moulin de Joseph Noël	x		x			Gagnon & Paradis, La Tournée des vieux moulins à vent du Québec; Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques
14	Lanaudière	XXe		Moulin Belleville		x	x	x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
14	Lanaudière	XIXe		Moulin Hamelin		x				Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
14	Lanaudière	XIXe		Moulin Dupuis		x	x			Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
14	Lanaudière	XIXe		Moulin Savoie		x	x			Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
14	Lanaudière	XVIIIe		Moulin seigneurial		x	x		x	Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques
14	Lanaudière	XIXe		Vieux moulin Chico (moulin Avila Doucet)		x		x		Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques
14	Lanaudière	-		Moulin Savoie		x				Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
14	Lanaudière	-		Moulin Plante		x				Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
14	Lanaudière	XIXe		Moulin ind.		?				Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques
14	Lanaudière	XIXe		Moulin du Saut Barette	?					Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
14	Lanaudière	XVIIIe		Moulin Seigneurial	x		x			Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques
14	Lanaudière	XIXe		Moulin ind.	?					Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques
14	Lanaudière	XIXe		Moulin de Sainte-Élizabeth	?					Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques
14	Lanaudière	XXe		Moulin Beland		x		x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
14	Lanaudière	XIXe		Moulin ind.	?					Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques
14	Lanaudière	XIXe		Moulin à farine		x	x			Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques
14	Lanaudière	XIXe		Moulin à carder		x			x	Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques
14	Lanaudière	XIXe		Moulin à farine		x	x			Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
14	Lanaudière	-		Moulin ind.		x				Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques
14	Lanaudière	XIXe		Moulin Dufresne		x				Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques
14	Lanaudière	XIXe		Moulin Tremblay		x	x	x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
14	Lanaudière	XIXe		Moulin Coutu		x	x		x	Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec; Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques
14	Lanaudière	XIXe		Moulin Emery		x		x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec; Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques
14	Lanaudière	XVIIIe		Moulin ind.		?				Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques
14	Lanaudière	XIXe		Moulin à farine		x				Maurault, Marges d'Histoire ***
14	Lanaudière	XIXe		Moulin à carder		x				Maurault, Marges d'Histoire ***
14	Lanaudière	XIXe		moulin à scie		x				Maurault, Marges d'Histoire ***
14	Lanaudière	XIXe		moulin à scie		x				Maurault, Marges d'Histoire ***

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
14	Lanaudière	XIXe		moulin à scie		x				Maurault, Marges d'Histoire ***
14	Lanaudière	XIXe		Moulin des Dalles		x				Maurault, Marges d'Histoire ***
14	Lanaudière	XIXe		Moulin à farine d'avoine		x				Maurault, Marges d'Histoire ***
14	Lanaudière	XIXe		moulin à scie		x				Maurault, Marges d'Histoire ***
14	Lanaudière	XIXe		Moulin James Beaulieu		x	x			Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques
14	Lanaudière	XIXe		Scierie Godefroy		x		x		Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques
14	Lanaudière	XIXe		Moulin Lévesque		x		x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec; Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques
14	Lanaudière	XIXe		Moulin ind.		x				Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques
14	Lanaudière	XIXe		Moulin à scie		x		x		Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
14	Lanaudière	XIXe		Moulin à farine	x		x			Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques
14	Lanaudière	XVIIIe		Moulin banal	x		x			Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques
14	Lanaudière	XIXe		Moulin Saint-André		x		?		Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques
14	Lanaudière	XIXe		Moulin D'Orsionnens		x				Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques
14	Lanaudière	XIXe		Moulin ind.		?				Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques
14	Lanaudière	XIXe		Moulin Bleu		x	x			Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec; Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques
14	Lanaudière	-		Moulin de Saint-Roch-de-L'Achigan		x	x	x	x	Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
14	Lanaudière	XVIIIe		Moulin de Saint-Sulpice	x		x			Maurault, Marges d'Histoire ***; Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques
14	Lanaudière	XVIIIe		Moulin à farine	?		x			Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
14	Lanaudière	XIXe		Moulin ind.	?					Archéotec 2002: Lanaudière - État des connaissances, inventaire et caractérisation des ressources archéologiques
14	Lanaudière	XVIIIe	BkFj-013	Moulin à farine de Terrebonne			x			base de données ISAQ: Ethnoscop, Vieux-Terrebonne. Programme d'enfouissement des réseaux câblés en milieu patrimonial. Interventions archéologiques; http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mandats/pont_terrebonne/documents/PR3-1tab3_20.pdf
14	Lanaudière	XVIIIe	BkFj-001	Moulin à farine		x	x			Archéotec 2002, L'Île des Moulins
14	Lanaudière	XVIIIe	BkFj-001	Moulin à scie		x		x		Archéotec 2002, L'Île des Moulins
14	Lanaudière	XIXe	BkFj-001	Moulin à scie		x		x		Archéotec 2002, L'Île des Moulins
14	Lanaudière	XIXe	BkFj-001	Moulin à farine à turbine		x	x			Archéotec 2002, L'Île des Moulins
14	Lanaudière	XIXe	BkFj-001	Moulin à carder		x			x	Archéotec 2002, L'Île des Moulins
14	Lanaudière	XIXe	BkFj-001	Moulin à fouler		x			x	Archéotec 2002, L'Île des Moulins
14	Lanaudière	XIXe	BkFj-001	Moulin à farine		x	x			Archéotec 2002, L'Île des Moulins
14	Lanaudière	XIXe	BkFj-001	Île des Moulins		x	x	x	x	Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
15	Laurentide	-		Moulin Coupal		x				Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
15	Laurentide	XVIIIe		Moulin de la Baie		?	?			Maurault, Marges d'Histoire ***
15	Laurentide	XIXe		Moulin Thorburn		x	x	x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
15	Laurentide	XIXe		Moulin Bernard		x	x			Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
15	Laurentide	XIXe		Moulin Roan		x				Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
15	Laurentide	XVIIIe		Moulin ind.		x		x		Maurault, Marges d'Histoire ***
15	Laurentide	-		Moulin ind.		?				Maurault, Marges d'Histoire ***
15	Laurentide	XIXe		Moulin des Seigneurs		x	?			Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec; Maurault, Marges d'Histoire ***
15	Laurentide	XVIIIe		Moulin de la Belle-Rivière		x		x		Maurault, Marges d'Histoire ***
15	Laurentide	XVIIIe		Moulin Légaré		x	x			Positionnement: commission des Biens culturels. Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec http://www.patriotes.cc/portail/fr/docs/revuedm/04/revuedm04_2.pdf
15	Laurentide	XIXe		Moulin de la Dalle		x				Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
15	Laurentide	XIXe	BkFm-002	Pulperie des Chutes Wilson		x		x		base de données ISAQ: Cardinal, Pierre, Pulperie des chutes Wilson, archéologie, technologie, histoire, étude préliminaire

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
15	Laurentide	XIXe		Moulin Limoges		x				Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
15	Laurentide	XIXe		Moulin Filion		x		x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
16	Montérégie	XIXe		Moulin Danderault		x				Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
16	Montérégie	XIXe		Moulin Racine		x	x			Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
16	Montérégie	-		Moulin Bedfort		x	x			Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
16	Montérégie	XVIIIe		Moulin de Beloeil	x		x			Laperle, Le Grain, la Meule et les Vents
16	Montérégie	XVIIe		Moulin de Boucherville	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes, Laperle, Le Grain, la meule et les vents; Litalien, Palomino et Vaugois, La mesure d'un continent
16	Montérégie	XVIIIe		Moulin de la seigneurie du Cap-de-la- Trinité	x		?			Laperle, Le Grain, la Meule et les Vents
16	Montérégie	XVIIe	BiFh- 015	Moulin à vent de Chambly	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes, Laperle, Le Grain, la meule et les vents; Litalien, Palomino et Vaugois, La mesure d'un continent

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
16	Montérégie	XVIIe		Moulin de l'île Saint-Bernard	x		x			Gagnon & Paradis, La Tournée des vieux moulins à vent du Québec. Curieusement il s'agit d'un moulin du 17e et Langlois n'en parle pas! Laperle, Le Grain, la meule et les vents
16	Montérégie	XVIIe		Moulin à vent de Contrecoeur	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes; Litalien, Palomino et Vaugeois, La mesure d'un continent
16	Montérégie	XVIIIe	BIFh-003	Moulin Chaput	x		?			Gagnon & Paradis, La Tournée des vieux moulins à vent du Québec
16	Montérégie	XVIIIe		Moulin Pierre Martel	x		x			Gagnon & Paradis, La Tournée des vieux moulins à vent du Québec
16	Montérégie	XIXe		Moulin Mailhot	x		x			Gagnon & Paradis, La Tournée des vieux moulins à vent du Québec
16	Montérégie	XVIIIe		Moulin de Contrecoeur	x		x			Laperle, Le Grain, la Meule et les Vents
16	Montérégie	XIXe		Moulin du Brûlé	x		?			Gagnon & Paradis, La Tournée des vieux moulins à vent du Québec
16	Montérégie	XIXe		Moulin Beadet		x				Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
16	Montérégie	XIXe		Moulin Girouard		x	x			Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
16	Montérégie	XIXe		Moulin Freligh		x				Positionnement: commission des Biens culturels. Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
16	Montérégie	XIXe		Moulin Hunter		x		x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
16	Montérégie	XIXe		Moulin Ménard		x				Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
16	Montérégie	XVIIIe	BiFi-001	Moulin à vent de l'île Perrot (de Pointe-du-Moulin)	x		x			Gagnon & Paradis, La Tournée des vieux moulins à vent du Québec; Laperle, Le Grain, la meule et les vents. Base de données ISAQ: Lueger, Richard, Fouilles archéologiques à la pointe du Moulin, île Perrot, BiFi-1
16	Montérégie	XVIIIe		Moulin Chartier de Lotbinière	x		x			Gagnon & Paradis, La Tournée des vieux moulins à vent du Québec
16	Montérégie	XVIIIe	BkFi-005	Moulin de l'île Sainte-Thérèse	x		x			Ethnoscop inc, île Sainte-Thérèse, Inventaire et expertise archéologique. Ministère des Affaires culturelles
16	Montérégie	XVIIe		Moulin à vent des Îslets-Verts	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
16	Montérégie	XVIIe		Moulin à vent de la seigneurie de la Prairie-de-la-Madeleine	x		?			Laperle, Le Grain, la Meule et les Vents; Litalien, Palomino et Vaugeois, La mesure d'un continent
16	Montérégie	XVIIIe		Moulin à eau de la seigneurie de la Prairie-de-la-Madeleine		x	?			Laperle, Le Grain, la Meule et les Vents
16	Montérégie	XVIIe		Moulin à vent de Laprairie	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
16	Montérégie	XVIIe	BjFj-075	Moulin à vent de Longueuil	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes; Laperle, Le Grain, la meule et les vents; Litalien, Palomino et Vaugois, La mesure d'un continent; Groupe de recherches en histoire du Québec, Surveillance archéologiques, Vieux-Longueuil, site des Moulins, BjFj-75. Base de données ISAQ
16	Montérégie	XVIIIe		Moulin à vent (2e)	x		?			Laperle, Le Grain, la Meule et les Vents
16	Montérégie	XVIIIe		Moulin à eau de l'île Saint-Hélène		x	?			Laperle, Le Grain, la Meule et les Vents
16	Montérégie	XIXe	BjFj-008	Moulin du Vieux-Longueuil				x		Groupe de recherches en histoire du Québec, Surveillance archéologiques, Vieux-Longueuil, site des Moulins, BjFj-75. Base de données ISAQ
16	Montérégie	XVIIIe		Moulin à eau de Longueuil		x				Information de M. Bernard Hébert en donnant les références: Pluram, Études de potentiel archéologique, Ethnoscop, Études de potentiel archéologique
16	Montérégie		BhFI-001b	Moulin à eau dit Moulin du Troux		x				Données de ISAQ: Carle, Paul, Étude historique et évaluation patrimoniale du site du Trou à la pointe des Cascades. Cossette, É. et Laroche, R. Autoroute 30, de la route 138 (Châteauguay) à l'autoroute 20 (Vaudreuil). Synthèse archéologique.
16	Montérégie	XVIIIe		Moulin de Boucher de la Périère	x		x			Gagnon & Paradis, La Tournée des vieux moulins à vent du Québec
16	Montérégie	XVIIIe		Moulin de Montarville		x	x			Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec, Laperle, Le Grain, la meule et les vents

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
16	Montérégie	XVIIIe		Moulin Seigneurial		x				Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
16	Montérégie	XIXe		Moulin ind.		?				
16	Montérégie	XIXe		Moulin Monk et Dessaulles		x				Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
16	Montérégie	XVIIIe		Moulin de Saint-Ours	x		x			Gagnon & Paradis, La Tournée des vieux moulins à vent du Québec. Datation par http://inventairenf.cieq.ulaval.ca/inventaire/listpersonnagealpha.do?letters=s
16	Montérégie	XVIIIe		Moulin de la seigneurie Saint-Ours	x		?			Laperle, Le Grain, la Meule et les Vents
16	Montérégie	XIXe		Moulin Saint-Pie		x	x			Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
16	Montérégie	XVIIe		Moulin à vent de Sorel	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
16	Montérégie	XVIIe		Moulin à vent de Sorel	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes; Laperle, Le Grain, la meule et les vents; Litalien, Palomino et Vaugois, La mesure d'un continent
16	Montérégie	XVIIIe		Moulin de la seigneurie de Soulanges		x	?			Laperle, Le Grain, la Meule et les Vents
16	Montérégie	XIXe		Moulin Cornell		x	x			Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
16	Montérégie	XVIIe		Moulin à vent de Varennes	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes; Laperle, Le Grain, la meule et les vents. Litalien, Palomino et Vaugois, La mesure d'un continent
16	Montérégie	XVIIIe	BkFi-022	Moulin Marie-Victorin (Moulin à vent de Verchère)	x		x			Positionnement: commission des Biens culturels. Gagnon & Paradis, La Tournée des vieux moulins à vent du Québec, Laperle, Le Grain, la Meule et les Vents, base de données ISAQ: Desjardins, Pierre, Les moulins à vent du Québec, analyse et proposition d'intervention
16	Montérégie	XVIIIe		Moulin à eau de la seigneurie de Verchères		x	?			Laperle, Le Grain, la Meule et les Vents
16	Montérégie	XVIIIe		Moulin indéterminé de la seigneurie de Verchères		?				Laperle, Le Grain, la Meule et les Vents
16	Montérégie	XIXe		Moulin Dubois		x	x	x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
16	Montérégie	XIXe		Moulin Dansereau	x		x			Positionnement: commission des Biens culturels. Gagnon & Paradis, La Tournée des vieux moulins à vent du Québec
16	Montérégie	-		Moulin ind.	x		x			Gagnon & Paradis, La Tournée des vieux moulins à vent du Québec
17	Centre-du-Québec	XVIIIe		Moulin de la Baye Saint-Anthoine		x	x			Notaire Petit microfilm 1468, # ?????, date:

INVENTAIRE DES MOULINS DU QUÉBEC

No région	Région	Siècle	Code Borden	Moulin	Force		Produit			Référence
					Vent	Eau	Farine	Scie	Carde/Laine	
17	Centre-du-Québec	XVIIe		Moulin de Bécancour	?		?			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
17	Centre-du-Québec	XIXe	CbFc-002	Moulin du chemin Nicolas Perrot		x		x		Base de données de ISAQ: Cérane, Réaménagement chemin Nicolas-Perrot, Réaménagement, inventaire archéologique.
17	Centre-du-Québec	XVIIe		Moulin à eau de Gentilly		x	x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes; Villeneuve et Felteau, Les moulins à eau de la Vallée du Saint-Laurent; Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
17	Centre-du-Québec	XXe		Moulin Desmarais		x	x	x		Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
17	Centre-du-Québec	-		Moulin Qui Chante		x	x			Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec
17	Centre-du-Québec	XVIIe		Moulin à vent de Saint-François-du-Lac	x		x			M. Langlois, Des Moulins et des Hommes
17	Centre-du-Québec	XIXe		Le Vieux Moulin de St-Grégoire	x		x			Gagnon & Paradis, La Tournée des vieux moulins à vent du Québec
17	Centre-du-Québec	XIXe		Moulin Plante		x	x	x	x	Ministère des Affaires culturelles, Répertoire des moulins à eau du Québec

Source : Archéotec Inc., 2008

ANNEXE 6

Inventaire des quais au Québec

Inventaire des quais au Québec

Code Borden	Nom du site	Municipalité	Région	Datation	Contexte environnemental	Opération(s) réalisée(s)
BgFh-13	Quai	Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	Montréal	1760-1799	Contexte de rivière Semi submergé Fond vaseux	Relevés préliminaires
BgFn-7	Village fantôme de La Guerre	Saint-Anicet	Montréal	1800-1899	Semi submergé visibles de la surface	Mention
BhFh-7	Quai	Saint-Jean-Iberville	Montréal	1800-1899	Contexte de rivière Submergé Faible profondeur (3 m)	Relevés préliminaires
BhFh-9	Quai militaire (quai du collège militaire royal)	Saint-Jean-Iberville	Montréal	1775-1800	Contexte de rivière Submergé Faible profondeur (1 m)	Relevés préliminaires
BiFh-7	Quai Saint-Mathias sud	Saint-Mathias-sur-Richelieu	Montréal	indéterminé	Contexte de rivière Semi submergé	Relevés préliminaires
BiFh-8	Quai Franchère (1826) ou quai de la Co. de Navigation du Richelieu (1850) ou quai Saint-Mathias (1900)	Saint-Mathias-sur-Richelieu	Montréal	1826 à 1900	Contexte de rivière Semi submergé	Relevés préliminaires

Inventaire des quais au Québec

Code Borden	Nom du site	Municipalité	Région	Datation	Contexte environnemental	Opération(s) réalisée(s)
BiFh-9	Quai Saint-Mathias nord	Saint-Mathias-sur-Richelieu	Montréal	1826-1909	Contexte de rivière Faible profondeur (2m) et émergeant.	Relevés préliminaires
BiFj-64	Montreal Warehousing Co.	Montréal	Montréal	1800-1900	Contexte terrestre. En stratigraphie Zone remblayée	Prospection archéologique
BiFw-24	Lac Leamy	Hull	Outaouais	indéterminé	Contexte terrestre En stratigraphie.	Mention et localisation
BiFw-8	Parc Laurier	Hull	Outaouais	1775-1800 (rallongé 1900-1931)	Contexte terrestre En stratigraphie	Opération archéologique complète
BjFh-1	Quai Préfontaine	Mont-Saint-Hilaire	Montréal	1850-1900	Contexte de rivière Submergé Faible profondeur (2m). Sur fond de vase et pieraille	Relevés préliminaires
BjFh-2	Quai Campbell	Mont-Saint-Hilaire	Montréal	1820-1900	Contexte de rivière Semi Submergé Fond vaseux	Relevés préliminaires

Inventaire des quais au Québec

Code Borden	Nom du site	Municipalité	Région	Datation	Contexte environnemental	Opération(s) réalisée(s)
BjFh-4	Quai Beloeil nord	Beloeil	Montréal	1790-1890	Contexte de rivière Semi Submergé Fond vaseux	Relevés préliminaires
BjFj-22	La pointe à Callière : Lieu de fondation de Montréal Près de la Rue des Quais	Montréal	Montréal	1793-1799	Informations insuffisantes	Mention
BjFj-50 (inclu BjFj-94)	Quais Berthelet-Morau	Montréal	Montréal	1818-1838	Contexte terrestre En stratigraphie Zone remblayée	Opération archéologique complète
BjFj-56	Faubourg Québec	Montréal	Montréal	1840	Contexte terrestre. En stratigraphie Zone remblayée	Opération archéologique complète
BkFg-1	Quai Duhamel	Saint-Denis-sur- Richelieu	Montréal	vers 1860	Contexte de rivière Semi submergé	Relevés préliminaires
BkFg-2	Quai Pagé	Saint-Denis-sur- Richelieu	Montréal	vers 1840	Contexte de rivière Faible profondeur (2 m)	Relevés préliminaires

Inventaire des quais au Québec

Code Borden	Nom du site	Municipalité	Région	Datation	Contexte environnemental	Opération(s) réalisée(s)
BkFg-3	Quai Saint-Denis	Saint-Denis-sur-Richelieu	Montréal	vers 1830 (1910 pour le caisson d'acier)	Contexte de rivière Semi submergé Fond de pierres concassées, vase et sable	Relevés préliminaires
BkFh-1	Quai Saint-Marc Nord	Saint-Marc-sur-Richelieu	Montréal	indéterminé (1790-1900) à préciser	Contexte de rivière Submergé Faible profondeur (2m) Fond de vase et pierrailles.	Relevés préliminaires
BkFh-2	Quai Saint-Charles Nord	Saint-Charles-sur-Richelieu	Montréal	indéterminé (1780-1918)à préciser	Contexte de rivièreSemi submergéFond de vase et pieraille.	Relevés préliminaires
BkFh-4	Quai Ruisseau des Chênes	Saint-Antoine-sur-Richelieu	Montréal	vers 1800	Contexte de rivière Semi submergé Fond de vase et sable	Relevés préliminaires
BkFh-5	Quai Richelieu ou Quai de la Co. du Richelieu	Saint-Antoine-sur-Richelieu	Montréal	indéterminé (1790- 1907)	Contexte de rivière Semi submergé Fond de sable et pierrailles	Relevés préliminaires

Inventaire des quais au Québec

Code Borden	Nom du site	Municipalité	Région	Datation	Contexte environnemental	Opération(s) réalisée(s)
BkFh-6	Quai Cartier	Saint-Antoine-sur-Richelieu	Montréal	vers 1850	Contexte de rivière Semi submergé Fond rocailleux	Relevés préliminaires
BIFg-4	Quai Saint-Ours sud	Saint-Ours	Montréal	1850-1900	Contexte de rivière Submergé Faible profondeur (2m). Fond rocailleux.	Relevés préliminaires
BIFg-5	Quai Saint-Ours	Saint-Ours	Montréal	vers 1800	Contexte de rivière Submergé Faible profondeur (2m). Fond rocailleux.	Relevés préliminaires
BIFg-6	Quai Saint-Ours nord	Saint-Ours	Montréal	indéterminé	Contexte de rivière Semi submergé Fond de sable et pierrailles.	Relevés préliminaires
BIFg-7	Quai Sainte-Victoire	Sainte-Victoire-de-Sorel	Montréal	1860-1920	Contexte de rivière Submergé Profondeur indéterminée Fond vaseux.	Relevés préliminaires

Inventaire des quais au Québec

Code Borden	Nom du site	Municipalité	Région	Datation	Contexte environnemental	Opération(s) réalisée(s)
CeEt-14	Place-Royale: Batterie Royale	Québec	Capitale-Nationale	1775-1800	Contexte terrestre En stratigraphie. Zone remblayée.	Prospection archéologique
CeEt-14	Place-Royale: Batterie Royale	Québec	Capitale-Nationale	1775-1800	Contexte terrestre En stratigraphie. Zone remblayée.	Prospection archéologique
CeEt-14	Place-Royale: Batterie Royale	Québec	Capitale-Nationale	1834	Contexte terrestre En stratigraphie. Zone remblayée.	Prospection archéologique
CeEt-14	Place-Royale: Batterie Royale	Québec	Capitale-Nationale	1835-1838	Contexte terrestre En stratigraphie. Zone remblayée.	Relevés préliminaires
CeEt-18	Place-Royale: Maison Pagé-Quercy	Québec	Capitale-Nationale	1750-1800	Contexte terrestre. Stratigraphie perturbée	Prospection archéologique
CeEt-22	Parc Cartier-Brébeuf: Quai à l'ouest de la rivière Lairet, au sud du moulin à scie Richard	Québec	Capitale-Nationale	avant 1866	Contexte terrestre. En stratigraphie Zone remblayée	Mention

Inventaire des quais au Québec

Code Borden	Nom du site	Municipalité	Région	Datation	Contexte environnemental	Opération(s) réalisée(s)
CeEt-22	Parc Cartier-Brébeuf: Rive droite de la riv. Lairet, confluent de la riv. Saint-Charles	Québec	Capitale- Nationale	Indéterminée	Vestiges non retrouvés	Mention
CeEt-22	Parc Cartier-Brébeuf: À l'ouest de la rivière Lairet sur le lot 7C	Québec	Capitale- Nationale	avant 1886	Informations insuffisantes	Mention
CeEt-22	Parc Cartier-Brébeuf: Quai à l'ouest de la riv. Lairet. Près du moulin à scie no. 49.	Québec	Capitale- Nationale	1863-1866	Informations insuffisantes	Mention
CeEt-22	Parc Cartier-Brébeuf: Quais 1 à l'ouest de la riv. Lairet.	Québec	Capitale- Nationale	1840-1854	Informations insuffisantes Vestiges non retrouvés	Mention
CeEt-22	Parc Cartier-Brébeuf: Quai 2 à l'ouest de la riv. Lairet	Québec	Capitale- Nationale	avant 1920	Informations insuffisantes	Mention

Inventaire des quais au Québec

Code Borden	Nom du site	Municipalité	Région	Datation	Contexte environnemental	Opération(s) réalisée(s)
CeEt-22	Parc Cartier-Brébeuf: Quai sur la rive gauche de l'embouchure de la rivière Lairet	Québec	Capitale-Nationale	avant 1924	Informations insuffisantes	Mention
CeEt-53	Quai (1 de 3), rue Saint-André	Québec	Capitale-Nationale	1875-1925	Contexte terrestre En startigraphie	Prospection archéologique
CeEt-110	Îlot Hunt: Quai de La Chesnaye	Québec	Capitale-Nationale	1699	Contexte terrestre En stratigraphie. Zone remblayée.	Opération archéologique complète
CeEt-110	Îlot Hunt: Quai de Comporté/Gobin	Québec	Capitale-Nationale	indéterminé	Contexte terrestre En stratigraphie. Zone remblayée.	Opération archéologique complète
CeEt-110	Îlot Hunt: 1er quai Régime anglais	Québec	Capitale-Nationale	1770	Contexte terrestre En stratigraphie. Zone remblayée.	Opération archéologique complète
CeEt-110	Îlot Hunt: premier quai de bois	Québec	Capitale-Nationale	1773	Contexte terrestre En stratigraphie. Zone remblayée.	Opération archéologique complète

Inventaire des quais au Québec

Code Borden	Nom du site	Municipalité	Région	Datation	Contexte environnemental	Opération(s) réalisée(s)
CeEt-110	Îlot Hunt: deuxième quai de bois	Québec	Capitale-Nationale	1779	Contexte terrestre En stratigraphie. Zone remblayée.	Opération archéologique complète
CeEt-110	Îlot Hunt: troisième quai de bois	Québec	Capitale-Nationale	1810	Contexte terrestreEn stratigraphie. Zone remblayée.	Opération archéologique complète
CeEt-113	Quai (2 de 3), rue Saint-André	Québec	Capitale-Nationale	1800-1899	Contexte terrestre En stratigraphie. Zone remblayée.	Mention
CeEt-115	Rue Saint-Paul	Québec	Capitale-Nationale	1800-1899	Contexte terrestre En stratigraphie. Zone remblayée.	Mention et localisation
CeEt-116	Quai (3 de 3), rue Saint-André	Québec	Capitale-Nationale	1850-1900	Contexte terrestre En stratigraphie. Zone remblayée.	Mention et localisation
CeEt-119	Quai, bassin Louise	Québec	Capitale-Nationale	indéterminé	Contexte terrestre En stratigraphie. Zone remblayée.	Mention et localisation

Inventaire des quais au Québec

Code Borden	Nom du site	Municipalité	Région	Datation	Contexte environnemental	Opération(s) réalisée(s)
CeEt-123	Quais postérieurs au Chantier naval: 1-Quai est: q.secondaire construit dans le chantier naval	Québec	Capitale-Nationale	1738-1739	Contexte terrestre. En stratigraphie perturbée Zone remblayée	Opération archéologique complète
CeEt-123	Quais postérieurs au Chantier naval:2-Quai ouest: situé à l'éperon ouest de l'ancien chantier naval	Québec	Capitale-Nationale	Vers 1775	Contexte terrestre. En stratigraphie Zone remblayée	Opération archéologique complète
CeEt-123	Quais postérieurs au Chantier naval: 3-Quais privés: à l'ouest du Chantier dans le Havre du Palais	Québec	Capitale-Nationale	Indéterminé	Contexte terrestre. En stratigraphie Zone remblayée	Opération archéologique complète
CeEt-135	Place-Royale: Quai du boulevard Champlain	Québec	Capitale-Nationale	Après 1760	Description insuffisante	(Informations insuffisantes)

Inventaire des quais au Québec

Code Borden	Nom du site	Municipalité	Région	Datation	Contexte environnemental	Opération(s) réalisée(s)
CeEt-137	Place-Royale: Marché Finlay (quai de 1785)	Québec	Capitale-Nationale	1785	Contexte terrestre En stratigraphie. Zone remblayée.	Relevés préliminaires
CeEt-137	Place-Royale: Marché Finlay (quai de 1817)	Québec	Capitale-Nationale	1817	Contexte terrestre En stratigraphie. Zone remblayée.	Prospection archéologique
CeEt-137	Place-Royale: Marché Finlay (quai de 1818)	Québec	Capitale-Nationale	1818	Contexte terrestre En stratigraphie. Zone remblayée.	Prospection archéologique
CeEt-137	Place-Royale: Le quai du Marché Finlay	Québec	Capitale-Nationale	1837	Contexte terrestreEn stratigraphie. Zone remblayée.	Prospection archéologique
CeEt-137	Place-Royale: Marché Finlay (quai Saint-Andrée)	Québec	Capitale-Nationale	1837	Contexte terrestre En stratigraphie. Zone remblayée.	Prospection archéologique
CeEt-137	Place-Royale: Marché Finlay (rallongement du quai Saint-André)	Québec	Capitale-Nationale	1850-1852	Contexte terrestre En stratigraphie. Zone remblayée.	Mention et localisation

Inventaire des quais au Québec

Code Borden	Nom du site	Municipalité	Région	Datation	Contexte environnemental	Opération(s) réalisée(s)
CeEt-137	Place-Royale: Marché Finlay	Québec	Capitale-Nationale		Contexte terrestre En stratigraphie. Zone remblayée.	Mention et localisation
CeEt-137	Place-Royale: Marché Finlay	Québec	Capitale-Nationale		Contexte terrestre En stratigraphie. Zone remblayée.	Mention et localisation
CeEt-140	Rue St-Jacques (opération 1A1)	Québec	Capitale-Nationale	indéterminé	Contexte terrestre En stratigraphie. Zone remblayée.	Prospection archéologique
CeEt-142	Place-Royale: Fondations lot 2111	Québec	Capitale-Nationale	indéterminé	Informations insuffisantes	Mention
CeEt-143	Rue St-Jacques (opération 1A1)	Québec	Capitale-Nationale	1800-1900	Contexte terrestreEn stratigraphie. Zone remblayée.	Prospection archéologique
CeEt-145 (devenu CeEt-536)	Tranchée ruelle Bell	Québec	Capitale-Nationale	indéterminé	Contexte terrestre En stratigraphie. Zone remblayée.	Prospection archéologique

Inventaire des quais au Québec

Code Borden	Nom du site	Municipalité	Région	Datation	Contexte environnemental	Opération(s) réalisée(s)
CeEt-148	Boulevard /Marché Champlain (opération 1A1)	Québec	Capitale-Nationale	indéterminé	Contexte terrestre En stratigraphie. Zone remblayée.	Prospection archéologique
CeEt-158	Place-Royale: Maison Tourangeau	Québec	Capitale-Nationale	indéterminé	Contexte terrestre En stratigraphie. Zone remblayée.	Prospection archéologique
CeEt-170	Place-Royale:Quai du boulevard Champlain	Québec	Capitale-Nationale	après 1760	Contexte terrestre En stratigraphie. Zone remblayée.	Mention et localisation
CeEt-171	Place-Royale: Quai boulevard Champlain	Québec	Capitale-Nationale	indéterminé	Contexte terrestre. Informations insuffisantes	Informations insuffisantes
CeEt-172	Place-Royale: Quai boulevard Champlain	Québec	Capitale-Nationale	indéterminé	Contexte terrestre. Stratigraphie perturbée	Prospection archéologique
CeEt-210	Dalhousie	Québec	Capitale-Nationale	1845-1860	Contexte terrestre. En stratigraphie.	Relevés préliminaires
CeEt-218	Place-Royale: Maison Pagé-Quercy (quai de 1805)	Québec	Capitale-Nationale	1805	Contexte terrestre En stratigraphie. Zone remblayée.	Prospection archéologique

Inventaire des quais au Québec

Code Borden	Nom du site	Municipalité	Région	Datation	Contexte environnemental	Opération(s) réalisée(s)
CeEt-218	Place-Royale: Maison Pagé-Quercy (quai de 1822)	Québec	Capitale-Nationale	1822	Contexte terrestre En stratigraphie. Zone remblayée.	Prospection archéologique
CeEt-382	Rue Sault-au-Matelot	Québec	Capitale-Nationale	1760-1825	Contexte terrestre En stratigraphie. Zone remblayée.	Relevés préliminaires
CeEt-396	Rue Lacroix	Québec	Capitale-Nationale	1800-1900	Contexte terrestre. En stratigraphie Zone remblayée	Mention et localisation
CeEt-459	Rue Bell	Québec	Capitale-Nationale	1775-1825	Contexte terrestre. En stratigraphie Zone remblayée	Relevés préliminaires
CeEt-483	Rue Saint-Pierre	Québec	Capitale-Nationale	indéterminé	Contexte terrestre En stratigraphie	Prospection archéologique
CeEt-536	Îlot Bell: Quai Wilcock-Lymburner	Québec	Capitale-Nationale	(1783-1795)	Contexte terrestre En stratigraphie Zone remblayée	Opération archéologique complète

Inventaire des quais au Québec

Code Borden	Nom du site	Municipalité	Région	Datation	Contexte environnemental	Opération(s) réalisée(s)
CeEt-536	Îlot Bell: Quai Lymburner et Crawford	Québec	Capitale-Nationale	1790	Contexte terrestre En stratigraphie Zone remblayée	Opération archéologique complète
CeEt-536	Îlot Bell: Quai Monroe et Bell	Québec	Capitale-Nationale	1805-1830	Contexte terrestre. En stratigraphie Zone remblayée	Opération archéologique complète
CeEt-582	Rue de La Reine	Québec	Capitale-Nationale	indéterminé	Contexte terrestre. En stratigraphie Zone remblayée	Opération archéologique complète
CeEt-616	Jetée-du-Bassin-Louise	Québec	Capitale-Nationale	Après 1879	Contexte terrestre. En stratigraphie Zone remblayée	Opération archéologique complète
CeEt-687	Rue Saint-Roch	Québec	Capitale-Nationale	indéterminé	Contexte terrestre. En stratigraphie Zone remblayée	Prospection archéologique
CeEt-703	Rue des Embarcations	Québec	Capitale-Nationale	1870-1875	Contexte terrestre. En stratigraphie Zone remblayée	Opération archéologique complète

Inventaire des quais au Québec

Code Borden	Nom du site	Municipalité	Région	Datation	Contexte environnemental	Opération(s) réalisée(s)
CeEt-711	Chantier A.C. Davie	Lévis	Chaudière-Appalaches	1800-1899	Contexte fluvialSemi submergé	Opération archéologique complète
CeEt-727	Rue des Embarcations	Québec	Capitale-Nationale	1800-1899	Contexte terrestre. En stratigraphie Zone remblayée	Opération archéologique complète
CeEt-756	Rue de la Marée-Haute	Québec	Capitale-Nationale	1800-1850	Contexte terrestre. En stratigraphie Zone remblayée	Prospection archéologique
CeEt-782	Sur la rive ouest de l'embouchure de l'Etchemin	Saint-Romuald	Chaudière-Appalaches	1800-1899	Contexte terrestre En surface. Zone remblayée.	Opération archéologique complète
CeEt-792	Entrepôt Renaud	Québec	Capitale-Nationale	1825-1850	Contexte terrestre En stratigraphie Zone remblayée	Opération archéologique complète
CeEt-803	Boulevard Champlain	Québec	Capitale-Nationale	1850-1999	Contexte terrestre. En stratigraphie Zone remblayée	Relevés préliminaires

Inventaire des quais au Québec

Code Borden	Nom du site	Municipalité	Région	Datation	Contexte environnemental	Opération(s) réalisée(s)
CeEt-803	Quai de Diamond Harbour	Québec	Capitale-Nationale	1850-1900	Contexte terrestre Perturbés Rejets de démolition	Relevés préliminaires
CeEt-803	Quai de la gare Maritime	Québec	Capitale-Nationale	1900-1950	Contexte terrestre. En stratigraphie. Zone remblayée	Relevés préliminaires
CfEt-5	Brasserie et distillerie Beauport	Beauport	Capitale-Nationale	1850-1900	Contexte terrestre En stratigraphie Zone remblayée	Opération archéologique complète
CkEl-1	Quai du Moulin de Port-au-Saumon	Baie de Port-au-Saumon, Côte de Charlevoix	Capitale-Nationale	1900-1950	Contexte maritime (ou estuarien) Submergé Faible profondeur	Prospection archéologique
CIEk-4	Quai du Moulin de Baie-des-Rochers	Baie-des-Rochers, Côte de Charlevoix	Capitale-Nationale	fin XIXe	Contexte maritime (ou estuarien) Submergé Faible profondeur	Prospection archéologique

Inventaire des quais au Québec

Code Borden	Nom du site	Municipalité	Région	Datation	Contexte environnemental	Opération(s) réalisée(s)
CIEk-5	Quai de l'Île aux Lièvres	Île aux Lièvres, estuaire du Saint-Laurent	Saguenay–Lac-Saint-Jean	1900-1950	Contexte maritime (ou estuarien) Submergé Faible profondeur	Prospection archéologique
CIEI-3	Quai du Moulin de Saint-Siméon	Saint-Siméon, Côte de Charlevoix	Capitale-Nationale	1800-1850	Contexte maritime (ou estuarien) Submergé Faible profondeur	Prospection archéologique
CIEI-4	Quai du Moulin de Port au Quilles	Port aux Quilles, Côte de Charlevoix	Capitale-Nationale	1850-1900	Contexte maritime (ou estuarien)SubmergéFaible profondeur	Prospection archéologique
DbEI-2	Scierie Sainte-Marguerite	Sacré-Coeur	Côte-Nord	indéterminé	Contexte maritime ou estuarien Semi-submergé	Prospection archéologique
DbEI-5	Anse au Cheval	Petit-Saguenay	Saguenay–Lac-Saint-Jean	indéterminé	Contexte maritime ou estuarien Semi-submergé	Prospection archéologique

Inventaire des quais au Québec

Code Borden	Nom du site	Municipalité	Région	Datation	Contexte environnemental	Opération(s) réalisée(s)
DbEl-8	Quai du moulin de Saint-Étienne	Anse de Saint-Étienne, rivière Saguenay	Saguenay–Lac-Saint-Jean	fin XIXe	Contexte maritime (ou estuarien) Submergé Faible profondeur	Prospection archéologique
DbEm-4	Quais du Moulin de la rivière du Petit Saguenay	Embouchure de la rivière du Petit Saguenay	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Site de 2 quais: fin XXe siècle	Contexte maritime (ou estuarien) Submergé Faible profondeur	Prospection archéologique
DbEn-4	Quai de l'Anse St-Jean	Anse-St-Jean	Saguenay–Lac-Saint-Jean	1875-1877 (modif: 1915)	Contexte maritime (ou estuarien) Submergé Profondeur moyenne Fond de pierrailles	Opération archéologique complète
DbFI-9	Rapides des Cyprès	Rivière-Windigo	Mauricie	1900-1950	Aucune description	Mention
DcEh-2	Mine d'Ocre	Les Escoumins	Côte-Nord	indéterminé	Description insuffisante	Mention
DcEo-2	Quai de Saint-Basile de Tableau	Saint-Basile de Tableau, rivière Sagunay	Saguenay–Lac-Saint-Jean	1900-1950	Contexte maritime (ou estuarien) Submergé Faible profondeur	Prospection archéologique

Inventaire des quais au Québec

Code Borden	Nom du site	Municipalité	Région	Datation	Contexte environnemental	Opération(s) réalisée(s)
DcEp-6	Quai de l'anse Xavier	Sainte-Rose-du-Nord, rivière Saguenay	Saguenay–Lac-Saint-Jean	1900-1950	Contexte maritime (ou estuarien) Submergé Faible profondeur	Prospection archéologique
DcEp-7	Quai de l'anse à Simon	Anse à Simon, rivière Saguenay	Saguenay–Lac-Saint-Jean	1850-1900	Contexte maritime (ou estuarien) Submergé Faible profondeur	Prospection archéologique
DcEp-8	Quais du Moulin de l'Anse de la Croix	Anse de la Croix, rivière Saguenay	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Site de 2 quais: Vers 1840 et début XXe	Contexte maritime (ou estuarien) Submergé Faible profondeur	Prospection archéologique
DcEq-1	Quai du Moulin de l'Anse aux Cailles	Anse aux Cailles, rivière Saguenay	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Vers 1840	Contexte maritime (ou estuarien) Submergé Faible profondeur	Prospection archéologique
DdEc-2	Phare de Pointe-au-Père (quai)	Rimouski	Bas-Saint-Laurent	1800-1950	Contexte terrestre. En stratigraphie perturbée Zone remblayée	Opération archéologique complète

Inventaire des quais au Québec

Code Borden	Nom du site	Municipalité	Région	Datation	Contexte environnemental	Opération(s) réalisée(s)
DdEh-6	Complexe industriel (Sault au Mouton)	Longue-Rive	Côte-Nord	indéterminé	Aucune description	Mention
DhDw-5	Village Saint-Nicolas	Franquelin	Côte-Nord	1900-1950	Description insuffisante	Mention
EbDo-1	Vieux Poste	Sept-Îles	Côte-Nord	indéterminé	Description insuffisante	Mention
EeEu-1	Lac Onistagane	Chute-des-Passes	Saguenay–Lac-Saint-Jean	1900 à 1950	Description insuffisante	Mention
EiBh-57	Poste de pêche, Île Verte	Blanc-Sablon	Côte-Nord	1875-1900	Contexte terrestre En surface	Prospection archéologique
EiBh-114	Île du Bassin	Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	Côte-Nord	1900-1930	Description insuffisante	Mention
(N/A) Pas de code Borden	Quai de Sainte-Luce	Sainte-Luce (MRC de Mitis). Site de l'église et du cimetière de Sainte-Luce	Bas-Saint-Laurent	1900-1950	Contexte terrestreEn surface	Informations insuffisantes

Inventaire des quais au Québec

Code Borden	Nom du site	Municipalité	Région	Datation	Contexte environnemental	Opération(s) réalisée(s)
(N/A) Pas de code Borden	Quai Agésilas-Lepage	Bagotville	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Indéterminé	Contexte terrestre En surface	Informations insuffisantes
(N/A) Pas de code Borden	Quai de Grande-Baie(ou Quai Laurier-Simard)	Grande-Baie (La Baie, Saguenay)Site du patrimoine de Quai-de-Grande-Baie	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Indéterminé	Contexte terrestre En surface	Informations insuffisantes
(N/A) Pas de code Borden	Quai de Havre-Aubert	Site historique de La Grave. Mun. Les Îles-de-la-Madeleine	Gaspésie, Îles-de-la-Madeleine	Indéterminé	Contexte terrestre En surface	Informations insuffisantes
(N/A) Pas de code Borden	Quai Tâché	Kamouraska, zone récréo-touristique de la municipalité	Bas-Saint-Laurent	1800-1850	Contexte terrestre En surface	Informations insuffisantes

Inventaire des quais au Québec

Code Borden	Nom du site	Municipalité	Région	Datation	Contexte environnemental	Opération(s) réalisée(s)
(N/A) Pas de code Borden	Quai Miller	Kamouraska, zone récréo-touristique de la municipalité	Bas-Saint-Laurent	Vers 1850	Contexte terrestre Perturbé Ré-aménagé	Informations insuffisantes

Source : Simard, 2009

ANNEXE 7

Inventaire des épaves au Québec

Inventaire des épaves au Québec

Code Borden	Nom du site ou de l'épave	Municipalité	Région	Datation	Catégorie	Contexte environnemental	Opérations archéologiques
BgFb-2	Épave de bateau de type chaland	Stanstead	Estrie	1850-1900	Navigation intérieure Chaland	Contexte lacustre Faible profondeur Nature du fond indéterminée	Prospection archéologique
BgFh-6	Épave	Noyan	Montérégie	1800-1850	Navigation intérieure Chaland	Contexte de rivière. Faible profondeur (3 m) Fond vaseux	Relevés préliminaires
BgFh-7	Épave-Barge	Noyan	Montérégie	Période indéterminé	Navigation intérieure Barge	Contexte de rivière Profondeur moyenne Fond de pierres et de sable	Relevés préliminaires
BgFh-8	Épave-Barge	Noyan	Montérégie	1850-1900	Navigation intérieure Barge	Contexte de rivière Profondeur moyenne Fond vaseux	Relevés préliminaires

Inventaire des épaves au Québec

Code Borden	Nom du site ou de l'épave	Municipalité	Région	Datation	Catégorie	Contexte environnemental	Opérations archéologiques
BgFh-9	Épave-Vapeur	Notre-Dame-du-Mont-Carmel	Montérégie	1850-1900	Navigation intérieure Vapeur	Contexte de rivière. Faible profondeur Fond vaseux	Relevés préliminaires
BgFh-10	Épave-vapeur	Noyan	Montérégie	1850-1900	Navigation intérieure Vapeur	Contexte de rivière Faible profondeur Fond sableux	Relevés préliminaires
BgFh-11	Épave-vapeur	Noyan	Montérégie	1800-1850	Navigation intérieure Vapeur	Contexte de rivière Faible profondeur Fond sableux	Relevés préliminaires
BgFh-12	Épave	Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	Montérégie	1850-1900	Navigation intérieure Barge	Contexte de rivière Faible profondeur (5 m) Nature du fond indéterminée	Relevés préliminaires

Inventaire des épaves au Québec

Code Borden	Nom du site ou de l'épave	Municipalité	Région	Datation	Catégorie	Contexte environnemental	Opérations archéologiques
BgFh-14	Épave	Saint-Paul-de -l'Île-aux-Noix	Montérégie	1608-1760 Régime français	Navigation intérieure Bateau plat	Contexte de rivière Profondeur moyenne (7m) Fond rocailleux	Relevés préliminaires
BgFh-15	Épave	Saint-Paul-de -l'Île-aux-Noix	Montérégie	1850-1900	Navigation intérieure Chaland	Contexte de rivière Faible profondeur Nature du fond indéterminée	Relevés préliminaires
BgFh-16	Épave	Saint-Paul-de -l'Île-aux-Noix	Montérégie	1850-1900	Navigation intérieure Goélette	Contexte de rivière Faible profondeur Nature du fond indéterminée	Relevés préliminaires
BgFh-17	Épave	Saint-Paul-de -l'Île-aux-Noix	Montérégie	1900-1950	Navigation intérieure Chaland	Contexte de rivière Profondeur moyenne (8m) Fond vaseux	Relevés préliminaires

Inventaire des épaves au Québec

Code Borden	Nom du site ou de l'épave	Municipalité	Région	Datation	Catégorie	Contexte environnemental	Opérations archéologiques
BgFi-3	Épave	Notre-Dame-du -Mont-Carmel	Montérégie	1850-1900	Navigation intérieure Barge	Contexte de rivière Profondeur moyenne (10 m) Fond de pierres et de sable	Relevés préliminaires
BgFi-6	Épave	Notre-Dame-du -Mont-Carmel	Montérégie	Période indéterminé	Type de navigation indéterminé	Contexte de rivière Profondeur indéterminée Nature du fond indéterminée	Mention et localisation
BhFh-3	Épave	Saint-Jean- Iberville	Montérégie	1900-1950	Navigation intérieure Chaloupe verchère	Contexte de rivière. Faible profondeur (4 m) Nature du fond indéterminée	Relevés préliminaires

Inventaire des épaves au Québec

Code Borden	Nom du site ou de l'épave	Municipalité	Région	Datation	Catégorie	Contexte environnemental	Opérations archéologiques
BhFh-4	Épave	Saint-Jean-Iberville	Montérégie	1700-1760 Régime français	Navigation intérieure Bateau plat	Contexte de rivière Faible profondeur (5m) Fond de sable et de pierraille	Relevés préliminaires
BhFh-6	Épave	Saint-Jean-Iberville	Montérégie	Période indéterminé	Type de navigation indéterminé	Contexte de rivière Faible profondeur (3 m) Fond de sable et de pierraille	Relevés préliminaires
BhFh-10	Épave	Saint-Jean-Iberville	Montérégie	1760-1799 Régime anglais	Type de navigation indéterminé	Contexte de rivière Profondeur indéterminée Nature du fond indéterminée	Mention et localisation
BiFi-7	Épave de Pointe-Calumet	Pointe-Calumet	Laurentides	1850-1900	Navigation intérieure Caboteur (Sloop)	Contexte fluvial Faible profondeur Font sableux	Prospection archéologique

Inventaire des épaves au Québec

Code Borden	Nom du site ou de l'épave	Municipalité	Région	Datation	Catégorie	Contexte environnemental	Opérations archéologiques
BjFh-3	Épave 1	Saint-Marc-sur -Richelieu	Montérégie	1900-1950	Navigation intérieure Caboteur de fort tonnage	Contexte de rivière Profondeur moyenne (7 mètres) Nature du fond indéterminée	Relevés préliminaires
BjFi-4	Épave Molson I Lady Sherbrooke	Boucherville	Montérégie	1800-1850	Navigation intérieure Vapeur	Contexte fluvial Faible profondeur Épave dans un fond vaseux de 2 m d'épaisseur.	Opération archéologique complète
BkFh-3	Épave 2	Saint-Antoine- sur -Richelieu	Montérégie	1800-1850	Navigation intérieure Barge	Contexte de rivière Faible profondeur Nature du fond indéterminée	Relevés préliminaires

Inventaire des épaves au Québec

Code Borden	Nom du site ou de l'épave	Municipalité	Région	Datation	Catégorie	Contexte environnemental	Opérations archéologiques
CeEt-7	Place-Royale: Maison Guillaume- Estèbe	Québec	Capitale- Nationale	1700-1760 Régime français	Navigation intérieure Chaloupe (ou bateau plat)	Contexte archéologique terrestre. En stratigraphie	Opération archéologique complète
CeEt-123	Épave du Chantier navale de Québec	Québec	Capitale- Nationale	Période indéterminée estimée 1700-1899	Type de navigation indéterminé Bateau militaire (britannique)	Contexte archéologique terrestre. En stratigraphie	Mention et localisation
CeEt-143 (3 épaves)	Bateaux plats (Musée de la Civilisation)	Québec	Capitale- Nationale	1700-1760 Régime français	Navigation intérieure Bateau plat	Contexte archéologique terrestre. En stratigraphie	Opération archéologique complète
CeEt-885	Épave-Etchemin	Lévis	Chaudière- Appalaches	Période indéterminée	Type de navigation indéterminé	Contexte fuvial Faible profondeur Fond rocheux	Mention et localisation

Inventaire des épaves au Québec

Code Borden	Nom du site ou de l'épave	Municipalité	Région	Datation	Catégorie	Contexte environnemental	Opérations archéologiques
CjEt-17	Épave du lac Jacques-Cartier	Lac-Jacques-Cartier	Capitale-Nationale	Période indéterminée estimée 1800-1899	Navigation intérieure	Contexte archéologique terrestre En surface	Mention et localisation
CIEk-6	Épave: Débris de Baie-des-Rochers	Anse au Sable, Baie-des-Rochers	Capitale-Nationale	1900-1950	Navigation hauturière Navire à voiles	Contexte maritime À faible profondeur (3m) Nature du fond indéterminée	Prospection archéologique
CIEk-7	Site d'épave de l'Île aux Lièvres	Île aux Lièvres	Saguenay/Lac-Saint-Jean	1800-1850	Type de navigation indéterminé	Contexte maritime À faible profondeur (3m) Nature du fond indéterminée	Prospection archéologique
DaDq-3	Épave Le Machault	Pointe-à-la-Croix	Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	1608-1760 Régime français	Navigation hauturière Bateau militaire	Contexte maritime Profondeur indéterminée Nature du fond indéterminée	Opération archéologique complète

Inventaire des épaves au Québec

Code Borden	Nom du site ou de l'épave	Municipalité	Région	Datation	Catégorie	Contexte environnemental	Opérations archéologiques
DaDq-5	Épave Marquis de Malauze	Pointe-à-la-Croix	Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	1608-1760 Régime français	Navigation hauturière Bateau militaire	Contexte maritime Profondeur indéterminée Nature du fond indéterminée	Mention et localisation
DaDq-6	Épave Bienfaisant	Pointe-à-la-Croix	Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	1608-1760 Régime français	Navigation hauturière Bateau militaire	Contexte maritime Profondeur indéterminée Nature du fond indéterminée	Mention et localisation
DaEi-15	Épave, île Verte	L'Isle-Verte	Bas-Saint-Laurent	Période indéterminé	Type de navigation indéterminé	Contexte fluvial Faible profondeur (sur l'estran) Semi-submergée	Prospection archéologique

Inventaire des épaves au Québec

Code Borden	Nom du site ou de l'épave	Municipalité	Région	Datation	Catégorie	Contexte environnemental	Opérations archéologiques
DaEj-6 (au moins 2 épaves)	Épaves A de l'Île Rouge Épaves B de l'Île Rouge	Tadoussac	Côte-Nord	Épave A: 1900-1950 Épave B: 1775-1800 Régime anglais	Type de navigation indéterminé	Contexte maritime (estuarien) Profondeur moyenne Fond rocailleux	Prospection archéologique
DaEj-7	Épave E de l'île Rouge	Tadoussac Île Rouge	Côte-Nord	Datation indéterminée estimée 1800-1899	Type de navigation indéterminé	Contexte maritime (estuarien) Profondeur indéterminée Fond sableux	Prospection archéologique
DaEj-8	Épave H de l'île Rouge (Épave à la quille)	Tadoussac Île Rouge	Côte-Nord	1760-1800 Régime anglais	Navigation hauturière Bateau militaire	Contexte maritime (estuarien) Faible profondeur (5 m) Fond de pierraille	Prospection archéologique

Inventaire des épaves au Québec

Code Borden	Nom du site ou de l'épave	Municipalité	Région	Datation	Catégorie	Contexte environnemental	Opérations archéologiques
DaEj-9	Épave métallique de l'Île Rouge	Tadoussac	Saguenay–Lac-Saint-Jean	1900-1950	Type de navigation indéterminé	Contexte maritime En eau profonde	Prospection archéologique
DaEI-1	Épave de la Carolina (site de délestage)	Anse à Passe-Pierre Rivière Saguenay	Saguenay–Lac-Saint-Jean	1900-1950	Navigation hauturière Vapeur de passagers	Contexte maritime Profondeur indéterminée Nature du fond indéterminée	Prospection archéologique
DbEI-10	Épave du Bergeronnes Trader	Escoumins	Saguenay–Lac-Saint-Jean	1900-1950	Navigation intérieure Caboteur	Contexte maritime En eau profonde (30 m) Nature du fond indéterminée	Prospection archéologique
DcEI-18	Épave du Dilvaag	Escoumins	Saguenay–Lac-Saint-Jean	1900-1950	Navigation hauturière Barque-cargo	Contexte maritime Profondeur moyenne (6m)	Prospection archéologique

Inventaire des épaves au Québec

Code Borden	Nom du site ou de l'épave	Municipalité	Région	Datation	Catégorie	Contexte environnemental	Opérations archéologiques
DdDb-3	Épave de Pointe Jaune	Percé	Gaspésie/ Îles-de-la-Madeleine	1690-1766 » Régime français	Navigation hauturière Bateau marchand	Contexte maritime Faible profondeur (2 m). Fond rocheux	Opération archéologique complète
DdEc-1	Épave de l' <i>Empress of Ireland</i>	Sainte-Luce	Bas-Saint-Laurent	1900-1950	Navigation hauturière Cargo-passager	Contexte maritime En eau profonde (40-50m) Nature du fond indéterminée	Prospection archéologique
DhDo-3	Épave de Tourelle	Sainte-Anne-des-Monts	Gaspésie/ Îles-de-la-Madeleine	1760-1799 Régime anglais	Navigation hauturière Navire militaire Sloop (britannique)	Contexte maritime Faible profondeur (1,5 m) Fond de de cailloutis et de pierres	Relevés préliminaires

Inventaire des épaves au Québec

Code Borden	Nom du site ou de l'épave	Municipalité	Région	Datation	Catégorie	Contexte environnemental	Opérations archéologiques
DiDt-8	Épave du Elizabeth and Mary	Baie-Trinité	Côte-Nord	1608-1760 Régime français	Navigation hauturière	Contexte maritime Faible profondeur (- de 5 m) Fond de sable et pierraille	Opération archéologique complète
DkDs-3 (au moins 2 épaves)	Naufrage de Walker	Rivière-Pentecôte	Côte-Nord	A: 1608-1760 Régime français B: estimée 1800-1899	A: Navigation hauturière B: Type de navigation indéterminé Vapeur	Contexte maritime Faible profondeur Fond sableux	Opération archéologique complète
DkDs-4	Épave de métal	Rivière-Pentecôte	Côte-Nord	Période indéterminé	Type de navigation indéterminé	Contexte maritime. Faible profondeur Nature du fond indéterminée	Prospection archéologique
DkDs-5	Épave Bateau à vapeur	Rivière-Pentecôte	Côte-Nord	1850-1900	Type de navigation indéterminé Vapeur	Contexte maritime Faible profondeur. Fond sableux	Prospection archéologique

Inventaire des épaves au Québec

Code Borden	Nom du site ou de l'épave	Municipalité	Région	Datation	Catégorie	Contexte environnemental	Opérations archéologiques
EaDo-1	Épave du Corossol	Sept-Îles Chenal du Milieu, baie de Sept-îles	Côte-Nord	1608-1760 Régime français	Navigation hauturière Pinasse	Contexte maritime Proffondeur moyenne (6m) Fond rocheux	Opération archéologique complète
EbCm-1	Épave d'Aguanish	Aguanish	Côte-Nord	Période indéterminé	Navigation intérieure	Contexte d'archéologie terrestre. En surface Sur une plage de sable	Relevés préliminaires

Source : Simard, 2009

ANNEXE 8

Inventaire des sites archéologiques québécois associés aux
poteries, briqueteries, tuileries et fabriques de pipes.

**Inventaire des sites archéologiques québécois associés aux poteries, briqueteries, tuileries et fabriques de
pipes**

Identification	Code Borden et sources	Localisation	Période d'activité	Affiliation culturelle
St. Johns Stone Chinaware	BhFh-8 (Barbeau 1942, Lambart 1963, Webster 1971, Lambart 1975a, Chism et Brossard 1981, Fortin 1982 et Collard 1984)	Saint-Jean-sur- Richelieu	1873-1897	Anglo-québécoise
Poterie Cocker	BhFn-16 (Desjardins et al. 1978, Bastien 1980, Cadieux 1980 et Filion 1980)	Coteau-du-Lac	Vers 1808-1860	Franco-québécoise
Fabrique de pipes Bannerman	BjFj-26 (Walker 1977, Walker 1983, Ethnoscop 1987, Savard et Drouin 1990 et Ethnoscop 2008)	Montréal	1858-1902	Écossaise
Briqueterie Smith	BjFj-44 (Groupe de recherches en histoire du Québec 1996 et 1997)	Montréal	1825-vers 1854	Anglo-québécoise
Villa Woodbine	BjFj-113 (Ethnoscop 2005)	Montréal	Années 1840-vers 1910	Écossaise
Fabriques de pipes Henderson et Dixon	BjFj-135 (Walker 1977, Walker 1983, Savard et Drouin 1990, Roy 2007a, 2007b et 2008)	Montréal	1847-1892	Écossaise
Poterie Tourangeau	BjFI-2 (Langlois 1977, Langlois 1978, Trahan 1978, Monette 2005 et Monette et	Saint-Eustache	1799-1816	Franco-québécoise

**Inventaire des sites archéologiques québécois associés aux poteries, briqueteries, tuileries et fabriques de
pipes**

Identification	Code Borden et sources	Localisation	Période d'activité	Affiliation culturelle
	al. 2006)			
Poterie Duplaquet dit Lambert	BkFg-4 (Langlois s.d.c, Gaumond 1973, Lambart 1975a, Desjardins et al. 1978, Langlois 1978, Gaumond et Martin 1978, Lapointe 1982, Ethnoscop 1984, Monette 2005 et Monette et al. 2006)	Saint-Denis-sur-Richelieu	1799-1846	Franco-québécoise
Poterie Bélanger	BkFg-5 (Langlois s.d.a, Gaumond 1973, Desjardins et al. 1978, Langlois 1978, Gaumond et Martin 1978, Lapointe 1982 et Ethnoscop 1984)	Saint-Denis-sur-Richelieu	1828-1887	Franco-québécoise
Poterie Maillet	BkFg-6 (Langlois s.d.b, Barbeau 1941, Gaumond 1973, Lambart 1975a, Desjardins et al. 1978, Langlois 1978, Gaumond et Martin 1978, Lapointe 1982, Ethnoscop 1984, Monette 2005 et Monette et al. 2006)	Saint-Denis-sur-Richelieu	1828-1853	Franco-québécoise

**Inventaire des sites archéologiques québécois associés aux poteries, briqueteries, tuileries et fabriques de
pipes**

Identification	Code Borden et sources	Localisation	Période d'activité	Affiliation culturelle
Poterie Prévost	BkFg-7 (Langlois s.d.d, Lambart 1975a, Trahan 1976, Desjardins et al. 1978, Langlois 1978, Gaumond et Martin 1978, Lapointe 1982, Ethnoscop 1984, Monette 2005 et Monette et al. 2006)	Saint-Denis-sur-Richelieu	1808-1809	Franco-québécoise
Poterie Robichaud	BkFg-8 (Langlois s.d.e, Lambart 1975a, Desjardins et al. 1978, Langlois 1978, Gaumond et Martin 1978 et Ethnoscop 1984)	Saint-Denis-sur-Richelieu	1785-1833	Franco-québécoise
Lot 226 à Saint-Denis-sur-Richelieu	BkFg-9 (Gaumond 1973)	Saint-Denis-sur-Richelieu	Matériel rapporté?	
Maison Mâsse	BkFg-10 (Ethnoscop 1982, Lapointe 1982, Nadon 1983, Ethnoscop 1984, Arkéos 1987, Brochu 1987, Arkéos 1989 et Transit Analyse 1993)	Saint-Denis-sur-Richelieu	Matériel rapporté	
Rive à Saint-Denis-sur-Richelieu	BkFg-11 (Skanes 1983 et Ethnoscop 1984)	Saint-Denis-sur-Richelieu	Matériel rapporté	
Rive à Saint-Denis-sur-	BkFg-12 (Skanes 1983 et Ethnoscop	Saint-Denis-sur-	Matériel rapporté	

**Inventaire des sites archéologiques québécois associés aux poteries, briqueteries, tuileries et fabriques de
pipes**

Identification	Code Borden et sources	Localisation	Période d'activité	Affiliation culturelle
Richelieu	1984)	Richelieu		
Poterie Yamaska	BIFf-1 (Lambart 1963, Gaumond et Martin 1970a et Lambart 1975b)	Saint-Michel d'Yamaska	1852-1857	Écossaise
Poterie O. Joubert	CaFe-2 (Barbeau 1942, Gaumond et Martin 1970b, Langlois 1978, Monette 2005 et Monette et al. 2006)	Saint-Antoine-de- la-Baie-du-Febvre	1862-1878	Franco-québécoise
Poterie Briaire	CbFe-3 (Desjardins et al. 1978, Langlois 1978, Gaumond 1979, Langlois 1979, Monette 2005 et Monette et al. 2006)	Yamachiche	1847-1884	Franco-québécoise
Poterie Briaire et Courtemanche	CbFe-4 (Desjardins et al. 1978, Langlois 1978, Gaumond 1979, Langlois 1979, Monette 2005 et Monette et al. 2006)	Yamachiche	1845-1850	Franco-québécoise
Tuilerie Smolenski	CeEs-4 (Gaumond s.d., Lambart 1963, Lambart 1975b et Bernard 1992b)	Québec	1845-1849	Polonaise
Poterie Bell	CeEt-23 (Keele 1915, Barbeau 1941, Barbeau 1942, Lambart 1963, Cloutier et Gaumond 1969, Webster 1971, Lambart 1975b, Collard 1984, Croteau et	Petite-Rivière	1845-1932	Écossaise

**Inventaire des sites archéologiques québécois associés aux poteries, briqueteries, tuileries et fabriques de
pipes**

Identification	Code Borden et sources	Localisation	Période d'activité	Affiliation culturelle
	Tremblay 1987 et Royer 1992b)			
Poterie Dion	CeEt-24 (Langlois s.d.f, Barbeau 1941, Barbeau 1942, Lambart 1963, Webster 1971, Lambart 1975b, Langlois 1978, Gaumond 1978a, Godin 1981, Collard 1984, Rompré 1984 et Godin 1988)	Québec	1851-1916	Franco-québécoise
Poterie Aumier	CeEt-150 (Langlois 1978, Tremblay 1984, La Roche 1987, Tremblay et Véronneau 1988, Simoneau 1988, La Roche 1989, Monette 2005 et Monette et al. 2006)	Charlesbourg	1682-1687	Française
Poterie Poitras	CeEt-706 (Langlois 1978, Lavigne 1979, Guimont 1993a, Quesnel 1995, Rouleau 1998, Monette 2005 et Monette et al. 2006)	Québec	1797-1842	Franco-québécoise

**Inventaire des sites archéologiques québécois associés aux poteries, briqueteries, tuileries et fabriques de
pipes**

Identification	Code Borden et sources	Localisation	Période d'activité	Affiliation culturelle
Poterie Vincent	CeEt-819 (Barbeau 1942, Webster 1971, Langlois 1978, Lavigne 1979, Monette 2005 et Monette et al. 2006)	Québec	1766-1803	Acadienne
Briqueterie Landron-Larchevêque	CeEt-854 (Roy 1916, Fauteux 1927, Guimont 1993a et 1993b, Goyette 2004a et 2004b, Monette 2005 et Monette et al. 2006)	Québec	1688-1765	Franco-québécoise
Poterie de Cap-Rouge	CeEu-3 (Barbeau 1941, Barbeau 1942, Lambart 1963, Webster 1971, Gaumont 1972, Lambart 1975, Collard 1984, Lavoie 1986 et 1987, Côté et Lavoie 1991 et Lavoie et Slater 1995)	Cap-Rouge	1860-1892	Anglo-québécoise
Poterie Côté	CeEu-5 (Cloutier 1977, Langlois 1978, Cloutier 2003, Monette 2005 et Monette et al. 2006)	Saint-Augustin-de-Desmaures	1803-1811	Franco-québécoise
Poterie Robitaille	CeEu-8 (Langlois 1977, Cloutier 1980a et Cloutier 2003)	Saint-Augustin-de-Desmaures	1796-1816	Franco-québécoise
Poterie Dubeau	CeEu-9 (Langlois 1978 et Cloutier 1980b)	Québec	1764-1794	Franco-québécoise

**Inventaire des sites archéologiques québécois associés aux poteries, briqueteries, tuileries et fabriques de
pipes**

Identification	Code Borden et sources	Localisation	Période d'activité	Affiliation culturelle
Maison Belleau	CeEw-3 (Langlois 1978 et Bernard 1992a)	Cap-Santé	1844-1846	Franco-québécoise
Poterie Ampleman	CfEt-4 (Langlois 1978, Gaumond 1978b, Lavigne 1979, Monette 2005 et Monette et al. 2006)	Charlesbourg	1766-1782	Française
Poterie P. Joubert	CjEl-4 (Barbeau 1942, Cloutier et Proulx 1975 et Langlois 1978)	Saint-Denis-de-Kamouraska	1854-1871	Franco-québécoise
Poterie Belleau	DbEr-1 (Langlois s.d.g, Barbeau 1941, Barbeau 1942, Langlois 1978, Proulx 1978, Simard 1978, Monette 2005 et Monette et al. 2006)	La Baie	1855-1889	Franco-québécoise

Source : Royer, Ethnoscop, 2009